

Avec ce numéro, magazine « Terres d'hiver »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14550 - 6 F

VENDREDI 8 NOVEMBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

Les difficultés financières et les mutations en Union soviétique

● L'URSS réclame des crédits occidentaux

Les échéances de la dette

AVEC un humour sans doute involontaire, le premier ministre de l'Union soviétique a résumé la situation de la dette soviétique alors que les « suppléments » (hauts fonctionnaires) des ministères des Sept tenaient à Paris une réunion consacrée aux perspectives de remboursement. M. Ivan Silaev aurait déclaré à Moscou, selon des dépêches d'agence, que les autorités responsables résoudraient dans les dix jours l'actuel problème de liquidité avec l'aide de crédits étrangers.

Au milieu du mois d'octobre, à Bangkok, la délégation, dirigée par l'économiste Gueorgi Yavlinski, auprès des réunions organisées autour de l'assemblée générale du FMI avait déjà donné le ton en prévenant les créanciers. Moscou, avait-il annoncé, ne pouvait plus d'ici à deux mois répondre du service de sa dette sans recevoir des concours extérieurs.

POURANT, dans un communiqué fort remarqué et publié à la fin du mois d'octobre, le directeur général de l'Institut de finance internationale, M. Horst Schulmann (ancien membre du gouvernement de M. Helmut Schmidt), un organisme regroupant, à Washington, les principales banques créancières du monde, avait déclaré que l'Union soviétique disposait des moyens en devises nécessaires pour faire face à ses obligations de l'année. Qui ne dit pas la vérité ?

Du 26 au 28 octobre, les « suppléments » étaient rendus à Moscou, conformément à la décision prise, à la demande des Soviétiques, d'établir avec eux un dialogue permanent. Dans la mesure où il s'agissait pour eux de parer au plus pressé, leur mission avait été considérée comme un succès. Le plus urgent était de faire endosser par les Républiques la dette contractée naguère par l'Union, et dont le total a doublé depuis l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, en 1985.

À signature, le mercredi 6 novembre, du traité d'union économique par l'Ukraine (sous réserve de ratification parlementaire) est à cet égard une bonne nouvelle. Il en est de même de la promesse que vient de faire M. Boris Eltsine que la Russie prendra en charge la part de la dette qui revenait, selon les estimations, à la Géorgie et aux trois pays baltes.

Reste aujourd'hui à répondre à la question elle-même : les Républiques sont-elles en mesure d'assumer les paiements, qui se montent, pour le 4^e trimestre, à quelque 5 milliards de dollars, faisant suite à quelque 14 milliards de versements d'intérêts et de remboursements du principal effectués depuis janvier ?

A supposer que la banque extérieure puisse résoudre ses propres difficultés, le tâche quasi impossible qu'elle doit remplir est de se faire livrer par les exportateurs soviétiques - la balance commerciale sera probablement en excédent cette année, étant donné la chute des importations - les devises gagnées. Aux enchères de la Gosbank, le cours du dollar est en une semaine passé de 70,3 à 110 roubles. Qui n'attendait pas une dépréciation supplémentaire du rouble pour se débarrasser des précieuses monnaies convertibles ?

M0147 - 1108 0 - 6.00 F



● Le PC est dissous en Russie

Pour la première fois depuis la guerre, aucun défilé officiel n'a été organisé, jeudi 7 novembre à Moscou, pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre. Quelques milliers de communistes conservateurs se sont toutefois réunis. De leur côté, des anti-communistes souhaitent manifester. Mercredi, M. Boris Eltsine avait annoncé la dissolution du Parti communiste sur l'ensemble de la Russie. Ces décisions interviennent alors que le problème de la dette de l'URSS s'aggrave et que Moscou réclame des crédits à l'Occident.

La place Rouge était vide...

MOSCOU

de notre correspondant

Les Soviétiques n'ont plus de fête nationale. Ce n'était que la fête du régime et le régime est mort. Et, comme pour dissiper les dernières illusions de ceux qui rêvent d'une résurrection, Boris Eltsine a choisi la veille de l'anniversaire de la révolution d'Octobre pour publier un décret dissolvant définitivement le Parti communiste sur tout le territoire de la Russie (théoriquement les activités du parti avaient seulement été suspen-

dues au lendemain de l'échec du putsch d'août).

On ne verra donc sans doute plus jamais au balcon du mausolée de Lénine ces épaisses silhouettes, en manteau gris et chapeau noir, venues recevoir l'hommage de l'armée et du peuple ; on n'étudiera plus l'ordre d'apparition de ces hommes naguère tout puissants pour jauger le rapport des forces au sein du bureau politique.

JAN KRAUZE

Lire la suite et nos informations page 12

Pour soutenir l'économie

Baisse des taux aux Etats-Unis

La Réserve fédérale américaine a annoncé, mercredi 6 novembre, une baisse d'un demi-point de son taux de l'escompte, ramené à 4,5 %. Les banques commerciales ont réduit leur taux de base de 8 % à 7,5 %.

Wall Street a accueilli sans fièvre excessive la décision de la Réserve fédérale, la quatrième depuis le début de l'année. Cette baisse du loyer de l'argent répond à la demande de l'administration Bush, préoccupée par la faiblesse de la reprise américaine.

Le principal conseiller économique de la Maison Blanche assure que l'activité devrait s'améliorer « d'ici au printemps » aux Etats-Unis, mais les milieux d'affaires demeurent sceptiques.

Lire page 29 les articles de SERGE MARTI et ALAIN VERNHOLLES

La relance de l'aménagement du territoire

L'ENA sera transférée à Strasbourg

L'Ecole nationale d'administration (ENA) sera transférée à Strasbourg, la SETA à Angoulême et le Commissariat au Plan dans la Seine-Saint-Denis, a notamment décidé, le jeudi 7 novembre, le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) présidé par le premier ministre. Les vingt organismes qui feront l'objet d'une délocalisation représentant environ deux mille cinq cents agents publics.

Par François Grosrichard

De nombreux ministres ont littéralement « fait le siège », physiquement ou téléphoniquement depuis trois jours, de l'hôtel Matignon ou du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, qui a préparé l'ensemble de l'ordre du jour du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) consacré au transfert d'organismes publics vers la banlieue et la province. « Je suis devenu en quelques semaines le ministre le plus impopulaire

auprès de mes collègues... », confie-t-il avec un semi-humour.

Déjà le 3 octobre (le Monde du 5 octobre), le gouvernement avait annoncé une série de délocalisations significatives, touchant par exemple des établissements du ministère de la défense, des affaires étrangères, de la recherche ou de l'agriculture, et représentant à terme le déplacement vers des villes de province de quelque 1 700 emplois.

Lire la suite page 31 et l'article sur le transfert de l'ENA à Strasbourg, page 13

Un entretien avec M. Habib Bourguiba

Pour la première fois depuis sa destitution, il y a quatre ans l'ancien chef de l'Etat tunisien sort de son silence

Le chef de l'Etat tunisien a accordé son premier entretien à des journalistes depuis sa destitution, le 7 novembre 1987. Le « Combattant suprême » de l'indépendance tunisienne évoque pour le Monde les grands événements de l'heure et surtout ceux qu'il a vécus pendant plus de trois décennies au pouvoir.

MONASTIR

de nos envoyés spéciaux

C'était le 3 mars 1965, au milieu de réfugiés palestiniens, près de Jéricho, en Cisjordanie, avant l'occupation israélienne.

Alors en tournée au Proche-Orient, le président Habib Bourguiba lançait une « bombe » : « La politique du tout ou rien ne nous a conduit qu'à la défaite en Palestine ».

Trois jours plus tard, au cours d'une conférence de presse à Jérusalem-Est, il ajoutait au défi : « Il me semble que l'on peut peut-être parvenir à une coexistence avec les juifs ». Il se faisait l'avocat d'une paix « sans vainqueurs ni vaincus » et concluait : « Un jour viendra où il apparaîtra clairement à tous que ces tragédies n'ont aucun sens ».

Plus d'un quart de siècle est passé. Retiré dans sa ville natale de Monastir, à 160 kilomètres au

sud de Tunis, l'ancien chef d'Etat évoque néanmoins avec scepticisme les suites du dialogue israélo-arabe qui vient de s'engager à Madrid : « Les Israéliens ne connaissent que la force. Ils l'ont prouvée dans le passé, par exemple en assassinant en septembre 1948 le comte Bernadotte, le médiateur de l'ONU au Proche-Orient. Ils ne marcheront pas, même si l'Amérique essaie de les raisonner. Itzhak Shamir est un type très dur, il est mauvais... » « Et puis, ajoute-t-il, les Arabes sont divisés ».

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ Lire la suite page 4

Des milliers de morts aux Philippines

Le passage du typhon « Thelma » a provoqué des inondations catastrophiques page 15

M. Alain Boubli inculpé de délit d'initié

L'ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy avait été contraint de démissionner en janvier 1989 à propos de l'affaire Pechiney page 40

SUPPLÉMENT ITALIE

Un double défi : l'Europe et la montée des régionalismes page 7 à 10

POINT

Les difficultés de Renault

Les syndicats de l'usine de Cléon avaient jusqu'à jeudi 7 novembre à 18 heures pour se prononcer sur les dernières propositions de la direction. Ce conflit, qui dure depuis trois semaines, a éclaté alors que les ventes du groupe automobile étaient en net redressement. Lire notre dossier page 30

LIVRES ♦ IDÉES

Le vertige des carnivals

Jeu de masques grotesques et hilarants, métaphores somptueuses. Pour que personne ne sache que j'ai peur, le nouveau roman du Cubain Severo Sarduy, est un livre sur la connaissance de la douleur.

■ Les nouveaux « latinos » : Rodrigo Rey Rosa et Javier Torre affrontent l'ombre de leurs aînés ■ La « révolution » culturelle : l'idéal révolutionnaire a dominé l'histoire de l'Amérique latine ■ Le carrefour des littératures européennes de Strasbourg ■ Rimbaud en chair et en mots ■ La mémoire de la mer ■ D'entre les morts : un roman pour la jeunesse et des nouvelles de Claude Guitman marquées par l'ombre de l'Holocauste ■ Essais : les métaphores du corps ; à gauche, c'est où ? la fabrication de l'hérétique ■ Le feuilleton de Michel Braud : « Gens de bonne compagnie » ■ Histoires littéraires par François Bott : « La souris des statues » ■ D'autres mondes par Nicole Zand : « Tomi Ungerer, Fourmi-boute-en-train »

pages 21 à 28

AFFAIRES

■ La vague des télévisions payantes en Europe ■ Daimler-Benz, un géant empêtré ■ Les Wagons-Lits aiguisent l'appétit d'Accor

pages 33 à 35

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40

Déroute du football français

VOUS ÊTES CHÔMEUR ? HÉMOPHILE ? YUGOSLAVE ?

NON ! SUPPORTER DE L'OM !!!



Lire page 16 les articles de GÉRARD ALBOUY et PHILIPPE BROUSSARD

Le Monde EDITIONS

Voyage avec Colomb

Edwy Plenel

Quel fut hier le monde qui enfanta la découverte ? Quel est aujourd'hui le monde qui en résulte ? Une chronique métissée, à l'instar de son héros, où le présent se dévoile à la lumière du passé.

Le feuilleton de l'été du Monde disponible en livre

EN VENTE EN LIBRAIRIE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 36 p.; Géorgie, 220 DR ; Inde, 1,20 T ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 460 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة من الكتب

هذا من اصل

DÉBATS

Société

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Démocratie « postmoderne »

Que ce soit dans les vieilles nations d'Occident ou dans les pays récemment affranchis du totalitarisme, la démocratie fonctionne mal. Ses règles ne semblent plus correspondre à l'état des sociétés modernes, marquées notamment par l'irruption des nouveaux moyens de communication.

QU'ON se tourne vers l'Europe de l'Est ou l'Amérique du Sud, les années 80 ont marqué le triomphe de la démocratie. Des régimes totalitaires et des dictatures militaires se sont effondrés sous la pression pacifique des peuples. Des gouvernements légitimement élus se sont constitués. Des économies bureaucratiques se sont libérées.

Et pourtant, la démocratie fonctionne mal. A peine ont-ils acquis le droit de voter librement que les citoyens bouclent les urnes — comme la Pologne vient d'en faire la démonstration caricaturale. Surtout autorisés, les partis politiques prolifèrent et se déchirent, incapables de mobiliser les électeurs. Les Parlements ont bien du mal à mettre en œuvre les réformes indispensables.

Et les « vieilles » démocraties n'apparaissent guère comme des modèles pour les nouveaux venus, avec l'augmentation de l'abstention et le discrédit grandissant des organisations et du personnel politiques. La démocratie ne serait-elle désirable que lorsqu'on en est privé ? N'aurait-elle d'autre vertu que de faire rêver les opprimés ?

La question est de taille, et l'on n'est pas surpris de la voir revenir au fil des sommiers. En France, l'exercice de la démocratie s'est longtemps identifié au débat entre la droite et la gauche. Cette opposition permettait de donner aux problèmes politiques et sociaux une dimension dialectique — voire prophétique — qui stimulait les imaginations et incitait à l'action. Or cette frontière idéologique, naguère fondamentale, paraît en voie de dissolution.

« L'aspiration communautaire »

C'est le moins ce qu'on constatait, avec inquiétude, les animateurs de la *Revue du MAUSS* (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) en posant à des directeurs de revues (et en se posant à eux-mêmes) ces questions naïves : « 1/ L'opposition de la droite et de la gauche fait-elle encore sens pour vous aujourd'hui dans le domaine de l'action politique ? 2/ Fait-elle sens et doit-elle faire sens dans le domaine de la pensée ? » Enoncées il y a quelques années, elles auraient provoqué des réactions indignées. Elles suscitent aujourd'hui un embarras qui à de quoi stupéfier d'« intellectuels de gauche ». La raison principale de cette perplexité tient, estime Alain Caillé, directeur de la revue, « à l'étiollement croissant de l'ordre du politique, à la dissolution de la figure du citoyen et à la perte générale d'intérêt envers les discours du pouvoir ». Et Alain Caillé ajoute : « Les multiples conflits partiels qui font la trame de l'existence sociale paraissent de moins en moins susceptibles d'être rapportés à un macro-conflit central, si bien que la droite et la gauche, qui étaient les agents de cette centralisation et en tiraient leur raison d'être en retour, semblent irrémédiablement obsolètes et comme à côté de la plaque. »

Pour l'auteur de ces lignes, la conséquence la plus grave de cet état de fait est la disparition de la « délibération politique », qui est précisément un principe de la vie démocratique.

La dissolution du politique dans une infinité de micro-conflits, l'absence de perspectives globales, la désintégration du tissu social, le délabrement

des structures intermédiaires et des instances de pouvoir... telle est bien l'analyse que fait le professeur Norberto Lechner, dans le numéro de la *Revue internationale des sciences sociales* intitulé « Repenser la démocratie », lorsqu'il examine la situation des nouvelles démocraties d'Amérique latine. Pour lui, le problème essentiel auquel sont confrontés ces pays est de répondre à « l'aspiration communautaire » de sociétés ravagées par l'accroissement des inégalités sociales résultant de la modernisation de l'économie et de l'inflation galopante. Reprenant une expression du sociologue Michel Maffesoli, il écrit : « Nous pouvons voir dans cette exigence communautaire une « solidarité postmoderne » dans la mesure où elle exprime des sentiments partagés plutôt que des intérêts soigneusement articulés. De ce fait même, c'est une demande difficile à formuler : elle n'a pas d'objectif précis et il n'existe pas d'instance spécifique chargée de la satisfaire. »

Un événement politico-culturel

Et pourtant il semble qu'il existe bien déjà une instance pouvant satisfaire cette « solidarité postmoderne » : c'est la télévision. C'est du moins ce qui apparaît à la lecture des articles fort édifiants sur les élections présidentielles de 1989 au Brésil, rassemblés dans *Hermès*, la revue du CNRS sur la communication et la politique. Analysant l'évolution de la campagne et la façon dont l'ont menée les deux candidats de deuxième tour, le syndicaliste gauchiste Lula et surtout son adversaire victorieux, le populiste de droite, Collor, les auteurs montrent comment ces deux phénomènes politiques ont su créer autour d'eux, et par-delà les partis, un mouvement national d'adhésion, mêlant la fascination médiatique et la sensibilité aux aspirations et aux difficultés concrètes des citoyens. Jouant avec maestria de l'outil télévisuel et des techniques du marketing, Collor a su créer une « conscience politique diffuse », permettant de rassembler, le temps d'un scrutin, une population foncièrement hétérogène, à partir de thèmes simples : unité nationale, modernisation du pays, lutte contre la corruption, liberté des entreprises et du marché, refus des partis et des idéologies...

Pour Carlos Messeder Pereira, directeur de l'Institut de communication de l'université fédérale de Rio-de-Janeiro, l'on a assisté là à un événement politico-culturel entièrement nouveau. « Ce que le processus de retour à la démocratie a commencé à révéler n'était pas seulement l'émergence de nouveaux débats mais, principalement, la présence de nouvelles règles et la nécessité de nouvelles relations entre les acteurs politiques concernés. De plus : la compréhension de la politique seule ne paraissait pas suffisante pour comprendre le processus en cours dans ce pays. »

Au moment où la classe politique se passionne, en France, pour la préparation des prochaines échéances électorales, notamment présidentielles, l'exemple du Brésil a de quoi faire réfléchir. L'émergence au début de la campagne, montre que la démocratie « postmoderne » peut réserver bien des surprises... Mieux vaut le savoir et s'y préparer.

► La *Revue du MAUSS*, n° 13. Troisième trimestre 1991. La Découverte. 72 F.

► *Revue internationale des sciences sociales*, n° 129. Août 1991. UNESCO/Erès. 115 F.

► *Hermès*, n° 8-9. Editions du CNRS. 15, quai Anatole-France 75700 Paris. 135 F.

Un appel en faveur des peines de réparation

Dans le domaine de la petite délinquance, les peines dites « de réparation » permettraient de préférer l'indemnisation des victimes à l'exclusion sociale des délinquants. C'est ce qu'affirment plusieurs personnalités du monde politique et judiciaire dans l'appel qu'elles viennent de cosigner.

La prison est-elle le seul moyen d'assurer la sécurité des Français ? Les signataires de cet appel sont convaincus du contraire. L'institution carcérale reste un élément indispensable dans la gamme des peines mais elle est, en l'état actuel des choses, davantage porteuse d'incitation à la récidive que de pédagogie à la réinsertion. En d'autres termes, la prison devrait être considérée comme une peine de dernier recours, réservée aux délinquants endurcis présentant un réel danger pour la société.

Aujourd'hui, tel n'est pas le cas. Sur les quelque 51 000 détenus des prisons françaises, plus de 30 % purgent des peines égales ou inférieures à un an, et plus de 50 % des peines de moins de six mois. Ainsi, une majorité de délinquants occasionnels est-elle mise en contact avec une minorité de délinquants expérimentés.

Il importe aujourd'hui de montrer clairement que le recours à des peines alternatives n'est pas synonyme de crédulité ou de laxisme. La société a le devoir de punir celui qui enfreint les règles du jeu social. Mais, dans le but de mieux se protéger, elle a intérêt à promouvoir des sanctions différenciées favorisant la réinsertion et minimisant les risques de récidive.

Le passage d'une justice « de confection » à une justice « sur mesure » apparaît d'autant plus nécessaire qu'elle permettrait de donner à l'action répressive une dimension réparatrice beaucoup plus marquée. Concrètement, il s'agit, le plus souvent possible, de privilégier l'indemnisation de la victime à l'exclusion sociale du délinquant. Cela

implique que l'on place la victime au cœur des préoccupations de la justice et que l'on responsabilise le délinquant.

Face à un tel défi, la loi française est loin d'être sans réponse : la prison et l'amende ne sont pas les deux seules branches d'une alternative. Ainsi, entre le classement et la poursuite, une troisième voie demeure : le classement sous condition et la médiation qui fixent le cadre d'un dialogue entre la victime et le délinquant en vue d'établir les conditions d'une réparation équitable. Surtout, le juge peut, s'il l'estime opportun, prononcer des décisions n'impliquant pas la détention carcérale totale, telles que le contrôle judiciaire, l'ajournement du prononcé de la peine avec mise à l'épreuve, le travail d'intérêt général, l'emprisonnement avec sursis et mise à l'épreuve, la semi-liberté, le placement de délinquant à l'extérieur des établissements pénitentiaires.

Parler de mesures de « substitution » tend à accréditer l'impression que la sanction unique est la prison, le reste n'étant que succédané. Or ces peines, et notamment les travaux d'intérêt général, doivent être considérées comme des peines « à part entière ».

Les tribunaux du ressort de la cour d'appel de Paris ont prononcé, en 1987, 2 000 peines de travaux d'intérêt général d'une durée moyenne de trois mois, entraînant une dépense totale pouvant être évaluée à 4 millions de francs. Par comparaison, des courtes peines d'emprisonnement, d'une durée moyenne de trois mois par exemple, auraient coûté à l'Etat une somme de 54 millions de francs (soit 90 jours à 300 francs pour chacun des 2 000 détenus).

La différence de 50 millions de francs est considérable. Songeons qu'elle aurait pu être réservée en partie à indemniser les victimes et en partie à recruter un plus grand nombre de personnels judiciaires et sociaux pour assurer le suivi d'un nombre croissant de peines de réparation.

Au niveau de la France entière, ils

n'étaient que 560 en 1989 (dernier chiffre connu) pour encadrer plus de 80 000 « probationnaires » placés, d'une façon ou d'une autre, en milieu ouvert. Dans le même temps, moins de 50 000 détenus en prison étaient encadrés par 15 000 surveillants ! Il est absurde de considérer que, si un surveillant est nécessaire pour « suivre » 3 prisonniers, un éducateur puisse suffire pour « suivre » 150 probationnaires !

Un effort de tous

Nous, élus, magistrats, victimes, avocats, travailleurs sociaux, personnels pénitentiaires, économistes, journalistes, sommes convaincus que la société civile doit entrer dans un partenariat novateur avec l'Etat pour mettre un terme à une situation plaçant la France à un niveau indigne en matière de traitement de la délinquance. Un tel objectif appelle l'effort de tous : Etat, collectivités locales, entreprises et citoyens.

Pour ce qui est du budget de l'Etat, nous proposons que l'augmentation des ressources affectées à la justice pénale corresponde, au minimum, au total des sommes que représentent les économies réalisées par l'application de peines de réparation par rapport à des sanctions carcérales.

Pour ce qui est des autorités locales, en particulier municipales, et des associations, nous proposons qu'elles se lient entre elles par contrats et que ces contrats puissent, éventuellement, bénéficier d'un apport financier significatif du ministère de la justice.

Pour ce qui est du recrutement des personnes susceptibles de suivre et d'encadrer les condamnés à des peines de réparation, nous proposons que, tout en maintenant le niveau requis des prestations professionnelles, il soit aussi varié que possible et comprenne, entre autres : des surveillants volontaires déchargés de charges à l'intérieur des prisons et qui — compte tenu de la prévisibilité et souhaitable réduction de détenus condamnés à de courtes peines en milieu fermé — devraient travailler

en milieu ouvert ; des jeunes appelés du contingent possédant des qualifications professionnelles : éducateurs, psychologues, etc. ; des bénévoles (préretirés, retraités et, pourquoi pas, anciens condamnés), utilisés exclusivement dans les domaines de leur expérience et à titre d'auxiliaires des éducateurs de justice.

Pour ce qui est du financement additionnel qu'impliquerait soit un encadrement direct renforcé, soit un contrôle professionnel du personnel bénévole, nous proposons que des entités ayant un intérêt direct à réduire la délinquance et, en particulier, les larcins et déprédations, joignent leurs efforts à ceux de l'Etat et des autorités locales. Nous pensons à certaines administrations, entreprises publiques ou régies nationales, compagnies d'assurances, banques, centres de distribution de grande surface, transporteurs, entreprises de mobilier urbain.

La société dans son ensemble serait ainsi associée à la nécessaire refonte de la politique pénale. Une refonte dont l'urgence appelle à la mobilisation de l'Etat, des collectivités locales, des associations, des entreprises ; en définitive, des citoyens.

Premiers signataires : Bernard Bonjean, éditeur juridique ; Gilbert Sonnemaison, député, maire ; Bernard Cahen, avocat ; Monique Callier, directrice de l'INAVEM (Institut national d'aide aux victimes et de médiation) ; Guyenne Colard, éducatrice déléguée à la Probation ; Godofroy de Meuril de Buisson, juge de l'application des peines ; Alain Jago, directeur de centre pénitentiaire ; Bernard Joys, magistrat du siège ; Henri Leducq, avocat ; Sylvain Lourié, consultant international en éducation/formation ; Pierre Maligne, magistrat du parquet ; Jacques Toubon, député et maire ; Marc Ullmann, journaliste, président de l'ARD ; Alain de Vulpien, sociologue.

► Pour se joindre à cet appel, contacter l'ARD (Association pour la recherche et la diffusion des initiatives), 14, rue Milton, 75009 Paris.

COURRIER

La France à Madrid

L'édition du *Monde* du 1^{er} novembre, « Amertume française », estime avec justesse que le rôle dirigeant de l'Amérique à Madrid tient à ce que seuls les Etats-Unis peuvent utiliser vis-à-vis d'Israël des arguments financiers, tout en pouvant offrir à l'Etat juif des garanties de sécurité.

Alors, que pouvions-nous faire ? A défaut de puissance financière, il existe aussi des moyens d'action psychologique utilisant les ressources du prestige que l'on se procure, entre autres, par la force du caractère et par la vraie connaissance du terrain.

En ce qui concerne la force du caractère, il faut bien reconnaître que le style de De Gaulle dans les affaires d'Orient, avec de brèves mais fortes déclarations, était plus prestigieux que nos sinuées variations sur la logique de guerre ou de paix.

Quant à la connaissance du terrain, nous avons trop oublié que l'affaire est d'abord une lutte à l'arrière plan, religieuse, entre judaïsme et islam. Nous avons trop oublié d'introduire le troisième par-

tenaire spirituel, le christianisme. La France de la III^e République protégeait encore le christianisme en Orient. En rappelant d'abord à haute et intelligible voix, à temps et à contre-temps, les droits du monde chrétien sur Jérusalem, qui est le cœur du problème, à évoquer d'emblée et non en arrière-plan, qui sait si nous ne nous serions pas rendus indispensables, incontestables ?

A côté de cela, le rappel de notre siège permanent au Conseil de sécurité n'était qu'un ballon crevé, d'autant que nous avions, dans l'affaire de l'Irak, laissé tomber notre droit de veto, quand nous aurions pu nous opposer à la guerre, tout en maintenant le blocus.

CHARLES DE DIANOUS
Paris

La manifestation algérienne de 1961

Dans l'article d'Anne Tristan consacré à la répression de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961 à Paris (*Le Monde* du 20-21 octobre), je lis avec surprise que « le 17 octobre, aucune organisation française n'avait encore dénoncé » le communiqué

du préfet de police imposant le couvre-feu aux Algériens. J'étais alors secrétaire national du MRAP et rédacteur en chef de son mensuel *Droit et Liberté*. Je me souviens bien de cette période dramatique et de l'intense mobilisation de notre mouvement.

Dans une déclaration publique, signée par Jean-Luc Einaudi dans son livre *La Bataille de Paris* (p. 86, éditions du Seuil), le MRAP avait aussitôt condamné les mesures discriminatoires énoncées par M. Papon, contraires à la Constitution et au droit français.

Le numéro du 15 octobre de *Droit et Liberté* contenait en outre, à la première page, l'article d'un avocat, M. Armand Dymenstajn, dénonçant ces « mesures restrictives des libertés (...) visant des citoyens en raison uniquement de leur confession ou de leur lieu d'origine ». Il s'agissait de ce que les « chasses à l'homme » de l'OAS en Algérie « n'avaient pas pûrmi l'ensemble de la population française un vigoureux courant de haine et de dégoût — comme si les citoyens s'étaient accoutumés à cette ignominie », et s'achevait ainsi : « Demain, tout risque d'être trop tard. »

ALBERT LEVY
Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile
- « Les rédacteurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les financements et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimerie du « Monde »

12, r. M.-Gumbourg

94852 IVRY-CEDEX

Le Monde

Jacques Lesourne, président

Françoise Hugues-Devallet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-73

Téléc. MONDOPUB 634 128 F

Téléfax : 40-62-06-71 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc. : 206.806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-30

Téléc. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vouslez avoir l'obligation d'envoyer tous les numéros parvenus en copie à l'imprimerie.

111 MON 03 PP-Paris RP

ÉTATS-UNIS : élections partielles et référendums

Les partisans de l'euthanasie ont subi une défaite sur la Côte ouest

Les élections partielles en tout genre qui avaient lieu mardi 5 novembre aux États-Unis ont illustré la montée du ressentiment contre l'establishment politique, quel qu'il soit. Le Mississippi a élu son premier gouverneur républicain depuis plus d'un siècle en la personne de M. Kirk Fordice. A New-York, M. Thomas Duane, un militant homosexuel séropositif, a été élu conseiller municipal. Parmi les divers référendums qui avaient lieu le même jour, le plus significatif a été celui sur la légalisation de l'euthanasie dans l'État de Washington, sur la Côte ouest, qui a été rejetée de justesse.

WASHINGTON
correspondance

Le président Bush a fait preuve d'optimisme en commentant les résultats des élections partielles de mardi. Bien sûr, il a déploré l'échec, en Pennsylvanie, de M. Thornburgh, l'ancien attorney général (ministre de la justice), auquel il est très lié et pour lequel il est intervenu pendant la campagne. M. Thornburgh a été battu par un démocrate jusqu'ici peu connu, M. Harris Wofford (le Monde du 7 novembre). Mais le président n'a pas manqué de faire état des succès remportés par les républicains dans le Mississippi, la Virginie et le New-Jersey.

Il s'agissait néanmoins d'un optimisme de façade : on pouvait décoder certaines craintes à la Maison Blanche devant l'offensive des démocrates, bien décidés à livrer bataille sur le terrain économique. « Au lieu d'aller à Rome en Italie (pour le sommet de l'OTAN, NDLR), le président ferait mieux d'aller à Rome dans le Mississippi où le taux de chômage dépasse 12 % », a déclaré un porte-parole démocrate. De retour d'Europe, le président devra démontrer, par des actions, qu'il se préoccupe de la situation économique, qui tarde à s'améliorer.



Plusieurs propositions étaient soumises à référendum mardi dans divers États. Ainsi, dans la capitale, une proposition inspirée par les amis des animaux qui visait à interdire dans les rues l'utilisation des voitures à chevaux a été rejetée. Les électeurs du district de Columbia ont par ailleurs approuvé une initiative en vertu de laquelle les fabricants et les marchands d'armes semi-automatiques porteraient la responsabilité des blessures et des morts causées par leurs « produits ».

Ce vote exprime la crainte et le ressentiment des habitants devant la série de crimes dans les rues de la capitale (quatre cent dix morts depuis le début de l'année). Il est cependant dénoncé comme étant inconstitutionnel dans la mesure où son application affecterait les activités commerciales en dehors des limites du district et, a fortiori, à l'étranger.

Les contradictions des électeurs

Les initiatives les plus importantes prises dans l'État de Washington, sur la Côte ouest, concernaient, d'une part, la légalisation de l'euthanasie et, d'autre part, la limitation du nombre des mandats parlementaires. Ces deux propositions ont été rejetées, mais de justesse, ce qui encourage leurs auteurs à redoubler d'efforts.

Pour ce qui est de l'euthanasie, les sondages donnaient au départ l'avantage aux partisans de la légalisation. Une majorité d'électeurs semblaient avoir été rassurés par les précautions prises pour les malades entrés dans une phase terminale, à savoir : deux médecins devaient certifier que le malade n'avait plus que six mois à vivre et des personnes extérieures à la famille devaient témoigner de l'authenticité de la requête, par écrit, du malade demandant qu'il soit mis fin à ses jours. Mais ces dernières semaines, les Églises des différents groupes religieux adversaires de la proposition, disposant de moyens financiers considérables, ont mené une campagne vigoureuse contre l'initiative, dénoncée comme un « homicide légal ».

Ces groupes ont évoqué les erreurs de diagnostic ainsi que le risque que des malades déprimés, mais ayant des chances de guérison, demandent

Augmentation du trafic de drogue en Amérique centrale

« Les carrels colombiens de la drogue traitent et transportent, par mer et par terre, surtout, la drogue en toute liberté en Amérique centrale », a affirmé mercredi 6 novembre à San-José M. Luis Fishman, ministre de l'intérieur du Costa-Rica, commentant les énormes saisies de drogue récemment effectuées dans la région. « Les États-Unis se trompent en concentrant leurs efforts sur les pays producteurs de drogue », a-t-il ajouté dans un entretien à l'agence France-Presse. Au Salvador, la police a saisi près de trois tonnes de cocaïne le 26 octobre dernier et arrêté six personnes, dont le Français Michel-Théophile Laennec, propriétaire de l'entreprise Aeromar chargée du contrôle maritime du port de Acajuta. Au Nicaragua, la police a annoncé mardi le démantèlement d'un réseau de trafiquants lié aux « barons » de la drogue colombienne, après l'arrestation de cinq personnes en possession de 700 kg de cocaïne, prêts à être expédiés aux États-Unis. Depuis avril dernier, la police nicaraguayenne a saisi 1,4 tonne de cocaïne, tandis qu'au Panama, plus d'une tonne de drogue a été interceptée dans les ports depuis janvier dernier. — (AFP.)

Le Conseil de sécurité de l'ONU proroge le mandat de l'ONUCA. — Créé le 7 novembre 1989 afin de participer à la pacification du Nicaragua et du Salvador, le groupe d'observateurs de l'ONU en Amérique centrale (ONUCA) restera en place jusqu'au 30 avril prochain, a décidé, mercredi 6 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU à New-York. Par ailleurs, le gouvernement salvadorien et les membres de la guérilla, qui ont repris leurs pourparlers de paix à Mexico, ont indiqué qu'ils étudiaient un plan de l'ONU proposant la création d'une force de police civile, tandis que, sur le terrain, les combats entre l'armée et les rebelles se poursuivent. — (AFP, Reuters.)

VENEZUELA : mot d'ordre de grève générale à Caracas. — La principale confédération syndicale du Venezuela a lancé un mot d'ordre de grève générale, pour jeudi 7 novembre à Caracas, afin de protester contre une hausse du prix de l'essence et contre d'importants licenciements de fonctionnaires. Cette grève laisse craindre que le mécontentement face au programme d'austérité du gouvernement de président Carlos Andrés Pérez ne se transforme en troubles, du type de ceux qui avaient fait au moins trois cents morts en février 1989. Trois étudiants et deux policiers ont été tués lors d'émeutes, ces dernières semaines, visant à protester contre l'augmentation des tarifs des transports en commun. — (Reuters.)

HAÏTI : selon les témoignages de coopérants français

L'armée a commis des pillages dans les campagnes

De retour d'Haïti, deux jeunes coopérants français témoignent que la répression de l'armée, après le coup d'État militaire du 30 septembre, n'a pas épargné les campagnes, vers lesquelles fuient les habitants des bidonvilles de Port-au-Prince, aux prises avec une situation que les observateurs qualifient sur place de « pré-famine ».

« Au lendemain de l'arrestation du président Jean-Bertrand Aristide, des militaires sont venus, dans la matinée du 1^{er} octobre, pour arrêter Chavannes Jean-Baptiste, fondateur du Mouvement populaire paysan (MPP), qui rassemble plus de 10 000 personnes dans la région de Papaye, la plaine centrale située à une centaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince. Alerté, il s'était caché, de même que tous les autres dirigeants d'un mouvement presque devenu national. Les militaires n'ont donc pas trouvé ceux qu'ils cherchaient. Ils sont revenus quelques heures plus tard, pour dévaliser les locaux du mouvement et piller le contenu de son coffre-fort. Il contenait l'équivalent de 75 000 dollars américains, dont 50 000 représentaient les économies des paysans investies dans la caisse populaire récemment créée. Le reste était destiné au financement de projets soutenus par treize organisations non gouvernementales de plusieurs pays. »

Telles sont les scènes auxquelles a assisté le juriste Thierry Villet, coopérant à Papaye pour le compte de l'Association française de volontaires pour le progrès (organisation financée par le ministère de la coopération), avant de quitter Haïti, contraint et forcé, au début de ce mois, comme tous les autres coopérants français dans ce pays.

« La population locale, poursuit M. Villet, a ensuite décidé de dresser le « procès-verbal » de toutes ces exactions, sous l'autorité d'un juge. Le lendemain, tous les signataires de ce document étaient sous mandat d'arrêt, contraints, eux-aussi, de se réfugier dans la clandestinité. Dans les jours suivants, les militaires de la caserne de Hinche, chef-lieu du département du centre de pays, ont arrêté M. Abdou Pierre, président de la coopérative locale, sous le prétexte qu'il avait en sa possession l'une des feuilles clandestines d'information que font diffuser les partisans du Père Aristide dans les cam-

pagne. » Thierry Villet, technicien très fier d'avoir, en deux ans, contribué au captage de huit sources (de quoi alimenter 4 000 personnes en eau potable) mais déçu de n'avoir pu poursuivre sa mission, cherche ses mots pour décrire le sentiment de la population : « Ils sont complètement effondrés moralement », dit-il.

Seul recours : la résistance passive

Dans les campagnes, où l'on avait d'abord cru à une nouvelle mutinerie de quelques militaires qui serait aussi vite matée que les précédentes, la répression qui a suivi le coup d'État perpétré par les hommes du général Raoul Cédras et du major Michel François, condamnait la population à se limiter à une « résistance passive », comme en témoigne le mouvement de boycottage des écoles, depuis la rentrée décalée le 4 novembre par les autorités « provisoires », installées par les militaires.

A ses yeux, comme à ceux de sa collègue toulousaine Cécile Bérut, qui avait été chargée de la formation d'artisans dans les bidonvilles de Port-au-Prince, la stratégie des putschistes a été de « casser d'emblée, dans les villes comme dans les campagnes, tout ce qui pouvait ressembler à des organisations populaires, y compris les comités de quartier ou les petites églises ou même les organisations d'entraide de l'Eglise catholique, sans compter les réseaux d'information ».

Les rares radios qui continuent d'émettre à Port-au-Prince subissent d'énormes pressions des mili-

taires. « Environ la moitié de la population des bidonvilles, comme Cité Soleil, ont quitté la capitale haïtienne, à la fin de la campagne, et ceux qui restent limitent au minimum leurs sorties, même en plein jour, de crainte que ne se reproduisent les massacres de l'armée, qui ont duré cinq jours et cinq nuits, aux lendemains du coup », affirme Cécile Bérut. Loin de la métropole, la sécurité n'est pas garantie pour autant.

D'anciens « chefs de section » (suppléants de l'armée autrefois tout-puissants dans les campagnes) ont été libérés après le putsch et mobilisés, sous la contrainte, des paysans sans terre pour aller saccager les récoltes ou les demeures des partisans connus du Père Aristide. C'est ce qui se serait notamment passé dans la région de Marécage, à quelques kilomètres de Hinche.

Chose certaine pour ces coopérants, l'activité économique s'est lentement, sous l'effet des sanctions décrétées par la communauté internationale : faute de carburant, les transports en commun n'amenent plus les ouvriers dans les rares usines qui avaient repris leurs activités courant octobre, et leurs dirigeants partent de plus en plus souvent vers l'étranger, de crainte de nouveaux troubles. Les vols récemment connus dans les quartiers populaires — faits rares — tendraient à prouver que la population commence à souffrir sérieusement de la faim, à un moment où les prix des denrées alimentaires et du gaz grimpent en flèche.

MARTINE JACOT

Les putschistes sont « des lâches prêts à s'enfuir »

déclare l'ambassadeur de France à Port-au-Prince

Les membres de la junte militaire qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide le 30 septembre dernier sont « des lâches (...) qui sont prêts à faire leurs valises et à s'enfuir », mais ils peuvent encore représenter un danger pour Haïti, a estimé, mercredi 6 novembre, l'ambassadeur de France à Port-au-Prince, M. Jean-Raphaël Dufour, dans un entretien accordé à l'agence Reuters. L'ambassadeur, près sous le feu des putschistes lorsqu'il avait accompagné le président Aristide à

l'aéroport, lui permettant ainsi de partir en exil sain et sauf, n'a pas caché son dédain pour l'armée.

M. Dufour, cible de critiques de plus en plus virulentes de la part des ennemis du père Aristide, a fait part de son « optimisme » quant aux effets des sanctions économiques imposées au nouveau régime haïtien par l'Organisation des États américains et a estimé que cette dernière ne devait pas exclure l'envoi d'une force militaire multinationale, si nécessaire. — (Reuters.)

PÉROU : nomination d'un nouveau premier ministre

Le président Fujimori a choisi une personnalité effacée

Juste avant son départ pour une tournée dans le Sud-Est asiatique, le président Alberto Fujimori a résolu, mercredi 6 novembre, la crise provoquée par l'annonce de la démission de son premier ministre, M. Carlos Torres y Torres Lara, en le remplaçant par M. Alfonso de los Heros, ministre du travail depuis février dernier, et en procédant à un remaniement du gouvernement.

LIMA

de notre correspondante

Avocat spécialisé dans le droit du travail, le nouveau chef du gouvernement péruvien, M. Alfonso de los Heros, âgé de cinquante et un ans, n'est guère plus connu que son prédécesseur, mais il semble que le président Fujimori préfère que ce portefeuille soit assumé par des personnalités aussi fidèles qu'effacées. Très critiqué par l'opposition et recueillant 45 % d'opinions défavorables dans les sondages, M. Torres y Torres Lara avait annoncé son intention de démissionner le 29 octobre, alors que le Congrès s'apprêtait à l'interpeller pour sa conduite de la politique péruvienne dans le conflit frontalier avec l'Équateur. De graves tensions avaient opposé, début octobre, les militaires des deux pays, le long des 78 kilomètres de frontière en litige.

En choisissant par ailleurs de confier à un économiste, M. Augusto Miller, le ministère des affaires étrangères, dont M. Torres y Torres Lara était également titulaire, le chef de l'État entend démontrer à la fois l'importance qu'il accorde aux relations internationales et sa méfiance envers les diplomates de carrière.

Le ministre de l'intérieur, le général Victor Malca, qui a été invité à se présenter devant le Sénat pour s'expliquer sur la tuerie de 16 personnes par des terroristes non identifiés (le Monde du 5 novembre), prend la succession du général Jorge Torres au portefeuille de la défense. Le général Juan Enrique Devila le remplace à l'intérieur. Le ministre de l'énergie et des mines, M. Fernando Sanchez Albavera, un des rares membres de l'exécutif à avoir échappé aux deux précédents remaniements qui ont eu lieu en quinze mois de régime du président Fujimori, est remplacé par le ministre des transports, M. Jaime Yoshiyama. Cet ingénieur, que les rumeurs désignent comme premier ministre potentiel, sera chargé d'accélérer le processus de privatisation dans ce secteur. Nommé en février dernier,

HENRI PIERRE

NICOLE BONNET

SUR LE PLATEAU DE

"CARACTERES"

le vendredi 8 novembre

PIERRE VIDAL-NAQUET
Les juifs, la mémoire et le présent

"Pierre Vidal-Naquet concilie la distance de l'homme de science et la proximité de celui qui raconte son histoire."

Le Monde

"Pour Pierre Vidal-Naquet, la liberté se bâtit toujours sur la recherche la plus exigeante de la vérité. Il le prouve à chaque page."

Libération

"Ce nouvel essai croise l'intelligence et le cœur"

Le Figaro

"L'helléniste est aussi un historien du présent. Il demeure un militant de la vérité."

Le Nouvel Observateur

"Ce sont des textes dont nous avons besoin."

Les Dernières Nouvelles d'Alsace

LA DÉCOUVERTE

هنا من الحزن

AFRIQUE

Tunisie : un entretien avec M. Habib Bourguiba

Suite de la première page

Cette actualité-là, le « Combattant suprême » la suit attentivement, mais avec un certain détachement, à travers la télévision, la radio, et surtout les journaux. Ce lundi après-midi 4 novembre, il s'agace de ne pas avoir encore reçu la dernière livraison du *Monde*. Après sa destitution pour cause de « sénilité », le 7 novembre 1987, le nouveau régime l'a

installé dans une villa coquée où il vit quelque peu isolé, au milieu de ses souvenirs, servi par une partie du personnel qui l'entourait déjà au palais de Carthage. C'est dans un salon sans appareil qu'il nous reçoit, en présence du gouverneur de Monastir, M. Mansour Chaabane. Autour de lui, quelques biographies de « grands révolutionnaires », comme Mirabeau, Robespierre et

Marat, des photos des différentes étapes de sa lutte pour l'indépendance. Sur une console, trône un portrait de Pierre Mendès France — qui avait accordé, le 31 juillet 1954, l'autonomie interne à la Tunisie — dont la dédicace salue la « clairvoyance » et le « courage politique » de notre hôte.

La fuite en Egypte

Tout ici, à Monastir, « un bon petit coin », comme il aime à le dire, est encore au nom de Bourguiba, depuis l'aéroport international jusqu'à la faculté de médecine, en passant par le centre chirurgical et même l'un des palais de cette cité balnéaire. Au programme des visites touristiques figurent deux points forts : le musée à sa gloire, installé dans la maison natale, et, à deux pas de la statue le représentant en défilant, le somptueux mausolée qu'il s'est fait construire à grands frais pour y reposer le jour venu au côté des siens.

Pour l'heure, calé dans son fauteuil, une main appuyée sur le pommou en ivoire de sa canne, M. Bourguiba, dans un complet de ville bleu marine, accuse son âge. « On me dit que j'ai quatre-vingt-huit ans. Moi, je pense que j'en ai quatre-vingt-six. » En fait, il en aurait quatre-vingt-neuf. « Je suis en bonne santé, car je mange léger », ajoute-t-il. Il n'empêche qu'il a, outre quelques difficultés d'articulation, un peu de mal à enchaîner ses idées et s'attarde plus volontiers sur le passé que sur le présent.

Ainsi, l'ancien président se plait-il à rappeler qu'au lendemain de l'indépendance il avait ordonné le déboulonnage, au cœur de Tunis, des statues de Jules Ferry et du cardinal Lavigerie brandissant une croix en direction de la grande Mosquée. Comme s'il caressait quelque rêve d'une impossible évasion, il n'en finit pas d'évoquer sa « fuite en Egypte » en mars 1945, en bateau, puis à pied, à travers la Tripolitaine (la Libye d'aujourd'hui), « sans papiers », à la barbe des autorités coloniales qui lui avaient interdit de quitter le territoire.

Au Caire, comme à Alexandrie, il se souvient de l'accueil plutôt frais qui lui fut réservé. « On ne

connaissait pas même le nom de la Tunisie, et on ne parlait que de l'Afrique du Nord française », raconte-t-il. Il se gausse encore de la réponse que lui avait faite alors le secrétaire général de la Ligue arabe naissante, Azzam Pacha Bey, auquel il venait demander un appui. « On ne peut pas traiter deux dossiers à la fois, lui avait-il répondu. Laissez-nous régler le problème de la Palestine, et ensuite nous nous occuperons de votre cas... »

Dans ce chapelet de souvenirs, le « Combattant suprême » omet — volontairement ou non ? — ses démêlés avec les autorités du protectorat. Il semble vouloir s'en tenir seulement aux derniers jours, à l'hôtel Matignon, de son « ami Mendès France ». « Il est tombé le 5 avril 1955 à 5 heures du matin, le MRP lui

« République à propos de l'Algérie : « Je vous ai compris », « La paix des braves », « Les armes au vestiaire », « L'Algérie algérienne », etc., et évoque l'attentat du Petit-Clamart, le 22 août 1962, fomenté par ceux-là mêmes « dont il s'était moqué ». Mais il insiste sur une réflexion flatteuse à son égard qu'il prête à l'homme de Colombey : « Dommage que Bourguiba n'ait pas été Français. »

Pendant cette conversation à bâtons rompus de près d'une heure et demie, l'ancien président, l'œil toujours vif, ne s'étend pas outre mesure sur les problèmes de l'heure. Évoquant la guerre du Golfe, il trouve que « Saddam Hussein a exagéré, surtout en faisant du Koweït la dix-neuvième province irakienne ». Ainsi, le dictateur de Bagdad s'est mis en position de ne plus pouvoir reculer sans perdre la face. C'est terrible.

M. Bourguiba, qui s'est toujours opposé au communisme — et à l'expansionnisme soviétique — n'est pas mécontent d'assister à sa débâcle. « Quand la mer (Méditerranée) sépare le colonisateur du colonisé, le problème saute aux yeux, mais il était moins évident dans le cas de l'empire soviétique, qui a pu progressivement imposer sa domination en Europe de l'Est. Et de constater : « Maintenant, il y a même une République de Russie, et de marxiste il n'en reste plus qu'un, Fidel Castro, avec sa longue barbe... »

Lui qui fut aussi un paragon du pouvoir absolu découvre aujourd'hui avec un certain étonnement que cette manière de gouverner est en train de passer de mode. « Voyez Gorbatchev qui abandonne son poste de secrétaire général du Parti communiste et, en Algérie, ce pauvre Chadli, qui est obligé de composer avec un premier ministre. »

M. Bourguiba n'a jamais porté le voisin algérien dans son cœur. Ne traitait-il pas publiquement, en 1963, M. Ahmed Ben Bella, alors au pouvoir, de « chevrier » ? « J'ai peur de l'Algérie », insistait-il. C'est un pays immense. Le président Houari Boumediène avait d'ailleurs déclaré que s'il le fallait, il ne ferait qu'une bouchée de la petite Tunisie. »

Quant aux islamistes, auxquels il a mené la vie dure pendant les dernières années de son règne, il

veut surtout rappeler que le 8 octobre 1987, un mois avant sa destitution, il avait renoncé à exercer son droit de grâce en faveur de deux terroristes « intégristes » qui avaient été envoyés à la potence. « J'ai fait mon devoir », répète-t-il, serein.

En revanche, l'ancien chef d'Etat manifeste quelque inquiétude sur le dossier palestinien : « Je ne pense pas que l'indépendance de la Palestine soit pour demain, estime-t-il. Nasser, qui en son temps a voulu combattre Israël, s'y est cassé les dents, et a dû reculer, reculer... » A son avis, « il faut voir les choses comme elles sont » : l'objectif des dirigeants juifs est de « bâtir le grand Israël avec Jérusalem pour capitale éternelle ».

« Jusqu'à des Noirs d'Ethiopie... »

« Pour ce faire », explique en riant de bon cœur M. Bourguiba, ils ont fait venir jusqu'à des Noirs d'Ethiopie (Falachas) et maintenant des juifs soviétiques, avec le concours financier des Etats-Unis. » A l'en croire, la Maison Blanche est trop soumise « aux influences du puissant lobby juif américain pour être en mesure d'exercer une réelle pression sur Israël ».

L'éloignement des affaires lui a-t-il fait oublier les paroles lucides et courageuses qu'il avait prononcées à Jéricho et à Jérusalem ? Celles-ci lui avaient valu d'être conspué dans le monde arabe tandis que certains médias occidentaux le proposaient pour le prix Nobel de la paix.

Au moment d'achever ce tour d'horizon, M. Bourguiba tient à se lever pour saluer et remercier ses visiteurs qui ont rompu une solitude qui, selon ses proches, lui pèse durement. Alors qu'il est debout, mais mal assuré, prêt à replonger dans son passé, le gouverneur de Monastir, qui l'a en charge, l'embrasse affectueusement. Et le vieil homme, au bras de son infirmier promu au rang de majordome, se retrouve face à lui-même.

JACQUES DE BARRIN et MICHEL DEURÉ

BERNARD KOUCHNER

BERNARD KOUCHNER
LE MALHEUR
DES AUTRES



"CARACTERES"
LE 8 NOVEMBRE

EDITIONS
ODILE JACOB



« Saddam Hussein a exagéré »

Sur le général de Gaulle, avec lequel il eut des relations difficiles, il se montre moins disert. Il dresse avec ironie la liste de toutes les formules qu'il employa successivement le fondateur de la

Quand un de vos clients est mal parti, rien ne vous oblige à le suivre.



Que vos clients soient en France ou à l'étranger, l'actualité vous réserve bien des surprises, bonnes et mauvaises. Aujourd'hui, avec EUREXEL, ne profitez que du meilleur. EUREXEL conjugue les compétences de la SFAC et de la COFACE pour protéger vos crédits dans le monde entier. Pour des indemnités encore plus élevées et encore plus rapides, adoptez le contrat EUREXEL PLUS.

SFAC
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

EUREXEL - 48 rue Pierre Charron, 75008 PARIS

téléphone : (1) 47.20.50.06.

COFACE

X
EUREXEL

AUSI LOIN QU'IRONT VOS AFFAIRES.

musée japonais
le chanteur
France

PROCHE-ORIENT

Après la conférence de Madrid

Le scepticisme et la déception des réfugiés palestiniens en Jordanie

BAQA

de notre envoyé spécial

«Croyez-moi, pendant la conférence de Madrid, nous n'avons pas dansé dans les rues.» Barbe noire, lunettes de myope et kaffiah rouge à damiers, Mohamed Hassan - ingénieur agronome de trente-six ans - ne voit «aucune raison de se réjouir». Cet ancien de Harvard, à l'anglais châtré, est assis à côté d'un grand et noble vieillard, vêtu de la robe traditionnelle des moukhtars, les chefs de village de Palestine : Cheikh Ata Wehaidi, notable respecté et membre du Conseil national palestinien, le «Parlement» de l'OLP.

Tous deux appartiennent au comité qui dirige Baqa, le plus peuplé des camps de réfugiés du Proche-Orient, à vingt kilomètres au nord d'Amman. Prenant tour à tour la parole, ils émettent un profond scepticisme, qui tranche assez nettement sur l'optimisme mesuré en vogue chez les Palestiniens des territoires occupés. «Nous espérons beaucoup mais nous ne nous attendons pas à grand-chose. Comme les quelques cent mille habitants de Baqa, ce camp devenu ville, le notable et l'agronome ont suivi avec attention les débats et les discours, avant, pendant et après Madrid. «Nous sommes un peuple très politisé. C'est notre sort qui se joue. Le moindre leur entretenant notre espoir. Mais Madrid ne répond pas à notre attente car c'est un processus entièrement dominé par les Américains. Ils ont entraîné à table Juifs et Arabes et leur ont servi un plat tout préparé.»

Ah, l'Amérique ! A Baqa, on n'a pas confiance en elle - «Elle ne peut pas jouer les intermédiaires neutres ; elle se moque de la morale et n'agit qu'au gré de ses intérêts» - et, pourtant, on espère tout d'elle : «Si seulement Bush exerçait de réelles pressions sur Israël. Tout dépendra de ce qu'il décidera. C'est lui qui a le clé de notre avenir. Si l'Amérique était sincère...». Les Palestiniens de Baqa attendent que Washington mette à l'épreuve l'Etat juif. «Il faut qu'Israël cesse de confisquer la terre, qu'il libère les détenus politiques, qu'il rouvre les écoles, qu'il mette fin aux châtiments collectifs. Alors seulement, pourrions-nous prendre les choses au sérieux.» Il n'est pas question, pour autant, de rejeter le processus en cours ou d'y faire obstacle : «Nous comprenons très bien que nos frères de Cisjordanie et de Gaza fassent le maximum pour obtenir un Etat indépendant.»

«Un droit fondamental»

La Jordanie abrite 950 000 réfugiés, officiellement enregistrés, et dont un quart vit dans l'un des dix camps du pays qui gère l'UNRWA, l'agence de secours des Nations unies - quatre établis après l'exode de 1948, six après celui de 1967. A Baqa, la quasi-totalité des habitants sont des réfugiés de 1948 - en comptant leurs descendants - qui quittaient de gré ou de force le territoire du vieux Etat juif. Installés dans la vallée du Jourdain après la guerre de six jours, et devenus citoyens

jordanien, ils durent rejoindre la région d'Amman en février 1968, année où le camp de Baqa fut ouvert. Réfugiés de 1948 ou de 1967 : tous bénéficient, au regard de la légalité internationale, d'un droit au retour que leur garantissent, explicitement ou non, les résolutions 194 (1948) et 242 (1967) du Conseil de sécurité. Mais ce droit, rejeté par Israël, est devenu, au fil des décennies, bien théorique. Serait-il mis en œuvre, nombre de Palestiniens resteraient d'ailleurs sans doute en Jordanie, où les retiennent emploi et famille, en se contentant d'exercer un «droit de visite» sur la terre ancestrale.

«La terre d'abord»

Il n'empêche : le gouvernement d'Amman entend, dans l'hypothèse d'un accord de paix, demander - comme nous le disait mardi le roi Hussein - le retour en Cisjordanie des quelque 500 000 Palestiniens qui l'ont fuie en 1967. «C'est leur droit fondamental», souligne M. Adel Isheid, directeur - jordanien - du département des affaires palestiniennes. La Jordanie leur a accordé sa citoyenneté dans des circonstances très particulières. Mais ils constituent pour elle un gros fardeau. Voilà qui a le mérite de la franchise, sinon de l'élégance. A Amman, certains ne seraient pas fâchés, la paix venue, d'encourager le «retour» des réfugiés de 1967 pour redresser l'équilibre démographique au profit des Jordaniens de souche, dans un pays où six habitants sur dix

sont palestiniens (40 % seulement, selon les chiffres officiels). Le troisième exode, celui de l'après-guerre du Golfe, a amené cette année en Jordanie quelque 250 000 Palestiniens du Koweït.

Des voix s'élèvent ici, notamment au sein de la gauche palestinienne, pour critiquer le manque de combativité de l'OLP quant au sort des réfugiés. Dans un long entretien publié en bonne place, mercredi 6 novembre, le *Jordan Times* se fait l'écho des reproches émis par un avocat, Ibrahim Bakr, ancien membre du comité exécutif de l'OLP. Celui-ci déplore que l'organisation se soit d'emblée placée à Madrid en position de «négociation minimale», limitant ainsi à l'avance sa marge de manœuvre, notamment en acceptant les frontières de 1967, en se ralliant au projet d'autonomie des territoires inspirés des accords de Camp David et en omettant de réclamer le droit au retour pour les réfugiés de 1948 (le problème des réfugiés ne sera abordé que lors de la troisième phase du processus, celle des discussions régionales).

A Baqa, on semble partager ces regrets. Le cheikh Ata Wehaidi n'attend pas renoncer à son rêve de retrouver un jour Beersheba, la ville du Néguev qu'il a à quarante-trois ans. «Pour un Arabe, dit-il, les trois principes majeurs sont la terre, l'honneur et les liens du sang. La terre d'abord. Je n'accepterai jamais le moindre sou en compensation de la terre perdue.» Et de citer un vieux proverbe : «Un droit ne se perd jamais, si toujours on le réclame.»

JEAN-PIERRE LANGELLIER

IRAK

Le gendre de M. Saddam Hussein est remplacé au ministère de la défense par un cousin du président

M. Hussein Kamel Hassan, artisan du programme de l'industrie militaire irakienne, a été écarté du poste de ministre de la défense qu'il occupait depuis le 6 avril 1991. Il a été également démis de toutes les responsabilités inhérentes à ses fonctions par le président Saddam Hussein, dont il est le gendre. Aucune explication n'a été donnée par l'agence officielle INA sur les raisons de ce limogeage.

M. Kamel Hassan, qui avait tout récemment encore été décoré par le chef de l'Etat de l'ordre du Mérite et du Courage, a été remplacé par le ministre de l'Intérieur, M. Ali Hassan Majid, cousin du président Saddam Hussein. M. Majid assurera également l'intérim du ministère de l'Intérieur. Il fait partie, comme M. Kamel Hassan, du clan des Takritis (originaires de Takrit, la ville natale du président irakien), tout puissant au sein des instances dirigeantes du pays.

Durcissement du régime

Après avoir dirigé l'Organisation de l'industrie militaire (OIM), M. Hussein Kamel Hassan, qui a grade de général, avait fait son entrée dans le gouvernement irakien en mars 1988, date à laquelle il avait été nommé ministre de l'Industrie et des ressources minières. En juillet 1988, ce ministère a changé d'appellation pour devenir le ministère de

l'industrie et de l'industrialisation militaire, coiffant l'ensemble des programmes de développement d'armes en Irak. Depuis cette date, le ministre avait annoncé plusieurs «succès» dont la fabrication de missiles Hussein et Abbas, dérivés des Scud soviétiques, lancés pendant la guerre du Golfe sur Israël et l'Arabie saoudite. En tant que ministre et directeur du «bureau exécutif», organisme qui contrôle les sociétés-écrans à l'étranger servant au transfert clandestins de technologies, M. Hassan a dirigé les programmes de développement d'armes chimiques et nucléaires.

Selon des sources irakiennes, le limogeage de M. Kamel Hassan, qui était considéré comme le deuxième homme le plus puissant du pays, correspond à un durcissement du régime basiste à l'encontre des Kurdes dans le nord du pays.

«Le boucher du Kurdistan»

Le gendre de M. Saddam Hussein aurait, selon ces sources, une position plus souple à l'égard des Kurdes. Son remplacement au ministère de la défense, M. Ali Hassan Majid, surnommé «le boucher du Kurdistan», avait été responsable de la répression au Koweït durant les sept mois de l'occupation irakienne. Il avait planifié et exécuté la politique de la terre brûlée au Kurdistan dans les dernières années de la guerre irako-iranienne (1980-1988), notamment l'attaque à l'arme chimique contre le village de Halabja. - (AFP, Reuter, AP.)

LIBAN

L'ambassadeur à l'ONU proteste contre les opérations israéliennes dans le Sud

Le Liban a protesté contre les récentes opérations militaires israéliennes dans le sud du pays au moment de la tenue de la conférence de paix à Madrid. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU et rendue publique mercredi 6 novembre, l'ambassadeur du Liban, M. Khalil Makhou, souligne que la politique israélienne contre son pays «confirme encore une fois les intentions belliqueuses d'Israël à l'égard du Liban et sa volonté de faire pièce aux efforts actuellement déployés pour instaurer la paix.»

Mercredi soir, encore, des avions militaires et des hélicoptères de combat israéliens ont survolé le sud du Liban, tandis que des vedettes israéliennes croisaient au large des côtes libanaises. Quelques heures auparavant, la Résistance islamique, formation paramilitaire du Hezbollah pro-iranien, avait affirmé avoir fait «trois fois ou plus» dans les rangs de la milice pro-Israélienne de l'Armée du Liban sud (ALS) en faisant exploser une bombe dans la «zone de sécurité» établie et occupée par Israël le long de la frontière. - (AFP.)

□ Décès d'un député libanais. - Joseph Skaff, député libanais, est décédé, mardi 5 novembre à Paris, à l'âge de soixante-neuf ans. Grand propriétaire terrien de confession grecque-catholique, il a représenté au Parlement la ville de Zahle, dans la plaine orientale de la Bekaa, presque sans interruption depuis 1947, et a occupé plusieurs postes ministériels. Avec ce décès, il n'y a plus que 106 députés à la Chambre, qui doit en principe en compter 108, et les libanais décident à présent une majorité de deux sièges. - (AFP, Reuter.)

□ Rectificatif. - Dans l'entretien du roi Hussein, publié dans le *Monde* du 7 novembre, il fallait lire que les dernières élections législatives ont eu lieu en Jordanie en novembre 1989 (et non 1988).

A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

L'état de santé de M^{me} Suu Kyi serait satisfaisant

Se faisant l'écho d'informations parvenues de sources diplomatiques de Rangoon, le ministre du commerce australien, M. Neal Blewett, a indiqué, mercredi 6 novembre à Canberra, que les rumeurs alarmantes circulant depuis quelques jours sur l'état de santé de M^{me} Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition à la junte militaire birmane et prix Nobel de la paix, n'étaient pas fondées. M^{me} Suu Kyi, quarante-six ans, est assignée à résidence depuis juillet 1989, et n'a été autorisée depuis lors à la rendre. Convoqué par M. Parag de Queller, secrétaire général de l'ONU, l'ambassadeur de Rangoon aux Nations unies, M. Kyaw Min, a répété la position traditionnelle de la junte au pouvoir depuis

septembre 1988 : M^{me} Suu Kyi peut quitter la Birmanie quand elle le souhaite, mais elle ne pourra plus y revenir. L'opposante refuse ce «marché». - (AFP, Reuter, UPL.)

MAROC

Vingt-six militaires ont été libérés

Selon l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), vingt-six militaires, détenus au bagne de Tazmamart, ont été libérés entre le 23 septembre et le 29 octobre. Ces prisonniers, impliqués dans des tentatives de coup d'Etat, étaient incarcérés depuis plus de dix-huit ans dans des conditions inhumaines, a indiqué l'AMDH, mercredi 6 novembre, à Rabat. Selon cette association, trente autres détenus sont morts de malnutrition, de maladies ou par suicide. Les deux derniers sui-

cides par pendaison ont eu lieu en mars et juin, a précisé l'AMDH.

Les prisonniers de Tazmamart étaient privés de lumière et de tout contact avec l'extérieur, a affirmé un ancien prisonnier, ayant requis l'anonymat. Selon lui, les frères Boureguât - des civils ayant la double nationalité française et marocaine, disparus dans des conditions mystérieuses en 1972 - ont été détenus à Tazmamart sans jugement. Ils auraient été transférés vers une destination inconnue, le 16 septembre, dans un état grave. - (Reuter.)

□ MAROC : dix morts lors d'une cérémonie religieuse. - Dix personnes ont été asphyxiées et sept autres blessées, mercredi 6 novembre, à Fès, lors d'une cérémonie de circoncision, a-t-on appris de source officielle. Une énorme bousculade, dont on ignore les causes exactes, s'est produite, alors que des milliers de personnes se pressaient pour assister à cette cérémonie. - (AFP.)

ANDRE GLUCKSMANN A "CARACTERES" LE 8 NOVEMBRE.

326 pages 120 F.

Glucksmann

LE **XI^e** COMMANDEMENT

Flammarion



Van Gogh :
un musée japonais réclame l'oreille de Dutronc,
le chanteur se coupe un bout de cigare.

France inter

ECOUTEZ, ÇA N'A RIEN A VOIR

RIEN A CIRER
Dimanche 10h
Laurent Ruquier

هنا من الأصل

هكذا من الحظ

ASIE

Rivalités entre Français et Anglo-Saxons

La petite guerre pour la paix au Cambodge

Faire la paix n'est pas chose simple. Les factions cambodgiennes en guerre depuis deux décennies en savent quelque chose. Aider les autres à faire leur paix n'est pas plus simple lorsque la démarche s'inscrit, ce qui est la norme, dans un contexte de concurrence internationale. C'est ainsi que la MEPR-NUC, la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge, dont la création a été décidée par les dix-neuf pays signataires des accords du 23 octobre à Paris, patine sérieusement au démarrage. Arrivé le 2 novembre à Bangkok, le premier avion de transport C-160 français y est toujours. La raison : une petite guerre subterfuge menée aux Nations Unies pour que la France n'assume pas le commandement militaire de la MEPR-NUC.

De source proche du secrétaire général de l'ONU, il a été annoncé, fin octobre, que le général Michel Lorrain, adjoint au gouverneur militaire de Lyon, était désigné. La France n'a pas dit non, comme on s'en doute. Mais les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils n'étaient pas favorables à la désignation d'un ressortissant de l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. La MEPR-NUC devrait comprendre quelque cent soixante-dix officiers et sol-

dats de plusieurs nationalités - dont cent dix Français, et une quarantaine d'Australiens spécialistes des transmissions. Il importe, naturellement, que tous soient en place pour le 14 novembre, date du retour du prince Sihanouk à Phnom-Penh. Plus tard, pour le 1^{er} janvier, arriveront les plus gros contingents de l'APRONUC, l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, qui assurera une véritable tutelle sur ce pays en attendant les premières élections libres, et qui comprendra plusieurs milliers d'hommes - douze mille en comptant les fonctionnaires civils.

Qui est vraiment innocent ?

La raison des résistances formulées par les Etats-Unis - mais que d'autres pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, et aussi la Chine - est qu'il ne serait pas convenable que la France reprisse pied en Indochine. De fait, la mémoire historique impose la retenue. Mais qui, dans cette affaire, est vraiment innocent, se demande-t-on à Paris. Les Etats-Unis, qui ont déclenché, par leur invasion de 1970, la tuerie du Cambodge ? L'Union soviétique, la Chine, qui par faction ou pays tiers interposé ont alimenté la

boucherie ? La Grande-Bretagne, certes... mais qui n'a pas de « passé » dans la zone immédiate et n'est pas forcément prête à jeter ses soldats dans l'aventure.

Reste donc la France qui, précisément en raison de son passé indochinois ambigu, a décidé de travailler d'arrache-pied à la paix au Cambodge, - ce dont témoigne déjà la réussite, au prix de grands efforts diplomatiques, de la récente conférence de Paris : la France qui est prête à envoyer beaucoup d'hommes - jusqu'à six cents - sur le terrain, pour ces tâches ingrates que seront la vérification du désarmement des combattants, la déménagement, l'interposition entre les factions, etc. Elle a annoncé, en outre, sa disponibilité à assurer le soutien logistique aérien. Aucun autre pays n'a, à ce jour, manifesté qu'il est prêt à un tel effort.

Les pays anglo-saxons soutiennent la candidature d'un Australien, le général John Sanderson. A Paris, on ne se déclare pas opposé à tout accommodement : le désir de commander à nouveau en Indochine n'y est pas une passion dominante. Mais comme on l'a vu dans le Golfe, il est nécessaire que celui qui allie les plus gros contingents ait une certaine maîtrise des opérations.

J.-P. C.

JAPON

M. Miyazawa a annoncé quelques infléchissements en politique étrangère

TOKYO

de notre correspondant

Au cours de sa première conférence de presse en tant que chef du gouvernement, réuni le mercredi 6 novembre, M. Kiichi Miyazawa a précisé trois orientations de la politique étrangère qu'il souhaite mener.

Il a tout d'abord déclaré qu'il n'entendait pas lier la question du litige territorial avec l'URSS au sujet des îles Kouriles du Sud à l'assistance japonaise à ce pays. « Nous sommes en train d'examiner la nature de l'aide que nous pourrions fournir à l'URSS. La solution du différend territorial et la conclusion d'un traité de paix sont vitales tant pour la paix mondiale que pour la normalisation des relations entre nos deux pays. Je ne voudrais pas lier ces deux questions », a déclaré le nouveau chef du gouvernement. C'est là une confirmation officielle de l'inflexion de la politique à l'égard de Moscou, perceptible depuis quelques semaines.

Pour ce qui est de l'éventuel envoi à l'étranger d'un corps de

maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies, le nouveau premier ministre a déclaré : « Le rôle des Nations Unies est en train de s'accroître... nous envisageons de contribuer à cet effort par l'envoi de personnels. » Favorable à un réexamen des dispositions constitutionnelles concernant les forces d'auto-défense (l'armée japonaise), M. Miyazawa a affirmé que la charte suprême « ne devait pas être un tabou ». (Au cours d'une autre conférence de presse, le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Michio Watanabe, a déclaré pour sa part : « Le Japon compte pour 10 % dans l'économie mondiale, et nous devons payer en retour cette puissance par des contributions internationales. Non seulement en argent mais aussi en hommes. »)

Sur la question, enfin, de l'ouverture aux producteurs étrangers du marché du riz japonais, M. Miyazawa a déclaré que le Japon était prêt à faire des concessions dans la mesure où les Etats-Unis et les Européens en feraient également.

Ph. P.

FRACASO TOTAL;
Un journaliste colombien réalise un sondage
EL MERCADO DE
auprès des gros bonnets de la drogue.
COCAINA NUNCA
Etonnant: ils ont répondu.
HA SIDO MAYOR;
En français, cette semaine dans
Courrier International.



Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL vous ne le lirez jamais.

PAKISTAN : un an de gouvernement Nawaz Sharif

Le pouvoir doit faire face à une insécurité croissante

M. Nawaz Sharif est devenu premier ministre du Pakistan il y a un an, le 6 novembre 1990, à l'issue d'élections contestées moins pour elles-mêmes que pour avoir fait suite à la destitution de M^{re} Benazir Bhutto. D'abord crédité d'un bon parcours, le chef du gouvernement fait face actuellement à de sérieuses difficultés.

« Co-op » : tel est le vocable qui fait trembler M. Nawaz Sharif depuis la fin de l'été. Co-op, c'est le terme par lequel on désigne ces banques coopératives auxquelles deux millions et demi de citoyens ont confié leurs économies, au risque de ne jamais les récupérer en raison, assure l'opposition pakistanaise, de prêts tout à fait inconsidérés qu'elles auraient consentis, entre autres, à des familles du premier ministre ainsi qu'à son ministre de l'intérieur, M. Shariat Hussain.

M^{re} Benazir Bhutto, contre qui le chef de l'Etat M. Ghulam Ishaq Khan avait brandi l'accusation de « corruption » pour justifier sa destitution le 6 août 1990, ne s'est naturellement pas privée d'empêcher ce scandale contre son adversaire conservateur M. Sharif. Elle a pris la tête d'une « croisade civile », attirant par milliers, dans des meetings, des égarés politiques ou qui craignent de l'être. La situation est d'autant plus embarrassante pour le chef du gouvernement que le cœur du scandale est le Pendjab, cette province du nord-est qui est son fief politique. Aussi a-t-il annoncé, le 6 novembre, la création d'une commission d'enquête sur l'affaire, et promis de démissionner si elle metait à jour des révélations gênantes pour lui.

L'autre préoccupation lancinante de M. Sharif est la question de l'ordre public. Il est peu de régions du Pakistan qui soient égarées par une forme ou l'autre d'insécurité. Le Sind, la grande province du sud dans laquelle se trouve

Karachi, la capitale économique du pays, est de longue date la proie d'une vive agitation fomentée par le parti nationaliste Jiyi Sind. Certaines bandes de « dacoits » (bandits, une réalité endémique dans les campagnes du sous-continent) ont lancé des points vers des éléments politiques, d'origine nationaliste sienne ou tribale baloutche. Même les étrangers ne sont plus épargnés par les enlèvements qu'ils pratiquent à des fins de rançon. A Karachi, les « mohajirs » (musulmans rapatriés de l'Inde lors de la partition de 1947, et qui tiennent le haut du pavé) se sont dotés de moyens d'auto-défense parfois assez... offensifs, pour faire face à certaines attaques dont ils sont l'objet.

Surenchères islamistes

Le Balouchistan, à l'ouest, ainsi que la frontière du nord-ouest, vivent, pour leur part, les contre-coups du durcissement, avec tous les problèmes que pose la présence de plus de trois millions de réfugiés souvent turbulents. Et voici que le Pendjab, demeure jusqu'à la plus calme, a, lui aussi, connu, en juin, une série d'assassinats mal expliqués, qui ont vivement ému l'opinion.

Pour tenter de maîtriser cette situation, M. Sharif a demandé au Parlement de voter un amendement constitutionnel permettant à son gouvernement de faire front au « terrorisme » avec des moyens de répression accrus. Les 181 députés de la coalition qu'il dirige, l'Alliance démocratique islamique, détiennent les deux-tiers des sièges, il n'a pas obtenu le vote de sa proposition en l'état : les députés lui ont substitué un texte beaucoup plus modéré.

C'est dire que la coalition est très instable. Elle est minée, notamment, par les surenchères entre groupes d'inspiration islamiste, lesquels, ont, été, depuis une récente aggravation des modalités d'application de la charia (loi coranique) à laquelle a dû consen-

tir M. Sharif. L'III est également traversée de rivalités de personnes : en particulier, MM. Mohammad Khan Junejo et Ghulam Mustafa Jatoi, qui furent d'opposés premiers ministres avant et après M^{re} Bhutto, semblent considérés que le mandat de M. Sharif ne devrait pas durer les cinq années de la législature.

Le chef du gouvernement avait pourtant bien démarré. Il avait, en particulier, résolu la très sérieuse crise suscitée par la contestation, par les forces armées, de la décision d'envoyer 10 000 soldats dans le Golfe. Le puissant chef d'état-major, le général Aslam Beg, n'avait eu d'autres solutions que la retraite.

M. Sharif a recueilli bien des suffrages à l'étranger et auprès de l'influent groupe d'industriels dont il est lui-même un éminent représentant, pour sa politique économique de « déréglementation » : abolition du contrôle des changes et facilités pour les investissements ont été ses mesures les plus applaudies. Plus de cent entreprises publiques et plusieurs banques très importantes ont, par ailleurs, été proposées à la privatisation d'ici à la fin de 1992. Mais, en cette affaire, M. Sharif a été taxé de précipitation. Avant d'être taxé de précipitation, il avait survécu tant les moyens de ses concitoyens riches que la confiance inspirée à l'étranger par le Pakistan ? Toujours est-il qu'on ne se jette pas sur les frites mises en vente.

Des rumeurs de coup d'Etat ont à nouveau couru le pays. La clé de la situation est entre les mains de M. Ishaq Khan, un « apparatchik » de ce système technocratique-militaire qui domine traditionnellement le Pakistan, avec l'appui des propriétaires des grands domaines semi-féodaux. Le chef de l'Etat, qui jouit de pouvoirs étendus depuis la réforme constitutionnelle de mars 1985 imposée par le général Zia, sera-t-il tenté, comme le bruit en court, d'écarter le mandat de M. Nawaz Sharif ? C'est là le secret du président.

JEAN-PIERRE CLERC

DIPLOMATIE

L'élection du prochain secrétaire général de l'ONU est dans l'impasse

Les travaux de la conférence de Madrid sur la paix au Proche-Orient ont gelé pour un temps toute initiative nouvelle du Conseil de sécurité pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouve l'élection du prochain secrétaire général des Nations Unies.

NEW-YORK (Nations Unies)

de notre correspondant

A l'occasion d'une entrevue avec les ambassadeurs américain et soviétique, M. Pickering et Vorontsov, le 31 octobre dernier, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a estimé qu'il fallait trouver la plus vite une solution concernant sa succession. Il a fait valoir notamment que l'incertitude entretenue depuis des semaines prive son successeur d'un temps précieux pour connaître les arcanes des Nations Unies où l'on pratique le « système

des dépouilles » à l'arrivée de chaque nouveau secrétaire général. Autant dire que M. Perez de Cuellar n'a nullement l'intention de prolonger son mandat.

Pourtant, son successeur ne semble pas prêt d'être désigné. Lors du vote blanc du 25 octobre, les candidatures africaines, celles de M. Boutros Ghali, le vice-premier ministre égyptien, et de M. Bernard Chidzero, le ministre des finances du Zimbabwe, qui ont le soutien de M. Perez de Cuellar, de ceux non alignés mais aussi de deux des cinq membres permanents (Chine et France) ont obtenu neuf voix, soit le minimum requis.

Un politique ou un manager ?

Théoriquement, l'un de ces deux candidats pourrait l'emporter à l'occasion d'un vote officiel dont certains pays africains ont demandé - sans succès - qu'il se déroule sans tarder. Mais cinq noms supplémentaires ont surgi lors du second vote blanc (le Monde du

28 octobre) : c'était une façon pour certains de signifier que l'heure de l'Afrique, qui dispose d'un tiers des membres de l'Assemblée générale, n'a pas encore sonné.

Les premiers visés sont bien sûr les Etats-Unis dont nul ne sait l'opinion véritable, sinon que la situation actuelle leur déplaît fortement. « Le blocage résulte de la ferme détermination des non-alignés à faire passer un candidat africain, nécessairement un homme politique, un diplomate de carrière alors que les Etats-Unis, plutôt partisans d'un jeune secrétaire général au profil de manager et susceptible d'accomplir au moins deux mandats, se retrouvent piégés par un schéma qu'ils récusent sans être en mesure, pour l'instant, d'en proposer un autre », explique un diplomate occidental. « Le plus étonnant », renchérit M. Nourouddine, ancien ambassadeur du Burundi aux Nations Unies et seul candidat africain indépendant, « est que cette fois l'Afrique a présenté plusieurs noms. Pour laisser le choix au Conseil. Une allusion à la situation qui prévalait

en 1981 lorsque l'Afrique avait présenté un candidat unique, M. Salim Ahmed Salim, l'actuel secrétaire général de l'ONU.

Sur les seize tours de scrutin qui devaient aboutir à l'élection du ministre péruvien des affaires étrangères, M. Perez de Cuellar, alors peu connu, le ministre tanzanien des affaires étrangères de l'époque s'était heurté cinq fois au veto des Etats-Unis, ce qui l'avait contraint à abandonner la compétition alors qu'il avait obtenu le minimum requis de neuf voix.

Pour l'heure, le Mouvement des non-alignés a obtenu de la Roumanie, qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité, qu'un terme soit mis à la « mascarade » des votes blancs au cours de laquelle « on voit surgir des noms de personnalités qui ne sont même pas candidats et dont on ne sait pas qui est derrière ». Dans cet esprit, la France a demandé que les nouveaux noms éventuellement soumis à de prochains votes soient clairement parrainés.

SERGE MARTI

Ouverture du sommet de l'OTAN à Rome

Le sommet de l'OTAN rassemblant les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'Alliance atlantique s'est ouvert, jeudi 7 novembre, dans un grand hôtel à la périphérie de Rome. Au cours de ce sommet, les participants de l'OTAN doivent notamment définir leurs rapports futurs avec les pays de l'Est et avec l'Union soviétique (le Monde du 7 novembre). Le président François Mitterrand est arrivé jeudi matin dans la capitale italienne.

« Nous sommes tous ici pour renforcer l'OTAN », a déclaré M. John Major à l'issue d'un entretien d'une demi-heure avec M. Bush avant le sommet. L'un des « intérêts fondamentaux » des Etats-Unis en matière de sécurité nationale est une « vigoureuse participation dans l'OTAN », a affirmé de son côté le président américain.

La Grèce souhaite adhérer à l'UEO. - Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, en visite à Rome pour le sommet de l'OTAN, a annoncé, mercredi 6 novembre, que son pays souhaitait adhérer à l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Il a assuré qu'Athènes ferait tout son possible pour résoudre son différend avec la Turquie. Le président du conseil italien, M. Andreotti, a promis de soutenir la demande d'adhésion grecque à l'UEO. - (Reuters)

M. Kohl veut rassurer les Etats-Unis sur la défense européenne. - Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, s'est employé, mercredi 6 novembre, à rassurer les Etats-Unis en déclarant que le projet franco-allemand d'armée européenne ne ferait pas concurrence à l'OTAN. « Une Europe unie est indispensable à long terme sans défense européenne commune », a-t-il déclaré au Bundestag avant le sommet de l'Alliance atlantique

qui s'est ouvert jeudi 7 novembre à Rome. - (Reuters)

Le Berlaymont à Bruxelles ne sera pas détruit. - Le gouvernement belge a décidé, mercredi 6 novembre, de ne pas démolir le centre administratif de la Commission européenne à Bruxelles, dont la protection en tant que monument pose un problème de santé. La Commission souhaitait démolir le Berlaymont. Mais le gouvernement belge a finalement opté pour la rénovation du bâtiment. - (AP)

La France examine « favorablement » la ratification du traité de Tlatelolco. - La France envisage de ratifier le traité de Tlatelolco prohibant les armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (où se trouvent notamment les Antilles françaises), a indiqué mercredi 6 novembre à l'ONU l'ambassadeur Gérard Evens, chef de la délégation française auprès de la commission politique de l'Assemblée générale

des Nations Unies. La France examine « favorablement » le principe de cette ratification. - (AFP)

M. Pierre Lafrance, nouveau directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay. - M. Pierre Lafrance, ancien ambassadeur de France en Mauritanie, a été nommé, mercredi 6 novembre, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des affaires étrangères. Il remplace M. Patrick Leclercq, nommé ambassadeur en Egypte.

[Né le 19 août 1932, M. Pierre Lafrance est licencié ès lettres et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales (arabe littéral, maghrébin et persan). Il a été en poste à Constantinople (1965), Bataïa (1966) et Tripoli (1966-1969) avant de rejoindre l'ambassade de France à Téhéran (jusqu'en 1972). Après un séjour à Kaboul (1972-1975), il est nommé à Koweït (1975-1977), puis à Djeddah (1977-1979). A la disposition de l'Institut du monde arabe pendant cinq ans, il retourne à Téhéran (1983-1987). Depuis 1988, il était ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Nouakchott (Mauritanie).]

Le Monde

SUPPLEMENT ITALIE

Un double défi : l'Europe et la montée des régionalismes

L'unité est à l'épreuve. Au moment de construire l'Europe, l'Italie semble traverser une crise d'identité attisée par le vent de nationalisme qui souffle à l'Est et la montée des mouvements régionalistes et des « ligues » qui, surtout au Nord, contestent le centralisme et le gouvernement. Dans les deux régions frontalières du Trentin-Haut-Adige et de la vallée d'Aoste, on revendique le droit à l'autodétermination. La Péninsule doit aussi relever le défi de la construction européenne. Les vertus de « l'économie à l'italienne » se sont transformées en vices. Fini le temps des Bressani, du travail au noir fructueux, des « condottieri » triomphants, l'heure est à la rigueur, nécessaire si les Transalpins veulent jouer dans la cour des grands de la Communauté. Le trop fameux « miracle » s'est évanoui, des ajustements s'imposent. Certains industriels, comme Raul Gardini, regrettent que les entrepreneurs ne puissent s'appuyer aujourd'hui sur des références politiques solides.

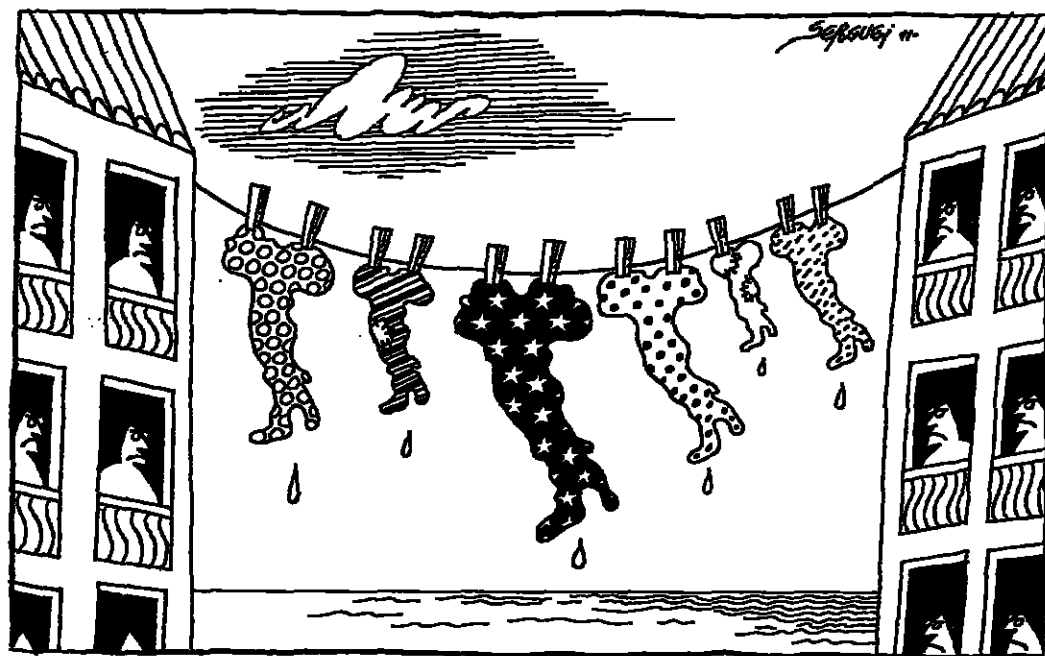
Le député Ferdinand Willeit a très peu du tribun classique. Pourtant, l'homme affable qui nous accueille vient, par ses déclarations, de remettre en cause l'identité nationale italienne et de susciter des critiques jusqu'à l'intérieur de son propre parti, le SVP - *Stilvolter Volkspartei* - le parti majoritaire de la communauté de langue allemande (deux cent quatre-vingt mille personnes) qui vit dans la province autonome du Haut-Adige. En effet, fin août, dans une lettre au parti, il insistait, il devait rester confidentiel... mais qui fut aussitôt rendue publique, il déclara une véritable tempête en revendiquant le droit à l'autodétermination pour le peuple du Haut-Adige (ex-Sud-Tyrol) rattaché à l'Italie après la première guerre mondiale, qu'il représente depuis une

législature au Parlement italien. « L'Italie, comme l'URSS » se sont empressés de titrer les journaux de la péninsule, en établissant un parallèle facile entre le démantèlement de l'Union soviétique et les velléités d'affirmer son identité de la moins italienne des provinces de la péninsule. « On a mal interprété mes propos », répète le député, sans doute pour la énième fois. « Nous sommes en fait à la conclusion d'un contentieux avec le gouvernement central qui dure depuis que l'Italie, il y a plus de vingt ans, s'est engagée à garantir un statut particulier aux habitants du Haut-Adige. En tant que vice-président du SVP, je m'interrogeais sur notre prochaine étape. C'est dans le cadre de cette réflexion que j'ai cité comme l'une des voies possibles - d'ailleurs prévue par les assises internationales - l'autodétermination. »

La résurgence des ligues autonomistes

Au moment où un vent de nationalisme et d'autonomie souffle à l'Est et en premier lieu en Union soviétique et dans la Yougoslavie voisine, on comprend que le discours de « l'Herz Willeit », en ouvrant un de ces débats jamais clos, ait réveillé de vieux démons aux quatre coins du pays. De Bolzano-Bolzen à Aoste, Aoste, et jusque dans la région d'Emilia-Romagna (où l'une voudrait quitter l'autre) et dans la province de Verone (qui voudrait faire sécession d'avec la Vénétie pour rejoindre la région du Trentin-Haut-Adige dont elle envie l'autonomie)... Le tout attiré par l'inexorable ascension des ligues autonomistes qui bousculent le paysage politique italien pour protester contre le pouvoir central. Umberto Bossi, leader de la plus fameuse d'entre elles, la Ligue lombard, n'a-t-il pas dit, en juin dernier, par pure provocation, jusqu'à proclamer la « République du Nord » ? Une façon comme une autre d'exprimer le malaise d'un Nord industriel, anxieux de se démarquer du Sud, de sa corruption et de ses crimes mafieux.

Mais que se passe-t-il dans ce Nord donné jusqu'ici en modèle ? Peut-être trouvera-t-on quelques éléments de réponse dans la série de vingt-cinq émissions réalisées par RAI 3, la chaîne des régions, sur la crise d'identité que traverse cette partie du pays. Titre évocateur : *Profondo Nord*. Le premier rendez-vous de l'émission, le 16 octobre dernier, ne pouvait être qu'à Bolzano, dans cette province du



Haut-Adige qui fut rattachée à l'Italie par le traité de Paris de 1919, en page de l'entrée en guerre du pays aux côtés de « l'Entente » en 1915. Une province qui a subi la tentative d'italianisation forcée, voulue par le régime fasciste. Séquelles encore visibles aujourd'hui : l'arco della vittoria de la ville où une inscription en latin - « Barbaros, nous vous avons civilisés » - alimente toujours la controverse, ainsi qu'un parti d'extrême droite, le MSI, qui, fort de 27 % des voix de la minorité italienne, peut se vanter d'être le premier parti « italien » local.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, l'accord Gruber-De Gasperi - du nom des deux premiers ministres autrichien et italien de l'époque - donnait naissance à une nouvelle région : le Trentino-Adige avec l'union des deux provinces du Haut-Adige et du Trentin, d'où était d'ailleurs originaire De Gasperi qui - petit détail - avait été avant la première guerre mondiale, député au parlement de... Vienne, quand le Trentin appartenait encore à l'empire autrichien. Cet accord reconnaissait un large degré d'autonomie à la région et, en son sein, aux deux provinces. Il a fini par se traduire, en 1969, par une série de garanties en

faveur des habitants du Haut-Adige énumérées en cent trente-sept points, objet du long contentieux avec le gouvernement central qui devrait prochainement être enfin réglé. C'est seulement après la mise en place de toutes ces dispositions que l'Autriche - garante du peuple du Sud-Tyrol selon les délibérations de l'ONU de 1960 - sera en mesure d'accorder la fameuse « quitte libération » qui marquera ainsi la clôture définitive de la question.

Définitive ? A en croire « l'onorevole », Willeit qui s'interroge sur les lendemains, « après avoir clos la question des rapports avec le gouvernement italien, et avec l'Autriche désormais hors du débat, nous risquons de nous retrouver banalisés comme n'importe quelle région italienne. Or, nous sommes différents... ». Certes, une des cinq régions à statut spécial tout comme le Frioul - Vénétie - la Julienne, la vallée d'Aoste, la Sicile et la Sardaigne. Mais de plus la seule région où, dans la province de Bolzano, il existe un rigoureux système de quotas pour tout ce qui concerne emploi public, logements, écoles, etc. La clé de répartition en vigueur : 75 % au groupe de langue allemande, 20 % aux Italiens et 5 % au groupe ladin, la population autochtone de ces

vallées. Intégration ? Elle reste problématique même si actuellement on s'essaie alors que dans le passé on a même connu des vagues de terrorisme. Autodétermination alors ? Si un petit Etat n'a pas beaucoup de sens pour le parti majoritaire « allemand », le SVP, pour d'autres comme « l'Union für Sud-Tyrol » d'Eva Klotz, le Tyrol devrait renaître en regroupant le Sud actuellement territoire italien, le Tyrol autrichien et l'Ouest représenté par une partie du Trentin.

Le modèle allemand

Inutile de dire que le gouvernement italien a réagi avec fermeté à toute hypothèse de ce genre. « Les frontières italiennes ne se touchent pas », a déclaré Gianni De Michelis, le ministre italien des affaires étrangères. Dans ce contexte, c'est avec une certaine anxiété qu'on attend le grand rassemblement de la population de langue allemande fixé pour le 15 septembre dernier à la frontière du Brenner à l'enseigne de « Las von Rom » - loin de Rome. La manifestation se révéla, au grand soulagement du gouvernement italien, une déception pour ses organisateurs. Un récent sondage effectué pour le compte de //

Corriere della Sera indiquait lui aussi clairement qu'une majorité des habitants de langue allemande préfère encore rester en Italie ; seuls 30 % voteraient en faveur de l'indépendance et encore moins (4 %) pour le rattachement à l'Autriche. De bonnes raisons d'ailleurs les poussent dans le giron italien puisque le statut de province autonome s'est traduit par des avantages économiques non négligeables à l'origine, entre autres, du taux de chômage le plus bas d'Italie (2,3).

Quant à l'autre région autonome, celle de la vallée d'Aoste, Guido Grumod, secrétaire du parti autonomiste « Union valdotaine », au pouvoir jusqu'à l'année dernière, déclarait à grand fracas qu'après « la Slovénie et les pays baltes, l'Italie devra nous reconnaître, nous aussi... ». Plus modéré que le secrétaire de son parti, et unique député de la vallée, Luciano Caveri affirme lui que son parti, sans revendiquer l'autodétermination - ou encore moins un rattachement à la France « Etat centralisateur par excellence » - milite en faveur de la réécriture, dans un sens fédéraliste, de la constitution italienne et appelle de ses vœux... « une réforme totale de l'Etat où, même pour une seule minute, les différentes entités le composant devraient pouvoir retrouver leur indépendance ainsi que leur dignité - pour concourir ensuite à l'établissement, dans le style des Länder allemands, d'un Etat fédéral italien digne de ce nom ».

Prévues par la Constitution républicaine de 1848, les régions à statut ordinaire - avec d'amples pouvoirs en matière de législation - ont été constituées en 1970 alors que celles à statut spécial l'avaient été dans l'après-guerre. Aujourd'hui, le Parlement national est en train d'examiner un projet qui va dans le sens voulu par les fédéralistes. Signé par le président socialiste de la commission parlementaire des affaires constitutionnelles, Silvano Labriola, on y renverse le principe jusqu'ici en vigueur en proposant de fixer stricto sensu les compétences de l'Etat (défense, diplomatie, monnaie, etc.) le champ de compétences régionales devenant « casier ouvert », couvrant tout le reste. Mais, comme pour beaucoup de projets en Italie, cette tentative de réforme, fortement teintée de fédéralisme, semble s'être enlisée au parlement. Qui sait, peut-être la poussée autonomiste de ces derniers temps pourrait-elle remettre la question sur le tapis... Et le projet à l'agenda.

SALVATORE ALOISIO

La seconde vie de Trieste

Le dégel à l'Est replace l'ancien port franc des Habsbourg au cœur du Vieux Continent. Une chance à saisir pour « l'italianissime »

TRIESTE

de notre envoyée spéciale

D'UN doit discrètement baguier, le baron Raphaello de Banfield-Tripovich désigne dans la vitrine la décoration préfète de son père, le dernier « as » de l'aviation des Habsbourg : l'Ordre de Marie-Thérèse d'Autriche. Par-delà les maquettes de bateaux qui tapissent son bureau, l'héritier des armateurs triestins peut apercevoir le fronton du Théâtre lyrique Giuseppe-Verdi, dont il est aussi le directeur.

Président des chevaliers du Saint-Sépulchre, ce baron, décoré de la Légion d'honneur par le socialiste Jack Lang, qui reçoit dans sa villa le gotha international, est accessoirement aussi consul de France. Un de ses prédécesseurs, Richard-Francis Buton, consul de Grande-Bretagne, ne fut-il pas, lui, l'unique traducteur des *Mille et Une Nuits* ? A Trieste, ce petit amuse-gueule italien suspendu au-dessus de la mâchoire yougoslave, tout est possible. Kafka fut bien, après tout, gracie-papier dans la succursale viennoise des légendaires Generali, le numéro 1 de l'assurance italienne, et aujourd'hui le prince Charles d'Angleterre patronne au Collège de l'Adriatique de jeunes espoirs régionaux, y compris des Albanais.

Ici, tout est possible et tout semble aussi irréel. A croire même que la vie a depuis longtemps pris au mot la devise des Triestins : « *Nangare*

necessa est vivere non est necesse » (1). Car Trieste est un cinquième, celui des illusions et des grandeurs déçues ; celui des exilés qui, de *Mesdames*, les filles de Louis XV, à l'éphémère duc d'Ortrante, Fouché, sont venus y échouer. Mourir ici, il est vrai, est sans conséquence ; on est déjà hors du temps, de l'Histoire et presque de la géographie.

Deux guerres mondiales, entrecoupées d'un intermède italien, quarante jours d'une sanglante occupation des forces de Tito et sept ans de roue libre sous contrôle ouïstien ont laissé l'ancien port des Habsbourg aux confins du réel. Et de l'oubli. D'autant qu'en 1954 Trieste, décapitée par le tracé cartésien des frontières provisoires, proposé par les Français pour contenir la nouvelle-ode, la Yougoslavie, a perdu l'Istrie et Fiume. Une grosse tête sans corps : alors, forcément, elle s'est mise à trop penser. A ressasser son passé. Divan psychiatrique de l'Europe avec Freud et Bersaglia (*le Laboratoire des Jours*) ; musée élégiaque de Rilke, Joyce, la liste est longue. « On peut même s'étonner de ce que le *Gustav Achenbach* de Thomas Mann ne soit pas venu « mourir » à Trieste plutôt qu'à Venise », ironise un journaliste du *Piccolo*, un journal local, tant cette ville mythique - « la *palé époque* » dont parlait Saba - attire les amateurs de madeleine multicolore européenne venus satisfaire leurs fantasmes derrière les vitres embuées du café Specchio, du Tommaso ou du San Marco.

Justement, ce jour-là, Claudio

Magris était là, au San Marco. Le dernier chantre du Danube travaillait devant une bière en suçant des olives dans l'atmosphère de recueillement compassé des grands cafés jadis inspirés. Avec un grand sourire, Magris, lui qui célèbre si bien l'ambiguïté de cette « identité de frontières », dont il a fait un livre, a démonté le mythe. Entre deux olives. « Il y en a assez de cette image wagnérienne crépusculaire ! Le type qui travaille à l'hôpital et va en mission au Mozambique n'est pas moins représentatif de Trieste que l'écrit de François-Joseph. Pour échapper à sa « tristesse », la ville doit enfin accepter de n'être qu'une petite ville moyenne. » Et dans un dernier rire il avait ajouté : « Moi, je ne serai jamais Proust, mais il faut tenter l'absolu et garder une certaine ironie sur le résultat. »

Une bureaucratie pléthorique

Tenter l'absolu à Trieste se résume en un mot : revivre. La ville s'y essaie mollement : une bureaucratie pléthorique est là pour brider l'enthousiasme, 280 000 habitants dans la province, 90 000 travaillent et 65 % d'entre eux dans le secteur tertiaire. Les retraités abondent, les jeunes partent. Autrefois ils allaient en Autriche, aujourd'hui ils préfèrent Milan et Rome. D'autres enfin attendent et regardent vers l'Est d'où, pour la première fois en 1989, est venue la chute du mur de Berlin, est enfin venu du nouveau. Sortie de sa torpeur, la ville a

fait ses comptes, pris conscience de ses docks désertés, de ses industries inexistantes. Dans la gigantesque partie de poker géopolitique qui se joue à l'Est, Trieste ne manque pas d'atouts : la ville du bout du monde se retrouve brutalement sur l'arête internationale d'une Europe à construire. A l'Institut d'études et de documentation sur la CEE et l'Europe orientale (ISDEE), le directeur, Tito Favaretto, explique avec enthousiasme cette « chance géographique » aux points de rencontre d'un arc entre la Hongrie et l'Ukraine, et d'un autre Nord-Sud, bref le vieux rêve Barcelone - Budapest à portée de camions. Car c'est de transports avant tout qu'il s'agit, et avec eux, assure M. Favaretto, d'« assurances, de services, d'import-export... ».

Le baron de Banfield n'a pas été le dernier à prendre le virage à l'Est. Devenu leader du transport terrestre en rachetant la société Gottardo Rufoni, l'armateur multiplie les joint-ventures avec les reliquats les plus fiables des entreprises d'Etat roumaines et hongroises. Il étudie, nous a-t-il encore confié, un projet d'hôtel de luxe à Budapest. Nés dans le giron de la Pentagone (2) et de solides accords de voisinage avec la moitié de l'Europe, des projets voient le jour.

MARIE-CLAUDE DECAMPS
Lire la suite page 10

(1) Naviguer est nécessaire, vivre ne l'est pas.

(2) Créée en 1989 entre l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie, l'Italie et la Tchécoslovaquie.

MILAN (ITALIE) 15 NOVEMBRE 1991

15ème SALON INTERNATIONAL DES MACHINES POUR L'OLENOLOGIE ET LA MISE EN BOUTEILLE

Le SIMEL, vitrine internationale, est la plus importante manifestation de machines et équipements pour l'oenologie et la mise en bouteille des différents boissons, avec la participation des plus grandes industries italiennes et étrangères.

45.000 m² de superficie couverte, 500 exposants de 16 pays, 35.000 acheteurs de 66 pays, entrée gratuite réservée aux professionnels.

Un panorama complet des machines et des installations et équipements les plus modernes pour : La mise en bouteille des boissons : vin, bière, liqueurs, eaux-de-vie, vinaigre, jus de fruits, alcool, huile, eaux minérales, boissons gazeuses, etc. Pellets et grandes installations pour le traitement du raisin, machines pour le conditionnement des bouteilles, machines pour le conditionnement des emballages des liquides en bouteilles, des entreprises, récipients de tout genre et de toute dimension.

Pavillons 12 - 13 - 14 - 15 - 16 de la Foire de Milan Entrées : Porta Carlo Magno et Via Gattamelata

Pour toute information, s'adresser à :

SIMEI - Via S. Vittore al Teatro, 3
I-20123 Milano (Italie)
Tel. +39/02/501195 (4 lignes)
Fax +39/02/501191
Télécopieur +39/02/501192
Hébergement et voyages :
CHIAPI SCAMARIVA
Via Dante, 8 - I-20121 Milano (Italie)
Tel. +39/02/4800223
Télécopieur +39/02/4818366

FIERA MILANO

مكتبة من الكتب

Un entretien avec l'industriel Raul Gardini

« Ce qui manque cruellement aux entrepreneurs, c'est une référence politique sur laquelle s'appuyer »

L'industriel italien Raul Gardini, celui que l'on appelle « il contadino » (le paysan), après avoir dominé le secteur agroalimentaire européen et acquis des sociétés telles que Lesieur ou Beghin-Say, en France, était parvenu à construire l'empire Ferruzzi-Montedison, le deuxième groupe privé dans son pays. Il y a un an, il renonçait soudainement à la prise de contrôle du capital de la plus grande société chimique italienne d'économie mixte : l'Enimont. Le groupe d'Etat ENI s'était refusé à entériner cette privatisation déguisée. Se départissant, par réaction, de toutes ses responsabilités en Italie et chez Ferruzzi, Raul Gardini, à la tête d'un capital de 2 milliards de francs, a repris ses affaires, notamment en France, déterminé plus que jamais à jouer la carte de l'Europe. Son combat perdu contre l'Etat et la classe politique italienne, M. Gardini en a fait un livre à succès (1). Il a livré au monde ses réflexions sur les blocages et les pesanteurs d'un système qui a mis l'Italie en difficulté à l'heure de l'échéance européenne.

« L'Italie aime à répéter qu'elle est la cinquième puissance économique mondiale. Mais n'a-t-elle pas pris un certain retard en Europe ? »

« D'abord, nous avons perdu la guerre. Ensuite, nous avons encore perdu du temps à unifier le pays, tandis que l'Europe, elle, commençait déjà à se construire. Et tout cela, comme toujours ici, d'une façon qui ne semblait pas porter à conséquence. On perdait la guerre et c'était presque agréable. On faisait une Constitution et il fallait être agréable aux communistes et aux catholiques à la fois. Le résultat a été un système inefficace dans lequel, presque clandestinement, s'est formée une classe ouvrière, d'entrepreneurs, qui sont arrivés à s'imposer mais sans jamais avoir eu vraiment les moyens d'agir. »

« La puissance d'un pays, c'est la force de son tissu social et économique, mais aussi sa capacité d'entreprendre au plan international. »

« Or, ici, en Italie, nous avons beau avoir beaucoup de petits entrepreneurs qui travaillent énormément — je connais même des PDG qui font le travail des ministres — ce n'est pas ce qui fait une puissance moderne, tout au plus est-ce une réserve de bonne volonté et de créativité... Ce qui

nous manque cruellement, c'est une référence politique sur laquelle s'appuyer.



« La classe politique italienne en porte-t-elle la responsabilité ? »

« La classe politique italienne est fille d'un conflit entre des idéologies qui, si on y regarde de plus près, ne sont pas, en réalité, tellement éloignées. Cette société conflictuelle, nous l'avons tout de même améliorée tous ensemble, mais au prix de trop de compromissions, sur un modèle que nous pensions porteur d'avenir mais qui était en fait déjà dépassé. Ce qui,

dans le domaine économique, nous a conduits, par exemple, à adhérer tous à des desseins que je dirais criminels. Par desseins criminels, j'entends des investissements obscurs, financés par l'Etat. On le savait mais nous étions séduits par cet argent « gratuit ». Nous nous sommes reposés en somme sur cette espèce d'« assistantat » de la classe politique, communistes compris. Et je dis communistes à dessein, car on leur a laissé mettre en place le plus parfait réseau de sociétés coopératives que l'on puisse rêver du point de vue marxiste. C'était le règne du pragmatisme. Ils ont eu tout l'argent qu'ils ont voulu aux taux d'intérêt les plus bas, et ils ont fait faillite. D'autre part, dans le Sud, nous avions une autre forme d'assistance, démocrate-chrétienne, cette fois, avec là aussi beaucoup d'argent pour faire n'importe quelle bêtise et, de préférence, des projets dépassés. C'est un peu pour cela que nous n'avons jamais été très clairs avec la Communauté européenne. Nous avions toujours quelque chose d'urgent à demander pour ne pas mourir. Cette attitude, c'est le grand défaut d'un pays pauvre devenu riche. »

« En revanche, le dialogue social semble parfaitement développé ? »

« Oui, mais ça nous coûte cher ! La classe politique a pour ainsi dire escamoté le conflit social. Pour elle, les ouvriers, catholiques ou communistes, ont toujours raison. Il faut donner des assurances à tout le monde. A ce niveau-là, c'est presque de la complicité. On se refuse à affronter la réalité et donc, je me demande si c'est utile, dans un moment aussi crucial pour notre pays, cette complicité. Chaque des partenaires sociaux doit assumer son rôle, et quand il faut aller à la guerre, il faut y aller... »

« J'ai toujours cru à l'Europe »

« Pensez-vous que l'Europe soit tout à fait prête à quelques semaines de l'échéance de Maastricht ? »

« Moi, j'ai toujours cru à l'Europe. A la fin des années 80, je m'en souviens, tout le monde était pessimiste... Personne n'en voulait de l'Europe, même plus les Français. Moi, je soutenais le contraire. Ainsi, j'ai beaucoup travaillé pour l'Europe dans les années 60, dans le domaine agroalimentaire ; j'ai trouvé alors en France un appui politique important auprès du gouvernement, et nous sommes parvenus à couvrir la campagne européenne de champs de colza. Nous étions deux Français, un Belge et un Italien dans cette aventure. Nous avons obligé la Communauté à prendre conscience de l'absence d'une réglementation globale qui nous permette d'accéder au marché international sans subir les contraintes imposées par les Américains. Aujourd'hui, on critique beaucoup les bureaucraties de Bruxelles, mais j'en reviens à l'Europe politique, c'est ce qui leur fait le plus défaut. Voilà l'effort qu'il faut faire à présent. Il faut se retrouver dans l'expression d'une véritable politique européenne commune : ni rouge, ni noire, ni rose, mais capable de créer des programmes sur lesquels on puisse investir. »

« Les Français et les Allemands, eux, sont déjà dans la bonne direction, mais nous aussi, les « petits Italiens » nous avons fait notre part pour être « continentaux ». Bien sûr, si nous avions le temps, nous pourrions améliorer ce bilan européen. Seulement, aujourd'hui, l'urgence est à l'Est. C'est horrible ce qui s'y passe, et donc l'Europe a encore plus besoin d'exister, d'être présente concrètement en reléguant au second plan les problèmes des Etats membres. Si tout allait bien, ce ne serait pas un désastre, par exemple, que l'Italie ait un endettement public inacceptable. De même, si l'Allemagne n'avait pas vidé ses caisses pour sa réunification, tout cela serait moins grave... »

« Quelles relations la Communauté européenne peut-elle avoir avec l'Est et doit-elle y investir ? »

« Il est inutile de dire « il faut exporter à l'Est » si on ne sait pas qui va payer. Et quelle est la garantie de paiement à l'Est en ce moment ? La situation a empiré depuis la réunification de l'Allemagne : il y a le problème albanais, la Yougoslavie et tous les désastres qu'on peut imaginer pour demain, là-bas, lorsque derrière la caisse des magasins il n'y aura plus rien si ce n'est le caissier. »

« Pourtant, il faut réfléchir à un processus de rapprochement avec l'Est, et la Communauté le fait déjà. Ce qui n'est pas sans me rappeler les efforts faits à l'époque pour le Portugal, quand ce pays était pour ainsi dire parti à la dérive dans l'Atlantique, perdu loin du continent. On les a rattrapés et on leur a redonné l'espoir ainsi que le sens communautaire. Et ce fut la même chose avec l'Espagne et aussi la Grèce. »

« Peut-être même faut-il faire quelques petits cadeaux aux pays de l'Est pour mieux les orienter sur la bonne voie. C'est ce que font les Américains avec le Mexique en ce moment. Ils leur offrent l'accès à leur marché intérieur, ils leur achètent même de l'énergie, ils offrent ainsi au bout du compte, aux consommateurs mexicains, la possibilité de s'enrichir. De la même façon, pour travailler à l'Est, il faut du courage, mais surtout, il faut comprendre le pays, l'architecture sociale qui se construit, bref, sa philosophie, avant d'agir. Mais dans l'immédiat, il faudra d'abord passer l'hiver... »

« Vous semblez surtout croire à une Europe des entreprises... »

« Tout est une question d'effica-

cité. Une fois de plus, la réussite d'un pays dépend non seulement de ses ressources naturelles mais surtout de la capacité de ses entrepreneurs. Prenez la chimie : c'est le seul milieu que je connais dans lequel il n'y a pas de règlement, pas de chasse gardée. Ce qui compte, c'est l'innovation. A l'échelle mondiale, l'amélioration de produits en constante évolution. Ainsi, on peut fabriquer un beau plastique et, demain, il sera dépassé. Les molécules ne travaillent bien que si l'on travaille avec elles. »

« Un entrepreneur, c'est aussi quelqu'un qui comprend le marché, et j'en connais beaucoup. Ils se parlent au travers des grandes négociations. Au moment du Kennedy Round, l'Europe a manqué de ces interprètes de la vie moderne, et c'est pourquoi elle a mal négocié. A présent que nous avons acquis une certaine expérience, nous voyons bien le danger : ce type de négociation peut facilement devenir une mystification. Mais de toute façon, il ne s'agit plus, aujourd'hui, de jouer les Européens contre les Américains, nous devons travailler ensemble. »

« Êtes-vous satisfait de l'appui du système bancaire aujourd'hui, en particulier en Italie ? »

« Après le désastre provoqué par la montée du dollar et la hausse des taux d'intérêt, ce qui a détruit le bénéfice des investissements des années antérieures, les banques américaines sont revenues à de plus sages dispositions. Mais le malaise du système bancaire américain a provoqué un malaise mondial, un manque de foi. L'Europe elle-même ne croyait plus à son destin. A présent, tout le monde se reprend et les Américains ont raison de maintenir des taux d'intérêt très bas. »

« En Italie, en revanche, les taux d'intérêt se situent quelque part entre ceux du Brésil et de l'Europe. Il n'y a pas si longtemps, au début des années 80, il n'était pas possible d'échanger des livres à l'étranger, les taux d'intérêt atteignaient 28 %. Maintenant, heureusement pour nous, les Allemands ont relevé leur taux d'intérêt. Pour bien faire, l'Italie devrait éviter de trop rémunérer l'épargne qui s'engouffre ainsi dans les caisses de l'Etat au lieu de se constituer en investissements productifs. Si on y arrive, on sera un peu moins catholiques, un peu moins socialistes et un peu plus européens ! »

« Privatiser, oui, mais... »

« Quelle est votre opinion, aujourd'hui, sur les privatisations à la lumière de votre échec dans la prise de contrôle de l'Enimont ? »

« Privatiser oui, mais il faut savoir de quoi on parle. Le problème n'est pas de savoir qui va acheter quoi, mais qui va faire quoi dans la société en question. Il s'agit d'abord de compétitivité sur le marché international. La privatisation de l'économie italienne, à mon avis, devrait être un processus international pour rassembler des capitaux, mais aussi pour les céder. Ainsi, l'Etat devrait pouvoir attribuer une bonne part de ces entreprises au meilleur gestionnaire possible sans se préoccuper de sa nationalité. La globalisation de l'économie peut même faire penser, dans l'avenir, qu'un Japonais pourrait prendre la présidence de l'ENI, pourquoi pas ? »

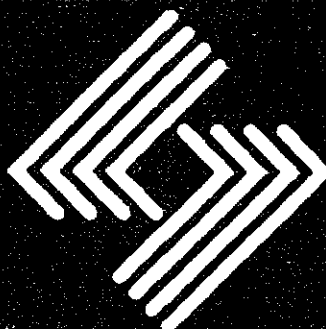
« A propos de l'Enimont, je ne dirai qu'une chose. En donnant ma démission des sociétés que je dirigeais en Italie, j'ai voulu montrer que je ne me sens plus impliqué dans un système où personne n'assume ses responsabilités, et je pense avoir eu raison. »

« A présent que vous travaillez de plus en plus fréquemment en France, avez-vous des projets importants ? »

« Je connais le pays depuis longtemps, et je ne m'y considère même pas comme un étranger. Je suis un industriel concret. Je connais le marché mondial avec toutes ses nuances, et je peux être utile pour la France dans ce secteur dit d'« européanisation des affaires ». J'ai du savoir-faire et des idées... trop disant certains. »

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS et MARC CRÉPIN

(1) *A modo mio*, de Raul Gardini, Ed. Mondadori, octobre 1991.



CREDIOP

CONSORZIO DI CREDITO PER LE OPERE PUBBLICHE

Organisme de droit public constitué en 1919

Capital et Réserves: FF. 9.965 millions
Fonds de risques: FF. 5.839 millions
Prêts existant au 31/12/1990:
FF. 134.203 millions

SIEGE CENTRAL

ROME
Via Venti Settembre, 30
Tél. 06/47711
Télex 611020 CRDPRO I

BUREAUX REGIONAUX

MILAN
Via Brera, 19

PADOUE
Via Emanuele Filiberto, 14

TURIN
Via Roma, 366

GÈNES
Via Venti Settembre, 42

ROME
Via di S. Nicola da Tolentino, 5

NAPLES
Via Medina, 40

BARI
Via Roberto da Bari, 119

☐ FINANCEMENTS DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES ET DE SERVICES

☐ FINANCEMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DE LEURS PROPRIETES

☐ CREDITS POUR L'EXPORTATION

SOCIETES CONTROLEES

☐ CREDIPAR S.p.A. / Rome
Société Financière de Participations

☐ CREDIOP FINANCE P.l.c. / Londres
Opérations d'emprunt des fonds et d'emploi sur les marchés internationaux

☐ PROMOTIO S.p.A. / Milan
Gestion de portefeuilles mobiliers et médiation financière

☐ CREDIOP OVERSEAS BANK LTD. / Îles Cayman
Opérations d'emprunt des fonds sur les marchés internationaux

☐ AFIN S.p.A. / Rome
Société de consultation financière

☐ CREFID S.p.A. / Milan
Enregistrement fiduciaire

☐ C. FIN S.p.A. / Rome
Factoring

☐ PROMOTIO SISTEMI S.r.l. / Milan
Production de software pour opérateurs en titres

☐ CREDIOP B.V. / Amsterdam
Opérations d'emploi sur les marchés internationaux

SUPPLEMENT ITALIE

La fin du miracle

La Péninsule doit affronter la rigueur si elle veut jouer dans la cour des grands de la Communauté européenne

GRÈVES, inflation, morosité, baisse de la production industrielle, déficits croissants : l'économie italienne va mal. Le trop fameux « miracle » s'est évanoui depuis maintenant plus de deux ans et il laisse place à l'inquiétude.

« Participe-t-on à la division A ou serons-nous relégués en division B ? ». En Italie, la question prend, bien entendu, les couleurs du football. Mais le ton a changé et la plaisanterie a maintenant laissé la place à un humour grinçant. Bref, les Italiens doutent. Le traité d'union économique et monétaire (UEM) qui devrait être signé à Maastricht à la fin de l'année consacrerait une Europe des Douze à plusieurs vitesses. Seuls les pays « vertueux » entreraient dans l'UEM au départ, vers 1997. Les autres devront attendre d'avoir remis de l'ordre dans leur inflation et leur déficit public. Et l'Italie est désignée aujourd'hui comme un très mauvais élève.

La grève générale du 22 octobre, la première depuis mai 1989, a éclairé l'enjeu. Dénonçant les projets du gouvernement de M. Giulio Andreotti visant à couper sévèrement dans les dépenses budgétaires et à mettre fin à l'indexation des hausses de salaires sur celles des prix (la fameuse *scala mobile*), les

grévistes contestaient en fait la politique d'ajustement indispensable, aux yeux du gouvernement, pour que l'Italie puisse encore espérer participer à la « première division » de l'UEM.

Afin de faire converger les résultats économiques de la Péninsule avec ceux des meilleurs élèves de la classe européenne, le gouvernement a présenté, avant l'été, un plan de trois ans (1992-1994). Selon son analyse, l'Italie a perdu trop de temps et elle n'a plus le choix. Il lui faut d'abord juguler l'inflation, qui a atteint 6,1 % en 1990 alors que les partenaires de la CEE s'en tenaient en moyenne à 4,4 %. Il lui faut ensuite assainir l'immense dette publique. Celle-ci, qui n'a cessé de croître depuis deux décennies pour passer de 40 % du produit intérieur brut (PIB) en 1970 à 110 % en 1990, doit être, au minimum, stabilisée à 103 % en 1994. Etant donné la vitesse acquise et l'accroissement des dépenses d'intérêts qui alourdiront mathématiquement le poids de cette dette, le seul moyen d'y parvenir est de réduire puis d'éliminer progressivement (à l'horizon 1996) le déficit budgétaire courant.

Casser l'indexation des salaires sur les prix, comme, selon le plan triennal, la hausse des coûts de production à environ 3 % en 1994

pour un objectif d'inflation de 3,5 %. Il faudra parallèlement engager une sévère restriction des hausses de rémunération des fonctionnaires. Pour le budget, le plan prévoit, pour augmenter les recettes, d'intensifier la lutte contre la fraude, de faire le tri dans les maquis du système d'exemptions, mais aussi d'augmenter les impôts jusqu'à les faire passer au-dessus de la moyenne communautaire. Alors que tous les pays parlent d'une baisse des impôts, les contribuables italiens, eux, connaîtront l'inverse. Pour diminuer les dépenses, les autorités prévoient un passage au crible systématique des subventions locales ou industrielles, des crédits ministériels, des engagements d'infrastructure...

Quand les « condottieri » battent en retraite

Ce plan, on le comprend, est loin d'être populaire, et même un gouvernement « fort » aurait déjà du mal à le faire accepter. La tâche, dès lors, est-elle impossible ?

L'Italie s'était accommodée de la faiblesse de son Etat. On a même pu dire qu'elle avait fait une vertu de cette désorganisation et que l'anarchie de sa politique avait donné souplesse et imagination à son économie. Le fameux

« modèle » italien vantait la souplesse des PMI, l'innovation qui avait enrichi les sidérurgistes de Brescia tandis que leurs confrères européens coulaient, et même le travail au noir. Le néo-capitalisme italien (De Benedetti, Ferruzzi, Benetton, Berlusconi...) se voulait conquérant. Aujourd'hui, les *condottieri* battent en retraite, à l'image de Carlo De Benedetti. Les experts soulignent la taille insuffisante des entreprises italiennes comparée à celle des concurrents français ou allemands (1). Le groupe Fiat, seigneur de l'industrie transalpine, apparaît comme l'un des constructeurs automobiles européens les plus fragiles face aux Japonais. Dans la finance, comme dans l'énergie ou les télécommunications, les décisions indispensables tardent. La qualité des services publics s'effondre. Partout l'Etat manque. La politique ne compte pas, elle revient au centre du débat. Les vertus d'hier aujourd'hui sont des vices. Surtout lorsqu'il faut du courage et du temps pour instaurer l'austerité.

Personne ne conteste pourtant la nécessité du plan triennal d'ajustement. Mais chacun dénonce les « gaspillages », les « privilèges » et les « inefficacités »... des voisins. Le gouvernement est, il est vrai, bien coupable. L'année 1991 augure très

mal de l'avenir du plan. Le déficit des finances publiques n'a pas été réduit, il a même augmenté de 23 % sur les huit premiers mois de 1991 par rapport à la même période de 1990. Le déficit budgétaire dépassera sans doute cette année les 150 000 milliards de lires (690 milliards de francs), soit environ 11 % du produit intérieur brut. En France on critique un « dérapage » du déficit à 120 milliards de francs...

L'inflation, contrairement à tous les pronostics, s'accroît. Elle atteindra probablement 6,5 % en 1991 après 6,1 % l'an passé. L'objectif de Rome était de 5,8 %. La poussée sur les salaires semble redoubler : le taux de salaire horaire, d'avril 1990 à avril 1991, a augmenté de 8,6 % dans l'industrie et de 12,9 % dans l'administration.

Impatience à Bruxelles

Afin de pousser à la « convergence », la Banque centrale a décidé en janvier 1990 de faire entrer la lire dans la bande étroite de fluctuation de système monétaire européen (SME). Un choix en faveur de la rigueur. Mais il eût fallu l'accompagner de politiques similaires en matière budgétaire et salariale. Cela n'a pas été le cas. Au contraire. De

sorte que les ajournements et le laxisme affaiblissent une monnaie qu'il faut soutenir par une politique monétaire stricte. Du coup, la croissance peine : elle devrait se ralentir de 2 % en 1990 à 1,5 % ou 1 % cette année et la reprise attendue pour 1992 sera faible (2,8 %). Parallèlement, la balance des échanges commerciaux se dégrade à vue d'œil. Le déficit sur les sept premiers mois de l'année s'est accru de 21 %. Depuis l'été, les importations grimpent alors que les exportations s'essouffent : la compétitivité des produits italiens s'abîme vis-à-vis des partenaires de la CEE.

Le gouvernement devrait corriger le tir et proposer un nouveau plan triennal renforcé. Sera-t-il plus crédible que le précédent ? A Bruxelles, comme dans les capitales européennes, on s'impatiente. Et l'on souligne que l'autre pays latin, l'autre péninsule, l'Espagne, affiche des résultats bien meilleurs. Madrid montera-t-elle avant Rome dans le premier train de l'UEM ? Cela paraît une boutade, étant donné les niveaux respectifs de développement. Mais c'est dire que le temps pour l'Italie est compté.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) La Structure industrielle italienne : richesses et faiblesses du modèle de développement. Analyses sectorielle. Eurostat. 1991.

Les jeunes patrons veulent être la « conscience critique » de leurs aînés

L'ORGANISATION des jeunes patrons italiens, la Comité central des jeunes de la Confindustria, fait partie intégrante de la structure des « grands ». Leurs dirigeants sont installés tout près de leurs aînés de la Confindustria dans l'immeuble que celle-ci possède dans le quartier des affaires de l'EUR, au sud de Rome. Pourtant, en se retrouvant en face de l'ingénieur-chimiste Aldo Fumagalli, leur président, la trentaine dynamique, on n'a aucun mal à concevoir que les « jeunes » doivent parfois se sentir à l'écart dans la respectable organisation patronale. Ils ne cachent d'ailleurs pas que leur rôle essentiel est d'être la « conscience critique » de ceux qu'ils appellent les « seniors ». Avec eux, ils n'hésitent pas à s'engager dans des débats d'idées - restons diplomates... - afin de faire valoir jusqu'au bout leur autonomie.

Des managers pour les entreprises

Les sept mille jeunes entrepreneurs italiens, associés dans une centaine de structures locales - pour y être admis, outre la condition de posséder ou diriger une entreprise, il faut avoir entre dix-huit et quarante ans, - veulent en effet faire entendre leur propre voix dans le domaine économique aussi bien que sur le terrain social et politique. « Nous sommes engagés en faveur d'une réforme du système politique qui finit actuellement par nuire à l'efficacité même de l'appareil économique et social... », précise Aldo Fumagalli. Raison pour laquelle les jeunes de la Confindustria n'hésitent pas à monter en première ligne. Ils ont déjà participé activement au référendum de juin dernier qui a simplifié le système électoral ; ils sont partis en campagne pour les nouvelles propositions référendaires qui veulent continuer sur cette voie. Ils ont aussi mis au point leur propre projet. Celui-ci prévoit une loi électorale qui s'inspire du modèle allemand - mi-proportionnelle, mi-majoritaire, - doté d'un exécutif fort avec l'élection au suffrage universel du premier ministre. « On garantirait ainsi ce qui manque essentiellement au système italien, une réelle possibilité de gouverner et pas seulement de gérer. » Mais tout cela n'éloigne-t-il pas les jeunes patrons de leur but fondamental ? Pas, le moins du monde, souligne-t-on ici. S'ils s'engagent à réformer la société, c'est bien pour pouvoir disposer de tous les atouts pour faire progresser leurs idées sur les entreprises.

Leur premier objectif est la formation de véritables managers qui pourraient assumer la relève dans des entreprises trop

souvent dépendantes du « patron ». Une préoccupation qui résulte d'ailleurs en grande partie de la composition même de l'organisation. Beaucoup de ses membres sont en effet de la deuxième ou troisième génération de familles d'entrepreneurs, même si le nombre des jeunes qui ont lancé leur propre entreprise commence à progresser. Le vice-président, Paolo Angelucci, en est d'ailleurs un bon exemple puisqu'un beau jour il a décidé de quitter un emploi stable dans une banque pour se lancer, sans expérience précédente, dans la création de sa propre société.

Un autre thème est à la mode : l'internationalisation des entreprises pour surmonter un des handicaps majeurs des unités de production italiennes, encore trop souvent de dimension familiale. Cette ouverture passe, selon eux, à travers l'amélioration des disponibilités financières et donc par une relance de la Bourse italienne jugée « pas à la hauteur » des besoins du pays. L'ouverture, c'est aussi celle vers l'Europe où les jeunes ont trouvé des alliés pour appuyer leurs idées en lançant un projet « Yes (Young Entrepreneurs) for Europe ». Un intérêt pour l'Europe qui ne s'arrête pas aux frontières de la Communauté. Des liens ont été noués avec les anciens pays communistes et ces contacts s'annoncent déjà porteurs de promesses. Dernièrement, les représentants de la jeune organisation du patronat bulgare étaient de passage à Rome : « Des jeunes, certes, mais aussi pratiquement des « seniors » puisque leur Confindustria nationale vient à peine de voir le jour sous l'impulsion des patrons les plus jeunes justement. »

Ne pas se piler au racket

Au-delà de la réforme institutionnelle et de ses quelques grandes lignes d'action plus pratiques, les jeunes patrons sont aussi appelés à réagir sur leur environnement quotidien. Ils seront ainsi engagés sur le front de la lutte contre la criminalité qui, surtout dans les points chauds du pays, conditionne toute volonté de développement. En août dernier, ils se sont rassemblés derrière Davide Grasso, le fils d'un entrepreneur assassiné par la Mafia pour avoir refusé de se plier au racket, qui a pris la relève de son père à la direction de l'entreprise palermitaine. « On ne peut pas continuer à faire semblant de rien en se pliant simplement au chantage sous prétexte que c'est une pratique qui est entrée dans les mœurs locales », conclut l'ingénieur Fumagalli.

S. A.



FOR YOUR BUSINESS



Vous pouvez compter sur Cariplo pour toute opération bancaire, financière et commerciale, pour une assistance complète ainsi que pour un ensemble de prestations tout aussi rapides qu'efficaces. Vous pouvez compter sur l'expérience d'une banque née et grandie à Milan, banque qui aujourd'hui est connectée en temps réel à 450 succursales dans toute l'Italie. Vous pouvez compter sur la solidité de ses fonds propres qui se chiffrent à 5.099 millions de dollars. Vous pouvez aussi compter sur le professionnalisme d'un réseau présent à Berlin, Bruxelles, Budapest, Chicago, Francfort, Grand Cayman, Hong Kong, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, New York, Paris, Pékin, Séoul, Tokyo et qui est en contact avec plus de 1800 banques correspondantes. Pour toute question ou même seulement pour un avis vous pouvez toujours compter sur Cariplo en toute confiance et tranquillité.

CARIPLO
CASA DI RIFORMA DELLA PROVINCIA LOMBARDA
SINCE 1823 WE KNOW HOW.

مكتبة من الأصول

لبنان من اجل

L'armée à l'heure de la réforme et de l'austérité

Quelle stratégie pour l'an 2000 ? Militaires et politiques hésitent entre le « tout-OTAN » et le « tout-Europe »

« Les politiciens ne gouvernent rien. Pour eux, la défense n'a jamais été importante. Ou bien c'était habituellement l'affaire de l'OTAN, ou bien celle d'autres Européens... Sans compter que ici, la communauté catholique très influente nourrit en permanence le sentiment « pacifiste » ! Luigi Caligaris, général de cavalerie, cadre de réserve, est bien connu en Italie pour ses coups de gueule. Mais il exprime surtout le doute lancinant qui occupe l'esprit de beaucoup de ses concitoyens lorsqu'il est question de défense ou de sécurité. Alors que la guerre du Golfe battait son plein, un sondage venait à point le souligner (1) : 57 % des Italiens, en cas d'attaque ennemie, ne se sentent pas protégés par leur armée, et 39 % d'entre eux jugent que leurs officiers sont moins aguerris que leurs collègues occidentaux. Le mauvais effet laissé par les premiers échecs des missions des Tornado au-dessus de l'Irak et la démission du commandant en chef de la flotte en mer d'Oman furent probablement des éléments déterminants dans les réponses. Mais après une guerre, en Italie comme ailleurs, les généraux en tirant des enseignements, prévoient les batailles futures et anticipent les nouveaux systèmes d'armes.

Voilà pour la tactique, mais reste la stratégie. Or, la classe politique en débat avec une ardeur si discrète que cela dure depuis 1985. Le Parlement devrait d'ailleurs enfin en être saisi en novembre. Objectif avoué du législateur : donner le jour au *novo modello di difesa* (« nouveau modèle de défense »). Objectif implicite : faire des forces armées italiennes un outil de sécurité véritablement européen. Pour beaucoup, c'est une étape de la construction européenne dont l'Italie ne peut pas faire l'économie, au même titre que l'Europe des banques, l'Europe des universités ou l'Europe agricole.

Mais l'outil militaire, parfois vieillot, n'a pas toujours les moyens

de ses ambitions. Il y a une armée de terre cantonnée dans son rôle pédagogique (77 % des effectifs sont des appelés). Il y a une armée de l'air, dotée pour moitié d'anciens Starfighters F-104 qui ont tout intérêt à ne jamais rencontrer un Mig-29 et, pour le reste, de Tornado équipés pour la seule défense du territoire. Il y a enfin une marine qui pourrait perdre la moitié de ses bâtiments de surface d'ici dix ans, faute de nouvelles mises en chantier.

Explication de cette crise : le budget de la défense italienne, réduit à l'excès, n'autorise plus la moindre évolution des missions ni le moindre investissement important. Mais ce budget de 24 000 milliards de lires en 1991 (111 milliards de francs, contre 240 milliards pour la France) ne représente que 1,7 % du PIB italien. Ici

encore, une norme inférieure de moitié à celle couramment arrêtée dans les pays occidentaux. Mais l'intégration italienne dans la sécurité européenne ne passe pas uniquement par ses choix budgétaires. Le nouveau modèle de défense prévoit une réorganisation du commandement et de l'armée de terre, qui représente à elle seule près de 70 % des effectifs de toutes les forces armées.

Des femmes au volant

En principe, une armée moderne répartit son personnel de façon plus équilibrée, comme l'armée américaine : un tiers pour la terre, un tiers pour l'air et un tiers pour la mer.

Les députés et les sénateurs auront donc à s'interroger sur l'op-

portunité de professionnaliser totalement ou en partie les forces armées. Et si tous les Européens adoptaient les mêmes critères qu'une armée de métier, cela serait un pas de plus vers une harmonisation des unités européennes. Raison supplémentaire invoquée pour d'éventuels dégraissages : les Italiens ne font plus d'enfants. Anticipant cette tendance, vingt-deux mille postes et six brigades sur vingt-cinq sont supprimés. Autre décision historique : la femme italienne va être invitée à s'engager. Elle pourra désormais piloter un char ou apprendre à poser des mines. Mais, au-delà de l'organisation qui mérite d'être repensée, nombre de militaires se demandent si le nouveau modèle de défense permettra vraiment un meilleur arrimage à la cause européenne.

L'Italie, depuis toujours, constitue le pilier méditerranéen de l'OTAN. Et, après tout, raconte-t-on, les Européens ne se sont jamais vraiment souciés de son rôle en matière de sécurité. Lorsque Valéry Giscard d'Estaing organise le sommet de la Guadeloupe sur les questions de sécurité en 1978, pas question d'inviter l'Italie à la table des Grands... Et quand François Mitterrand, président d'un pays qui n'accueille aucun euro-missile, plaide pour leur présence en Europe face à des manifestants allemands qui préfèrent être rouges plutôt que morts, il omet aussi de se référer à l'Italie qui, elle, en possède. L'Italie est rangée au magasin des accessoires. Une situation bien difficile à admettre pour la cinquième puissance industrielle mondiale ! Et c'est une raison qui a aussi poussé

Gianni De Michelis, le ministre des affaires étrangères, à signer avec les Britanniques, le 4 octobre, une déclaration sur une défense européenne où l'Union de l'Europe occidentale serait néanmoins clairement liée à l'Alliance atlantique. Rome se rapproche ensuite de la conception franco-allemande d'une sécurité européenne. Et personne n'oublie, cette fois, de renvoyer l'Italie d'être parvenue à convaincre enfin les Anglais, plus atlantistes que personne, de l'intérêt de bâtir une défense communautaire dans le cadre de l'UEO... Une façon comme une autre, pour l'Italie, de s'imposer en matière de défense européenne.

MARC CRÉPIN

(1) Sondage Eurogrip-Consulting Unit du 15 février 1990, basé auprès de 1 000 personnes de dix-sept à cinquante ans.

La seconde vie de Trieste

Suite de la page 7

La CEE planche même en ce moment - ne zut pas pincé il faut le dire - sur une grande première : l'étude d'une zone franche offshore. Ce qui, en clair, veut dire, comme le commente avec une pointe de gourmandise Michele Zanetti, l'ancien directeur du port : « *Etendre au secteur des services les privilèges du port franc, non seulement pour le commerce et les biens physiques mais pour tout le système d'assurances et de banques.* » Là-dessus se grefferait une Bourse des monnaies non convertibles pour accompagner le processus de changement économique des pays de l'Est. Deux parais sans laquelle rien ne se fait en Italie, et les Generali, sans les-

quelles Trieste n'existerait peut-être plus. D'autres exemples de ce réveil tardif ? Cette école d'interprétariat de renommée mondiale, ou mieux encore ce complexe de physique théorique européen qui se construit autour du Prix Nobel pakistanais Abdus Salam, tandis que cet autre Prix Nobel, l'italien Carlo Rubia, a contribué à la mise en route d'un projet de synchrotron pour 1995.

Complexe d'assistée

Déjà, dit-on, les Japonais rôdent sur le port sinistré. Intéressés, ils pourraient y faire débarquer leurs voitures en direction de l'Europe, et surtout de l'Est où ils se sont implantés depuis quelques années.

Et pourtant, Michele Zanetti a beau répéter : « *L'argent, c'est le seul point sur lequel les Triestins ne sont pas sceptiques.* », rien n'avance. Et le très discret M. Favaretto de lancer presque un cri d'alarme : « *Notre chance géographique, il faut lui donner une existence concrète, des infrastructures, la concurrence n'attend pas.* » Mais pour cela, il faudrait que Trieste ne soit pas Trieste, avec ses lenteurs, son ironie décapante et son complexe d'assistée qui lui a fait accueillir avec une moue dédaignée les quelque 7 milliards de lires sur six ans votés en janvier dernier au titre de la « loi sur les confins ».

Et puis surtout le « Mittel-Europa », cet Eldorado retrouvé à peine entrevu, se défile. La décomposition de l'Union soviétique fait en outre une nouvelle fois tanguer les frontières. Mal à l'aise, la ville qui s'était si bien habituée à ce sentiment de la « non appartenance » - mot de l'écrivain Tomizza - flotte dans sa nouvelle identité. Elle « pinaille » le chef-lieu d'un Frioul-Vénétie-Julienne qu'elle dit délaissée par Rome au profit de Venise. Elle qui déjà se donna aux Habsbourg par haine de la Sécessionisme. « *Non aurions dû être les poissons pilotes de la politique italienne à l'Est.* » déplore Paolo Rumiz du *Piccolo*. Mais nous avons laissé passer le moment : comment construire à présent sur cette entité mouvante : de Trieste au Kamchatka, c'est le monde de l'instabilité...

Alors la ville retrouve ses vieux réflexes, ce que Paolo Rumiz appelle encore le « comportement balkanique ». « *Chacun se sent l'ultime bastion. Zagreb celui du catholicisme contre la barbarie de l'Islam, Trieste celui de l'Occident contre la barbarie slave, etc.* » Oubliant que dans le passé elle s'était déjà inventée une Europe dans son port peuplé de marins grecs, de juifs, de paysans danubiens, Trieste, dont le centre s'appelle « Place de l'Unité italienne », joue délibérément les « italianismes », même si l'expression populaire veut que l'on dise : « *Je vais en Italie* » dès que l'on sort de la ville...

Au lendemain du traité d'Osimo (1975), qui fixait enfin les fron-

tières yougoslaves, consacrant une nouvelle fois la perte de l'Istrie et la division de la minorité italienne restée sur place entre la Croatie et la Slovénie, les Triestins ont secrètement protégé l'enthousiasme de ces « lignes autonomistes » qui, dans le Nord surtout, font mine de menacer l'unité italienne. Née en 1976, la « Lista per Trieste » a pris pour slogan « *Trieste est une île* ». Avec un nationalisme d'« enclavée », elle s'est illégalement fait la part du lion entre une Démocratie-chrétienne incontournable, mais peu pugnace, et un PC par force évanescence. Conseiller communal, l'avocat Ceccovini, qui fut un des fondateurs de la liste, déplore que la Vénétie-Julienne, débarrassée du Frioul, ne puisse s'administrer seule comme le Haut-Adige, et regarde d'un mauvais œil les revendications de la minorité slovène. Comme si Trieste, l'ancienne ville ouverte, faisait semblant de découvrir, avec une mauvaise foi évidente, ses trente mille Slovènes (cent mille dans toute la région), leur reprochant aujourd'hui de « *n'être pas intégrés* », et d'avoir leurs partis politiques, leurs théâtres, leurs journaux.

La guerre toute proche

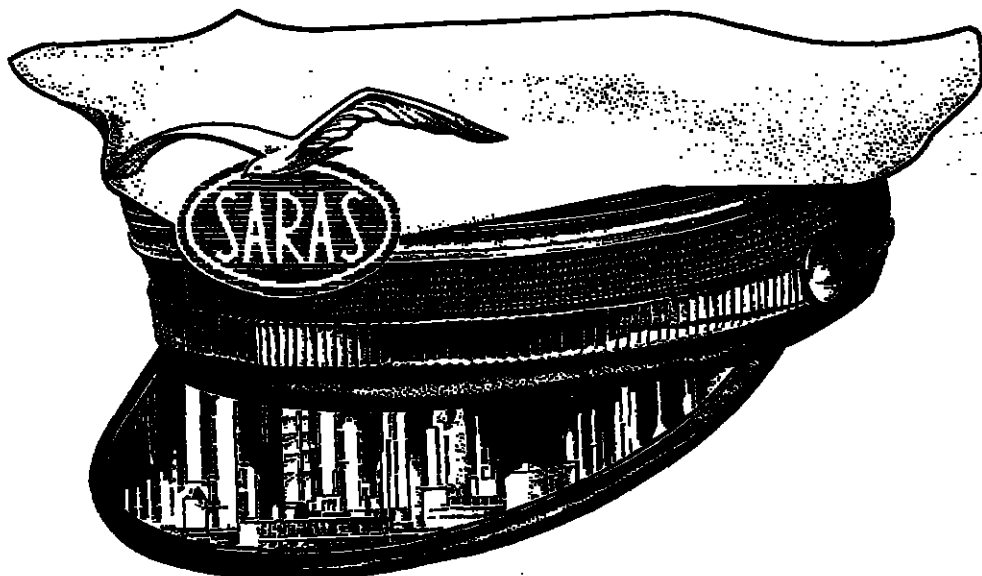
La guerre en Yougoslavie, toute proche il est vrai, est venue brouiller encore un peu plus les cartes, du moins en surface. Avec la fermeture des frontières, les commerçants de Trieste se sont rendus compte à quel point ils étaient, malgré eux, dépendants du voisin yougoslave, et surtout slovène (21 à 25 % des échanges commerciaux de détail). Que se passera-t-il demain, quand la Slovénie sera indépendante ? Craintes et interrogations, qu'un incident un peu romanesque est venu raviver en octobre dernier lorsque le président Cossiga a annoncé, avant de faire machine arrière, que les tanks de l'armée fédérale yougoslave évacuant la Slovénie passeraient par Trieste. Le tollé en ville a été général, et l'initiative jugée insultante pour la mémoire des victimes tombées lors des quarante jours de terreur d'oc-

cupation titiste. « *Une nouvelle preuve que cette ville fonctionne sur des schémas passésistes erronés. Quelle importance ce passage, s'il pouvait servir la paix en Yougoslavie. Comme si quelqu'un ici s'interrogeait sur le trafic d'armes qui ne manque pas de passer par le port à destination de la Yougoslavie !* », commente Vito Svetina, directeur slovène de la deuxième banque de la ville, la Banca di Credito di Trieste, banque qui, soit dit en passant, a compris que Trieste pouvait, comme le dit son directeur, « *vendre son approche particulière de l'Est* » dans les bouleversements actuels et a déjà prévu d'envoyer une mission en Biélorussie.

En attendant, le parti néofasciste (MSI) a saisi ce « *malaise* » pour mieux l'exploiter, aidé en cela par l'approche des élections du mois de mai. Pour Fulvio Fuga, du Front universitaire d'action nationale (FUAN), « *l'Istrie, c'est un peu l'Algérie yougoslave. Nous, les Italiens, nous avons eu nos quelque 350 000 réfugiés complètement délaissés. Et maintenant ? Il faut que l'Istrie reste entière et qu'elle reste italienne* ». Se laissant gagner à son tour par ce prurit anti-slovène, le maire, Franco Ricchetti, de s'écrier : « *Non au bilinguisme réclamé par la minorité dans les administrations : Trieste ne sera pas Bolzano* ».

Le président Cossiga est venu « *faire sa paix* » l'autre jour en s'immiscant sur les fosses où furent jetés les corps des victimes de Tito. Gianni De Michelis, l'entrepreneur ministre des affaires étrangères, est venu lui aussi plus discrètement « *faire le travail* » en discutant avec les députés de la minorité slovène en Istrie et la minorité slovène en Italie. L'Europe n'a plus qu'à se construire... Trieste, elle, comme à son habitude, préfère attendre. Au San Marco, Magris a repris ses rêves d'une identité « *adriatique* ». Le Rotary Club a ouvert le débat sur les effets du panslavisme avancé et les valeurs occidentales. Plus prévoyant, le baron-compositeur de Belfield a invité prochainement l'orchestre de Zagreb à se produire au théâtre Giuseppe Verdi.

MARIE-CLAUDE DECAMPS



La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service

SARAS a toujours été à la pointe de la technologie pour raffiner le pétrole brut de ses partenaires, leur assurant une grande valeur ajoutée.

Avec ses 18 millions de tonnes par an de capacité de raffinage et ses 5 millions par an de conversion, la raffinerie SARAS peut accueillir des navires de pétrole brut jusqu'à 260.000 DWT, l'entreposer dans son parc à réservoirs de très grande capacité (4 millions de mètres cubes) et fournir une gamme de produits pétroliers complète et adaptée aux exigences des clients.



SARAS S.p.A. RAFFINERIE SARDE

DIREZIONE GENERALE E AMMINISTRATIVA - 20122 MILANO - GALLERIA DE CRISTOFORO, 8 - TEL. (02) 77371 - TELEFAX 311273 - FAX (02) 78020840
RAFFINERIE - 08018 SARRACH (CAGLIARI) - S.S. SULCITANA KM 19 - TEL. (070) 90511 - FAX (070) 905209
BUREAU DE REPRESENTATION - 00187 ROMA - SALITA S. NICOLA DA TOLENTINO, 1-B - TEL. (06) 4820263 - FAX (06) 4871429

UNITECNO - GIBA

Construction Industrielle d'avant-garde

Loue et vend bâtiments industriels-commerciaux
zone aéroport de Milan-Linate
Toutes surfaces de 200 à 2000 m²



UNITECNO - GIBA: Via V. Monti, 56 - 20123 MILANO - ITALIA
tél. 1939-2-72020093 / 1939-337-332951 Fax 1939-2-72001067

EUROPE

Gabcikovo, pomme de discorde hungaro-slovaque

Commencé au temps du socialisme, ce barrage sur le Danube empoisonne aujourd'hui les relations entre Budapest, Prague et Bratislava

GABCIKOVO
(Slovaquie)

de notre envoyé spécial

« C'est comme le mur de Berlin », Andras Sarkany, l'un des dirigeants de la présidence slovaque du mouvement écologiste Eurochaine, montre du doigt une fresque dessinée sur l'une des énormes parois bétonnées du réservoir de la centrale hydro-électrique de Gabcikovo. On y voit un cheval émergeant paisiblement de l'eau et criant au secours. Une image volontairement lyrique, qui symbolise le combat disproportionné mené contre la mise en place de ce chantier.

Tout comme le mur de Berlin, ce barrage est une relique de l'époque stalinienne. Après plus de vingt-cinq ans de préparation, les gouvernements communistes de Prague et de Budapest ratifient, en 1977, un traité prévoyant la mise en place d'un double barrage sur le Danube : l'un à Gabcikovo et l'autre à Nagymaros, cent soixante-dix kilomètres en aval, en Hongrie. Quatorze ans plus tard, les travaux ne sont toujours pas terminés. Aujourd'hui, cette construction pharaonique d'un autre temps empoisonne les relations entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie et alimente les tensions ethniques entre les deux pays. Or, à l'heure où l'Europe centrale tente de contenir les mouvements nationalistes et de jeter les ponts d'une nouvelle coopération post-socialiste, le conflit du barrage fait figure de test.

Après la « révolution de velours », les travaux ont été suspendus sur le site de Gabcikovo. Mais le gouvernement de Bratislava, la capitale de la Slovaquie, a remis le chantier en route au mois de juillet. Un geste qui traduit l'exaspération des autorités slovaques après un an de négociations infructueuses avec les Hongrois.

Budapest ne veut plus entendre parler de la mise en opération du barrage sous quelque forme que ce soit. C'est d'ailleurs le dernier gouvernement socialiste qui a interrompu les travaux à Nagymaros, au printemps 1989, sous la pression d'un mouvement d'opinion sans précédent. Au mois d'avril dernier, le Parlement magyar a clairement délimité le mandat des émissaires hongrois : négocier l'annulation de l'accord de 1977 et rien d'autre.

C'est donc l'impasse totale. La centrale de Gabcikovo ne peut pas fonctionner sans la coopération de Budapest, car le lac de retenue qui doit alimenter le barrage en eau se trouve à Dusavskit, en territoire hongrois. Seule solution : dévier le cours du Danube. Or, une telle opération revient à modifier le tracé des frontières entre les deux pays. En l'absence de tout compromis, le problème du barrage hungaro-tchécoslovaque pourrait se transformer en véritable bombe à retardement nationaliste.

La peur d'une « nouvelle Serbie »

Gabcikovo se trouve dans une région majoritairement peuplée par la minorité hongroise de Slovaquie, qui représente 10 % de la population (environ 600 000 personnes). Farouchement opposée au barrage, cette minorité, essentiellement rurale, estime (tout comme le gouvernement de Budapest) que sa mise en route entraînerait une contamination massive des nappes phréatiques qui, à son tour, porterait un coup fatal à l'agriculture locale. Autres risques : la pollution du Danube, qui alimente des millions de foyers en eau potable et les menaces d'inondations, provoquées par l'élévation du niveau du fleuve.



Mais, déjà, les arguments écologiques sont relégués au second plan. « Nous n'avons aucune garantie pour notre avenir », s'inquiète Ivan Gyurcsik, l'un des dirigeants du mouvement Coexistence, la principale formation politique des Hongrois de Slovaquie. Le gouvernement de Bratislava cherche à détruire la dernière forteresse hongroise dans le pays. Et il évoque un scénario catastrophe : « Le barrage provoquera un exode rural énorme, ce qui, à terme, nous condamnera à l'assimilation ».

C'est pour tenter de désamorcer ce climat de méfiance généralisée que le ministre tchécoslovaque de l'environnement, Josef Vavrousek, s'est rendu à Budapest le 10 septembre dernier. « Il faut dissiper les mythes et les préjugés », a-t-il souligné devant les trois commissions parlementaires qui l'ont reçu. Nous devons gérer cet héritage commun de l'époque totalitaire. Malgré la courtoisie ambiante, cette réunion s'est, elle aussi, soldée par un échec. Les Tchécoslovaques dénoncent l'arrêt unilatéral des travaux et veulent relancer les négociations pour trouver un autre accord. Mais les Hongrois restent fermes : seule l'annulation du traité de 1977 peut être discutée. La mobilisation contre le double

taire. Même le Parti vert de Slovaquie n'est pas opposé à Gabcikovo. « Il faut être réaliste, affirme son président, Peter Sabo. Le barrage est presque terminé, ce n'est pas possible de le détruire, il faut le finir, en obtenant des garanties écologiques ».

Résultat : seules les organisations hongroises et un petit mouvement écologiste qui se veut « pluri-ethnique » continuent de se battre. « Dès que nous protestons, s'indigne Andras Sarkany, le gouvernement de Bratislava nous accuse d'être des agents de Budapest. » Et, à l'approche des législatives de juin 1992, la communauté magyare craint une surenchère du nationalisme, à un moment où les séparatistes slovaques gagnent du terrain. « L'avenir de Gabcikovo, s'inquiète Ivan Gyurcsik, est désormais étroitement lié à la question de l'indépendance. Si Bratislava rompt avec Prague, c'est une catastrophe : le barrage sera immédiatement mis en service et nous serons isolés au sein d'une nouvelle Serbie ! »

YVES-MICHEL RIOLS

□ TCHÉCOSLOVAQUIE : vers un référendum sur l'avenir du pays. L'assemblée fédérale tchécoslovaque a adopté, mercredi 6 novembre, une loi définissant les modalités d'organisation d'un référendum sur le maintien de la Fédération. Les parlementaires devront se mettre d'accord la semaine prochaine sur la formulation de la question qui sera posée et sur le partage des biens entre les deux Républiques, tchèque et slovaque, en cas de séparation. D'après la loi, un éventuel référendum devrait avoir lieu cinq mois avant les élections législatives prévues en juin 1992. (AFP)

ROUMANIE

Le gouvernement décide la convertibilité limitée du leu

BUCAREST

de notre correspondant

Régulé en toute simplicité dans la plupart des anciens pays communistes d'Europe de l'Est, le passage à un début de convertibilité de la monnaie a pris, en Roumanie, des dimensions exceptionnelles. Le tout nouveau chef du gouvernement, M. Theodor Stolojan, a en effet solennellement annoncé, mercredi 6 novembre, que la Roumanie allait faire « un pas de géant » et « prouver qu'elle s'est irrévocablement engagée dans la voie démocratique ».

La monnaie nationale, le leu (lei au pluriel) sera « convertible » dès lundi prochain. Pour les Roumains qui, dans leurs appartements glacés, regardaient en direct à la télévision M. Stolojan expliquer cette mesure aux deux Chambres du Parlement réuni en séance extraordinaire, le changement est gros de nouvelles privations. Les prix vont de nouveau augmenter puisque toutes les importations, notamment d'énergie et de matières premières, hier facturées par l'Etat au cours officiel, se paieront, dès le 11 novembre, au cours du marché c'est-à-dire peut-être trois fois plus cher.

M. Stolojan a cependant promis de poursuivre jusqu'en mai le blocage des prix de quelques produits et services de base. Le nouveau cours « de départ », a expliqué M. Stolojan, sera entre les deux cours en vigueur : l'officiel (un dollar = 60 lei) et celui du petit marché interbancaire (un dollar = entre 250 lei et 300 lei), qu'il a jugés « tous deux artificiels ». Comme dans les autres pays de l'Est, la convertibilité sera pour l'instant « limitée », le leu ne pouvant circuler qu'à l'intérieur de la Roumanie.

J.-B. N.

Partenaires des SICAV et FCP de la BNP au 31.08.91		
Direction	% sur 1 an	% sur 3 ans
Actions françaises	+16,39	+41,77
Actions étrangères diversifiées	+14,49	+28,02
Actions à l'étranger	+7,71	+48,01
Actions internationales	+17,66	+29,20
Actions diversifiées	+13,87	+24,85
Actions internationales	+10,00	+23,23
Obligations françaises	+18,30	+19,71
Obligations étrangères	+14,53	+27,20
Obligations internationales	+13,09	+26,85
Obligations françaises	+11,31	+27,92
Obligations étrangères	+13,02	+25,62
Obligations internationales	+9,59	+31,15
Obligations françaises	+8,63	+28,71
Obligations étrangères	+11,22	+29,98
Obligations internationales	+14,74	+46,41
Actions américaines et canadiennes	+11,36	+31,41
Actions japonaises	+32,38	+32,93
Actions allemandes, autrichiennes	+32,40	+34,00
Actions suédoises	+16,20	+34,00

En un seul Fonds Commun de Placement, la BNP vous offre en permanence le meilleur de ses 40 SICAV et FCP : c'est Natio Fonds Multi-Gestion.

Natio Fonds Multi-Gestion dispose en permanence d'un vivier sans équivalent. Celui-ci est constitué des 40 SICAV et FCP de la BNP, à court, moyen et long terme, en actions, obligataires ou monétaires, à vo-

cation française ou étrangère. Les spécialistes de la BNP arbitrent et sélectionnent en fonction des évolutions de la conjoncture. Avec ce potentiel, Natio Fonds Multi-Gestion assure pour vous la meilleure

diversification de votre investissement. Souscription à partir de 10.000 F. Natio Fonds Multi-Gestion : Fonds de Fonds de capitalisation. Frais de gestion : 1 % H.T. Commission de souscription : 2 %. Valeur de

la part d'origine : 1.000 F. Minimum de la première souscription : 10.000 F. Toutes informations auprès de nos conseillers, dans chacune de nos agences.

BNP

AGENTS APPORTER

هنا من انظر

هكذا في الحاضر

EUROPE

YUGOSLAVIE : malgré les appels au respect de la trêve

Les combats continuent de s'étendre

A l'occasion d'une visite de vingt-quatre heures à Belgrade, l'ambassadeur du secrétaire général des Nations unies, M. Cyrus Vance, s'est entretenu avec les présidents de Serbie et de Macédoine, des représentants du gouvernement fédéral ainsi qu'avec le patriarche de l'Eglise orthodoxe

BELGRADE

de notre correspondante

En dépit du douzième accord de cessez-le-feu conclu mardi à La Haye, les combats se sont poursuivis, mercredi 6 novembre, en Croatie et notamment dans les régions de Vukovar, Osijek, Pakrac, Grubisno-Polje (Slavonie), Karlovac et aux abords de Dubrovnik. Pour la troisième fois depuis le début du conflit, la Serbie a été soumise à des tirs d'artillerie provenant du territoire croate. Cette fois-ci, c'est le village de Ilinac, situé à une dizaine de kilomètres au sud-ouest de Sid, le long de la frontière croate, qui a été pilonné mercredi par l'artillerie croate.

Réuni mercredi à Belgrade, le « bloc serbe » de la présidence yougoslave a condamné les attaques des forces armées croates contre la Serbie et estimé que le conflit n'était autre chose qu'une « rébellion armée » (des Croates) contre la « Yougoslavie ». Les quatre membres de cette miniprésidence yougoslave ont ensuite estimé qu'en bombardant Sid, Apatin et Ilinac, la Croatie essayait de faire croire à la communauté internationale qu'il s'agit d'un conflit armé entre la Serbie et la Croatie (la thèse de Bel-

grade est que seuls les Serbes de Croatie sont en conflit avec Zagreb, NDLR).

Constatant par ailleurs que les forces croates ne respectaient pas le nouvel accord de cessez-le-feu conclu et refusaient de lever le siège des casernes fédérales en Croatie, la présidence a mis en garde Zagreb et annoncé qu'elle prendrait des mesures décisives. Si le président croate, M. Franjo Tudjman, ne donne pas l'ordre de lever ce blocus avant vendredi 8 novembre, comme il en a été convenu à La Haye, l'armée fédérale n'aura pas d'autre solution, ont-ils conclu, que de débouler par la force ses garnisons.

La Croatie, pour sa part, estime qu'elle est victime de l'agression de la Serbie ainsi que de l'armée fédérale qui, sous prétexte de défendre les Serbes de Croatie, ont entamé une guerre de conquête de tous les territoires croates où vivent des Serbes. Pour elle, le conflit qui a éclaté il y a déjà quatre mois sur son territoire est une guerre d'agression qui requiert un arbitrage international ou même une intervention armée. Dans ce sens, le président Tudjman a, mercredi à Zagreb, réclamé « l'entrée de la Sixième Flotte américaine [en manœuvres dans la mer Tyrrhé-

nienne] dans l'Adriatique et le blocus de l'espace aérien yougoslave », mais que cela « contribuerait à arrêter la guerre ».

Le président de Croatie a d'autre part démenti les informations selon lesquelles les forces croates auraient bombardé trois villes de Serbie. M. Tudjman a accusé la Serbie et l'armée fédérale de vouloir « étendre la guerre dans les Balkans et en Europe », pour ajouter : « Nous avons

affaire à des ennemis qui ne craignent même pas de provoquer une troisième guerre mondiale ». Enfin, selon M. Tudjman, « la Croatie accepte le cessez-le-feu absolu, immédiat et inconditionnel (...) et s'engage à lever le blocus des casernes fédérales, à condition que, simultanément, l'armée yougoslave lève le blocus aérien et maritime et le siège de Vukovar, Dubrovnik et Okucani ».

FLORENCE HARTMANN

Le Conseil de l'Europe demande des sanctions contre la Serbie. Le Conseil de l'Europe a demandé, mardi 5 novembre, que des sanctions sévères soient prises immédiatement contre la Serbie, qui a rejeté le plan de paix de la CEE visant à mettre fin à la guerre civile. Le comité politique de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui compte 25 pays, a condamné les violations du cessez-le-feu en Croatie et plus particulièrement les attaques de l'armée fédérale contre des objectifs civils ainsi que le bombardement du patrimoine architectural européen. (Reuter.)

L'UNESCO veut envoyer un observateur à Dubrovnik. L'UNESCO a annoncé, mercredi 6 novembre, l'envoi d'un observateur permanent dans la cité historique de Dubrovnik, classée au patrimoine mondial et assiégée depuis plus d'un mois par l'armée yougoslave. M. Federico Mayor, directeur général de l'Organisation, a précisé que sa mission serait d'évaluer les dégâts infligés aux trésors culturels de la ville et de contribuer aux réparations. Les forces fédérales ont à nouveau bombardé mercredi les abords de la ville, au mépris d'un cessez-le-feu signé la veille. (Reuter.)

URSS

La place Rouge était vide...

Suite de la première page

On n'entendra plus les chenilles des chars écraser les pavés de la place Rouge humide des premières neiges de l'hiver. Et pourtant, comme écrit jeudi la Pravda, « on ne peut rien sans la place Rouge ». Ou, comme l'avait déclaré la veille un Mikhail Gorbatchev un peu nostalgique et qui

médicores soient-ils, sont remis en question, et où l'on s'apprête même à rationner le pain à partir du 1^{er} décembre, les Russes ne cessent pas de manifester son refus et sa colère. Ils ne font pas pourtant qu'un millier à répondre à l'appel, des gens d'âge mûr pour la plupart, brandissant des effigies de Lénine mais assés



« Pardon, à qui dois-je m'adresser pour adhérer au Parti ? - Au psychiatre. » (Komsomolskaïa Pravda).

aurait aimé que cet anniversaire fût, malgré tout, célébré, « on ne peut lire, on trait sur les vies de nos pères et de nos grands-pères ».

Que faire alors de cette journée du 7 novembre et de celle qui suit, traditionnellement consacrée à récupérer après les réjouissances officielles et privées ? Signe du désarroi général de la société et de ses dirigeants, on a songé à un compromis : si les célébrations sont abandonnées, les crânes sont préservés, pour cette année au moins. Ce n'est plus une fête mais « un jour sans ».

Après bien des ordres et des contre-ordres, le maire de Moscou, M. Gavril Popov, a malgré tout fini par autoriser deux manifestations à la signification diamétralement opposée : une messe de requiem à la mémoire des victimes du régime de KGB, et un rassemblement de ceux qui refusent de ne plus croire. Les deux manifestations ont lieu, mercredi 6 novembre, dans l'enceinte du palais de la République, où les idéaux communistes, initiative communiste et Front uni des ouvriers ont appelé à se réunir jeudi matin place d'Octobre, devant l'immense statue de Lénine montrant toujours de son bras de bronze la voie de l'avenir.

C'était l'occasion de témoigner sa fidélité, mais aussi de protester contre tout ce qui va mal et risque d'aller encore plus mal. A l'heure où les Moscovites vivent dans l'angoisse de la hausse des prix, où tous leurs repères habituels, tous leurs acquis, si

de Staline, réclamant la libération « des vrais patriotes Izom, Kriouchkov et Lomov » (les putschistes actuels) sous les verrous) écoutant un orateur dénoncer « la restauration insolente du capitalisme » et s'écrier : « A bas la bourgeoisie, tout le pouvoir aux soviets... »

Pour faire bonne mesure, ce petit monde s'est ensuite mis en marche vers la place Rouge, comme au bon vieux temps, mais sans faire illusion : ce ne sont pas ceux-là qui remèteront dans le droit chemin une histoire qui a débordé à Lénine et à ses successeurs. D'ailleurs, pour plus de sécurité, tous les accès à la place Rouge avaient été fermés.

La boucle n'est pas bouclée pour autant. La Russie d'aujourd'hui est encore tout imprégnée du régime d'hier et Lénine est toujours dans son mausolée : il n'est pas question de vendre sa dépouille contre des devises fortes, contrairement aux très mauvais cailloux répandus par le magazine américain *Forbes* mais l'idée de l'entermer comme un simple mortel est bien dans l'air. Et en ce jour où l'on célèbre jusqu'à l'an dernier « la révolution », la ville qui portait son nom, Lénine, fête son retour aux sources. Pour la circonstance Saint-Petersbourg accueille un hôte venu d'un autre temps, sinon d'une autre planète, le grand-duc Vladimir Kirillovitch, descendant des Romanov, et qui cause publiquement l'idée de remonter sur le trône des tsars.

JAN KRAUZE

L'Ukraine et la Moldavie ont signé le traité de communauté économique

L'Ukraine et la Moldavie ont signé, mercredi 6 novembre, le traité de communauté économique, levant une des principales hypothèques à la création d'un espace économique commun entre les Républiques soviétiques. Ce traité est désormais ratifié par les douze Républiques de l'Union à l'exception de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Le ralliement de l'Ukraine, qui n'avait pas signé le traité le 18 octobre en jugeant que ce texte était « trop centralisateur », doit toutefois être ratifié par le Parlement de Kiev après l'élection présidentielle du 3 décembre.

Le président ukrainien, M. Léonid Kravtchouk, a profité de son passage à Moscou pour signer avec le président russe Boris Eltsine un accord économique bilatéral pour 1992, ainsi qu'un « communiqué commun » qui éclaircit plusieurs points de la position de l'Ukraine. Le président russe a insisté sur l'aspect « fédérateur » de ces deux documents.

ments bilatéraux qui, loin « d'empêcher l'application du traité de communauté économique, complètent et enrichissent cet accord ».

Moscou et Kiev prévoient notamment de créer des « groupes permanents », afin de contrôler le respect des livraisons alimentaires et industrielles entre les deux Républiques, a expliqué le président russe. Ce communiqué permet aussi à l'Ukraine et à la Russie de clarifier leurs relations sur le problème du contrôle des armes nucléaires.

La Russie se félicite ainsi du statut non nucléaire de l'Ukraine, voté par le Parlement ukrainien le 24 octobre, et de la future destruction des armes qui s'y trouvent. M. Kravtchouk a, de son côté, ajouté que l'Ukraine soutenait le « principe de sécurité collective et de coopération stratégique commune » avec les autres Républiques, tout en rappelant qu'elle entendait créer une « armée ou une garde nationale ». (AFP.)

IRLANDE DU NORD : un soldat tué. Un soldat britannique a été tué et un autre grièvement blessé, mercredi soir 6 novembre, par un tir de mortier dirigé contre le véhicule à bord duquel ils patrouillaient, dans le village de Bellaghy (comté de Londonderry). (AFP.)

POLOGNE : admission au Conseil de l'Europe. La Pologne est devenue, mercredi 6 novembre, le troisième pays de l'Est après la Hongrie et la Tchécoslovaquie à rejoindre le Conseil de l'Europe. L'adhésion de Varsovie a été rendue possible grâce à la tenue, il y a deux jours, des premières élections entièrement démocratiques depuis plus de quarante ans. Avec l'entrée de la Pologne, le Conseil de l'Europe compte maintenant vingt-six pays membres. (Reuter.)

Membres contre l'Azerbaïdjan. M. Ivan Silaev, président du comité économique Inter-Républiques, a sonné, mercredi 6 novembre, l'Azerbaïdjan de lever le blocus des livraisons de gaz à l'Arménie sous peine de « conséquences imprévisibles ». L'approvisionnement de gaz est coupé depuis mardi et a déjà provoqué, selon l'agence arménienne SNARK, l'arrêt de la plupart des industries.

La Turquie va reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan. Le porte-parole du ministre turc des affaires étrangères a annoncé, mercredi 6 novembre, que la Turquie allait reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan, sans préciser la date. Il a ajouté que cette mesure n'aura « aucun effet négatif » sur les relations entre Ankara et Moscou. (AFP.)

150 ANS : JOYEUX ANNIVERSAIRE LES GUIDES BLEUS !

GRAND JEU-CONCOURS

Le Monde VOYAGES

Jet tours TOUT UN MONDE A DECOUVRIR.

GUIDES BLEUS

LES RÉPONSES

- 1 L'œuvre est médiocre, le style en est dur plus qu'arabe, mais [...] avec ses constructions de calcaire très blanc [...] cela compose à l'immense ville couchée à ses pieds une sorte de sommet aérien. De quel édifice parle Eugène Fromentin ? Où est-il situé ?
● Mosquée Muhammad Ali, Le Caire.
- 2 Personnage enthousiaste, à certains égards énigmatique et fantaisiste, il fut chassé de la ville des princes-archevêques en raison de ses idées non conformistes mais y revint plus tard, peu de temps avant sa mort. Qui est ce personnage ? Dans quelle église se trouve son monument funéraire ?
● Sebastian Kirke Paracelse, Salzbourg.
- 3 « A la limite de la taïga et de la toundra, j'ai été saisi d'une immense émotion en découvrant, accrochées aux fissures des roches, les dernières épinettes. Hautes comme une tulipe, grosses à la base comme un pouce, elles ont vingt ans, davantage peut-être. Elles sont la fin de la forêt. » Qui est l'auteur de ces lignes extraites d'un Guide bleu ?
● Bernard Clavel.
- 4 « Sa bouche devant le brahmane, le guerrier fut le produit de ses bras, ses cuisses furent l'artisan, de ses pieds naquit le serviteur » Qui est ce personnage ?
● Le Cosmas.
- 5 « Vous m'avez vu paraître en diverses années, sous vos ombrages, bos de Mithraïstovsk. » Dans quelle église de Russie s'est marié l'auteur de ces vers ?
● Moscou, église de la Grande Ascension. - Il s'agit du poète Alexandre Pouchkine.
- 6 Au sud du cloître, la tapisserie représente deux héros hébreux entourés de coursiers, Josaphat est couronné tandis que David joue une harpe d'or. Judas Maccabée a disparu. Dans quel musée se trouve cette tapisserie ?
● New-York, musée des cloîtres. - Les célèbres tapisseries des neuf praux.
- 7 Maître Isambert, Maître Carlin, Jean Normand, entre autres architectes, travaillèrent dans cette mosquée. Mais la coupole s'effondra peu après. Quel architecte fut chargé de la reconstruire ?
● Jean Gill de Hontenans. - Cette mosquée était en cours de transfert pour devenir... la cathédrale de Séville.
- 8 Laissez là la petite machine, je m'abîme dans un bois. Mer, soleil, tremblement de terre, sous mes yeux, l'anti-pape, dans les rues d'Athènes, traverse le jardin magique pour entrer dans un intérieur hollandais : la femme est assise devant le palais promontoire au pied de la tour rose. Dans quelle ville se déroule cette promenade surréaliste ?
● Venise. - Fondation Peggy Guggenheim, Guide bleu Venise p. 95.
- 9 Peyre de Mandarques, dans « le Musée noir », le créaste Jacques Demy, dans « Lola » et dans « Une chambre en ville », ont célébré ce passage couvert. Quel est son nom ?
● Passage Pommeraye (Nantes).

De nombreux autres lots sont attribués : (des trajets SNCF TGV Atlantique, 20 stylos Waterman Man, 200 Rhapsody bleu, 500 guides de voyage, 50 beaux livres « L'Age d'or du voyage : 1850-1939 » (Le Chêne), 20 valises transparentes. Les gagnants seront avisés individuellement par lettre.

POLITIQUE

L'examen du budget à l'Assemblée nationale

Les crédits de la recherche et du travail ont été réservés

Qu'il soit rangé parmi les priorités du gouvernement n'a rien changé à l'affaire. Le budget de la recherche et de la technologie, examiné mercredi 6 novembre à l'Assemblée nationale, n'a pas trouvé grâce aux yeux de l'opposition et des communistes. Le vote sur ces crédits a donc été réservé à la demande du ministre, M. Hubert Curien.

Répondant aux critiques de M. Alain Devaquet (RPR, Paris), ancien ministre délégué chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur dans le gouvernement de cohabitation de M. Jacques Chirac, M. Curien a indiqué que le budget civil de recherche et de développement technologique (BCRT), qui rassemble les dépenses consenties en faveur de la recherche par le ministère en charge de ce secteur ainsi que celles de la plupart des autres ministères, étaient passés, entre 1981 et 1992, de 19,7 milliards à 51,1 milliards de francs, soit une augmentation en volume de 45 %.

C'est la première fois que le BCRT, en hausse de 7 % par rapport à 1991, dépasse les 50 milliards de francs. Les crédits dont dispose M. Curien, et qui contribuent pour 55 % au BCRT, s'élèvent dans le projet de budget pour 1992 à 27,01 milliards de francs, soit une progression de 4,58 % par rapport à la loi de finances pour 1991, une croissance supérieure à

celle du budget général qui est de 2,9 %.

M. Jean-François Maitié (UDF, Bouches-du-Rhône) a estimé que le budget avait cependant besoin d'un « saut qualitatif » pour que les dépenses de recherche s'élèvent à 3 % du PIB, au lieu de 2,44 % aujourd'hui. M. Claude Birraux (UDC, Haute-Savoie) a assuré que la gestion de ces crédits en augmentation est « statique » et « néglige l'avenir ».

Au-delà de leurs jugements politiques sur le budget du ministère de la recherche, les députés de l'opposition comme de la majorité se sont inquiétés de la baisse des crédits consacrés au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). « On compte à l'heure de la fin », a déploré M. Emile Zuccarelli (app. PS, Haute-Corse), « il faut la définir clairement sa mission et ses moyens ». Ils ont également plaidé, à l'instar de M. Christian Bataille (PS, Nord), en faveur d'une déconcentration des hommes et des équipements, regroupés pour 60 % en Ile-de-France, une déconcentration à laquelle seul un député des Hauts-de-Seine, M. Philippe Bassinet (PS), a trouvé à redire.

Les députés ont ensuite achevé l'examen du budget du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, commencé jeudi 31 octobre. Faute de majorité, le vote des crédits présentés par M. Martine Aubry a été lui aussi réservé. L'embellie provoquée par l'adoption du budget des affaires étrangères et des affaires européennes n'aura donc duré qu'un temps.

Tourisme : un secteur en « excellente santé »

Les députés ont procédé, mercredi 6 novembre, à l'examen des crédits affectés au ministre délégué au tourisme, M. Jean-Michel Baylet. D'un montant de 424,8 millions de francs, ceux-ci ne progressent que de 2,2 % par rapport au budget adopté l'an dernier, et ils ne représentent que 0,03 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

La modestie de ces chiffres, comparée à l'importance économique du secteur touristique, a naturellement fourni la trame des interventions des députés de l'opposition.

Toutefois, à l'exception du groupe RPR, représenté pour la circonstance par quatre députés de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la majorité de l'Assemblée n'a guère contesté le bilan encourageant présenté par M. Baylet. « Le tourisme améliorera cette année ses performances de 1990 », a certifié le ministre, avant de proposer ces quelques chiffres : 50 millions de visiteurs étrangers, un apport en devises évalué à 114 milliards de francs et un solde positif de l'ordre de 45 milliards de francs. La France se situe au deuxième rang mondial pour les recettes touristiques, derrière les Etats-Unis, et au premier rang européen, devant l'Espagne et l'Italie.

Marchés prioritaires

M. Baylet a également indiqué que l'ancienne direction de la promotion de son ministère, transformée en groupement d'intérêt économique sous la dénomination de Maison de la France, continuerait à « cibler » son action en direction des marchés jugés prioritaires de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et du Japon, sans oublier la prospection du marché nord-américain en faveur des Antilles.

Le vote du budget du tourisme a été renvoyé après l'examen de celui de la mer, rattaché, lui aussi, comme le logement et les transports, au ministère de l'équipement de M. Paul Quilès.

J.-L. S.

La gestion des déchets radioactifs

Les sénateurs entendent laisser la planète propre

Le Sénat a adopté, mercredi 6 novembre, par 290 voix contre 11, le projet de loi relatif aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, qui avait déjà été voté à une large majorité, au printemps dernier, par l'Assemblée nationale (le Monde du 29 juin).

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre délégué chargé de l'industrie et du commerce extérieur, l'a dit et redit, et de façon très pédagogique : le projet de loi relatif à l'élimination des déchets radioactifs n'a pas pour but de désigner quelques sites où seraient enfouis, pour quelques dizaines de milliers d'années, de tels déchets. Mais, depuis que, sous les gouvernements successifs de MM. Jacques Chirac et Michel Rocard, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) s'est trouvée confrontée à une véritable guerre de tranchées dans les départements présélectionnés (Ain, Aisne, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire) pour devenir, éventuellement, les « poubelles du nucléaire », un pareil effort de communication n'était sans doute pas inutile.

Comme l'a confié le ministre à l'occasion d'une brève suspension de séance, le gouvernement avait même jugé utile, au printemps dernier, devant l'Assemblée nationale, d'appeler à la rescousse MM. Hubert Curien et Brice Lalonde, en charge respectivement de la recherche et de l'environnement, pour mieux apaiser les craintes de quelques députés socialistes. En matière d'énergie nucléaire, les parlementaires comme l'opinion publique ne comprennent toujours pas bien pourquoi le ministère de l'Industrie, responsable de l'ensemble du cycle, est également chargé de sa propre police. Le projet de loi n'a donc qu'une finalité : celle d'engager les recherches sur le traitement des déchets radioactifs pour une période de quinze ans, au terme

de laquelle le Parlement devrait de nouveau être saisi du problème.

Ce programme, d'un montant de 12 milliards de francs, doit porter à la fois sur la transmutation des déchets, leur conditionnement et leur stockage à grande profondeur dans des couches géologiques variées, composées de sel, d'argile, de granit ou de schiste. Ce sont précisément ces laboratoires souterrains qui, jusqu'au moratoire décidé en février 1990 par M. Michel Rocard, ont alimenté les craintes des communes concernées. Comme l'a fait remarquer le rapporteur de la commission des affaires économiques et du Plan, M. Henri Revol (Rég. et ind., Côte-d'Or), « le nucléaire est entré dans notre vie avec Nagasaki et Hiroshima », et il ne cesse, depuis lors, d'alimenter des « peurs diffuses et irrationnelles », alors que la mort sur la route (plus de 9 000 victimes en France chaque année) est devenue totalement « banalisée ».

La charge de M. Mélenchon

Dans le débat, la plus violente charge est venue de M. Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne) : « C'est la suffisance de la technocratie qui est irrationnelle ». Le sénateur a notamment réclamé la dissolution de cette « officine de mensonges » que serait, selon lui, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants et l'arrêt du suréquipement de Creys-Malville, dans l'Isère. « Si nous débattions, c'est que la rue l'a voulu », a estimé M. Mélenchon, avant de proposer une taxe sur l'énergie pour financer le traitement des déchets.

L'écologie, une fois encore, est au rendez-vous. « Il faut faire en sorte de rendre la planète dans l'état où nous aurions aimé la trouver », conclut, sous les applaudissements, l'animateur, au sein du PS, du courant de la Gauche socialiste.

J.-L. S.

Le débat sur la peine de mort

Douleur, raison et tactique

Le voisinage immédiat de M. Yann Piat (UDF, Var) et de M. Roland Négrier (RPR, Val-de-Marne) était, mercredi 6 novembre, l'endroit le plus recherché de la droite de l'hémicycle. Etre vu dans le poste en train de hocher gravement la tête pendant que l'un ou l'autre demandait le rétablissement de la peine de mort pour les auteurs de crimes sur les enfants, cela valait à soi seul plus que trois semaines de polémique de presse sur les marchés, deux inaugurations et quatre dîners de pompier, d'anciens combattants ou d'amis des bêtes.

M. Hubert Falco (UDF, Var) le sait mieux que quiconque, lui dont la principale activité législative consiste, chaque mercredi, à s'enquérir d'abord de ceux qui, dans son groupe, vont poser des questions au gouvernement et ensuite de mettre toute son habileté tactique à se retrouver, aux côtés de l'heureux élu, dans le champ de la caméra, au moment utile. Il

n'allait évidemment pas rater cette fois-là.

C'est dans un grand silence, que le garde des sceaux, M. Henri Nallet, a répondu, à la question de M. Piat. « Nous savons que l'œuvre de justice ne se construit pas sur la haine, ni sur la vengeance. Celle que soit la douleur des uns et des autres, nous devons trouver en nous les forces nécessaires pour imposer à cette douleur les règles de la raison, et la raison nous apprend tout d'abord que la peine de mort ne protège pas la société de la criminalité de type sexuel », a déclaré M. Nallet, en rappelant que, dans les prisons françaises, « les plus anciens détenus sont des assassins d'enfants ».

« Faut-il ouvrir le débat sur la peine de mort ? », a demandé M. Nallet. « Oui », se sont exclamés certains députés RPR et UDF. « Je ne le crois pas », a rétorqué le garde des sceaux en estimant qu'il revenait aux hommes politiques « d'assumer » la décision d'abolir la

peine de mort prise en 1981, même « dans ces circonstances particulièrement délicates ». « Nous ne trouvons jamais de solutions toutes faites et toutes simples, car c'est une question qui renvoie chacun à sa propre conscience. »

M. Piat pouvait désormais retrouver ses aises. Les rangs s'étaient classés à ses côtés. Il est vrai que, quelques marches

plus bas, on attendait la question de M. Charles Fays (UDF, Haute-Marne) sur le papa, puis celle de M. Francis Saint-Elier (UDF, Calvados) sur la sidérurgie normande. M. Falco avait déjà changé de place pour se retrouver dans le champ de la caméra. Avec la même gravité, il se préparait à hocher la tête.

PASCALE ROBERT-DIARD

M. Mgr Lustiger et la peine de mort. Interrogé par le Figaro du 7 novembre sur un éventuel rétablissement de la peine de mort à la suite de l'assassinat des deux lettres d'Élie, Ingrid et Muriel (le Monde des 6 et 7 novembre), par Christian von Geloven, présenté par les enquêteurs comme un catholique pratiquant, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, déclara notamment : « Il est plus humain et plus chrétien de ne retirer à aucun être humain sa vie terrestre : c'est

devant Dieu que nous rendrons des comptes. (...) La justice humaine doit remplir sa mission. Elle n'est pas la justice divine. Renoncer à la peine de mort, c'est, pour une législation, faire preuve de sagesse et affirmer la force du droit : s'accorder la légitimité de tuer un coupable, est-ce abolir la mesure ? Mais à condition que la justice ait les moyens et la volonté de protéger la société (...) Dans les cas déterminés par la loi, la justice doit pouvoir prononcer des peines incompressibles. »

P. J.

La réunion du bureau exécutif du PS

MM. Jospin, Fabius et Rocard ont confirmé à M. Mauroy leurs réserves devant son projet de réforme électorale

M. Pierre Mauroy a rencontré successivement, mercredi 6 novembre, MM. Lionel Jospin et Louis Mermaz, puis M. Laurent Fabius, enfin M. Michel Rocard, avec lesquels il s'est entretenu de son projet de réforme du mode de scrutin législatif.

Proche du premier secrétaire, M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, se déclarait convaincu, mercredi après-midi, que M. Mauroy « va aller autour de lui le PS ». « Une fois de plus, expliquait-il, il aura pris tous les risques. Il aura été en avance sur tout le monde, et on le suivra parce qu'il a raison. » Cependant, lors de la réunion du bureau exécutif, mercredi soir, le maire de Lille s'est montré prudent.

Réaffirmant, une fois encore, qu'il n'est pas question, à ses yeux, de revenir à la représentation proportionnelle pure et simple, il a exprimé le souhait que le PS « continue la discussion » sur un système mixte. Un groupe de travail, associant des fabiusiens (MM. Jean Aurooux, président du groupe socialiste de l'Assemblée,

Christian Pierret, membre du secrétariat national, et Daniel Percheron, premier secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais), un rocardien (M. Alain Richard, rapporteur général du budget) et un jospiniste (M. Gérard Le Gall, adjoint au secrétariat national) doit se réunir la semaine prochaine. M. Aurooux a insisté sur la nécessaire concertation entre la direction du parti et les députés.

Les entretiens que le premier secrétaire a eus avec les députés des principaux courants, y compris celui dont il avait signé la motion au congrès de Rennes, en mars 1990, lui ont permis de vérifier leurs réserves devant sa démarche. Hostiles à tout basculement vers la représentation proportionnelle (les rocardiens exigent que les quatre cinquièmes, au moins, des députés restent élus au scrutin majoritaire), les socialistes ne font mine d'accompagner la recherche, par M. Mauroy, d'une formule mixte que dans la mesure où ils sont convaincus qu'une réforme, quelle qu'elle soit, ne trouvera pas de majorité à l'Assemblée nationale pour la voter. Significative, à cet égard, est l'insistance mise par M. Richard, au bureau exécutif, sur le calendrier qui devrait conduire, selon lui, à une première lecture

d'un texte, au Palais-Bourbon, avant la fin de la présente session : à supposer qu'un tel délai puisse être respecté, ce premier examen pourrait conduire à enterrer rapidement le projet.

Pour M. Mauroy, cependant, l'important est de parvenir à un accord au sein du PS. Un rejet ultérieur du projet à l'Assemblée, résultant de l'opposition de la droite et des communistes, l'affecterait moins que son propre échec au sein du parti. Les principaux courants ne paraissent pas désireux

de précipiter la succession du premier secrétaire, il peut espérer leur coopération pour présenter un projet destiné moins à déboucher sur une réforme effective qu'à témoigner vis-à-vis des écologistes, avant les élections régionales, de la bonne volonté des socialistes à leur égard. La motion sur la stratégie et les alliances, que le congrès extraordinaire devra adopter le mois prochain, sera préparée au cours d'un « séminaire » de la direction du PS le 5 décembre.

o Soudage : M. Rocard et M. Delors seraient battus au second tour de l'élection présidentielle. — Selon un sondage BVA publié dans Paris-Match du 7 novembre et réalisé du 16 au 21 octobre auprès d'un échantillon de 1 020 personnes, M. Giscard d'Estaing et M. Chirac l'emporteraient l'un et l'autre, avec le même score, au second tour de l'élection présidentielle, sur le candidat socialiste, que celui-ci soit M. Rocard (53 % contre 47 %) ou M. Delors (52 % contre 48 %). Au premier tour, M. Chirac (23 %) devancerait M. Giscard d'Estaing (19 %) s'ils étaient tous les deux candidats ; dans ce cas, M. Le Pen recueillirait 15 % des suffrages.

Le projet de transfert de l'ENA

Strasbourg surprise et inquiète

STRASBOURG

de notre correspondant régional

« Michel Delebarre m'a téléphoné dans l'après-midi du mercredi 6 novembre pour m'informer du projet de gouvernement de transférer l'ENA à Strasbourg », autrement dit, M. Catherine Trautmann, maire de la capitale alsacienne, n'a été informée qu'après la divulgation du projet par la presse. Le communiqué publié par la municipalité socialiste en fin de matinée faisait apparaître nettement que les responsables strasbourgeois n'avaient pas été mis dans la confidence.

Le texte de la ville exprimait surtout la crainte que ce projet ne soit une compensation en contrepartie d'un « échec » dans l'affaire du siège du Parlement européen : « La volonté de déconcentration des services publics de l'Etat, souligne le communiqué, ne peut en aucun cas remettre en cause l'engagement du gouvernement pour le renforcement de la vocation européenne de Strasbourg. » M. Trautmann et son équipe négocient actuellement avec Paris un contrat triennal. Outre une meilleure desserte (trains, ferroviaire, aérienne) de Strasbourg et un renforcement de son rôle culturel (création d'un musée d'art moderne) et universitaire (école franco-allemande des arts et métiers), la cité alsacienne

demande la garantie de l'Etat pour entreprendre la construction d'un hémicycle de 750 places, destiné à soutenir la comparaison avec Bruxelles.

La quasi-totalité des 1300 millions de francs nécessaires à la réalisation des nouvelles installations devra être empruntée sur le marché des capitaux. Selon la municipalité en place, la garantie de l'Etat devrait prendre la forme suivante : si les sessions plénières de l'Assemblée de la CEE ne devaient plus un jour se tenir à Strasbourg, le Trésor public se substituerait à l'institution européenne pour acquitter le loyer des nouveaux locaux afin que les engagements de remboursement soient assurés. L'idée est d'empêcher ainsi l'Etat de se retourner contre la ville, qui est assurée de rentrées fiscales régulières et qui peut toujours être déclarée solvable.

Selon le premier magistrat de Strasbourg, le ministre chargé de la ville et de l'aménagement du territoire lui a assuré que le déménagement de l'ENA et la négociation sur le contrat triennal n'avaient « strictement aucun lien ». Dans ces conditions, M. Trautmann se félicite de la décision de Matignon de transférer l'école nationale dans sa ville, ce qui, pour elle, « démontre la place prise par la capitale de l'Alsace dans le domaine de l'enseignement supérieur ».

MARCEL SCOTTO

des gens de gauche, mais en aucun cas celui de l'appareil ni du comité central. » (Corresp.)

o M. Stasi pour une candidature de M. Baudis à l'élection présidentielle. — M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, s'est prononcé, mercredi 6 novembre, au Grand Débat de Radio-Shalom, pour une candidature de M. Dominique Baudis aux élections primaires pour l'élection présidentielle. « Il est indispensable que le centre soit représenté », a-t-il déclaré. Le député de la Marne s'est dit d'autre part favorable à un accord électoral entre l'opposition et les Verts, considérant que « le CDS est le parti le plus proche des écologistes ».

كثير من الحيل

سكنا من ليدو

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. • Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 53 12 68.

VENDREDI 8 NOVEMBRE

*S. 14 - Tapis d'Orient. - M^{re} RIBEYRE, BARON.

MARDI 12 NOVEMBRE

S. 15 - Bib. meub. - M^{re} BONDU.

MERCREDI 13 NOVEMBRE

S. 1 et 7 - 14 h 15. AMEUBLEMENT D'UNE DEMEURE
PARISIENNE.
Objets d'art et d'ameublement du XVIII^e. Tableaux anciens
et modernes. Estampes. Livres. Boissieries. Cheminées. -
M^{re} PICARD. (Expo. le 12-11 11/18 h).

S. 5 - 15 h. TRÈS BEAUX BIJOUX notamment signés VAN
CLEEF & ARPELS, Monty « BREGUET » de poche, échappe-
ment « ancre à tourbillon ». - M^{re} ADER, TAJAN.
MM. Déchaux et Stetten, experts. Exposition chez les experts :
(sur rendez-vous), 418, rue Saint-Honoré, 75008 Paris.
Tél. : (1) 42-60-27-14. Fax : (1) 49-27-91-46. (Catalogue :
à l'étude, poste 469).

S. 6 - Estampes. Tableaux anciens et modernes (Murillo, Tanguy, Har-
tung). Art déco. Objets d'art et de bel ameublement du XVIII^e s.
- M^{re} DELORE.

S. 8 - Arts primitifs. - M^{re} JUTHEAU.

S. 9 - Tab. bib. meub. - M^{re} LANGLADE.

S. 14 - Ateliers. - M^{re} MILLON, ROBERT.

JEUDI 14 NOVEMBRE

S. 1 et 7 - 14 h 15 suite de la vente du 13 novembre. - M^{re} PICARD.
*S. 10 - 15 h Tapis anciens et modernes. - M^{re} CHAMBELLAND,
GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. (Expo. de 11 h
à 14 h). Tél. : 45-22-30-13.

VENDREDI 15 NOVEMBRE

S. 3 - Livres. Autographes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX,
BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 5 - 15 h. Dessins et tableaux anciens. Meubles et objets d'art.
- M^{re} DEURBERGUE.

S. 6 - 14 h 30. COLLECTION ROUVIÈRE. Exceptionnel ensemble
d'ivoire et de nacre. - M^{re} PICARD, M. Porter, expert.

S. 8 - 15 h. TAPIS CHINOIS ANCIENS. - M^{re} BOSCHER, STUDER,
FROMENTIN. Catalogue préface par LUCIEN BODARD qui
dédiçera son dernier ouvrage à l'issue de la vente.
M. Jacques Kassapien, expert.

S. 9 - Bons meubles. - M^{re} LOUDMER.

*S. 10 - 15 h. Fourrures neuves. - M^{re} CHAMBELLAND, GIAFFERI,
VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13. (Essaiage
de 11 h à 14 h).

S. 12 - Timbres-poste. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.

S. 16 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{re} AUDAP,
GODEAU, SOLANET.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80
Téléc. : 650 873

MERCREDI 13 NOVEMBRE à 15 h

Important ensemble
NEO-CLASSIQUE (1785-1825)
Epoques fin Louis XVI, directoire, consular, Empire et restauration.
M^{re} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
MM. Le Fuel et de l'Espe, experts.
Expo. à Drouot-Montaigne le 11-11 18/22 h et le 12-11 10/22 h.
(Catalogue : à l'étude, poste 469).

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 31, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002),
42-60-87-87.
DELORE, 14, avenue de Messine (75008), 45-63-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-30.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LANGLADE, 12, rue Descombes (75017), 42-27-00-91.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement
RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-66-01-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Léves (75009), 42-81-50-91.
LOUDMER, 45, rue Lafayette (75009), 48-78-89-89.
MILLON, ROBERT, 19, Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-17.

HOTEL GEORGE V (Salon Vendôme)

31, av. George V, 75008 Paris
SAMEDI 9 NOVEMBRE à 16 h
OBJETS D'ART ET DE TRÈS BEL AMEUBLEMENT
M^{re} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
M. J.-P. Dillée, expert.
Expo. : le 7-11 14/22 h et le 8-11 11/22 h.
(Catalogue : à l'étude, poste 469).

PALAIS DE YILDIZ - ISTANBUL

DIMANCHE 10 NOVEMBRE à 14 h
ART D'ORIENT
M^{re} BOISGIRARD, commissaire-priseur.
M^{re} Kevorkian, expert.

ESPACE CHAMPERRET (porte Champerret)

Tél. : (1) 40-55-18-09

VENDREDI 15 NOVEMBRE à 11 h et 14 h

COLLECTION PIERRE CARLO VIAN ET DIVERS
I. MONNAIES GRECQUES ANTIQUES - OUVRAGES DE NUMISMATIQUE
II. MONNAIES ROMAINES, GAULOISES, FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES
Vente dans le cadre du 2^e Salon international
de la Numismatique à Paris : « NUMISMATONNAIES »
Expert : M. Bernard POINDESSAULT, 38, rue de Richelieu, 75001 Paris.
Tél. : (1) 42-96-10-12 - Fax : (1) 40-20-94-66.
Organisation de la vente, conception du catalogue et photos :
Josiane VEDRINES (numismate professionnelle, même adresse).
Exposition chez l'expert, 38, rue de Richelieu, 75001 Paris
jusqu'au 12-11 de 14 h 30 à 17 h 30.
Expo. pub. : ESPACE CHAMPERRET (porte Champerret), Stand B 10.
Tél. : (1) 40-55-18-10 le jeudi 14 novembre de 16 h à 21 h 30
(pendant l'inauguration du Salon « Numismatonaies » et
le 15-11 9 h 10 à 13 h. (Catalogue : à l'étude, poste 469).

ESPACE CHAMPERRET (porte Champerret)

Tél. : (1) 40-55-18-09

SAMEDI 16 NOVEMBRE à 14 h 30

TRÈS IMPORTANTE COLLECTION DE MONNAIES ET MÉDAILLES
EN OR ET EN ARGENT. Monnaies antiques - Royales françaises étran-
gères, principalement du BÉNÉLUX, ayant appartenu à divers amateurs
français et étrangers.
Vente dans le cadre du 2^e Salon international de la Numismatique à Paris :
« NUMISMATONNAIES ».

VENTE EN DUPLEX AVEC BRUXELLES

HOTEL HILTON INTERNATIONAL (Salon « L'Épave »)
boulevard de Waterloo 38 - 1000 Bruxelles - Tél. : (02) 504 2601-03-11.
M^{re} ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
Expert : M. Jean VINCHON, expert national, M^{re} F. BERTHELOT-
VINCHON et VINCHON, 77, rue de Richelieu, 75002 Paris.
Tél. : (1) 42-97-50-00 - Fax : (1) 42-86-06-03.
Expositions : à Paris chez Jean Vinchon, 77, rue de Richelieu, 75002 Paris
Tél. : (1) 42-97-50-00 jusqu'au 13 novembre.
Pendant le Salon « Numismatonaies », à Paris, Espace Champerret stand
Jean Vinchon. Tél. : 40-55-18-77, le 15-11 10/19 h et le 16-11 10/12 h.
(Catalogue : à l'étude, poste 469).

POLITIQUE

Le débat sur les institutions

Les limites du « présidentielisme » du général de Gaulle

Le débat sur l'évolution des institutions de la V^e République vers un régime présidentiel, qui vient d'être relancé par les déclarations de plusieurs personnalités politiques, a commencé sous le premier septennat du général de Gaulle. Celui-ci maintenait cependant une stricte distinction entre la « fonction » et le « champ d'action » du premier ministre et ceux du chef de l'Etat, fixant ainsi les limites de son présidentielisme.

« Notre Constitution est à la fois parlementaire et présidentielle », cette affirmation du général de Gaulle dans sa conférence de presse du 11 avril 1961 n'a pas pour autant tranché le problème de la nature de la V^e République. En créant par la loi suprême de 1958 cette catégorie institutionnelle hybride, de Gaulle a voulu rompre avec le parlementarisme absolu des Républiques précédentes, mais il s'est retenu d'aller jusqu'à l'instauration d'un véritable régime présidentiel.

Le « coup d'Etat permanent »

Même après la réforme de 1962, instaurant l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, de Gaulle a maintenu ces distinctions. Il convenait d'abord, selon lui, « d'assurer aux pouvoirs publics l'efficacité, la stabilité et la responsabilité qui leur manquaient organiquement sous la III^e et la IV^e République ». Mais, dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964, il semble se rapprocher sinon d'un régime présidentiel, du moins d'un pouvoir concentré entre les mains du chef de l'Etat puisque, dit-il, « on ne saurait accepter qu'une dyarchie existât au sommet ». « L'autorité indivisible de l'Etat est confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu, explique-t-il ; il n'en existe aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire, qui ne soit conférée et maintenue par lui ».

Ce passage a pu être interprété comme la définition d'une « présidentialisation » de l'Elysée et comme une preuve supplémentaire du « coup d'Etat permanent » que M. Mitterrand dénonçait quatre mois plus tard dans son fameux pamphlet. Mais si cette phrase de de Gaulle est la plus citée, on ne

saurait oublier que dans la même conférence de presse il rappelait quelle était, selon la Constitution, la « répartition des pouvoirs ». Il déclarait en effet : « Les rôles attribués respectivement au président, garant du destin de la France et de celui de la République, chargé en conséquence de graves devoirs et disposant de droits étendus, au gouvernement, nommé par le chef de l'Etat, siégeant autour de lui pour la détermination et la mise en œuvre de la politique et dirigeant l'administration, au Parlement, exerçant le pouvoir législatif et contrôlant l'action du ministère, ont été remplis ainsi que l'exigeait la volonté du pays, les conditions où nous nous trouvons, l'obligation de mener les affaires d'une manière active, ferme et continue ».

Les trois pouvoirs

Refusant expressément l'hypothèse d'un régime présidentiel de type américain parce que, disait-il, « la France est ce qu'elle est », de Gaulle précisait la distinction entre son rôle et celui du chef du gouvernement en indiquant : « Précisément la nature, l'étendue, la durée de sa tâche impliquent qu'il [le président] ne soit pas absorbé sans relâche et sans limite par la conjonction politique, parlementaire, économique et administrative. Au contraire, c'est là la loi aussi complexe et méritoire qu'essentielle du premier ministre français ». Il ajoutait en conséquence : « Tout commande dans les temps ordinaires de maintenir la distinction entre la fonction et le champ d'action du chef de l'Etat et ceux du premier ministre ».

Ainsi, selon la conception de de Gaulle, il n'y a pas deux pouvoirs mais trois - qui ne sont pas ceux de Montesquieu - puisqu'il distingue entre le pouvoir éminent du président, le pouvoir délégué ou dominé du gouvernement et un pouvoir autonome mais associé, celui du Parlement. L'harmonie entre ces trois pouvoirs est assurée par l'existence d'une majorité parlementaire qui soutient un gouvernement appliquant une politique définie par un président élu, lui aussi, par une majorité populaire. Il convient donc que majorité présidentielle ne soient pas en contradiction. Tel est du moins le thème de toutes les campagnes électorales qui se dérouleront jusqu'en 1986, où la preuve sera apportée que la compatibilité des deux majorités n'est pas la condition indispensable au fonctionnement régulier de la V^e République. Mais la lettre des institutions est cependant assez souple pour permettre des pratiques différentes selon les hommes au pouvoir sans pour autant que la Constitution soit formellement violée.

Durant ses deux septennats, de Gaulle a dans la pratique toujours laissé au premier ministre une grande marge d'initiative et de responsabilité lui permettant de « déterminer et conduire la politi-

que de la nation », comme l'indiquait en termes assez généraux l'article 20 de la Constitution. Il a toutefois retiré de ce champ d'application, pour en faire son « domaine réservé », selon l'expression inventée par M. Chaban-Delmas au congrès UNR de Bordeaux en 1959, les décisions essentielles concernant les institutions, l'Algérie et la Communauté (dont il était le président), les affaires étrangères et la défense nationale.

Après 1968, M. Couve de Murville étant devenu premier ministre après MM. Debré et Pompidou, de Gaulle s'est davantage impliqué dans certaines affaires qu'il ne traitait pas auparavant. Cette tendance s'est accentuée avec l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République. Fort de son passage pendant six ans à l'Hôtel Matignon et de sa connaissance des dossiers politiques, administratifs et techniques, désirant aussi « contrôler » son premier ministre, M. Chaban-Delmas, et de soutenir le second, M. Messmer, Georges Pompidou a très sensiblement élargi le pouvoir d'intervention de l'Elysée. Cette mise sous tutelle du premier ministre par le chef de l'Etat a pris, avec M. Valéry Giscard d'Estaing, de telles proportions que M. Jacques Chirac, s'estimant privé de tout pouvoir réel d'initiative, a préféré en 1976 donner sa démission de l'Hôtel Matignon. C'est d'ailleurs à cette époque-là que l'on a parlé ouvertement, tant dans l'opposition que dans la majorité, de la « présidentialisation » des institutions.

Mode de scrutin et durée du mandat présidentiel

Cette pratique s'est maintenue après l'alternance de 1981, bien que les socialistes, et M. Mitterrand lui-même, aient fait depuis longtemps campagne contre une telle dérive et pour une restauration des droits du Parlement. Le 14 juillet 1986, en refusant de signer les ordonnances présentées par M. Chirac, M. Mitterrand a voulu rappeler les pouvoirs éminents du chef de l'Etat par rapport à ceux de son premier ministre, c'est-à-dire souligner une certaine conception présidentielle. Cependant, M. Chirac a pu contourner

cet obstacle en s'adressant à l'Assemblée nationale.

L'existence d'une majorité - même de coalition - fidèle au gouvernement détermine-t-elle la nature du régime et est-elle due au système uninominal majoritaire à deux tours, appliqué de 1958 à 1985 puis en 1988, pour l'élection des députés ? Les gaullistes en ont pour leur part toujours été convaincus. Cette unanimité s'est cependant récemment écorchée. Certains, peu nombreux, comme M. Bernard Pons, sont partisans d'un système majoritaire à un tour, comme le fut M. Debré en 1958, mais ils y ajoutent une dose de proportionnelle nationale. D'autres n'excluent pas d'envisager après 1993 un système mixte.

Les élections législatives de 1986, bien que faites à la représentation proportionnelle intégrale, n'ont pas empêché une coalition d'obtenir une majorité absolue et un gouvernement d'exister dans le cadre des institutions actuelles. De même, depuis 1988, avec le scrutin majoritaire rétabli, un gouvernement minoritaire peut agir tant qu'une majorité absolue de renché ne le reverse pas, ainsi que l'avait prévu la Constitution. Le mode de scrutin, à l'expérience, ne paraît pas constitutif de la nature des institutions.

Il en va de même de la durée du mandat présidentiel. La réduction de celui-ci à cinq ans, le faisant coïncider avec le mandat parlementaire, ne permet pas à elle seule d'instaurer un régime présidentiel. C'est ce que Georges Pompidou faisait remarquer lorsqu'en 1973 il a engagé une telle réforme. Car tant que l'Assemblée nationale aura la possibilité de renverser le gouvernement et tant que le président conservera son droit de dissolution, la coïncidence ne sera pas assurée. Le quinquennat ne semble donc pas, lui non plus, constitutif à lui seul de la nature du régime.

Il n'en demeure pas moins qu'au terme de trente-trois ans de V^e République, sous l'empire de la même Constitution, les institutions méritent peut-être de subir un lifting, un toilettage afin, comme disait jadis de Gaulle, que la France une fois encore « épouse son siècle ».

ANDRÉ PASSERON

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

L'URSS DE LA PERESTROÏKA A L'APRÈS-COMMUNISME

Le Monde publie une nouvelle édition de l'URSS de la perestroïka (numéro paru en avril 1989), avec de nombreuses mises à jour : le putsch d'août 1991 et ses conséquences ; l'indépendance des Républiques ; les nouvelles relations politiques et économiques au sein de l'Union.

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Numéro un
"Lignes de fond"

Dans son absence de Provocation,
il ne constitue une Provocation.

SUR QUELQUES FAIBLESSES DU SYSTÈME

Le Monarchisme par Stéphane Lafferty
Les socialistes et l'esprit de famille par Alain Madelin
Le financement des partis politiques : par Jean-Pierre Thomas
La grande pauvreté de la justice en France par Jean-Pierre Marchi
Brève philosophie par Charles Millon
Les ultimes convulsions du si-ni par Roger Chénard
Repenser l'aménagement du territoire : par Jean-Pierre Raffarin

DÉBATS

La rénovation de l'Etat républicain : par Gérard Lorguez la réponse de Michel Debré
A la recherche de l'optimum institutionnel : par Michel Boyon
La coopération à la française va-t-elle mourir ?
par Jean-Christophe Rufin et Michel Aurillac
Détachements, banlieues : de l'utopie au réalisme par Xavier Ruffier
Structures communautaires de défense européennes :
Quelle doit être l'attitude de la France face à la réorganisation de la défense européenne :
Les réponses de Philippe Méandre - Arthur Paschi - Daniel Colin
Le Pape s'est-il gagné à l'Est ? par Bernard Lacombe versus Guy Konopnicki

INITIATIVES

Le petit journal des propositions de l'opposition

BIBLIOTHÈQUE

ACTUALITÉ ET PROSPECTIVE

ÉDITIONS RÉPUBLICAINES

Lignes de Fond, 105, rue de l'Université, 75 007 Paris.
Tél. : 47 53 99 99 - Abonnement : 250 F (4 Numéros)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SANS VISA

JUSTICE

A la cour d'assises spéciale des Alpes-Maritimes

Le principal responsable des attentats contre les foyers Sonacotra est condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle

La cour d'assises des Alpes-Maritimes, spécialement composée de magistrats, a prononcé, mercredi 6 novembre, une peine de dix-huit ans de réclusion criminelle contre Nicolas Gouge, quarante-trois ans, considéré comme le principal responsable des attentats commis au cours des années 1985 à 1988, principalement contre des foyers de travailleurs immigrés et qui ont fait un mort et dix-neuf blessés. Philippe Lombardo, vingt-quatre ans, a été condamné à quatorze ans de réclusion criminelle; Georges Cassar, trente-deux ans, à douze ans de réclusion criminelle, et Serge Bayoni, trente-quatre ans, à huit ans de réclusion criminelle. Gilbert Hervochon, sobriquet dix ans, accusé de complicité et d'association de malfaiteurs, a été acquitté. Il reste cependant détenu pour purger une condamnation de quatre ans de prison infligée, le 15 octobre, par le tribunal correctionnel de Grasse pour association de malfaiteurs.

NICE

de notre envoyé spécial

Toute menue dans son pantalon trop large, une femme d'origine vietnamienne traverse à petits pas le parvis du palais de justice de Nice, avant de s'appuyer sur sa canne pour rester de longues minutes dans la contemplation d'un crucifix de granit exposé à l'entrée d'une entreprise de pompes funèbres. Elle ne sait pas encore que les magistrats, qui viennent d'arrêter dans la salle de délibérations, vont acquitter son mari, Gilbert Hervochon. « Le fêlé » ou « le vieux druide », selon

les termes utilisés par ses propres avocats, a échappé aux quinze ans de réclusion criminelle que l'avocat général avait requis contre lui. Les débats, qui se déroulaient laborieusement depuis le 28 octobre, n'ont pas permis d'établir que Hervochon ait pu être le complice d'attentats à l'explosif menés contre le siège du Parti communiste du Cannet le 5 mai 1985, contre la voiture d'un élu communiste de la ville le même jour, contre l'ancien local CGT de Cannes le 2 janvier 1987, contre le foyer Sonacotra de Cannes le 9 mai 1988 et contre un autre foyer de travailleurs immigrés à Cagnes-sur-Mer le 19 décembre

1988. Pourtant, Hervochon a écrit des tracts de revendications au nom d'un groupe juif qu'il a inventé et il se donnait des airs de comploteur. Mais les juges n'ont pas admis la thèse de l'avocat général et des défenseurs de Gouge, qui le présentaient comme un idéologue orientant le groupe.

«Dérive psychologique»

Comment croire, en effet, que des hommes, agissant selon des règles militaires, aient pu un instant faire confiance au délire d'un vieil homme, noyé dans le spiritisme et la numérologie ? Certes, Hervochon, même s'il s'en défend, est animé par un racisme viscéral et il fustige en permanence la loi Pleven, qui l'empêche d'exprimer librement sa haine de l'autre. Mais il semble bien que les magistrats aient voulu lui montrer que, dans une démocratie, même une juridiction d'exception ne condamne pas pour des opinions, fussent-elles les plus détestables.

A l'heure des plaidoiries, M. Richard Pyné n'avait pas caché les siennes pour défendre Cassar, qui n'est pas raciste. Non ! Son client a seulement la haine du « mauvais musulman », celui qui transformait les foyers Sonacotra en « supermarchés de la drogue ».

Un jugement en réitéré

La campagne anti-tabac du gouvernement est autorisée

Le tribunal de grande instance de Nanterre a estimé, mardi 5 novembre, que la campagne anti-tabac lancée le 26 octobre par le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) (*le Monde* du 27 et 28 octobre), et prévue pour une durée d'un mois, était bien un plagiat des films publicitaires réalisés par la firme Philip Morris pour les cigarettes Marlboro.

Sur fond de grands espaces américains, le cow-boy du CFES, copie quasi conforme du personnage légendaire des cigarettes Marlboro, déclarait : « Fumer, c'est pas ma nature ». Mais en attendant le jugement sur le fond qui doit avoir lieu le mercredi 27 novembre, le tribunal autorise néanmoins la poursuite de la campagne gouvernementale au cinéma et à la télévision. En revanche, il suspend la diffusion des 400 000 affichettes représentant le cow-boy, héros de la campagne.

CATASTROPHES

Dans le centre des Philippines

La tempête tropicale Thelma a tué plusieurs milliers de personnes

La tempête tropicale (1) Thelma, qui a ravagé, le 5 novembre, le centre des Philippines et notamment l'île de Leyte, à 500 kilomètres au sud-est de Manille, aurait fait environ six mille cinq cents morts ou disparus selon un bilan provisoire. Deux cent mille personnes sont sans abri.

TOKYO

de notre correspondant

Les premières images et les témoignages en provenance d'Ormoc et de Burawan, au sud-ouest de Leyte, les deux villes les plus touchées, donnaient un aperçu de l'ampleur de la catastrophe : vingt-quatre heures après le désastre, des corps jonchaient encore les rues. « La ville ressemble à un camp de la mort nazi : les cadavres d'enfants et de vieillards sont entassés les uns sur les autres », a déclaré M. Lito Osmena, gouverneur de la province de Cebu (dont

fait partie Leyte). Une cinquantaine de victimes ont d'autre part été dénombrées dans l'île voisine de Negros.

C'est paradoxalement moins la force des vents (75 kilomètres à l'heure) que la lenteur du passage de la tempête tropicale Thelma sur les Philippines qui a été à l'origine de la catastrophe. La tempête tropicale a fait tomber des pluies torrentielles qui ont provoqué des glissements de terrain.

Selon les témoins, en quelques minutes, les victimes, dont beaucoup d'enfants, ont été emportées et ensevelies dans les flots de boue qui ont déferlé sur les deux villes, telle une puissante vague de plusieurs mètres de hauteur entraînant tout sur son passage. L'ampleur des éboulements de terrain est due en grande partie à la déforestation effrénée des collines, et des montagnes avoisinantes, estime M. Vilma Tan, membre des forces de défense civile déployées à Leyte.

Les communications dans le centre des Philippines sont tellement mauvaises et les dégâts tellement importants qu'il faut près de douze heures aux sauveteurs pour arriver sur les lieux.

M. Imelda Marcos, la veuve de l'ancien dictateur, qui vient de rentrer aux Philippines (*le Monde* du 5 novembre), a éprouvé des difficultés à se rendre dans sa province natale de Leyte. Superstitieux, certains Philippines pourraient y voir un présage...

Ph. P.

(1) La violence des vents accompagnant ces phénomènes permet de classer ceux-ci : à moins de 64 kilomètres à l'heure, on a affaire à une « dépression tropicale » ; de 64 à 120 kilomètres à l'heure, à une « tempête tropicale » ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, à un « cyclone tropical ». Les cyclones tropicaux de l'ouest du Pacifique sont appelés « typhons », ceux de la zone caraïbe, « ouragans ».

Au tribunal de grande instance de Caen

Des peines de prison avec sursis requises contre deux jeunes révisionnistes

CAEN

de notre correspondant

Devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Caen, le substitut Jean-Marie Besse a requis, mercredi 6 novembre, des peines de six mois de prison avec sursis et 5000 francs d'amende pour Vincent Reynouard, vingt-deux ans, deux mois de prison avec sursis et 2500 francs d'amende pour Remy Pontier, vingt-quatre ans. Ces deux étudiants caennais révisionnistes sont respectivement président et trésorier-secrétaire de l'ANEC (Association normande pour l'éveil du citoyen), créée en octobre 1989.

Le 28 mai 1991, plusieurs jeunes lycéens du Calvados, lauréats du concours de la Résistance et de la déportation, reçoivent du courrier révisionniste qui les félicite de s'intéresser à « cette douloureuse période de notre histoire ». On leur envoie « une brochure qui [leur] fera découvrir un autre aspect de la vie concentrationnaire ». Les textes en question mettent en cause l'Holocauste et la réalité des chambres à gaz, nient l'existence des camps de la mort et l'extermination de millions de juifs durant la seconde guerre mondiale.

Quelques mois auparavant, un tract, présenté sous forme de jeu

intitulé « Testez-vous », provoquait déjà la réaction de plusieurs associations d'anciens déportés et résistants qui portent plainte. De son côté, le parquet de Caen engage des poursuites.

Président de l'ANEC, Vincent Reynouard, par ailleurs membre du PNFE (Parti nationaliste français et européen), et Remy Pontier étaient donc prévenus des délits de diffusion de tracts racistes, antisémites et xénophobes (additif à la loi de la presse de 1881) et de contestation des crimes contre l'humanité (loi du 13 juillet 1990).

Premier avocat des déportés et résistants, M. Badache a dénoncé l'imposture de la séparation entre révisionnisme et engagement à l'extrême droite. Pour M. Korman, avocat parisien de l'Amicale des anciens déportés juifs de France, « il y a des propagandes interdites ; celle-ci en est une, qui veut fuir à nouveau la voie au national-socialisme en le déboulonnant de ses horreurs ».

Pour sa part, M. Delcroix, défenseur des deux accusés, invoquera « la loi sévère du juillet 1990, en contradiction avec la Convention européenne des droits de l'homme », voyant dans ce procès « un procès en sorcellerie comme au dix-huitième siècle ».

Jugement le 4 décembre.

JEAN-JACQUES LEROSIER

Après le désistement de l'ancien ministre

La procédure engagée par M. Maurice Papon contre « le Nouvel Observateur » est éteinte

La cour d'appel de Paris, mercredi 6 novembre, a déclaré « l'action publique et l'action civile éteintes » dans la procédure en diffamation engagée par M. Maurice Papon contre le *Nouvel Observateur* (*le Monde* du 25 octobre).

Dix jours après le désistement surpris de l'ancien ministre de sa plainte en diffamation contre le *Nouvel Observateur*, la cour d'appel de Paris en a pris acte en quelques lignes. Dans son arrêt, la 11^e chambre de la cour constate qu'il n'y a « plus lieu à statuer ». Toute la procédure engagée se trouve ainsi non pas annulée, mais comme vidée de son sens du fait de son initiative.

Inculpé de crimes contre l'humanité depuis 1983 pour avoir organisé les documents autorisant l'arrestation dans la région de Bordeaux de 1690 juifs et leur transfert vers le camp de Drancy, M. Papon avait pourtant porté plainte en faisant savoir qu'il voulait obtenir réparation définitive. Lassé de n'être pas mis hors de cause au profit de Bordeaux, il choisissait délibérément d'ouvrir le débat judiciaire à Paris.

L'occasion ou le prétexte lui en était donné par le *Nouvel Observateur*. Sous la plume des journalistes Serge Raffy et Marie-France Etchegoïn, l'hebdomadaire consacrait en effet, le 21 juin 1990, sa couverture et une longue enquête à ceux qu'il désignait dans son titre comme des « complices français du génocide ». Le jugement de la 17^e chambre du tribunal correc-

tionnel lui donnait satisfaction en janvier 1990 en condamnant le *Nouvel Observateur* qui faisait aussitôt appel du jugement.

En abandonnant sa plainte le jour même où cette dernière devait être défendue devant la cour d'appel, M. Papon souhaitait évidemment éviter que la cour d'appel ne tranche dans un sens différent et tenter de conserver le bénéfice de la condamnation de l'hebdomadaire en première instance. « Ce jugement n'est pas exécutoire mais il a été rendu, note son conseil, M. Jean-Marc Varaut. Moralement, il existe ».

Deux précédents

La cour d'appel, dans son arrêt, est plus prudente. Concernant le paiement des frais judiciaires, elle en exonère M. Papon ainsi que le *Nouvel Observateur*. Les dépens, est-il précisé, seront à la charge du Trésor public. Les juges écartent

en revanche une observation des avocats du *Nouvel Observateur* qui notait que M. Papon ne « saurait se prévaloir du jugement rendu par le tribunal ». La cour « rejette comme irrecevables toutes autres demandes, fins et conclusions plus amples ou contraires, notamment celles relatives à l'appréciation de la procédure antérieure au désistement d'action ».

M. Henri Leclerc, avocat de Serge Raffy et Marie-France Etchegoïn, redit néanmoins avec force qu'un « jugement frappé d'appel n'a aucune autorité ». « Nul n'a le droit de s'en prévaloir », insiste-t-il. Et il enregistre que la cour « infirme le jugement sur la question des dépens ».

Reste ainsi, comme en suspension, un jugement de première instance qui ne peut être appliqué : la présomption d'innocence des prévenus « ne saurait permettre une condamnation quelconque » à leur endroit. Il existe au moins deux précédents. En 1982,

MM. Jacques Chirac, Bernard Pons et Charles Pasqua, dirigeants du RPR, s'étaient désistés de leur action en diffamation contre Gaston Defferre, alors ministre de l'intérieur, après avoir obtenu gain de cause devant le tribunal correctionnel. Plus récemment, le juge d'instruction Gilles Bouloque avait renoncé à sa plainte pour diffamation à l'encontre de *Libération* et du *Monde* après avoir obtenu leur condamnation en 1989.

Plusieurs juristes observent que « l'action, dans ce cas, doit être considérée comme n'ayant jamais été jugée ». L'article 49 de la loi sur la presse du 29 juillet 1881 indique en effet que dans « tous les cas de poursuites correctionnelles ou de simple police, le désistement du plaignant ou de la partie poursuivante arrête la poursuite commencée ».

LAURENT GRELSAMER

ÉDUCATION

Un projet de visites payantes dans les musées

Ecoliers, n'oubliez pas le guide

Les enfants des écoles, des collèges et des lycées vont-ils devoir passer à la caisse pour bénéficier de visites guidées dans les musées nationaux ? Instituée en 1981, la gratuité de ce service doit bénéficier chaque année environ trente mille groupes scolaires est remise en cause par le ministère de la culture.

Ausert et approche du vote du budget obligent, on note les fonds de tiroir. Comme MM. Jack Lang et Lionel Jospin s'en félicitaient d'un même élan le 2 octobre dernier, dans une communication commune au conseil des ministres sur le développement des enseignements artistiques (*le Monde* du 3 octobre), la fréquentation des musées par les écoliers a été multipliée par cent depuis dix ans.

Financièrement, la direction des musées ne peut plus suivre, argumente-t-on au ministère de la culture. Les musées nationaux, qui utilisent environ deux cents conférenciers, sont en outre les

seuls à ne pas faire payer les scolaires. Et l'on ne se prive pas de faire remarquer que, dans les quatre établissements gérés par l'éducation nationale elle-même — le Muséum, le palais de la découverte, le Musée de l'Homme et le Musée du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) — les visites-conférences sont payantes.

Les tarifs qui pourraient être appliqués ne sont pas encore fixés, mais on parle de quelques centaines de francs pour une visite guidée du Louvre ou du Musée d'Orsay, par exemple. Multipliés par les trente mille groupes scolaires qui fréquentent les musées nationaux chaque année, le bénéfice réalisé ne serait pas négligeable. A quoi servira cette manne inespérée ? A l'acquisition de nouvelles œuvres ? Pas question, s'écrit-on à la direction des musées. Il s'agit simplement d'améliorer le financement d'un service, les visites-conférences, largement monopolisées par le public scolaire.

Si tel est le but recherché, les tarifs envisagés risquent effectivement d'être assez dissuasifs.

Ce projet, qui s'inscrit simplement dans une réflexion générale sur la politique tarifaire des musées, dit-on au cabinet de M. Jack Lang, a visiblement été préparé dans le plus grand secret par les responsables de la rue de Valois. Au cabinet du ministre de l'éducation nationale, on a, en tout cas, on tombe des nues. Puis on s'insurge contre l'ingratitude du ministère de la culture, en arguant de l'effort déployé par l'éducation nationale pour développer les services éducatifs des musées, — à Orsay et au Louvre notamment —, où travaillent de nombreux enseignants, mis à disposition... et payés par l'éducation nationale. Ce coup de pied de l'âne, alors que s'achève la première édition de l'opération « Musée en tête », risque de mettre à mal les actions de « partenariats » engagées entre les deux ministères.

CHRISTINE GARIN

سكنا من الذل

SOCIÉTÉ

Les ministres de trente-quatre pays réunis à Paris

La France souhaite inspirer une politique européenne pour les handicapés

Quelle place une société évoluée doit-elle accorder aux handicapés ? C'est pour répondre à cette question que trente-quatre ministres européens, responsables des politiques en faveur des handicapés, sont réunis à Paris les 7 et 8 novembre à l'initiative du Conseil de l'Europe.

Trente-trois ministres et leurs conseillers planchant sur le sort des handicapés, sous la conduite d'un de leurs collègues en fauteuil roulant : tel est le tableau que les salons de l'avenue Kléber vont offrir, durant quarante-huit heures. Belle récompense pour M. Michel Gillibert, cet accidenté de la vie qui, depuis trois ans, s'acharne à donner leur juste place à ceux que le hasard de la naissance d'une maladie ou d'un accident a rendu différents. C'est lui qui a suggéré, puis imposé, malgré bien des réticences, le thème même de la réunion : seule une politique globale peut offrir aux handicapés la vie autonome à laquelle ils ont droit.

Dans un discours introductif, M. Gillibert devait évoquer à la fois la situation des invalides, leurs revendications d'aujourd'hui et les réponses que lui-même, au nom du gouvernement français, essaie de leur apporter. Ces propos directs, jusqu'à la brutalité, mais émouvants, ont été écoutés non seulement par les vingt-quatre ministres des pays membres du Conseil de l'Europe (pour la plupart chargés des affaires sociales ou de la santé, car la France est la seule à avoir un secrétariat d'Etat ad hoc), mais aussi par les représentants d'Etats observateurs (une dizaine de pays de l'Est, le Saint-Siège et le Canada), ainsi que par ceux des organisations internationales (ONU, UNESCO, OCDE) et d'une demi-douzaine de grandes associations internationales de handicapés.

On estime que 10 % des citoyens des nations européennes souffrent, à un titre ou à un autre, d'un handicap. Ce sont donc 80 millions de personnes dont le sort est en question. Jusqu'à présent, on s'est contenté le plus souvent de les oublier, de les cacher ou, au mieux, de les installer dans des institutions. « L'opinion générale, a dit le ministre, était que ces gens ne pouvaient rien faire. Le mot d'intégration paraissait inconvenant. »

Sous la pression des associations, les idées ont considérablement évolué au cours de ces dernières années. Selon M. Gillibert, les pouvoirs publics des pays évo-

lués doivent désormais chercher à développer l'autonomie des handicapés en allant au maximum des possibilités de chacun. Selon lui, il faut à la fois faire disparaître l'image de la bienfaisance et élaborer des politiques globales et cohérentes prenant en compte chaque maillon de la chaîne de vie.

Solutions pour l'avenir

Les trente-quatre ministres réunis à Paris tiendront trois séances de travail. La première, ouverte par un exposé de M. Norbert Blum, ministre allemand des affaires sociales, aura à répondre à la question : comment intégrer les handicapés à l'école, dans le monde du travail, dans la vie sportive et culturelle, dans les logements et les transports ? La deuxième, animée par M. von Hertzen, ministre finlandais, examinera les aides spécifiques sous forme de soins d'assistance et d'allocations dont les handicapés ont besoin. La dernière, présidée par M. Nicholas Scott, secrétaire d'Etat britannique à la sécurité sociale, se demandera quelle est l'image - ni dramatisant, ni dissimulant - que les handicapés doivent donner de leur situation.

Sur tous ces points, M. Gillibert a ses idées. Selon lui, l'intégration des handicapés à la vie collective doit être le résultat d'un processus de travail, et non d'un simple fait accompli. Il faut donc que les personnes qui, par leur métier, sont en contact avec des handicapés (par l'éducation (de l'école élémentaire à l'université), par l'accessibilité à l'emploi, par l'allocation de ressources minimales, par l'accompagnement (grâce à une tierce personne), par l'accès aux loisirs, au sport et à la culture, par une fin de vie digne et même par la possibilité d'adopter et de constituer une famille) soient sensibilisés à la situation de ces handicapés. Le secrétaire d'Etat n'a pas hésité à dire : « Il faut briser ce tabou intolérable. »

Bref, la conférence de Paris n'est pas seulement le signe que, partout en Europe, émerge une volonté politique de traiter enfin le problème de millions de laissés pour compte. Elle est l'occasion pour M. Gillibert d'afficher l'originalité d'une solution à la française, conforme à notre tradition de défense des droits de l'homme. « La grande rencontre d'aujourd'hui, a-t-il lancé à ses collègues, est synonyme d'espoir pour tous les handicapés. Ne nous décevons pas. Construisons ensemble un avenir concret pour tous ceux qui sont différents. »

MARC AMBROISE-RENDU

SCIENCES

M. Bernard Decamps nommé directeur général de la recherche

M. Bernard Decamps, professeur d'université, a été nommé par décret en conseil des ministres, mercredi 6 novembre 1991, directeur général de la recherche et de la technologie au ministère de l'Éducation nationale. Il remplace à ce poste M. Christian Beche, qui devient président du Conseil national de l'évaluation de la recherche.

[Né en 1936 à Metz, M. Bernard Decamps est docteur d'Etat en sciences physiques. Directeur adjoint du département mathématiques-physique de base du CNRS de 1979 à 1981, il fut ensuite chef de mission, puis directeur de la recherche au ministère de l'Éducation nationale de 1981 à 1986.]

[Né à Fontenay (Hérault) en 1941, M. Christian Beche, docteur d'Etat en sciences physiques, devint en 1984 conseiller auprès du premier ministre Laurent Fabius, chargé de l'éducation, de la jeunesse et des sports. Délégué national du PS chargé de l'éducation en 1987, il était directeur général de la recherche au ministère de l'Éducation nationale de 1986 à 1991.]

□ Inauguration d'une station d'essais destinée à la fusion nucléaire contrôlée. La station d'essais GE 200, réalisée par le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) et Framatome pour tester la résistance des matériaux soumis à de très fortes températures (2000 à 2500 °C), a été inaugurée, mardi 5 novembre, au Centre technique de Framatome, au Creusot. Réalisée à partir d'un contrat obtenu en 1989 de la Commission de la CEE, elle comprend un canon à électrons d'une puissance de 200 kW. D'un coût de 10 millions de francs (dont plus de 7 fournis par le CEA), la machine sera mise, en priorité, au service des laboratoires spécialisés dans la maîtrise de la fusion contrôlée.

□ Report du lancement d'Eutelsat II-F3. - Le lancement du satellite Eutelsat II-F3, prévu pour le 14 novembre, est reporté sine die en raison de problèmes survenus sur le système de navigation du lanceur américain Atlas-Centaur II. D'après les tests effectués sur les composants de la centrale inertielle de l'étage supérieur de l'Atlas-II, ce dispositif, qui contrôle la stabilité et la trajectoire du dernier étage de la fusée, n'a satisfait pas aux spécifications requises par le constructeur (General Dynamics) de ce nouveau lanceur pour autoriser le vol. Initialement prévu pour le 24 octobre, ce tir, le premier de la nouvelle fusée Atlas-II, avait été reporté une première fois pour permettre un changement de pièce sur le satellite. - (AFP)

□ La Norvège quitte le programme spatial Hermès. - La Norvège, qui finançait le programme européen de la navette spatiale Hermès à hauteur de 0,20 %, vient de décider qu'elle se retirait de ce projet. Cette décision intervient à la veille des discussions que les ministres de l'Europe spatiale vont avoir à Munich du 18 au 20 novembre sur l'avenir de l'espace européen. Hermès, l'un des programmes phares de ce plan d'activité à long terme de l'Agence spatiale européenne (ESA), fait actuellement, tout comme le programme de laboratoire orbital Columbus, l'objet de discussions serrées entre les Etats membres de l'ESA. Du fait de contraintes techniques et de leur étirement dans le temps, les budgets de ces programmes ont en effet augmenté de façon sensible : + 40,5 % pour Hermès, dont le coût estimé est de 51,46 milliards de francs, et + 14,2 % pour Columbus (35,61 milliards de francs, prix 1990).

FOOTBALL : élimination de quatre clubs français en Coupes d'Europe

Marseille encaisse...

Habitué aux succès, depuis quelques saisons, avec ses clubs et son équipe nationale, le football français a vécu un mercredi noir le 6 novembre. Les défaites à domicile de Cannes et de Lyon lors des matches aller des seizièmes de finale de la Coupe de l'UEFA ne laissent, certes, rien augurer de bon. Cannes a obtenu un match nul (1-1), méritoire mais insuffisant à Moscou, contre l'équipe du Dinamo. Lyon a vécu une véritable déroute en Turquie contre Trabzonspor (1-4).

Plus inattendues ont été les éliminations de Marseille et d'Auxerre. L'équipe phocéenne, défaite (2-1) par la Sparta de Prague, a été éliminée après une trop courte victoire au match aller (3-2).

Quant à Auxerre, après avoir frôlé l'exploit sur son terrain contre Liverpool (2-0), l'équipe de Guy Roux n'a pu préserver son avantage au stade d'Anfield Road (0-3).

L'événement le plus néfaste de la soirée pour le football français a sans doute été l'élimination de l'Olympique de Marseille. Demi-finaliste en 1989 puis finaliste de la coupe d'Europe des clubs champions la saison dernière, l'équipe phocéenne avait l'ambition d'être la première en France à conquérir un trophée européen. Or, seul Monaco qui s'était qualifié la veille contre les Suédois de Norrköping, pour les quarts de finale de la coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe, peut encore nourrir cette ambition cette saison.

Dès la fin du match aller à Marseille où, après avoir mené 3-0 et raté un penalty, les Phocéens avaient dû se contenter d'une courte victoire (3-2) contre la Sparta de Prague, Bernard Tapie avait vertement rappelé à ses joueurs toute l'importance qu'il attachait à une qualification.

Pour couper court au projet de certains grands clubs européens de créer un championnat à l'échelle du continent, l'UEFA avait, en effet, décidé de modifier cette saison la formule de la coupe des clubs champions en répartissant les huit qualifiés du deuxième tour en deux poules de quatre équipes, dont les vainqueurs dis-

puteront la finale. De vraies « poules aux œufs d'or » puisque chaque participant est désormais assuré de disputer au moins six matches supplémentaires.

Sans vouloir dramatiser la situation, Bernard Tapie avait pris quelques dispositions spéciales pour le match retour à Prague. Ainsi l'entraîneur yougoslave Tomislav Ivic, très éprouvé par la guerre civile dans son pays, avait, « à sa demande », été déchargé de la responsabilité de l'équipe. Raymond Goethals, le « sorcier belge » qui avait amené le club en finale européenne, avait repris du service et promis de remettre au goût du jour les recettes qui avaient si bien réussi l'an dernier à Milan ou à Moscou.

Hélas ! pour les Marseillais, l'anesthésie du trio magique Papin-Pelé-Waddell, mis sous l'égide par la solide défense tchécoslovaque, a plutôt rappelé aux supporters phocéens le cauchemar de la finale de Bari. Incapables de construire leur jeu, les Marseillais ont encaissé deux buts par Frydek (37' minute) et Siegl (68'). Leur sursaut tardif et le but d'Abédi Pelé (86'), n'ont pas empêché la Sparta de Prague de se qualifier au bénéfice du plus grand nombre

de buts marqués sur terrain adverse.

Sous le coup de cette élimination prématurée, Bernard Tapie a préféré faire contre mauvaise fortune bon cœur. « Cette élimination ne remettra pas en cause l'avenir du club, a-t-il affirmé. Le budget (de l'ordre de 300 millions de francs) restera le même. Simplement, ce que les télévisions devaient nous donner, c'est moi qui l'apporterai. On ne mettra pas la clé sous la porte, c'est moi qui mettrai la main à la poche. Pour nous, c'est une perte de 30 millions de francs. Ce n'est que le prix de Pelé. »

En fait, il faudra attendre plusieurs semaines pour mesurer toutes les conséquences de cette déconvenue. Pour l'avenir du club et pour celui de son président-député. Dans une ville folle de son OM, Bernard Tapie avait su utiliser le football comme tremplin pour ses ambitions politiques. La participation à la phase finale de la Coupe d'Europe n'auroit sans doute pas déçu un candidat qui visait, en mars prochain, la présidence du conseil régional.

G. A.

La fin du rêve auxerrois

LIVERPOOL

de notre envoyé spécial

Il aura donc suffi de deux cent quarante secondes. Quatre minutes, pas une de plus, pour comprendre que l'exploit auxerrois s'achèverait comme

s'achèvent presque toujours les confrontations franco-anglaises en matière de football : par une soirée de vent et de pluie, devant une équipe déchaînée et des spectateurs dont les chœurs font trembler le stade jusqu'aux fiets des buts adverses. Quatre minutes ! Le temps pour le défenseur bourguignon Stéphane Mahé de bousculer l'attaquant de Liverpool Steve McManaman dans la surface de réparation et de voir le Danois Jan Molby inscrire le premier but sur penalty.

Dès lors, la question n'était plus de savoir si Auxerre allait être éliminé par Liverpool en seizièmes de finale de la Coupe de l'Union européenne (UEFA), mais plutôt de savoir à quel moment seraient marqués les deux buts nécessaires aux joueurs locaux pour effacer l'« affront » de la première manche (victoire d'Auxerre 2-0 le 23 octobre). Le second ne tarda pas. Mike Marché l'inscrivit de la tête après trente minutes de jeu. Le troisième se fit attendre, puisque Mark Walters ne trompa Bruno Martini qu'à sept minutes de la fin de la partie.

Entre ces trois buts, le match ne fut, pour les joueurs français, qu'une interminable errance, une vaine course à l'espoir, un long regret aussi : celui de ne pas avoir profité des nombreuses occasions du match aller pour s'assurer une avance plus

confortable. Certes, à l'époque, leur entraîneur, Guy Roux, avait modéré l'enthousiasme ambiant et prévenu, sitôt l'exploit accompli : « Pendant quinze jours, nous serons l'équipe qui a battu Liverpool. »

La deuxième manche lui a donné raison au-delà de ses craintes les plus pessimistes : son équipe s'est déroulée sans même avoir eu le temps de s'apercevoir que la différence entre le football français et le football anglais se situe dans les têtes autant que dans les jambes.

Certes, ce Liverpool-là n'a rien à voir avec l'invincible formation de la décennie 1976-1986 (huit titres de champions d'Angleterre et cinq Coupes d'Europe). L'équipe du nord-ouest de l'Angleterre occupe actuellement la neuvième place en championnat et restait, avant le match de mercredi, sur une défaite à domicile contre les Londoniens de Crystal Palace (2-1). Mais les grands clubs britanniques sont ainsi faits que les moments de faiblesse des joueurs, sur le terrain, sont en partie compensés par un environnement hors du commun, imprégné d'histoire et de tradition. Le public peut alors être le meilleur « douzième homme » qui soit. Il stimule les siens et perturbe l'adversaire.

Ainsi, que pouvait-il donc se passer dans l'esprit d'un jeune joueur comme l'international Christophe Cocard (vingt-trois ans) au moment de quitter l'étroit couloir des vestiaires pour s'en aller fouler une pelouse si prestigieuse ? En 1977, il avait neuf ans, et les « verts » de Saint-Etienne s'étaient inclinés

(3-1) sur ce terrain, devant ces mêmes spectateurs dévoués de fidélité, en quarts de finale de la Coupe des clubs champions.

Depuis cette soirée de mars 1977, aucune autre équipe française n'avait affronté le Liverpool FC. Quatorze ans après les Stéphanois, les Auxerrois se retrouvaient donc à leur tour devant la tribune du « Kop », la colline de béton (1) où quinze mille à vingt mille spectateurs s'entassent au corps à corps, de générations en générations. De cette gigantesque mêlée de petites gens, tour à tour coupables (le drame du Heysel) et victimes (la tragédie de Sheffield), montent des refrains de haine et d'amour, des chansons à boire et des couplets à méditer.

« Mais qui êtes-vous ? »

« Le Kop n'a jamais marqué de buts », avait assuré Guy Roux à l'issue de la première manche, en Bourgogne. Il se trompait. En plus de cent ans d'existence, à mesure que la région perdait ses usines et gagnait des chômeurs, ces gradins ont sans doute remporté bien des matches. Plus d'un attaquant venu du maillot rouge s'est senti porté vers le but par ces vagues humaines qui déferlent sur les travées à la moindre action dangereuse. Ce fut le cas, mercredi soir, de l'ailier international Mark Walters, auteur du but de la qualification. De même, plus d'un défenseur adverse a-t-il tremblé en découvrant ce mur humain, blotti sous les poutrelles d'acier d'un toit de tôle. Ce fut le cas, mercredi

soir, de l'arrière latéral Frédéric Darras, expulsé en fin de match après avoir reçu deux cartons jaunes.

Dans les années 30, lorsque le brouillard des soirées d'automne s'infiltrait entre les mailles des filets, le Kop, par sa seule présence invisible et ses canchans moqueurs, déconcertait les meilleures équipes du royaume. Aujourd'hui, les projecteurs percent le brouillard, mais le bruit, le frôlement, les incantations, s'entendent toujours des adversaires en difficulté. Mercredi, l'équipe d'Auxerre était une proie bien docile, empruntée et fébrile, incapable de relever l'extraordinaire défi physique et moral que lui imposait son adversaire. Guy Roux lui-même, d'ordinaire si volubile le long de la ligne de touche, n'osa quitter son banc pour houspiller ses joueurs, livrés à eux-mêmes face à la foule, à la bousculade et au Kop.

A mesure que les joueurs auxerrois s'exténuaient en de vaines courses, manquant des passes ou chahutant des occasions de but (le Hongrois Kalman Kovacs en tout début de match), le public chantait « Mais qui êtes-vous ? Mais qui êtes-vous ? », comme pour mieux renvoyer ces maladroits Français à leur anonymat et leur rappeler, une fois encore, que l'aventure n'aura duré que quinze jours et quatre minutes.

PHILIPPE BROUSSARD.

(1) Kop ou Spion Kop (le Kop espion) : le mot viendrait du nom d'une colline d'Afrique du Sud où de nombreux soldats britanniques furent tués lors de la guerre des Boers (1899-1902).

Trente-deux ans après son exclusion du mouvement olympique

L'Afrique du Sud participera aux Jeux de 1992 à Barcelone

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Trente-deux ans après avoir été exclue du mouvement sportif mondial, l'Afrique du Sud participera aux prochains Jeux olympiques de Barcelone, en juillet 1992. Le président du Comité national olympique sud-africain (NOCASA), M. Sam Ramsamy, a annoncé, mercredi 6 novembre, la décision de répondre favorablement à l'invitation du CIO. M. Ramsamy, qui fut pendant des années l'un des artisans du boycott international des sportifs sud-africains, a également révisé qu'un hymne (l'Ode à la joie de Beethoven) et un emblème provisoires (un diamant stylisé sur fond bleu, rouge et vert) seraient utilisés pour représenter l'équipe nationale à Barcelone.

Le sujet est sensible. Le springbok, petite antilope couleur fauve réputée pour sa vivacité, qui a été

jusqu'à présent l'emblème des équipes nationales, est cher au cœur des Sud-Africains. Le ministre de l'Éducation nationale, M. Louis Piensaar, qui a compétence sur les sports, s'est réjoui que les obstacles dressés sur la route des Jeux olympiques aient été enfin levés. « Je partage l'excitation des sportifs », a-t-il dit, estimant que « la participation des athlètes sud-africains aux compétitions internationales est aujourd'hui possible grâce aux décisions politiques du président de la République ». M. Piensaar a cependant déploré le choix d'un nouvel hymne et d'un nouvel emblème : « C'est une gifle sur la figure des Sud-Africains. Le NOCASA n'a pas été élu démocratiquement. Il n'a donc aucune compétence pour décider de ce qui doit représenter l'Afrique du Sud. »

Les athlètes sud-africains ont accueilli la nouvelle avec « bonheur ». Elena Meyer, détentrice du record du monde des 15 kilomètres

et 20 kilomètres sur route, a déclaré qu'elle s'alignerait au départ du 10 000 mètres avec la ferme intention de gagner une médaille d'or. « Mais représenter l'Afrique du Sud à Barcelone est un honneur suffisamment grand en soi », a-t-elle affirmé en confiant qu'il s'agissait là de « la réalisation d'un rêve d'enfant ». Zola Budd, la coureuse aux pieds nus, qui participa aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 sous les couleurs britanniques, s'est déclarée ravie de la présence des athlètes sud-africains. « Je me suis entraînée pendant toutes ces années pour participer aux Jeux olympiques. Mon rêve se réalise et maintenant que j'ai l'occasion de courir pour l'Afrique du Sud, je suis plus motivée que jamais », a confié celle dont l'accrochage avec l'Américaine Marie Decker, en finale du 3 000 mètres, à Los Angeles, reste dans toutes les mémoires.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ TENNIS : la sélection américaine pour la finale de la Coupe Davis. - La Fédération américaine de tennis a sélectionné, mercredi 6 novembre, André Agassi et, pour la première fois, Pete Sampras en simple pour la finale de la Coupe Davis qui opposera les États-Unis à la France du 29 novembre au 1^{er} décembre à Lyon. Ken Flach et Robert Seguso ont été retenus pour le double. Yannick Noah, capitaine de l'équipe de France, devrait faire connaître son choix dans les prochains jours. Un stage de préparation d'une semaine sera organisé à Montreux (Suisse) à partir du 17 novembre.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

46-62-72-24 et 46-62-72-97

CULTURE

THÉÂTRE

La vieille Russie

Satire joviale et grinçante en forme de féerie sombre



COEUR ARDENT
à Créteil

Tout de suite en entrant, devant l'étrange paysage qui semble sorti d'un cerveau ensorcelé par Carabosse, on sait que l'on va avoir affaire à un spectacle de Benno Besson. Depuis qu'il nous est apparu, au Théâtre des Nations avec *le Dragon d'Evgueni Schwartz*, vers 1965 - dont il avait fait, dans un décor surchargé, une féerie satirique, il nous a habitués à son humour « en biseau » : sa façon de mettre en avant une esthétique de chrono, mais un chrono ancien, poétique, bruni, décliné, maléfique, d'où s'élevait le rire moqueur d'un diable qui avait piégé l'ange de l'hyppocrisie. Souvent, Benno Besson - qui se place sans équivoque dans la farce allégorique - dissimule ses personnages sous des masques de toile, qui les font ressembler à des animaux presque humains, les définissent par métaphore, empêchant les comédiens d'adopter un jeu naturaliste.

Dans *Cœur ardent*, d'Ostrowski, créé au Théâtre national de Bretagne, et qui vient à la Maison des arts de Créteil, les acteurs ne portent pas de masques. Benno Besson leur a imposé une voix forcée, qui fait grincer les mots. Ils suivent avec vaillance (1). On dit, et le programme le répète, qu'Ostrowski est « le premier dramaturge russe à se dégager des influences françaises, et à donner à son public un répertoire national nourri des richesses de la langue populaire ». En fait, l'intrigue est celle de tous les vaudevilles de l'époque, de tout le théâtre pour l'argent, et dans tous les pays. C'est l'histoire d'une jeune fille qui, contre la volonté de son père, vient à épouser l'homme qu'elle aime, plus une affaire d'argent volé. Quant aux richesses de la langue, on doit se fier à l'adaptation d'André Markowicz (aux éditions Actes Sud). Est-elle fidèle? Elle est en tout cas agréable.

Mais ce qui nous apparaît bien russe, c'est-à-dire bien rude, entre brutalité et abatement, entre jovialité et

crualité, c'est toute cette société autour du jeune couple, marchands nouvellement enrichis encore paysans, fonctionnaires tout naturellement corrompus. Dans leurs costumes de marionnettes, sous leurs maquillages outrés, même battus, dupes, volés, poursuivis, on les sent trop solides pour être totalement victimes.

Ils sont solides, mais vivent dans un monde de sables mouvants. Le décor - de Jean-Marc Stéhlé, comme les costumes - est une merveille : une maison, une forêt aux couleurs obscures, des formes molles comme des Arcimboldo prêts à dégouliner, rien n'est stable, tout semble en cours de dilution, de métamorphose. C'est peut-être une image de la vieille Russie surgissant d'un limon. Ce n'est pas une image radieuse, mais elle est impressionnante, et grave.

COLETTE GODARD

(1) Annick Alane, Pascal Bongard, Gérard Boudier, Jean-Charles Fontana, Pierre Godard, Jean-Jacques Levasseur, Guy Parigot, Jean-Marie Pétillot, Gilles Privat, Emmanuelle Ramu, Émilien Tessier, Alain Treout.

► Maison des arts, mardi, mercredi, vendredi, samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30, du 8 novembre au 14 décembre. Tél. : 49-80-18-88.

L'Enchantement d'amour

Jean-Pierre Vincent expédie Musset aux hasards de l'aventure

LES CAPRICES
DE MARIANNE
aux Américains de Nanterre

Musset, ou le cancre surdoué. Les charmes de la liberté! Vous prenez le RER, un soir de novembre, temps de chien (« le vent, la boue, les parapluies », bougonnait Degas boulevard de Clichy), pour aller voir aux Américains les *Caprices de Marianne*, et des bribes de Musset jouent des coudes dans vos mémoires, tant il n'y a que lui pour écrire de chic : « Un enfant qui perd la raison... Une fantaisie de solitude... Trompant les femmes avec bonne foi, un peu trop heureux au jeu... Hoffmann, enluminé de punch et ses culottes barbouillées d'encre comme celles de Napoléon... Orangers verts, penes du Vésuve... Une rage de comédie... Ce n'est pas aisé de plaire au chagrin... Goethe quittait sa plume pour examiner un caillou et le regard des heures entières... »

Même décor (de Jean-Paul Cham-bas) que pour *Fantasio*, que Vincent vient de mettre en scène. A votre gauche, un zinc de bar, très long, comme à Broadway ou dans les salons du western (mais on y boit du vin blanc italien). Derrière le bar, des palmiers géants, comme ceux qui équadrent la statue de Joséphine sur la savane de Fort-de-France, mais ces palmiers sont à l'envers, la tête en bas. A droite, un bouquet de mêmes palmiers, la tête en haut. Devant vous, une architecture entre Cisterciens et l'Asie, on dirait une église arménienne, elle est peinte en rose abricot (la ville d'Erevan est cernée par des montagnes d'abricots). Une table, une chaise. Enfin, le gag du décor : un piano grand comme une maison - des pieds hauts comme deux étages, le clavier est long comme deux autobus (l'Octave de Musset viendra un moment s'asseoir, tout petit, devant ce clavier, mais en réalité dessous, comme s'il allait jouer.

Ce qui provoque un « aïe », dans la salle (rappel d'une page de Musset tout à fait du style de Laurémond, qui commence par : « J'en ai vu dont le rire faisait frissonner... ») A quoi ont bien pu penser Vincent et Cham-bas, pour construire ce maxipiano? A Chopin, à Liszt, peut-être, ces dragueurs du piano-forte, devant qui Musset se sentait un « tout p'tit juif », comme disent les Antillais. Bref le décor est si fou, si libre, et, bizarrement, malgré tout cela, si aérien, qu'une pièce de Musset y est comme chez elle, pas gênée aux entournures, un bonheur.

Vont arriver Celio, Octave, Marianne, Claudio... Vous connaissez l'histoire? Celio, amoureux fou de Marianne, et timide comme tout, charge son ami Octave d'accomplir les travaux d'approche. Et c'est, bien sûr, Octave que Marianne, elle, va aimer - comment ferait-elle autrement puisque de toute façon Musset s'est arrangé pour que Celio et Marianne ne se rencontrent jamais? Enfin, Musset n'est pas seul : il a suivi comme un mouton une nouvelle de Ludwig Tieck, *L'Enchantement d'amour*. La violence démente des crises de jalousie du mari de Marianne, le juge Claudio, vont mener au mélodrame : Claudio fait tuer, tue presque lui-même, Celio (Musset aimait beaucoup quelques lignes insolentes où Casanova raconte qu'il laisse, baissant dans son sang, un jeune homme qui ne lui a pas plu, et Casanova s'en veut d'avoir laissé, à cet inconnu, un souffle de vie). Soit dit en passant, Vincent et son costumier Patrice Cauchetier mettent le ruban de la Légion d'honneur au revers du juge-assassin Claudio (Musset repart la Légion d'honneur le même jour que Balzac).

Sincèrement, peu importe tout cela, peu importe le crime, le juge, et le scénario de Tieck. Ce dont Musset avait envie, c'est de faire bouger et

boire, et par moments prendre mouche, des « enfants du siècle » : « une génération ardente, pâle, nerveuse », des paresseux terribles qui « demandent leurs chevaux et s'élancent dans la forêt ». Il y en a « de pâles et de silencieux », comme Celio, et « de joyeux et de verbeux », comme Octave, mais le grand malade qui raconte sa vie dans la confession d'un enfant du siècle s'appelle Octave, comme celui des *Caprices*, Musset, affirme n'avoir pas « de goût pour le sentimentalisme », mais c'est l'ambiguïté de la conduite d'Octave qui va déterminer Marianne à jouer les effrontées. Et nous retrouvons ici, en Marianne, l'un de ces fantasmes tor-dus si particuliers à Alfred de Musset (si tor-dus qu'en fait ils sont insaisissables) : d'une certaine M^{lle} Levasseur, frappée par l'étrangeté de l'Octave de l'enfant du siècle, Musset écrivait : « La douleur elle-même n'était pour elle qu'une séduction des sens. » A creuser...

Jean-Pierre Vincent a lancé sur son théâtre, sur son « désert » dirait Musset, des jeunes gens simples comme bonjour, vêtus passe-partout de tenues noires, chemises blanches, et Marianne en robe simple, et qui savent faire disparaître leur situation d'acteurs. Un air immatériel passe des intuitions de Musset aux échos de ces interprètes, c'est un petit miracle d'absence, de disparition des riens et des pourriels. Clotilde de Bayet (Marianne), Patrick Pissou (Octave), Eric Elmestino (Celio), François Clavier (Claudio), tous leurs camarades, sont aussi vifs, frais, doux ou brusques, que le vent de mai que Musset aimait pour ses libertés, pour son merveilleux manque de manières : « un aventurier, qui livre sa vie au hasard. »

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures. En alternance avec *Fantasio*. Tél. : 46-14-70-00.

MUSIQUES

Magida Roumi, la voix née de la guerre du Liban

Découverte par Youssef Chahine, elle vient pour la première fois en France

Un métomane arabe estimait récemment : « Magida Roumi n'a pas encore le coffre d'une très grande chanteuse de chez nous, mais sa voix sait déjà faire l'essentiel : nous toucher jusqu'au plus profond du cœur. ». Ce timbre clair, à la fois solide et souple, n'a guère changé depuis qu'il fut capté pour la première fois par un très large public oriental, à la sortie, en 1976, d'une version moderne et égyptienne, du « Retour de l'enfant prodigue », mise en film par Youssef Chahine.

Une inconnue, Magida Roumi, encore frêle adolescente, y tenait la vedette à la fois actrice et chanteuse. Ce fut une onde de fraîcheur sur la rive sud de la Méditerranée. On en oubliait les vieilles stars à la voix stérile. Certains comparèrent d'emblée Magida à Asmahan (sœur de Farid El Atrache), une autre voix libanaise rare, née au Caire, et disparue depuis longtemps. Il est vrai qu'avant même sa célébrité caïrote, Magida avait rassemblé un petit cercle d'admirateurs fervents au Liban même, après avoir interprété *O les oiseaux*, antique rengaine un peu bête d'Asmahan.

Et puis, il y eut, pour l'étoile montante retournée au Levant natal, comme un bref fléchissement. Elle se mariait, attendait bientôt un enfant; une escarmouche entre les Libanais chrétiens et les Palestiniens, dans les rues de Beyrouth, devenait une vraie guerre, avec toutes sortes de tristes internationalistes. La carrière de Magida fut un moment compromise. En la plébiscitant, les radios arabes, et d'abord et surtout les stations privées libanaises nées du conflit,

redonneront très vite sa chance à l'ex-M^{lle} Roumi. Son époux était d'ailleurs entre-temps devenu son producteur, et elle est la fille du compositeur Halim Roumi.

En 1980, elle paraissait au Festival tunisien de Carthage dans trois concerts, qui élargirent au Maghreb le contingent déjà très fourni de ses admirateurs arabes. Chrétienne (comme sa compatriote, aïnée, et principale concurrente, Fayrouz), elle ne pourra jamais chanter de complainte islamique, comme le fit Oum Koul-soum. Mais cette restriction ne réduisit guère sa clientèle musulmane. Magida se produisit donc à Beyrouth, alors couverte en deux, quasiment sous les bombes; puis ce furent des tournées tout aussi triomphales parmi la diaspora libanaise du monde entier :

Je viens de Beyrouth en criant à tue-tête / Comme ils ont ajouté de l'essence sur tes flammes / Comme ils ont éteint ses lumières / O Liban, j'aurais voulu te faire revivre / Avec ma voix, avec ma mort.

Au-delà des chansons d'amour à la poésie souvent assez conventionnelle, mais dont raffolent les auditeurs arabes, hommes ou femmes, la longue crise du Liban a donné une autre dimension à Magida Roumi, conférant une note tragique à un personnage et à un

répertoire plutôt porté, au début, sur la seule tendresse amoureuse, ou l'affectivité enfantine (en 1983, la chanteuse grava un album pour les moins de dix ans).

Aujourd'hui, la terre du Cèdre n'est plus hachée par les obus, mais elle est sous tutelle syrienne. Magida a chanté « *Quez donc vos mains de terre sol* ». La censure feint de croire que cet ordre s'adresse aux seuls libanais qui contrôlent une partie du Liban méridional. C'est au moment où les armes se sont tuées, et où chaque mot porte, que Magida a choisi de venir se faire entendre à Paris pour la première fois. A Paris, où réside l'aile la plus résolue des nationalistes libanais, mais où elle s'adressera aussi aux Français en interprétant *Panamam Panam*, dans la langue d'Edith Piaf.

La jolie petite femme à la très belle voix est sans doute trop soucieuse de son avenir en Orient même pour aller plus loin sur le chemin politique. Mais cet épisode, sans doute, restera comme une touche de noblesse sur le cursus de l'artiste.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ
► Palais des congrès de Paris, vendredi 8 et samedi 9 novembre à 20 h 30. Tél. : 46-34-73-19. Fax : 43-26-34-37

Enfantines et arlequinades

Satie, Poulenc et Ravel dans les décors de David Hockney au Châtelet

TRILOGIE FRANÇAISE
au Châtelet

« Cela nous change de Lulu », déclarait à la cantonade un homme du monde visiblement enchanté de sa soirée. Voilà bien en effet un spectacle charmant qui, à défaut de procurer des impressions très vives, fait toujours passer une heure ou deux et laisse en mémoire les jolies couleurs des décors et costumes de David Hockney. Ce sont eux, visiblement, qui avaient attiré une partie du public élégant le soir de la première au TNP, Châtelet, et il faut reconnaître à cette production du Metropolitan Opera, très appréciée du public new-yorkais en 1981, le mérite de servir les œuvres sans lecture intempestive et de ménager dans l'enchaînement de *Parade* de Satie, des *Mamelles de Tirésias* de Poulenc, et de *l'Enfant et les sortilèges* de Ravel, une progression de l'abstrait à l'incantation poétique, puis à la fantaisie féérique.

La mise en scène de John Dexter, réalisée par son assistant Sam Char-ruyer, suit d'une façon générale les indications de la partition. Rien à signaler donc de ce côté-là, sinon une très amusante partie de saute-mouton jouée par trois rainettes dans *l'Enfant et les sortilèges*, et toujours dans cette œuvre, des moments de poésie due à la présence de nombreux enfants dans

la figuration (les chanteurs étant relégués le plus souvent sur les côtés de la scène, à l'exception du petit héros).

Dans *Parade*, et des *Mamelles de Tirésias*, les allusions à la Grande Guerre, à l'esprit français, à Picasso (le coq et l'arlequin...) en accentuant les références culturelles, contribuent à rendre inachevées des parties qui n'ont pourtant pas si mal vieilli. Il devrait être possible néanmoins de présenter sur la musique cruellement neutre de Satie des tableaux d'une exquise insolence aux yeux de la majorité des spectateurs actuels, histoire de retrouver l'esprit de l'œuvre. De même pour l'opéra bouffe de Poulenc que Stéphane André avait su rendre si fort à Lille en 1985 avec la complicité active de Roland Topor. La distribution, honnête dans l'ensemble, sans être exceptionnelle, est dominée par Colette Allio-Lugaz (l'enfant), très en voix, Michel Stencheff, infatigable et éternel mari de Thérèse et Didier Henry, le Directeur qui dit si bien le prologue des *Mamelles*, Susan Roberts (Thérèse, puis la Princesse), est en revanche plutôt insuffisante : on ne la comprend guère et, peut-être à cause des problèmes de la langue, l'émission est instable, tendue. L'Orchestre philharmonique de Radio-France, placé entre les mains d'Eliahu Inbal, excelle à rendre lisibles toutes les subtilités de ces partitions où se croisent tant de pastiches, de clins d'œil et d'attendrissements furtifs. On finissait presque par se persuader que le meilleur du spectacle sort de la fosse. Mais la cohérence de l'ensemble, l'harmonie des couleurs, la gentillesse du propos s'imposent malgré tout comme une évidence.

GÉRARD CONDÉ

► Dernière représentation le 8 novembre à 19 h 30. Diffusion sur France-Musique le 29 novembre. Tél. : 40-22-28-00 et par audiphone : 42-33-00-00.

► RECTIFICATIF. - La chanteuse brésilienne Maria Monte se produira les 8 et 9 novembre à La Cigale, 120, boulevard de Rochechouart, à 21 heures, et non au Baiser salé comme indiqué par erreur dans notre sélection hebdomadaire du « Monde des Arts et Spectacles » daté du 7 novembre. Rens. : 42-23-15-15. Locations : 3 Fnac, Virgin Mégastore, 3615 Bille-tel.

Par ailleurs, le pianiste Ivan Moravec ne se produira pas le 11 novembre à l'Abbaye royale de Fontevraud, mais le 11 juillet 1992. Rens. : (16) 41-51-73-52.

Nusrat Fateh Ali Khan, chanteur élu

NUSRAT FATEH ALI KHAN
à l'Abbaye royale de Fontevraud
(Maine-et-Loire)

Nusrat Fateh Ali Khan vient de terminer une série de trois concerts triomphaux au Théâtre de la Ville de Paris, salle attentive et très au fait des courants mondiaux de la musique (1). C'est là que le chanteur pakistanais avait fait ses premiers pas européens en 1985, avant d'aborder le Festival d'Avignon, puis d'intégrer l'écurie du label anglais Real World, créé par la rock star Peter Dinklage. A l'Abbaye de Fontevraud, le voilà rendu, aux côtés du somptueux joueur de ney iranien Mohammad Musavi, inscrit au même programme, à une dimension que les succès internationaux ont

tendance à gonfler : le mysticisme, ici, le soufisme dont les chants qaw-walis sont une des expressions les plus singulières.

Grand chanteur, Nusrat Fateh Ali Khan est aussi un personnage hors du commun. L'homme rassemble à un Boudha, le regard tourné vers une éternelle méditation. Mais capable d'éclats grimpants sur l'échelle des gammes comme autant de flèches décochées à la gloire d'Allah. Le chant qawwali, apparu vers le onzième siècle dans les confréries soufies de Lahore, revenu en Inde après un détour par la Perse, aime le rythme, la fête laudative, mais aussi la mise en scène. Les huit musiciens et chanteurs qui accompagnent Nusrat Fateh Ali Khan ont, à l'image du maître, l'exubérance intense. Assis en tailleur sur deux

rangées, joueurs de tabla et d'harmo-niums portatifs, ils assurent le continuum du chant et son expansion. Virtuose vélocité, Nusrat entraîne sur des pentes vertigineuses du chant qawwali son neveu, jeune homme attentif à la voix encore mal formée. Le duo se complète, les efforts de l'élève donnant la juste mesure du talent de l'ainé.

V. M.

(1) Prochain concert de Musiques du monde au Théâtre de la Ville : Fim-prère, auteur-compositeur, brésilienne Joyce, le 11 novembre, à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.

► Les 9 novembre à 21 heures et le 10 novembre à 17 heures, à Fontevraud, dans le cadre de la saison musicale de l'Abbaye royale. Tél. : 41-51-73-52.

(Publicité)
**Le MUSÉE
DE LA MONNAIE
sera ouvert
le 11 novembre,
13 h - 18 h.
Entrée gratuite.
11, quai Conti,
75006 PARIS.**

**Rimbaud
à La Villette**
La Grande Halle de La Villette
côté l'année Rimbaud par un
Parade Sauvage qui dure vingt-
quatre heures sans interruption,
du 9 novembre à 14 heures, au
10 novembre à la même heure.
Y participent quelques poètes
paris sur les traces de l'enfant
rebelle - Abdelkrim Chawki,
Serge Sautreau, Jacques Lacar-
rière, Alain Jouffroy, Kadhim
Jihad...
Il y aura aussi de la musique
avec Rhys Chatham, Jean-Louis
Chautemps, François Jeannet,
Ray Lema, John Cale, Tom Ver-
laine, et des chansons avec Léo
Ferré (à 21 heures), Jean Gui-
doni, Maria Béa, Jacques Héga-
lin, Philippe Léotard, et des
textes dits par Pierre Clémenti,
Lucinda Mikel, Richard Bohrin-
ger, Jean-Pierre Vincent, plus
des interventions de Bartabas
et de ses chevaux, d'Igor et de
ses oiseaux, de griots éthio-
piens, tandis que de minute à
l'autre on pourra assister à un
rituel amnésique... Enfin Jean-Paul
Chambas, Hervé di Rosa, Pla-
cid, Loulou Picasso, Jean Fau-
cheur rendront, à leur façon,
hommage au poète.
► Tél. : 40-03-39-03, entre
11 heures et 18 heures.

CULTURE

EXPOSITIONS

Leçon d'histoire d'un entrepôt

Les chefs-d'œuvre des arts décoratifs de 1814 à 1848 rassemblés au Grand Palais

A Versailles, le 17 mars dernier, l'Étude Marin Desbœuf dispersait avec succès la collection Castille, prestigieuse ensemble de mobilier et d'objets Charles X. Le résultat (24,5 millions de francs pour une estimation de 13 à 14 millions de francs) a confirmé l'engouement d'un véritable public d'amateurs pour ces pièces de qualité (du mobilier gothique en bronze de la duchesse de Berry à la table à dessin du comte de Chambord), intérêt pour le style Charles X, enfin trois mois plus tard à Monaco, chez Sotheby's (vente London). Autant dire que l'exposition du Grand Palais consacrée aux arts décoratifs de 1814 à 1848 tombe juste.

Sur les traces de quelques passionnés (Imbert, Chelo, les époux Castille), un musée remet à l'honneur un style autant qu'un art de vivre, celui qui va répondre sous l'impulsion du mécanisme royal (Louis XVII, Charles X puis Louis-Philippe) et de la bourgeoisie montante. Aux Tuileries, dès 1814, de retour dans le palais de leur père, les Bourbons vont remplacer à leur convenance une partie du mobilier des Grands Appartements ainsi que la salle du trône en faisant appel à des décora-

teurs tels que Belanger ou Dugout. Entre 1819 et 1849 ont lieu sept expositions des produits de l'industrie française. Elles témoignent de l'extraordinaire savoir-faire des artisans, ébénistes (Werner, Jacob-Desmalter), orfèvres (Odier, Cahier) et bronziers, autant que de l'avènement d'un art industriel.

En 1849, une médaille d'or est ainsi obtenue par Meynard pour son «ébaucherie de consommation». Comme en Autriche (à la même époque où apparaît le style Biedermeier), ce règne du beau à petits prix est marqué par le passage d'une organisation artisanale à des structures modernes : fabrication en série, création de «couches de modèles», «ouverture de magasins de curiosité», d'articles de Paris comme Le Petit Dunkerque rue de Richelieu, ou L'Escalier de Cristal au Palais-Royal. Une rationalisation de la production et du commerce adaptés au goût du confort, intimisme d'ailleurs mis à la mode par la duchesse de Berry, en réaction à l'étiquette somptueuse de l'Empire. Succédant aux aubettes et aux bronzes clinquants, voici qu'apparaissent des meubles d'utilité - commodes, guéridons, tables à ouvrage, - fonctionnels et mobiles

(beaucoup de sièges à roulettes), adoucis par le jeu des courbes, des cols de cygne, des pieds de biche, des dossiers à violon, de toutes ces palettes de bois clair (citronnier, érable, orme), ornés de marqueterie d'ébène ou d'amarante.

C'est autour de 1839 que les restes d'inspiration néo-classique se consomment dans le grand bazar des styles, des citations puisées par les décorateurs romantiques et les lettrés de Walter Scott dans le Moyen Âge (le style «troubadour»), puis la Renaissance. On s'inspire également de la Chine, de l'Orient, le tout dans une savoureuse apogée de l'imitation et de l'éclectisme : voir l'extraordinaire cabinet chinois en porcelaine et bronze, le plus grand meuble jamais réalisé à Sévres (1849), ou encore cette étonnante paire de vases baptisée «fantaisie à Chimères» avec anses dragons et cartouches dorées dans le «style indien».

La période 1814-1848 est capitale parce qu'elle annonce la naissance de l'art de vivre moderne (le salon, la chambre à coucher, les premiers «living»), le meuble comme bien de consommation et le triomphe de l'historicisme. Deux aspects qu'une

telte rétrospective aurait pu éclairer. Hélas, le résultat est décevant. L'exposition, qui n'a pu se faire que grâce au soutien d'un mécène de la dernière heure (LVMH), est tassée dans un décor d'ordinaire qui prend trop souvent des allures de garde-meubles. A quel bon entreposer les chaises néo-gothiques de la comtesse d'Ormond, un vase de Jacob-Petit, le somptueux coffret de la reine Amélie, le berceau du duc de Bordeaux, la toilette de cristal de Desnau-Charpentier, si le manque de place interdit perspective et mise en valeur ? L'espace est trop étroit, certes. Alors pourquoi ces merveilles doivent-elles disparaître sous la masse du mobilier du marquis de Louvois et des sièges du château d'Eu ? N'existaient-ils pas d'autres moyens que l'inventaire plat ou la reconstitution amnésique, pour suggérer, raconter une histoire du goût ? On ressort du Grand Palais les yeux brillants mais la tête vide. Les images défilent muettes. A moins de se plonger dans le monumental catalogue conçu comme un dictionnaire de plus de cinq cents pages, où il ne manque rien, ni la bibliographie, ni les illustrations placées face aux fiches techniques rédigées par d'importants spécialistes, ceux que Proust appelait les «célibataires de l'art».

LAURENCE BENAÏM

► Un âge d'or des arts décoratifs (1814-1848), au Grand Palais : jusqu'au 30 décembre. Catalogue de l'exposition : 547 p., 550 F.

CINÉMA

Néoréalisme africain

Une comédie adolescente pour dénoncer la corruption et la censure

LAAFI de Pierre Yaméogo

A la différence de la plupart des cinéastes africains, le réalisateur du Burkina Pierre Yaméogo s'est volontairement abstenu d'avoir recours aux splendeurs visuelles des paysages et aux beautés des mythes et récits traditionnels. Il raconte une histoire contemporaine, et qui se passe en ville : «C'est important de montrer la ville, explique-t-il. Même si elle est minoritaire, c'est là que se tient le pouvoir.» Sous les dehors d'une comédie d'adolescents, il dénonce plusieurs fléaux qui malmènent les pays du tiers-monde, la corruption, la fuite des cerveaux, la censure.

Les tribulations sentimentales de son jeune héros dans les rues d'Ouangadougou (dont le nom n'est pas cité : ce pourrait être nombre d'autres capitales d'Afrique noire), ses buvettes et ses fêtes, et les démenties du garçon avec l'administration scolaire, dessinent le sort d'une génération de bacheliers qui, pour continuer leurs études, sont obligés d'aller à l'étranger. Mais, comme de bien entendu, les meilleures places sont réservées aux enfants des dignitaires. Un journaliste qui tentera de dénoncer les aberrations du système verra son émission interdite. «Le film est entièrement fondé sur des événements réels, certains sont autobiographiques», souligne Yaméogo.

Réalisé avec un évident manque de moyens techniques et financiers, interprété par des comédiens amateurs, pour la plupart des

lycéens qui jouent leur propre rôle, le film est entaché de quelques maladresses. De ses personnages, tellement typés qu'ils en deviennent caricaturaux - même si de pareilles caricatures se rencontrent, au naturel, derrière bien des bureaux africains - se dégage par moment un didactisme gênant. Mais la légèreté-même du dispositif, sa mobilité, son côté «sur le vif», l'évidente sincérité de cet avatar tropical du néoréalisme lui donnent une redoublante énergie.

Laaafi signifie «tout va bien», par dérision évidemment. Tout ne va pas complètement mal pour le cinéma africain : des films comme celui-ci, même inaboutis, recréent de vraies promesses.

JEAN-MICHEL FRODON

► Les cinémas du pluralisme. - Paris est la ville du monde qui accueille la plus grande diversité de films. Pour maintenir et améliorer ce pluralisme, «l'aide aux cinémas d'initiative privée» contribue financièrement à la sortie des films, grâce à des fonds alloués par le CNC et les ministères des affaires étrangères et de la coopération. Le CNC vient de signer avec cinq salles parisiennes, le Balzac, l'Entrepôt, l'Utopia, le Latina et les Parnassiens, une convention selon laquelle elles s'engagent (avec un soutien financier) à garder les films à l'affiche au moins quatre semaines. L'opération a démarré avec le Voleur de chevaux de Tian Zhuang Zhuang à l'Entrepôt et Laafi de Pierre Yaméogo au Balzac et à l'Utopia.

théâtre de la bastille

27 oct et 13 nov
19h30 et 20h30

Léo Katz
et ses œuvres
triptique de Louis-Charles Sirjac
avec Irina Dolé
Daniel Kerguelen, Maria Marm
Anne Nouzelet, Jean-Luc Porzec

12, 23 et 24 novembre (les Grands) / 13h30
43 57 42 14
76, rue de la République 75011 PARIS

PETIT MONTPARNASSE

Soyez les Premiers
PREMIERES
50% DE RÉDUCTION
DU 5 AU 15 NOV.

JACQUES
AUDIBERTI
Les Patients
mise en scène
GEORGES VITALY

LOC. 43 22 77 74

OPERA DE PARIS

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ARTISTES MUSIENS.

POUR DES POSTES DE VIOLONS, ALTOS, VIOLONCELLE, CONTREBASSES, CLARINETTES, COR, ET PERCUSSION.

DU 9 DECEMBRE AU 3 FEVRIER 92.

RENSEIGNEMENTS AUPRES DE L'INTENDANT DE L'ORCHESTRE
TEL : 40 01 18 38

THÉÂTRES PRIVÉS DE PARIS

Soyez les Premiers
aux
PREMIERES

Une nouvelle pièce
c'est toujours
une aventure passionnante.

Soyez curieux avant les autres,
découvrez en priorité
les nouveaux spectacles de la saison !
Afin que vous soyez encore
plus nombreux à partager le plaisir
de la découverte,
le syndicat des Directeurs de Théâtres
Privés crée pour la saison

LES PREMIERES

50% de réduction sur
toutes les places
pour les premières représentations

ATELIER 46 06 49 24
COMEDIE CAUMARTIN 47 42 43 41
COMEDIE DE PARIS 42 81 00 11
ESSAIEN DE PARIS 42 78 46 42
MAIN D'OR - BELLE DE MAI 48 05 67 89
PETIT MONTPARNASSE 43 22 77 74
STUDIO des CH. ÉLYSÉES 47 23 35 10

Ces Théâtres présentent
une création en novembre.
Pour connaître les dates
des PREMIERES,
contactez-les directement.

**“ C'EST FACILE D'ALLER AU THÉÂTRE.
AVEC LES PREMIERES,
C'EST ENCORE MOINS CHER ! ”**

ARMIDA

Production : ANCAL
Avec le concours du Conseil Régional d'Ile de France,
du Conseil Général de l'Essonne, de la Mairie
et d'ART 2000 Giverny

Direction musicale : Christophe Cain
Mise en scène : Christian Gangneron
Ensemble Muséologique
Chorégraphie : Wilfride Piffet
Jean Guizetrix

14 et 16 novembre - 20h30

Location : 64 62 77 77

La Ferme du Buisson

L'Auditorium

Musique traditionnelle

- 8 novembre **Inde**
Amjad Ali Khan (sarod)
- 9 novembre **Burkina-Faso**
Les Etoiles du Houet (percussions/chant)
- 15 et 16 novembre **Asie Centrale**
Tadjiks, Ouzbeks, Ouïgours
(musiques classiques et populaires)
- 22 novembre **Inde**
Parveen Sultana (chant)
- 23 novembre **Inde du Sud**
Sruthi Laya (ensemble de percussions)
- 29 et 30 novembre **Iran**
Révélation du Festival d'Avignon 1991
Hadj Ghorban Soleimani (dotâr/chant)
Maître Shah-Mirza Moradi (zurna)
- 19 h **L'Auditorium/Châtelet**
Porte Saint-Eustache, Forum des Halles
Entrée 105, rue Rambuteau
75001 Paris

France Inter

FOUNDATION
SACEM

Location 40 28 28 40
Minitel 3615 Châtelet

MAIRIE DE PARIS

UN FILM DE
CLAUDE
ZIDI

LA TOTALE ! 18
DÉCEMBRE

مكتبة من الكتب

SPECTACLES

JEUDI 7 NOVEMBRE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar., de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 14 h à 18 h.

L'ECRIT, LE SIGNE, AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ECRIVAINS. Galerie de la BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.

MARCEL LODS. Photographies d'architecture. Galerie du CCI. Jusqu'au 6 janvier 1992.

RECENTES ACQUISITIONS DU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE. Fonds de dessins et autographes. Salle d'art graphique. Jusqu'au 1^{er} décembre.

NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

ROBERT WILSON. Mr Bojangles memory and son fire. Galerie du CCI. Jusqu'au 27 janvier 1992.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-48-49-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CARPEAUX : DESSINS DES COLLECTIONS DU MUSÉE DE VALENTIENNES. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1^{er} janvier 1992.

CRAYON, ENCRE OU TERRE CUITE. ESQUISSES D'HENRI CHAPU (1853-1891). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

MUNCH ET LA FRANCE. 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

EDVARD MUNCH PHOTOGRAPHIE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre 1991.

LA PAYSANNE MOISSONNEUSE. DE LÉON LHERMITTE. Photographies de Charles Lhermitte - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier 1992.

ARTHUR RIMBAUD (1854-1891). Portraits, dessins, manuscrits - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). Jeu. ven., sam., dim. de 9 h à 18 h, mer. de 9 h à 21 h 45. Le musée sera fermé le 11 novembre.

DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE. Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

GRAVURES ALLEMANDES DU XV^e SIÈCLE. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Sculptures allemandes du Moyen Âge). Jusqu'au 20 janvier 1992.

SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE. Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet couplé avec Gravures allemandes du XV^e siècle). Jusqu'au 20 janvier 1992.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-81-27). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LIEUX COMMUNS, FIGURES SINGULIÈRES. Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Espanower.

LES AMOURS DES DIEUX. La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

GERICAULT. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages, (42-88-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h, mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre 1992.

SALON DES INDÉPENDANTS. RETROSPECTIVE PAUL DELVAUX. (42-56-45-12). T.J. de 10 h à 19 h. Entrée : 45 F. T.R. 30 F. Du 7 novembre au 24 novembre.

UN AGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848). Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

MUSÉES

L'ATELIER D'ARY SCHEFFER. Musée de la vie romantique - maison Ary Scheffer, 16, rue Chapal (48-74-95-38). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

GIOVANNI BOLDINI. Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (42-24-07-02). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

BRONZES BOUDOIRIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUÉ. CEYLAN. Chefs-d'œuvre des Musées du Sri Lanka. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-85). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février 1992.

LES CAPITULES DE TOULOUSE. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-27-60-00). T.J. et lun. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Visites guidées sur demande au 40-27-62-18. Entrée : 20 F. Du 7 novembre au 5 janvier 1992.

D'UNE MAIN FORTE. Manuscrits hébraïques des collections françaises. Bibliothèque nationale, galerie Mansart, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. de 12 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.

DESIGN DES MATÉRIAUX PLASTIQUES TECHNIQUES. Palais de la découverte, salle 54, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 24 novembre.

LES DUBUFFET DE DUBUFFET. Donations de l'artiste au musée, œuvres de 1942 à 1967. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 19 h, dim. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

GIVENCHY, 40 ANS DE CRÉATION. Musée de la mode et du costume, palais Galliera, 10, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (47-23-85-23). T.J. et lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 45. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mars 1992.

GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE 1991. Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs, 2, rue Vivienne (47-03-81-26). T.J. et lun. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 23 novembre.

RENÉ LALIQUE. Musée des arts décoratifs, galerie d'actualité, 107, rue de Rivoli (42-80-32-14). T.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 19 h, dim. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 23 novembre.

MAURICE ROCHER. Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (40-46-24-97). T.J. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 novembre.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-59). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 décembre.

LES THÉÂTRES DE PARIS. Mairie du X^e, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin. T.J. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

LES VISCONTI. ARCHITECTE. Mairie du VI^e, 5, rue de Valenciennes, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-29-12-78). T.J. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

ANDRÉ WILQUIN. Publications. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-80). T.J. et lun. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 novembre.

MARIE DE MEDICIS ET LE PALAIS DU LUXEMBOURG

19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.J. et lun. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1992.

BRIGITTE NAHON. Musée Carnavalet, 28, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 28 F. Jusqu'au 7 novembre.

PARIS-HAUSMANN. Le pari d'Haussmann. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 5 janvier 1992.

PICASSO, JEUNESSE ET GENÈSE. Dessins 1893-1905. Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 25 novembre.

RITES FUNÉRAIRES PRÉHISTORIQUES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-63-70-60). T.J. et mar. et jours fériés de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F (billet donnant droit à la visite du musée). Jusqu'au 27 janvier 1992.

SEMPÉ. Pavillon des arts, 101, rue Rembrandt (42-33-82-50). T.J. et lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 janvier 1992.

UN CERTAIN DERRAIN. Musée de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 25 F. dim. : 13 F. Jusqu'au 20 janvier 1992.

CENTRES CULTURELS

BORDERIE, FLEURY, LORAY, LUMA, BERNARD TRAN ET HÉLÈNE MERMET. Maillet. Hôpital Echinard, 2-4, rue Carpeaux (45-27-92-82). T.J. et lun. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 23 novembre.

MARISA BOULLAS, NORMA PEDROCHE, CARLOS DEOLARTE, JAVIER SAAVEDRA. Nouveaux regards mexicains. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-48-16-26). T.J. et lun. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 16 novembre.

CAROLYN CARLSON VUE PAR RAPHAËL-DIDIER DE L'HOMMELET. Institut finlandais, 60, rue des Écoles (40-51-85-08). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Jusqu'au 24 novembre.

DYNAMIQUES CONTEMPORAINES. Centre Valérie-Bruzeaux à Paris, Beaubourg, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-25-78). T.J. et lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 9 novembre.

LÉON GISCIA. Paris Art Center, 36, rue Falguère (43-22-39-47). T.J. et lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

CHIRÈNE HAUVETTE. Suite... sans fin. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (48-33-00-36). T.J. et lun. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

YVES TILAK. Peintures du soir. Carré des peintures du soir de Paris, esplanade du château de Vincennes (45-65-72-92). T.J. et lun. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 8 F (entrée du parc). Jusqu'au 15 décembre.

ROGER MARIAGE. Fondation Taylor, 1, rue de Valenciennes (48-78-13-54). T.J. et lun. et mar. de 12 h à 19 h. Du 7 novembre au 13 décembre.

LOUIS MOILLIET. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-78-13-54). T.J. et lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 10 novembre.

LES PARIS-PAIS. FRANÇOIS SCHEIN. Espace Éclair, 6, rue Récamier (45-44-10-03). T.J. et lun. de 12 h 30 à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 décembre.

BERNARD PIERRE. Fondation Mona Bismarck, 34, avenue de New-York (47-23-38-88). T.J. et lun. de 10 h 30 à 18 h 30. Du 12 novembre au 14 décembre.

MAURICE ROCHER. Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (40-46-24-97). T.J. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 17 novembre.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE LYON. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-59). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 décembre.

LES THÉÂTRES DE PARIS. Mairie du X^e, 72, rue du Faubourg-Saint-Martin. T.J. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

LES VISCONTI. ARCHITECTE. Mairie du VI^e, 5, rue de Valenciennes, 78, rue Bonaparte - place Saint-Sulpice (43-29-12-78). T.J. de 11 h 30 à 18 h. Jusqu'au 30 novembre.

ANDRÉ WILQUIN. Publications. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Fiquier (42-78-14-80). T.J. et lun. et mar. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 novembre.

ART EN BOITES. Les humoristes associés. Galerie satirique Martine Moisan, 8, galerie Vivienne (42-97-48-66). Jusqu'au 16 novembre.

FERNANDO BARATA. Galerie Forcade, 30, rue Beauregard (48-07-02-20). Du 9 novembre au 4 décembre.

LAURENT BAUDE. Métaformes. Galerie Jean-Gabriel Moreland, 8 bis, rue Jacques-Caliot (43-28-12-05). Jusqu'au 16 novembre.

BERLIN, PARIS BAR. Galerie Arcueil, 9, av. Maignon (42-99-18-16). Jusqu'au 9 novembre.

FREDÉRIC BLEUET. Galerie Christine Marquet de Vasselot, 18, rue Charlot (42-76-00-31). Jusqu'au 20 novembre.

BERNARD BORGEAUD. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 30 novembre.

PAYSAGES FLAMANDS DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-80-15-03). Jusqu'au 20 décembre.

PEINTURES ET DESSINS D'ÉCRIVAINS. La Galerie, 9, rue Guénégaud (43-54-95-85). Jusqu'au 14 décembre.

ARTHUR PENICK. Galerie Lesage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 décembre.

PORTRAIT DE L'ARTISTE. Images des peintres 1600-1890. Galerie Habibet & Co, 137, rue du Faubourg Saint-Honoré (42-89-84-63). Jusqu'au 9 novembre.

QUENEAU. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 23 novembre.

BERNARD RANCILLAC. Galerie Krief, 50, rue Mazurine (43-29-32-37). Du 7 novembre au 3 décembre. / Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé (45-62-36-59). Jusqu'au 30 novembre. / Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Du 7 novembre au 30 novembre.

MAURICE ROCHER. Femmes et suppliciées. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (45-04-81-00). Jusqu'au 23 novembre.

CHRISTINE ROHMER. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-80-86-31). Jusqu'au 22 novembre.

JEAN-MICHEL SANCHEZ. Galerie Fontaine et Parnet, 23, rue Charles (42-78-03-50). Jusqu'au 23 novembre.

MANFRED SCHLING. Galerie François Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 22 novembre.

SETON SMITH. Galerie Uri et Orli, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B (42-74-56-56). Du 9 novembre au 7 décembre.

PHILIPPE SOMMERHALTER. Galerie loft Jean-François Rouillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (45-33-18-90). Du 7 novembre au 21 décembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 9 novembre.

ANTONI TAPIES. Galerie Lalong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-18). Jusqu'au 15 janvier 1992.

THE PENCIL OF NATURE. Galerie Samia Saouma, 18, rue des Courbes Saint-Gervais (42-78-04-44). Du 9 novembre au 5 décembre.

MICHEL TOURLIERE. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-64-28). Jusqu'au 7 décembre.

BERNARD TURLOT. Galerie Bernard et Gwendolyn Zurcher, 19, rue de l'Abbaye Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 14 décembre.

UN CABINET D'AMATEUR. Galerie Claire Surus, 16, rue de Lappe (43-35-36-90). Jusqu'au 16 novembre.

ANDRÉ VIGNOLES. Wally Findley Galerie internationale, 2, av. Maignon (42-78-04-26). Du 7 novembre au 14 décembre.

PATRICK WOLFF. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Du 7 novembre au 14 décembre.

YANKEL GELER. Yoshi, 8, av. Maignon (43-59-73-46). Du 12 novembre au 12 décembre.

PATRICIA MONTIEL. Galerie Présence

11, 17-19, rue de Lappe (43-28-95-55). Jusqu'au 9 décembre.

VIK MUNIZ. Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.

MAX NEUMANN. Galerie Maeght, hôtel La Rabours - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Jusqu'au 9 novembre.

BLINKY PALERMO. Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme (42-72-99-00). Jusqu'au 7 novembre.

PAYSAGES FLAMANDS DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. Galerie d'art Saint-Honoré, 267, rue Saint-Honoré (42-80-15-03). Jusqu'au 20 décembre.

PEINTURES ET DESSINS D'ÉCRIVAINS. La Galerie, 9, rue Guénégaud (43-54-95-85). Jusqu'au 14 décembre.

ARTHUR PENICK. Galerie Lesage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 décembre.

PORTRAIT DE L'ARTISTE. Images des peintres 1600-1890. Galerie Habibet & Co, 137, rue du Faubourg Saint-Honoré (42-89-84-63). Jusqu'au 9 novembre.

QUENEAU. Galerie Jean Peyrolle, 14, rue de Sévigné (42-77-74-59). Jusqu'au 23 novembre.

BERNARD RANCILLAC. Galerie Krief, 50, rue Mazurine (43-29-32-37). Du 7 novembre au 3 décembre. / Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé (45-62-36-59). Jusqu'au 30 novembre. / Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Du 7 novembre au 30 novembre.

MAURICE ROCHER. Femmes et suppliciées. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (45-04-81-00). Jusqu'au 23 novembre.

CHRISTINE ROHMER. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-80-86-31). Jusqu'au 22 novembre.

JEAN-MICHEL SANCHEZ. Galerie Fontaine et Parnet, 23, rue Charles (42-78-03-50). Jusqu'au 23 novembre.

MANFRED SCHLING. Galerie François Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 22 novembre.

SETON SMITH. Galerie Uri et Orli, 48, rue de Turenne, 2^e étage, escalier B (42-74-56-56). Du 9 novembre au 7 décembre.

PHILIPPE SOMMERHALTER. Galerie loft Jean-François Rouillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (45-33-18-90). Du 7 novembre au 21 décembre.

PIERRE TAL-COAT. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 9 novembre.

ANTONI TAPIES. Galerie Lalong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-18). Jusqu'au 15 janvier 1992.

THE PENCIL OF NATURE. Galerie Samia Saouma, 18, rue des Courbes Saint-Gervais (42-78-04-44). Du 9 novembre au 5 décembre.

MICHEL TOURLIERE. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-64-28). Jusqu'au 7 décembre.

BERNARD TURLOT. Galerie Bernard et Gwendolyn Zurcher, 19, rue de l'Abbaye Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'au 14 décembre.

UN CABINET D'AMATEUR. Galerie Claire Surus, 16, rue de Lappe (43-35-36-90). Jusqu'au 16 novembre.

ANDRÉ VIGNOLES. Wally Findley Galerie internationale, 2, av. Maignon (42-78-04-26). Du 7 novembre au 14 décembre.

PATRICK WOLFF. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Du 7 novembre au 14 décembre.

YANKEL GELER. Yoshi, 8, av. Maignon (43-59-73-46). Du 12 novembre au 12 décembre.

PÉRIPHÉRIE

ATHIS-MONS. Jean Orl. Hommage à Fernando Pessoa. Bibliothèque municipale, 2 bis, rue Paul-Vaillant-Couturier (80-48-48-18). Jusqu'au 30 novembre.

LA PEINTURE PORTUGAISE CONTEMPORAINE. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (47-12-77-95). T.J. de 9 h à 18 h.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Le JCK allée au tapis. Aspects du tapis en France, de l'art nouveau à l'art contemporain. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (47-12-77-95). T.J. de 9 h à 18 h.

PARIS EN VISITES

VENREDI 8 NOVEMBRE

« La place Dauphine, le Pont-Neuf et les vestiges de l'enceinte de Philippe-Auguste », 10 h 30, métro Pont-Neuf, côté Samaritaine (Paris autotour).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 10 h 30 et 14 h 30, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlois).

« Exposition : Munich et la France », 11 heures, perron du Musée d'Orsay, à l'éléphant (M^{me} Cases).

« De l'ancienne comédie » au couvent des Cordeliers, 14 h 30, métro Mabillon (Paris pittoresque et insolite).

« Picasso : la quête d'un génie », 14 h 30, Musée Picasso (Le cavalier bleu).

« De l'hôtel de Sully au palais Soubise », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine (Sauvageur de Paris historique).

« L'hôtel de Soubise et ses appartements royaux », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Arts et costumes).

« Versailles : l'orangerie de Marais », 14 h 30, couvent d'hommes, sous la statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« Des bords de Seine à l'église Saint-Eustache en passant par les Halles », 14 h 30, métro Pont-Neuf, sortie Samaritaine (M. Flammang).

« Chapelles et cités d'artistes dans le quartier de la Tombe-lisère », 14 h 30, angle rue Serretotte/rue

21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 14 décembre.

CHATELAIN-MALABRY. Chateaubriand et le Sacrement de la nature. Maison de Chateaubriand - la Vallée-aux-Loups, 87, rue Chateaubriand (47-02-58-51). T.J. et lun. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 22 décembre.

CHATELAIN. Lopez y Lopez. Pavillon des Salons, 3, rue Sadi-Carnot (46-57-22-11). T.J. et lun. et mar. de 15 h à 19 h. Jusqu'au 14 décembre.

CLAMART. Ruggieri Pazzi. Gerolamo Schen. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châpigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.

ECOULEN. Livres du comédien, bibliothèque d'Anne de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Écouen (93-90-04-04). T.J. et mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Jusqu'au 18 décembre.

EVRY. Dessain de ville. Aigle d'Art contemporain, Agence 110, Grand-Place (93-91-56-29). T.J. de 9 h à 18 h, dim. de 15 h à 18 h. Du 7 novembre au 30 novembre.

FRESNES. Les Années 60 à Fresnes. Écomusée, ferme de Cozminville, 41, rue Maurice-Téssier (46-66-08-10). T.J. et lun. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, mar. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.

IVRY-SUR-SEINE. Pincemin, Gelzer, Menicoboni, Helfinger. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonard (45-60-25-06). T.J. et lun. et jours fériés de 12 h à 19 h, dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 novembre.

MELUN. Henri Chapu et la sculpture de son temps. Espace Saint-Jean, 26, place Saint-Jean (84-52-10-95). T.J. et lun. de 13 h à 19 h, dim. de 14 h à 19 h. Du 7 novembre au 12 janvier 1992.

LE MÈS-SUR-SEINE. Dessain de Carpeaux. Musée Henri Chapu, 937, rue Chapu (84-57-06-51). T.J. de 15 h à 18 h. Du 8 novembre au 22 décembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Anselme Bob-Vivra. L'Arrière, château de Gif-sur-Yvette, 17, rue de la République (45-62-73-73). T.J. et lun. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.

NOISY-LE-GRAND. Salon d'arts plastiques de Marne-la-Vallée. Espace Michel-Simon, 36, rue de la République (45-62-27-73). T.J. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 23 novembre.

PONTOISE. Armand Guillaumin (1841-1927). Musée Pissarro de Pontoise, 17, rue de Châteaux (93-30-02-40). T.J. et lun. et mar. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.

RUEL-MALMAISON. Loggia, prix de Rome. Musée national du Château de Malmaison, avenue du Château de Malmaison (47-49-20-07). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 décembre.

SAINT-CLLOUD. Retrospective Henri Bagnard. Musée municipal, jardin des Aulxelles, 30 rue, boulevard de la République (46-02-67-18). T.J. et lun. de 14 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Masques de fer. Un officier romain du temps de Caligula. Musée des Armées nationales, château de Saint-Germain (94-51-53-65). T.J. et mar. de 17 h à 19 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 4 février 1992.

SUCY-EN-BRIE. Les Peintres de Sucey. Centre culturel de Sucey, ferme de Grand-Vall (45-90-25-12). Mer., sam., dim. de 14 h à 18 h. Du 9 novembre au 15 novembre. Ferme de Grand Vall, annexe 2 (45-90-25-12). T.J. de 14 h à 18 h. Du 9 novembre au 15 novembre.

SÈVRES. Retrospective Jean-Paul Van Lith 1957-1991. Musée national de céramique, Sévres, place de la Manufacture (45-34-99-06). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 24 F. Jusqu'au 30 décembre.

FORMIDABLE !

Le Prestigieux Cabaret de Paris

20 h Dîner Champagne et Revue 803 F
22 h et 24 h Champagne et Revue 120 F
PRIX NETS - TAXES ET SERVICE COMPRIS

MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
82 BOULEVARD DE CLICHY - 75018 PARIS
RESERVATIONS : 01 46 06 00 18 ET AGENCES
PAR 42 30 00

→ ANNUAIRE ELECTRONIQUE

L'HERMÈS

Editeur universitaire depuis 22 ans

DROIT ECONOMIE - GESTION LANGUES DES AFFAIRES

catalogue gratuit sur demande

13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

LIVRES • IDÉES

Le vertige des carnivals

Jeu de masques grotesques et hilarants, composé de métaphores somptueuses
le nouveau roman de Severo Sarduy est un livre sur la connaissance de la douleur

POUR QUE PERSONNE NE SACHE QUE J'AI PEUR
de Severo Sarduy.
Traduit de l'espagnol (Cuba)
par Aline Schulman et l'auteur.
Gallimard, « La Nouvelle Croix du Sud », 205 p., 98 F.

Autant le dire une fois pour toutes : dans les constellations si enchevêtrées de la littérature sud-américaine, l'œuvre du Cubain Severo Sarduy brille d'un éclat splendide et solitaire, sans lien perceptible avec nulle autre – à l'instar de ces « vagabondes bleues » dont la théorie de l'évolution stellaire ne parvient pas à expliquer l'existence, et auxquelles l'écrivain a naguère consacré un texte (1) qui, en dépit de sa brièveté, contient l'essentiel de sa manière, cette « poétique du rire » qu'Edmund Wilson attribuait au seul Ronald Firbank.

Né à Camagüey en 1937, il quitta pour toujours son pays vingt-trois ans plus tard, alors que bien des intellectuels européens, professionnels du *mea culpa*, mais prophètes incurables, accusaient de Cuba le triomphe du « Lâcher maximo ».

N'emportant avec lui que ce qu'il ne pouvait laisser – les cadences afro-caribées de sa terre et le fâste de son imagination, ce flot de papillons des tropiques qu'il allait lâcher au-dessus des jardins de Le Nôtre, – Sarduy s'installa à Paris. Or, ayant trouvé une sorte de famille parmi les écrivains de *Tel Quel*, il se consacra, pour le principal, au roman, sans négliger ni l'essai ni la poésie.

Et volait parfois du temps pour la peinture, pour l'édition d'ouvrages du domaine ibéro-américain, hier aux éditions du Seuil, aujourd'hui chez Gallimard où il vient de relancer « La Croix du Sud » (2), cette belle collection avec laquelle Roger Caillois fit

découvrir la littérature de tout un continent. « Un livre vient nous rappeler qu'il y a un plaisir du langage de même étoffe, de même soie que le plaisir érotique, et que ce plaisir du langage est sa vérité », observait Roland Barthes à propos du deuxième roman de Sarduy, *Écrit en dansant* (Seuil, 1967). Et, certes, ce qui frappe de prime abord chez lui, c'est la singularité de son écriture : cette langue qui semble être une matière résistante comme un métal, mais qui cède, se plie et assimile les plus surprenantes captures d'une imagination à l'état pur, puis mûrit et cristallise dans la forme exacte vers laquelle tout son labeur d'écrivain est orienté.

Cela dit, cette phrase contrôlée à une syllabe, à un accent près, comme pour dompter la fantaisie débridée qui la porte, correspond à un « monde », lui aussi strictement personnel, à une vision de la réalité saisie et réinventée à travers les prismes de la parodie, du travestissement et, en particulier, d'un mimétisme culturel ou social, animal ou scientifique, grâce auquel les choses qui semblent frappées d'isolement se trouvent soudain rapprochées par une parenté évidente. Ainsi, et pour ne citer qu'un exemple, il arrive à Sarduy de mettre en parallèle les bras en spirale de la Voie lactée, la chaîne structurée comme une double hélice de l'ADN, et les tours hélicoïdaux du chef-d'œuvre de Borromini, l'église romaine de Saint-Yves-de-la-Sagesse, pour prouver les fondements naturels de l'art baroque (3).

De son premier roman, *Gestes* (Seuil, 1965), jusqu'à *Pour que personne ne sache que j'ai peur*, son sixième, l'univers de Sarduy est peuplé de présences humaines dissimulées derrière des masques qui combinent dans l'expression la dérision et l'effroi, la terreur et l'hilarité, leur cortège entraînant une excitation louche, équivoque ;



Severo Sarduy : un mélange de précision et de fantaisie débridée

et, dégradé, caricaturé, le vertige de ces carnivals jadis sacrés dont les personnages se conduisent, de plein droit, au rebours de toute norme, truculents, licencieux, sacrilèges. Ne semblent-ils posséder qu'une fragilité de rêve ? C'est que leur être n'est qu'un paraître.

Cependant, comment oublier le couple que forment, dans *Maltréya* (Seuil, 1980), la Suffocante et la

Divine, jumelles aux pouvoirs surnaturels que la puberté leur retire, et qui, n'aimant que le cliquant, se trouvent réduites à interpréter des opéras de M^{me} Mao Zedong, en bleu de travail ? Ou ces cantatrices « aux canins transistorisés » proférant « des blasphèmes électroacoustiques », serrant sur le cœur « un Louis II de Bavière en camée », en guise de porte-bon-

heur ? Ou, encore, la mort du maître bouddhiste qui, s'étant refusé à transmettre le message divin dont il était le porteur, repart vers la sarabande des réincarnations ?

Sur fond de hantises métaphysiques, très proches du bouddhisme, les romans de notre Cubain faisaient appel jusqu'à présent au rire, par la hardiesse de l'invention et l'extravagance des images, lesquelles atténuent la mélancolie portée philosophique. Comme disait Valéry de Mallarmé, Sarduy a toujours eu « une sorte de goût du marivaudage avec l'absolu ».

En revanche, dans le roman que voici, et alors que l'auteur n'abandonne pas ses épouvantails hauts en couleur, un élément qui demeurait à l'état latent se fait jour : la douleur, « la connaissance de la douleur ».

En dépouillant l'ouvrage de ses métaphores somptueuses et déliantes, on trouve l'histoire d'un enfant mal-aimé qui a essayé d'empoisonner sa famille. Et qui, d'abord enfermé dans une léproserie et recueilli ensuite par une mégresse chef de gang et patronne d'un bordel, devient l'esclave de celle-ci, en échange d'un verre de lait sucré. Avant de s'empêcher d'une jeune fille, symbole, à ses yeux, de l'innocence, dont il perd la trace et qu'il ne retrouvera qu'au bout d'une errance désespérée dans les rues de La Havane, mais lascive, offerte aux caresses de vieillards, dans un théâtre de maison close...

Depuis quelques années, et avec un bonheur incomparable, Sarduy ne cesse d'aborder le sonnet, forme des formes – comme on dit « cantique des cantiques », en ce que ses exigences modulent la pensée, régissent le cœur. Serait-il interdit d'imaginer que cet exercice, le plus ardu pour un poète, se trouve à l'origine même de cette perfection cristalline, de ces moments exquis de détente, de cette densité dans la transparence, de ces merveilles de rapidité qui scandent les pages de son roman ? Aussi paradoxal que cela puisse paraître, celui-ci contient, comme le sonnet, l'impossible promesse d'une pérennité du langage, de la poésie – bref, de la littérature.

Hector Bianciotti

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Gens de bonne compagnie

Dans la *Descente du fleuve*, Pierre Moinot donne une leçon de classicisme élégant : un style dense et limpide, orné de mots précieux et des personnages qui dialoguent sur un ton de bonne compagnie. Le premier roman de Patrice Orceel semble commencer au beau milieu d'une conversation entre narrateur et lecteur. C'est le livre prometteur d'un dilettante doué, dans une tradition bien française.

Page 22

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

Le sourire des statues

Elle ne s'appelait pas Kathie comme l'héroïne de Henri-Pierre Roché, ni Catherine comme celle du film de François Truffaut, ni Jeanne comme l'actrice qui l'incarnera au cinéma. Elle s'appelait Helen. Elle rencontra Franz Hessel (Julius) en 1912 à Paris et devint la maîtresse de Roché en 1920. En 1953, cette histoire d'amour devint un roman : *Julius et Jim*. L'éditeur, André Dimanche, nous permet, grâce au *Journal* et aux lettres d'Helen Hessel, d'avoir la version féminine de l'aventure.

Page 22

LITTERES ÉTRANGÈRES

L'homme des frontières

A l'occasion du Carrefour des littératures européennes de Strasbourg, qui a lieu du 8 au 11 novembre, nous publions un extrait de la conférence inaugurale prononcée par Claudio Magris. En pensant à la situation en Yougoslavie, ce natif de Trieste, a écrit une méditation sur les idées de frontières et de passages.

Page 27

Rimbaud en chair et en mots

RIMBAUD LE FILS

de Pierre Michon.
Gallimard, « L'un et l'autre »,
120 p., 87 F.

La littérature comme enchantement. La littérature comme bonheur : bonheur à chaque phrase reconstruite, à chaque inflexion de l'écriture confirmée et amplifiée. Enchantement et bonheur dans lesquels l'auteur, façonnant mot à mot son objet, conduit le lecteur. Mais ne nous méprenons pas : le plaisir du texte, dans *Rimbaud le fils* comme dans les autres livres de Pierre Michon, est un seuil, une invitation à pénétrer plus loin ; non pas là où le plaisir cesse, mais au moment où il prend le poids et l'épaisseur d'une vérité.

Auteur rare et exigeant, Michon est le contraire d'un précieux, d'un miniaturiste, qui recherche l'élégance et le raffinement du bel effet. Singulier, heurté, ne fuyant ni la tension ni la violence, son travail de stylistes s'effectue en fonction du sens, en attente de lui. Michon, qui sait lire et qui a beaucoup lu, écrit pour approcher cet objet qu'il se donne, pour connaître quelque chose de lui. Lecteur, notre plaisir, la nature de notre plaisir, est de voir, dans la trame même de l'écriture, se constituer ce sens, se dessiner un visage.

Ce visage est celui d'Arthur Rimbaud. Non pas le Rimbaud tel qu'il peut être déduit de l'enquête biographique ou d'incertaines analyses psychologiques. Non plus le Rimbaud de l'anecdote ou du mythe, celui de l'éternelle et mièvre révolte adolescente, ou celui reconstruit par la seule abusive, Isabelle, et son bien-pensant

mari, Paternie Barichon, ou encore la « mystique à l'état sauvage » de Claudel ou le Rimbaud qui « a voulu nous tromper » d'André Breton ou enfin celui qu'Alain Borer ne cesse de mettre en mouvement. Pas non plus le Rimbaud de circonstance, celui du centenaire, avec tambour et trompette. Mais un Rimbaud de chair et de mots, avec la « rime obscure » qui frappe l'une contre l'autre la colère et la charité, la rancune infinie et la miséricorde...

Un Rimbaud proche et cependant inaccessible, dressé dans toute l'épaisseur, dans toute la lumière de son mystère, avec son génie, cet attribut comme surnaturel qui ne se manifeste jamais en soi, sur le tête de l'homme ou dans son corps vivant et visible, ni nimbe, ni vigueur, ni beauté, ni jeunesse, mais qui se manifeste pourtant dans d'intimes effets, et qu'on vérifie dans la perfection de petits morceaux de langue codés plus ou moins longs, écrits, noirs sur blanc.

Comme il l'avait fait pour Van Gogh dans la *Vie de Joseph Roulin* ou pour Goya, Watteau et Piero della Francesca dans *Maîtres et serviteurs*, ou encore dans ses humbles *Vies minuscules* (1), Pierre Michon se place ici, par rapport à Rimbaud, de côté, obliquement. C'est à partir de la périphérie, des circonstances accessoires, des figures secondaires, qu'il cherche à dégager et à animer le visage du poète. De l'objet statufié du culte, de l'icône, il fait une chair vivante de mots, de poésie, d'existence, d'incertitude, de contradiction. Parce qu'il sait bien que ce point, postulé par Breton, où tous les contrastes s'abolissent et se donnent la main en une sorte de

ronde mystique et laïque est une néchante chimère en ce monde déshérité.

Et, de fait, il s'anime étonnement l'homme multiple qui bouillonne dans Paris, loin de la « Vulgate » collective qui ne cesse de s'écrire depuis un siècle, loin du « tourniquet herméneutique », du « moulin de l'interprétation emballé autour d'une œuvre petite et fermée comme un poing, serrée comme un poing sur un sens réservé, une œuvre née d'une vie déchirante comme un poing d'homme qu'on a coupé ».

Il n'y a pas une thèse ou une hypothèse unique à l'origine du livre de Pierre Michon. Il n'y a pas plus une anthèse cherchant à résumer l'érudition des autres. Il y a en revanche un faisceau d'images – à partir de l'iconographie connue – et d'idées ; il y a des questions, des rêves, des évocations... Celle, magnifique et primitive, toute de violence contenue, de Rimbaud et de Verlaine qui, en dépit des cadences et des nombres issus de la voyance, en dépit de tout poème, s'abouchent ; derrière ces persiennes ils trépident dans la vieille tourrée aveugle des corps nus ». Celle de la séance imaginée chez Carjat en 1871 et le célèbre « portrait ovale qui passe autant que l'œuvre entière, ou peu s'en faut » de Rimbaud avec son regard dur et perdu, triste, superbement hautain ; cette photographie « sur laquelle la cravate éternellement penche, la cravate dont éternellement on ne connaît pas la couleur ».

Le livre de Pierre Michon était annoncé sous un autre titre, le *Grand Rimbaud*. L'auteur a préféré finalement *Rimbaud le fils* – manière sans doute de se situer

autrement dans la perspective du tableau : le fils de Vitalité, Cull, « fille de la campagne et femme mauvaise », « créature d'improvisation et de désastre » et d'un « fantôme » de père, le Capitaine dont « l'ombre » tient lieu de présence. On ne sait pas vraiment ce qu'il en fut de cette famille. Mais cette ignorance n'est pas un empêchement.

Rimbaud lui-même, sans doute, ne savait pas, ne savait rien, comme tout fils, de sa relation à sa mère. Et Michon ne sait pas lui non plus. Et c'est de cette ignorance que lui aussi doit partir. C'est d'elle qu'il tire cette image saisissante de Vitalité « chassée des affections du fils, répudiée, moquée, exclue du monde et dévouée... » qui « disparaît du nombre des créatures visibles et se réfugia tout à fait dans le fils, tenant ses vieilles jupes à deux mains bondit sans reste à l'intérieur du fils, dans ce cabibi obscur et jamais ouvert en nous-même... »

Le livre de Pierre Michon est de toute beauté, bien sûr. Mais il est aussi plus important qu'il n'y paraît. Sa marginalité, sa modestie, ses particularités ne doivent pas nous être des alibis pour réduire commodément cette importance et mettre Michon au rang des petites curiosités littéraires. A la manière d'un Francis Ponge qui s'attacherait au rendu de l'humain, Pierre Michon rend hommage à la langue qui est la sienne. Il faut le suivre là, le lire.

Patrick Kéchichian

(1) *Vies minuscules* (Gallimard, 1984) : *Vie de Joseph Roulin* (Verdier, 1988) ; *Maîtres et serviteurs* (Verdier, 1990) et aussi *L'Empereur d'Occident* (Fata morgana, 1989).

JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT

LA RÉTICENCE

«Un écrivain. Un vrai. Et bien qu'il ne se passe rien dans ses livres, nous irions jusqu'à dire : le plus imaginaire, sans doute, de sa génération.»

Jean-Louis Ézine,
Le Nouvel Observateur



65 F

MINUIT

PRL - UN/Adress

كتاب من الأدب

هكذا من اجل

LE FEUILLETON de Michel Braudeau

LA DESCENTE DU FLEUVE

de Pierre Moinot.
Gallimard, 236 p., 90 F.

UN DILETTANTE A LA CAMPAGNE

de Patrice Orcel.
Gallimard, 208 p., 88 F.

ENTRE deux fourmées de prix littéraires, il est toujours intéressant de lire les romans de ceux qui ont délibérément choisi de ne pas concourir, en paraissant trop tôt ou trop tard, parce que leur auteur est trop célèbre ou trop inconnu, que leur éditeur y croie ou non, puisqu'il y a de tout dans cette loterie. Ainsi l'on peut déguster à loisir le dernier ouvrage de M. Pierre Moinot, de l'Académie française, dont le crâne sympathique est suffisamment couvert de lauriers pour qu'il puisse se permettre de publier « hors compétition ».

M. Moinot est un auteur rare et précieux, ce qui ne va pas toujours de pair, puisqu'il y a des gens rares dont on a toujours trop et des écrivains féconds dont on n'est jamais repu. Ancien conseiller à la Cour des comptes, conseiller technique d'André Malraux au ministère de la culture en 1960 et 1961, directeur du Théâtre, puis des Arts et des Lettres, membre du conseil de l'ORTF, Pierre Moinot s'est trouvé un temps mêlé aux épineux problèmes de la réforme du système télévisuel.

Comme cet ancien résistant a beaucoup de santé, il ne s'est pas noyé dans les honneurs ni les tracas d'une commission destinée à rajouter et à ordonner le petit écran, perpétuel irréparable. Il a poursuivi son œuvre littéraire, commencée en 1950 avec *Armes et bagages*, et, trois ans plus tard, *la Chasse royale*, qui manqua le Goncourt, malgré le soutien prestigieux de la présidente Colette ; puis *la Blessure*, le *Sable vif*, l'un prix de l'Académie française, l'autre prix des Libraires, jusqu'au *Guetteur d'ombre*, qui reçut le prix Femina en 1979.

Le héros de *la Descente du fleuve* est un homme d'âge mûr, encore vigoureux, dont la profession d'archéologue ou plus exactement de préhistorien comparatiste s'exerce aux quatre coins du monde, là où se trouvent des vestiges éloquents des premiers hommes. Il revient pour l'heure du haut plateau de la cordillère des Andes où il est resté de longues semaines à fouiller les pierres dans un paysage pelé et glacial. Il est redescendu sur terre, au niveau de la mer, dans le sud de l'Espagne, auprès de sa compagne Mo, une belle rousse particulièrement aimée, dont il observe les premières griffures de l'âge, l'imperceptible désarroi. A dire vrai, il n'est pas vraiment revenu. « Peut-être avais-je tout simplement, comme après chaque éloignement, du mal à rentrer dans ma peau ».

C'EST ce léger malaise, ce décalage horaire supérieur, décalage spatial autant que temporel, qui fournit son meilleur moteur au roman de Pierre Moinot. A chaque fois qu'il s'endort et rêve, dès qu'il se réveille ou à n'importe quelle occasion, en contemplant la nuit, en écoutant le bruit des bateaux, notre archéologue dérive vers là-haut. Il se souvient de Huancamachay, du plateau froid où l'air est rare et les efforts pénibles, d'Angelica la Péruvienne à chapeau blanc



Pierre Moinot : une leçon de classicisme élégant

Gens de bonne compagnie

qui se lavait dans l'eau du lac et qui l'observait, de Luis et Rosa, dont le bébé avait gelé, et il lui faut toujours un certain délai pour reprendre pied dans le réel en Espagne, échapper au flux et au reflux de la mémoire d'un lieu à l'autre.

Heureusement, c'est un homme sensuel et assez épris de Mo pour saisir chaque occasion de se ressourcer en elle. Il pense beaucoup à leur fille, Claire, qui attend un enfant. Il pense au temps, à l'usure (« Je me dis que rares sont les amours qui connaissent le bonheur des anges, de ne désirer que ce qu'ils sont »), à un voyage en Afrique avec son ami Jérôme au pays des griots, à la fiévreuse des corps malgré l'amour : « Et je descendais lentement vers le fleuve que je connaissais si bien, qui ne cessait de couler en dessous de tous les gestes et moments ordinaires de l'amour, dont le cou-

rant charriait pêle-mêle les éblouissements les plus nobles et les inventions barbares, les mots fangeux, les obsessions bourbeuses et brutales dans un formidable élan sans furie... » Cette descente du fleuve est le cours de toute vie, l'archéologue est payé pour savoir comment le temps passe, et la difficulté aussi qu'il y a à se retrouver dans le même lit avec la même femme, au fil du temps, en évitant le partage des eaux.

Le style de Pierre Moinot est dense et limpide, parfois un peu recherché, orné de mots précieux, et ses personnages dialoguent sur un ton de bonne compagnie qui n'est pas toujours l'apanage du naturel, mais au bout du compte cette leçon de classicisme élégant est belle et salutaire. Il est nécessaire de poser de temps à autre des repères du goût, surtout quand l'époque le chahute.

UN jeune auteur de quarante ans — parce que la quarantaine c'est l'adolescence pour un romancier, qui ne livre ses meilleurs fruits qu'assez tard dans la vie —, Patrice Orcel, publie un premier roman hors mode, fort classique lui aussi. Non pas dans le sens où l'est celui de Pierre Moinot : au contraire l'auteur use et abuse de la répétition, un des plus solides tabous que l'on nous enseignait à l'école, en fait même un trait distinctif de son style personnel, et l'on s'aperçoit au passage que cette répétition tant redoutée chez nous alors que les anglophones n'y prêtent aucune attention, n'est absolument pas gênante.

Au contraire, elle introduit une familiarité immédiate avec l'auteur, un de ces dilettantes comme il se définit lui-même, un dilettante doué dans une tradition bien française, de ce genre d'auteurs qui dès la première ligne vous prennent par le bras, vous confient qu'ils préfèrent la campagne en hiver, qu'ils n'ont pas bien mangé la veille et qu'ils ont un ami formidable, Vésigneux, qui habite le Palais-Royal. Comme si de but en blanc c'était un « sujet de roman », comme si vous brûliez d'envie, en achetant le roman, d'avoir des nouvelles de Vésigneux.

L'auteur paraît ne faire que reprendre une conversation interrompue avec vous, où il est question de la campagne dans le Périgord, des déboires de la belle ville d'Autun, qui n'est plus ce qu'elle était, des meilleurs plats du *Grand Vétour* (le livre à la sauce poivrée), de la meilleure amie de l'auteur, la belle Demianias, de sa vieille gouvernante, des difficultés qu'il a de poursuivre son étude sur Saint-Simon après avoir abandonné le violoncelle et son emploi à la Société d'édition musicale, etc., certain que tout cela vous passionne.

Et le truc de ce narrateur vagabond et désinvolte, son talent, c'est que cela marche. Bien sûr vous éprouvez tout de suite de la sympathie pour son ami Vésigneux. Vous partagez son amour de Saint-Simon, de Bussy-Rabutin, de la campagne en hiver, même si vous estimez, d'un point de vue hépatique, qu'il force un peu sur les poires pochées à la vanille. En fait, il vous plaît, il peut vous balader dans n'importe quel village ou restaurant ou coin de sa bibliothèque et vous parler de la mort de son père dans un petit bordel en province, tout vous amuse, surtout sa perpétuelle mauvaise humeur.

Il rale sur presque tout et tout le monde, les Allemands aussi bien que les comédiens qui jouent Racine. C'est son tempérament. Et quand il n'a d'autre exutoire, il recopie des pages de Saint-Simon, cela ne sert à rien, file à la corbeille, mais c'est un moyen de sucer la substantifique moelle de l'œuvre adorée. « Écrire et copier, lire et se taire, voilà tout ce qui nous est donné. » Lire et nous taire, c'est notre programme pour la semaine, content d'avoir croisé au passage un si volubile et brillant rouspéteur.

JOURNAL D'HELEN HESSEL et LETTRES A HENRI-PIERRE ROCHÉ (1920-1921)

Traduction d'Antoine Raybaud,
notes de Karin Grund.
Ed. André Dimanche,
613 p., 240 F.

EN 1906, les gens ne modéraient pas leurs espérances. Ils ne devaient pas quel visage aurait le siècle. Ils jubilaient à la pensée d'être bientôt modernes. Ils croyaient à l'avenir. C'est le métier des jeunes époques. Elles ne savent pas encore quelle amertume donne le futur quand il se trouve derrière vous, et qu'il s'appelle futur antérieur...

Cette année-là, l'Etat venait à peine de se séparer de l'Eglise. La France allait réhabiliter le capitaine Dreyfus. Et, lorsqu'il débarqua de Berlin, Jules (c'est-à-dire Franz Hessel) se rendit tout droit au café du Dôme. Montparnasse était déjà une république turbulente et cosmopolite, où se retrouvaient les jeunes rêveurs de toute l'Europe. Franz Hessel y rencontra Jim, c'est-à-dire Henri-Pierre Roché.

Ils se lièrent d'amitié sans perdre une minute. Après quoi, ils conversèrent pendant des années. C'est cela l'amitié : ces conversations qui oublient l'heure, et qui ne connaissent pas les arrière-pensées. Né en 1880, Franz Hessel était allemand et juif. Venu au monde l'année précédente, Henri-Pierre Roché était français, mais il avait une âme internationale. Ils écrivaient tous les deux. Ils menaient des vies de dilettantes. Roché s'occupait de peinture. Et il essayait de comprendre le mystère des femmes. Les amours qu'il avait ressemblaient à des études : il se renseignait sur les âmes féminines. Dans sa *Romance parisienne* (1), Hessel dirait qu'ils recherchaient les plaisirs « par goût de la connais-

sance ». Ils aimaient les trios : deux amis épris d'une même femme. Ils commencèrent avec Marie Laurencin, peut-être à cause de son « nom magique » et de son face-à-main.

Franz Hessel et Henri-Pierre Roché voyagèrent. Ils visitèrent Munich et l'Italie. Puis, ils allèrent en Grèce, parce que « le sourire d'une statue de Chalcis » les avait fort intrigués. Toujours le mystère des femmes... En 1912, au café du Dôme, Franz Hessel accueillit une jeune Berlinoise qui faisait de la peinture et venait se perfectionner à Paris. Elle ne s'appelait pas Katha (comme dans *Jules et Jim* (2), le futur roman d'Henri-Pierre Roché), ni Catherine (comme dans le film qu'en tirerait François Truffaut), ni Jeanne (comme Jeanne Moreau, qui interpréterait le rôle). Elle s'appelait Helen. Sans accents ni « s » final, s'il vous plaît. Et surtout, elle avait le même sourire que « la statue de Chalcis ». Ses traits se modelaient de la même manière, et l'on ne savait laquelle avait volé le sourire de l'autre. Les femmes ne devaient pas se permettre de ressembler à des statues. Les conséquences que cela entraîne sont impossibles à mesurer.

Franz et Helen repartirent pour Berlin. C'est là-bas qu'ils se marièrent, durant l'été 1913. Ils firent un bref retour à Paris, pour aller se promener « le long du cimetière Montparnasse », avec Henri-Pierre. Cela lui donna juste le temps de

HISTOIRES LITTÉRAIRES par François Bott

Le sourire des statues



découvrir qu'il avait envie de la jeune femme. Après quoi, la guerre ajourna les rêves de tout le monde.

ELLE dérangea cruellement les façons de vivre. Henri-Pierre Roché traversa l'Atlantique et travailla pour le Haut-Commissariat français de Washington, tandis que Franz Hessel se retrouvait « sur le front de l'Est », où il écrivit *Romance parisienne*. Les souvenirs d'une époque insouci-

C'est seulement en 1920 que les deux amis reprirent leur conversation. Les fureurs de la guerre avaient interrompu la dernière phrase, et les points de suspension avaient duré des années. Le sentiment d'avoir vieilli trop vite s'ajoutait à la question que l'on se pose lorsqu'on a perdu le fil de son discours : où en étais-je ?

Au mois d'août, Henri-Pierre Roché se rendit dans le village où vivaient Helen et Franz Hes-

sel, non loin de Munich. Ce que la guerre avait empêché allait s'accomplir ou se consommer. Sans doute Helen avait-elle encore un sourire de statue. C'est pourquoi elle trompa Jules avec Jim. Et l'Allemagne avec la France. Elle faisait ce qu'elle avait envie de faire ; « Nager et jouer au tennis, canoter et faire de la voile » ; « danser devant une locomotive », « sauter dans la Seine » ou s'offrir une nouvelle passion.

Elle donna sa propre version de cet amour dans un journal qui va de juillet à octobre 1920, et que publie l'éditeur André Dimanche, avec les lettres qu'elle adressa ensuite à Henri-Pierre Roché. « Si j'étais un homme, lui avait-elle déclaré, je serais comme vous. » « Il m'embrasse tout doucement, religieusement en quelque sorte », écrivait-elle aussi. En 1990, André Dimanche nous a permis de lire deux années des *Carnets* d'Henri-Pierre Roché (de juillet 1920 à décembre 1921). C'était la « version masculine » de l'aventure (3).

Voici donc un *De l'amour moderne*, à deux voix. Il est écrit, de chaque côté, dans le fameux « style sec » stand-hélien. C'est même un style télégraphique. Tout est rapide, impatient. Les circonstances ou le destin réclament que l'on se dépêche. La manière d'écrire est marquée par la certitude que le bonheur s'accomplit et se consume très vite. Parient du premier regard

qu'elle avait jeté sur Roché, après la guerre, Helen notait : « Je le regarde brièvement et me fais une joie de l'examiner avec précision plus tard. » Cela s'était passé le 10 août 1920. A cette date, Henri-Pierre Roché s'était dit à lui-même : « Je ne l'aimerais que si je ne peux faire autrement. » Il excusait d'avance la passion qu'il éprouvait déjà. Quant aux « plus tard » invoqués par la jeune femme, ils allaient arriver sans attendre, car elle avait l'impression de « boire le futur »...

LORSQU'ELLE serait une vieille dame, Helen Hessel se rappellerait les « extases » et les « désastres d'un amour éperdu et perdu ». Elle quitterait l'existence en juin 1982. Elle serait enterrée dans ce cimetière Montparnasse auprès duquel, en 1913, elle avait deviné, sans doute, les pensées diverses d'Henri-Pierre Roché... Franz Hessel n'aurait pas les faveurs de la fortune. Obligé de fuir son pays, à la fin des années 30, il retournerait en France. Interné dans un camp voisin d'Alsace-Provence, il retrouverait sa liberté pour mourir à Sanary, au début de 1941.

Quant à Roché, il attendrait d'avoir plus de soixante-dix ans pour écrire *Jules et Jim*, et le roman paraîtrait seulement en 1953. Mais le vieillissement n'y changeait rien. Le style était toujours rapide, toujours impatient. Il restait le même que dans les notes des années 20. Henri-Pierre Roché avait entrepris ses *Carnets* dès 1902. Il continuerait de les tenir jusqu'à sa mort, au printemps 1959. C'était « la comptabilité de ses aventures ». Souhaitons de pouvoir bientôt découvrir celles-ci dans leur intégralité.

(1) *Romance parisienne* de Franz Hessel à paraître chez Maro Seli, en 1990. Traduction de Liza Maro.

(2) *Jules et Jim* a été réédité dans la collection « Folio ».

(3) *Carnets d'Henri-Pierre Roché. Les années Jules et Jim*. Avant-propos de François Truffaut, Ed. André Dimanche, 1990.

EDN
MARI

LA LITTÉRATURE FRANÇAISE

La mémoire de la mer

Pour son troisième livre, Martine Robier affirme son style mais manque la construction de son récit

LES HASARDS DE LA MER

de Martine Robier.
Flammarion, 292 p., 105 F.

De Martine Robier, qui publie son troisième roman, on aime l'élégance, le goût du souvenir, des sensations, le talent pour parler de la mer, de ce Cotentin qui la hante, presque à l'austère et violente, déchirée par la fureur des tempêtes d'équinoxe. Dans les deux premiers livres de cette femme de quarante ans née à Cherbourg, *le Veilleur du marais* et *le Vol du grisard* (1), le Cotentin était à lui seul un personnage, «*elle*» personnage, peut-être. Il l'est encore dans *les Hasards de la mer*, où tous les amoureux des océans retrouveront le plaisir des vents coupant le souffle, des odeurs fortes, de la mer au large, «*la lointaine, la profonde, celle du soleil, des intempéries*».

Werner Schlegel, un jeune ingénieur allemand, qui vit depuis dix ans avec Claire, une universitaire française faisant des recherches sur Victor Hugo (sur *les Travailleurs de la mer*), se rend à l'usine atomique de Brest-Laval, dans le Cotentin, où il doit diriger une opération de récupération de déchets nucléaires. Voilà pour l'incident, le prétexte qui permet à Martine Robier d'entamer son roman.

Werner est de ces Allemands qu'on a nommés «*enfants nés après*», les «*enfants posthumes*» de la seconde guerre mondiale. Son père, officier de la Kriegsmarine, a disparu, avant sa naissance, au large du Cotentin, entre les îles de Serq et d'Aurigny. Il a été élevé par son oncle, dans la vénération du père — et par son grand-père, amoureux de la France : «*C'est un autre pays, la France,*



Martine Robier par Imeli Jung

chuchotait son grand-père, que le souvenir de la guerre forçait à parler à voix basse «*un pays où l'on aime la vie...*». C'est dans ce pays que Werner a choisi de vivre. A Cherbourg, Werner est accueilli par Pierre Fournier, un homme massif d'une soixantaine d'années, qui a fait «*tous les métiers de la mer*» et qu'on appelle à l'aide au moindre risque. Pierre avait vingt ans, pendant la guerre. Il a gardé,

en secret, l'image d'un jeune Allemand, Johann, qu'il aurait pu aimer en d'autres temps. Les souvenirs de Pierre et le passé de Werner rapprochent étrangement ces hommes. C'est ce qui se noue entre ces deux-là, qui n'auraient jamais dû se rencontrer, que Martine Robier, avec minutie et délicatesse, démonte et montre dans ce texte. Malheureusement elle ne s'en tient pas à cette confrontation

— qui va au plus profond du destin de deux individus et de deux peuples, — à ce qui fait la force de son roman.

Et une fois encore — cet automne cela tourne à la rengaine — on se demande quel éditeur a relu ce manuscrit. Pourquoi avoir laissé ce jeune écrivain talentueux s'empêtrer dans son récit ? Il était, certes, légitime, pour un troisième roman, de vouloir multiplier les personnages, créer des seconds rôles. Mais il aurait fallu une maîtrise que Martine Robier ne possède pas encore. Il suffisait de lui dire.

Passé encore le symbole un peu lourd qui s'annonce lorsque Claire découvre qu'elle attend un enfant, alors que son compagnon, «*le fils posthume*», se trouve sur les lieux de la disparition de son père. Mais l'arrivée de Maxime, comédien de renom, premier amour de Claire, ne «*passé*» pas du tout. Cette «*diversion*» n'apporte rien à l'histoire, l'affaiblit même, casse le rythme, brise la tension de l'affrontement entre Pierre Fournier et Werner Schlegel, bref, affadit l'ensemble.

D'aucuns, bien sûr, penseront que relever ces défauts est une bien curieuse manière de soutenir un écrivain qu'on apprécie. Est-ce tellement évident ? La démission de la critique, l'alternance actuelle — louange excessive, invective ou injure — est le plus sûr moyen de tuer tous les livres. Et il n'est pas contradictoire de dire que *les Hasards de la mer* n'est pas une réussite parfaite, tout en affirmant qu'il faut encourager Martine Robier, qu'elle devrait trouver son public et que l'on continuera, ici, de suivre son travail parce qu'on aime sa manière, obstinée et tranquille, sa modestie, sa subtilité, son goût de la langue française et sa passion pour les jeux cruels de la mémoire.

Josyane Sarigneau

(1) Flammarion (Le Monde des 20 mai 1988 et 12 janvier 1990).

Le nihiliste de Tarascon

ALBUM D'UN PESSIMISTE

d'Alphonse Rabbe.
Edition établie et présentée par Edouard Roditi.
Suivi du Portefeuille d'un pessimiste, édition établie, présentée et annotée par Jacques-Rémi Dahan.
José Corti, 357 p., 115 F.

Pourquoi Alphonse Rabbe n'est-il jamais parvenu au rang de légende ? Pourquoi son *Album d'un pessimiste* a-t-il la réputation d'être un vaticane pour voyageurs chagrins, un analgésique pour suicidaires désolés ? Est-ce parce que ce touche-à-tout eut la malencontreuse idée de naître (en juillet 1784) en Provence, d'avoir, aux dires de ses proches, gardé toute sa vie l'accent du pays, et que ses lecteurs, aussi bien disposés soient-ils, ne peuvent prendre au sérieux un nihiliste qui aurait l'accent de Tarascon ?

Tous les ingrédients étaient réunis pour que, dans notre bibliothèque, Alphonse Rabbe se voie assigner une place dans la même cellule qu'un Lautréamont ou un Edgar Poe. Il eut le bon goût de contracter jeune la syphilis et de s'adonner sur le tard à l'opium avant de s'offrir une belle mort, une de ces morts suspectes dont on ne sut s'il s'agissait d'une crise cardiaque, d'un accident dû à l'abus d'opium ou d'un suicide par overdose de dégoût.

La légende aurait pu retenir aussi qu'il mourut défiguré : la syphilis fit de tels ravages que son ami Victor Hugo, lui rendant visite peu avant sa mort, en frémir d'horreur : «*Ses paupières, ses narines, ses lèvres étaient rongées ; plus de barbe et des dents de charbon. Il n'avait conservé que ses cheveux dont les boucles blondes flottaient sur ses épaules, et un seul œil.*» Ainsi mourut Alphonse Rabbe que Baudelaire, les surréalistes et Joe Bousquet devaient faire entrer dans le cercle des écrivains «*pourris de modernité*». Que Leopardi et

Madame de Daffand auraient admis à leurs côtés, dans le sérail des désespérés, et que Chamfort aurait parrainé et présenté à son club des moralistes au visage rongé par les «*chancres du cœur*».

Peut-être Alphonse Rabbe souffrit-il de la précellence de Chamfort, à qui l'on ne peut s'empêcher de le comparer. Comme Chamfort il publia de son vivant des livres sans grand intérêt (un pamphlet contre les missionnaires, une histoire de l'Espagne) et d'innombrables articles ; auparavant il s'était lancé dans la politique (il se voult royaliste avant de rejoindre l'opposition libérale).

Toute sa vie il rêva à deux livres : l'*Album d'un pessimiste*, sa «*profession de foi sincère et hardie, écrite sur la planche du cercueil*». L'autre livre, c'était la *Sœur grise*, roman mythique dont il disait avoir écrit une trentaine de pages, dont il faisait des extraits à ses amis — il promettait la publication du roman à la prochaine saison littéraire. Puis il prétendit qu'on lui avait volé le manuscrit. Après sa mort ses amis ne trouvèrent aucune trace de la *Sœur grise*.

Restait l'*Album d'un pessimiste* dans lequel il pratiquait une littérature purulente, où il décrivait la vie comme une blessure. Dans ce testament, il explorait les impasses où s'engouffraient les hommes en croyant avoir choisi la voie du bonheur. C'était aussi une manière de se convaincre des avantages d'une mort précoce et de se donner des raisons de mourir. Sagesse ou résignation ? Sans doute était-ce plutôt une forme de lucidité ravageuse à laquelle la maladie l'a contraint. La maladie oblige à la méditation.

Entre melange, dit Cloran, c'est vivre sur des cimes, des cimes abyssales. Alphonse Rabbe vécut dans les hauteurs tout en explorant les gouffres. Son *Album d'un pessimiste*, dirait encore Cloran, entraîne vers des chutes qui permettent d'atteindre les sommets.

Roland Jaccard

D'entre les morts

Un roman pour la jeunesse et des nouvelles de Claude Gutman marqués par l'ombre de l'Holocauste

L'HOTEL DU RETOUR

de Claude Gutman.
Gallimard, coll. «*Page blanche*», 120 p., 58 F.

LES PETITS CAILLOUX

de Claude Gutman.
Julliard, coll. «*L'Atelier Julliard*», 160 p., 100 F.

Outre les contes et les fables de toute façon éternels, certains livres dévorent l'enfance et l'ado-

lescence restent pour toujours inscrits dans la mémoire. Devenus adultes, nous les relisons avec la même émotion, les mêmes craintes déçues, le même plaisir, le même sentiment contradictoire de sécurité et d'angoisse. Gageons que l'*Hôtel du retour*, paru dans une collection destinée à la jeunesse, appartiendra à cette catégorie, pour les adolescents qui le découvrent.

Deuxième volume d'une trilogie consacrée aux aventures de David Grunbaum, ce bref roman doit son titre au tristement célèbre Hôtel Lutetia, qui fut réquisitionné par

l'armée d'occupation pendant la dernière guerre. On connaît moins la suite : c'est là que de nombreux déportés furent rapatriés, en attendant qu'on vienne les réclamer, les reconnaître, les chercher.

Au début du livre, David Grunbaum a échappé à une rafle qui l'a laissé privé de tous ses camarades. Ses parents ont été déportés. Hanté par le souvenir de cette insupportable violence, il sort, par force, de l'enfance, rejoint le maquis, n'a qu'une idée en tête : revenir à Paris dans l'appartement vide de tous les siens. Les lieux ne sont pas restés innocents : la même police qui a conduit ses parents à Drancy a relégué un couple sans scrupule dans le décor de son enfance.

«*Juste un petit souvenir*»

David chasse les usurpateurs qui ont la loi pour eux. Aux agents qu'il appelle à la rescousse, il lance : «*Vous êtes déjà venus chercher mes parents, il y a deux ans, au même endroit. Vous n'avez pas eu trop de mal à retrouver le chemin ?*» La réponse est l'argument de toutes les polices de tous les pays et de tous les temps : «*Vous savez... c'étaient les ordres... on n'a fait qu'appliquer.*» Mais comme l'univers n'est pas exclusivement peuplé de chiens, il y a une M^{me} Bianchiotti qui a déjà été là pour arracher David à la rafle et qui est une fois encore là pour l'héberger.

Lorsque est annoncé le retour des déportés, David va enquêter dans les gares et entend : «*J'ai vu des gens bizarres à un moment. On aurait dit des morts mais ils marchaient.*» Parmi les morts qui marchent : David cherche en vain le visage de ses parents, à l'Hôtel du retour. Triste consolation, un témoin lui apprendra qu'ils sont morts à l'arrivée au Lager en voulant, dans un acte de désespoir, étrangler le premier Allemand qu'ils ont vu. Ils auraient ignoré l'horreur des camps.

David, dans le maquis, ne cesse

de réciter un poème d'Apollinaire, avec deux vers obsessionnels : «*Les cadavres de mes jours marquent ma route et je les pleure.*»

Un ouvrage de Claude Gutman paraissant simultanément, et conventionnellement «*réserve aux adultes*», est parsemé de ces mêmes morts, comme les «*petits cailloux*» qui font son titre. Mais si l'*Hôtel du retour* est écrit avec un lyrisme dur, rageur, les nouvelles, que publie Jean Vautrin dans sa collection de «*L'Atelier Julliard*», sont plus gaies. Elles portent, pour nombre d'entre elles, la marque de l'Holocauste, mais comme une ombre que l'humour tente toujours d'éclaircir sans jamais l'effacer. Elles ont une sorte de légèreté amère, de distance douce, de désabusement vibrant.

Sonia vient disperser, près de ce qui reste de Birkenau, les cendres de son mari. «*Il n'y a pas de cérémonie, pas un mot échangé. Seuls les regards disent l'indicible.*» Et en repassant la douane polonaise, elle tend au garde-frontière stupide qui l'a harcelée à l'aller l'âme vide et lui dit : «*Juste un petit souvenir.*»

Ce petit souvenir, terrible euphémisme, qui envoie ses signaux à travers tout le livre, dialogue avec les morts, grave jusque dans la désinvolture apparente. Et pourtant, les personnages de Claude Gutman se débattent contre leur identité juive. Déchirés entre un souci d'intégration et le respect d'une tradition qui n'est plus de leur génération, ils se taquinent entre eux, s'insultent parfois. Sans parvenir à annuler ce qui les réunit et leur appartient malgré eux.

Rachel, dont le père est mort à Treblinka, attend que le monde se souvienne de lui. Il suffit d'une liste de morts, rien de plus qu'une liste où le nom est imprimé. «*Un nom qui disait que le passé était inscrit, qu'elle pouvait souffler pour le futur, vivre pour le futur, enfin.*» Mais la mère de Rachel s'est remariée et préfère le Loto...

Sarah, pour oublier les morts, a

épousé un cadre imbécile et riche et se fait appeler Sandra. Mais dès qu'elle retrouve son frère, elle parle yiddish. Daniel croit pouvoir refuser les rites et soustraire son fils à la circoncision, mais apprend à accepter le plus retors des prétextes pour se soumettre...

Mais il y a aussi des aventures plus drôles : la jolie liaison de M^{me} Aretz et de M. Still qui savent détourner la politique pour vivre leur amour. Ou celle d'un humour plus noir de l'écrivain juif à qui son éditeur cynique dit : «*Du*

sang, des larmes, de l'Histoire : c'est ce que le public attend de vous. Vous n'auriez pas ça dans vos archives, dans les malheurs de votre vie ?» Mais, soudain découragé par les confidences d'un vieux rescapé du ghetto de Varsovie avec lequel il a entrepris un livre d'entretiens, l'écrivain se demande : «*Etait-ce une vie, la mort des autres ?*», et il préfère publier un *Guide de la cuisine juive* qu'il dédie au vieux homme en se justifiant : «*C'est tout ce que j'ai pu sauver de l'oubli. Est-ce si mal ?*»

René de Ceccatty

Le Monde EDITIONS

EDNA MARVEY

ET AUTRES NOUVELLES

PREMIER ROMAN D'UNE ECRIVAIN 1991

Sous la plume de jeunes de 15 à 23 ans, humour émotion et poésie côtoient ce quelque chose de plus secret, ce pathétique qui vous prennent quand on se met à écrire et à creuser ce qui est profond en soi.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Petit Robert vous signale que votre dentifrice ne date pas de la semaine dernière, mais de l'an 1560. Renversant, non ?

DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue.

سكتا من الحصى

Les métaphores du corps

En retraçant l'évolution de l'immunologie
Anne-Marie Moulin écrit une histoire du langage médical

LE DERNIER LANGAGE DE LA MÉDECINE
Histoire de l'immunologie, de Pasteur au sida
d'Anne-Marie Moulin.
PUF, 447 p., 220 F.

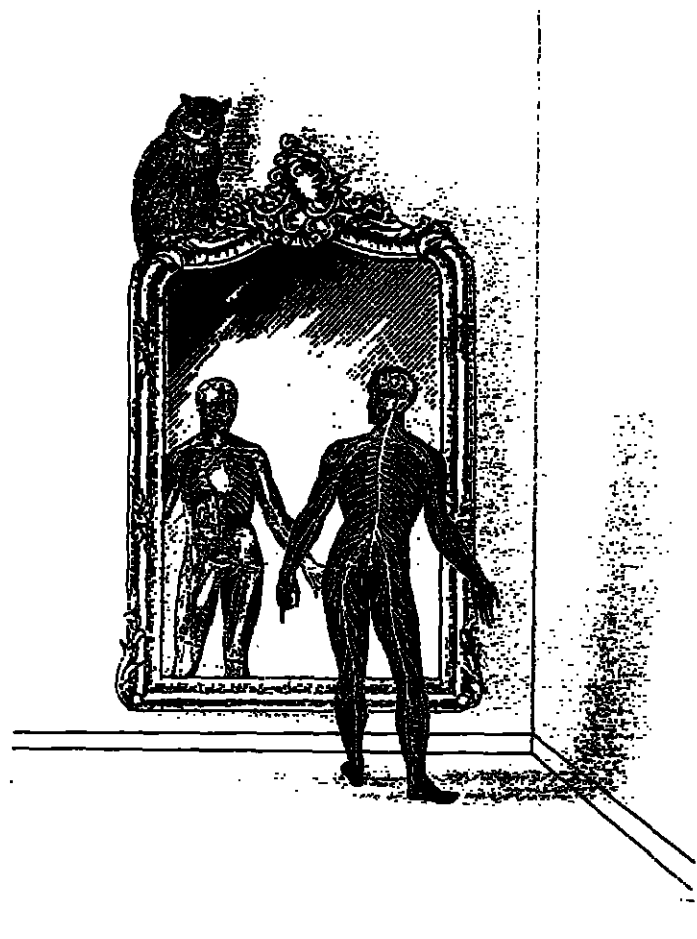
« Chaque époque favorise des métaphores pour parler du corps. Royaume bien gardé où il existe un prince et des serviteurs, d'écailles de poules et de cordages ou miroir obscur de la richesse du monde : vallées-montagnes-précipices, le corps humain n'a pas fini d'être blasonné. » Le livre savant d'Anne-Marie Moulin consacre à l'histoire de l'immunologie la théorie immunitaire comme explication totalisante des fonctions de l'organisme.

Sous l'apparence d'une question particulière, le propos est en fait très général, puisqu'il s'agit de montrer comment et pourquoi les sciences biomédicales en sont arrivées, durant les années 70, à cette explication si générale du fonctionnement du vivant qu'il n'y a plus de raison *a priori* pour que quelque chose échappe à sa juridiction. On aurait donc tort de ne se fier qu'au sous-titre du livre : son véritable objet est bien une « histoire du langage médical », le langage immunologique étant aujourd'hui celui qui tout le monde parle.

L'énigme du sida

Si le dix-neuvième siècle marqua le triomphe en médecine de la théorie infectieuse avec les succès que l'on sait, le vingtième pourrait bien être celui de la théorie immunitaire. La première s'exprime dans cette formule satisfaisante pour l'esprit : un agent pathogène/maladie. La seconde, dans celle-ci : toute maladie traduit une baisse de la défense de l'organisme.

Mais sa simplicité n'est pas de même nature : la théorie infectieuse fonde une recherche du remède spécifique ; la théorie immunitaire est fondamentalement unitaire : « Le médecin converti à l'immunologie tend à considérer devant la richesse des formes cliniques qu'il s'agit de la même maladie, diversifiée seulement par les réactions de l'hôte à l'égard de son parasite. » En ce sens, on pourra dire que le passage de la théorie infectieuse à la théorie immunitaire illustre parfaitement la dialectique de l'esprit médical, balançant depuis toujours entre la recherche du remède spécifique et la fascina-



vidualité. Jusque-là, en gros, la singularité de l'individu était une thèse philosophique ou théologique, mais sûrement pas biologique. Les expériences de transplantation vont tout à la fois servir à révéler et permettre de transgresser les limites qui font que tout être vivant se distingue d'un autre. Mais elle vont faire mieux, ou plus spéculatif encore.

Elles vont permettre de mettre en évidence l'extraordinaire notion d'auto-immunité, c'est-à-dire le fait que le système immunitaire d'un individu travaille aussi à la reconnaissance de soi et éventuellement à la destruction de soi - immunisé contre soi-même - et que ce que l'on appelle santé résulte de l'empêchement de sa destruction. On ne peut manquer de mettre en parallèle cette découverte biologique de l'auto-immunité avec la découverte par Freud de la pulsion de mort, sur le versant psychologique. Tout de passe comme si l'on avait là, dans deux registres différents, la même idée d'un travail du négatif au sein de la vie.

Invitation à la philosophie

Le système immunitaire est donc ce qui permet de reconnaître « le soi et le non-soi ». Il dispose en quelque sorte de la connaissance innée du monde des antigènes possibles, du système des anticorps et de celui des auto-anticorps. C'est éminemment intelligible et intelligent... Anne-Marie Moulin ne pouvait pas ne pas remarquer à quel point la science de l'immunologie se laisse décrire dans les catégories du système de Leibniz selon qui la « monade » qu'est notre âme contient la représentation de l'état d'imbrication extrême de l'univers tout entier : développez une âme, dirait Leibniz, vous aurez l'univers ; développez un système immunitaire qui n'aurait jamais encore rencontré le non-soi, vous aurez l'univers du soi et du non-soi. Lequel, des deux, est premier ? Qui le dira, tant la science des immunologistes est prompt à renverser les dialectiques.

Ce n'est pas la première fois au vingtième siècle que les notions travaillées par la science sont une invitation puissante à une reprise philosophique, mais ici le cas est vraiment frappant. Et de ce seul point de vue, la théorie immunologique valait bien « l'heure de peine » qu'Anne-Marie Moulin, médecin et philosophe, s'est donnée.

François Azouvi

A gauche, c'est où ?

Un plaidoyer d'André Gorz pour une « civilisation du temps libéré »

CAPITALISME, SOCIALISME ÉCOLOGIE
d'André Gorz.
Ed. Galilée, 242 p., 135 F.

André Gorz a toujours pris de la hauteur. Les systèmes, la société, l'intérêt plus que le cheminement politico-économique des peuples. L'éthique de la conviction plus que celle de la responsabilité. Avantage : on a les yeux fixés sur les horizons, ce qui nous manque tant. Inconvénient : on bute parfois sur les obstacles de la route faute de regarder assez où l'on met les pieds. Cette double face de la médaille apparaît nettement dans son dernier livre, composé surtout d'articles et d'interviews récentes publiées en France ou en Allemagne.

« A gauche, c'est par où ? », titre d'un de ses chapitres, aurait dû être celui de l'ouvrage. Car, dès le départ, André Gorz affiche la couleur : « En tant que système, le socialisme est mort (...), mais aussi longtemps que nous ne disposerons pas d'un autre terme pour désigner le dépassement du capitalisme (...) la référence au socialisme devra être maintenue à condition toutefois de le redéfinir. » Pour sa part, notre auteur verrait bien qu'un nouveau socialisme consiste à restreindre le champ ou peut-être à supprimer la rationalité économique, c'est-à-dire la logique du marché et du profit.

Pourquoi créer des besoins aux seules fins de permettre au capital de s'accroître ? Pourquoi ne pas démocratiser davantage la décision économique, c'est-à-dire redonner à des instruments de pouvoir des capacités de régulation, d'orientation, de choix des priorités ? André Gorz est très clair. Il ne s'agit pas de toucher à nos dispositions pas d'un autre terme pour désigner le dépassement du capitalisme (...). La référence au socialisme devra être maintenue à condition toutefois de le redéfinir. » Pour sa part, notre auteur verrait bien qu'un nouveau socialisme consiste à restreindre le champ ou peut-être à supprimer la rationalité économique, c'est-à-dire la logique du marché et du profit.

L'essentiel est pour lui de « fonder une civilisation du temps libéré » puisque l'on voit déjà que nous ne vivons plus dans une « société de producteurs » : les effectifs ouvriers ne cessent de diminuer dans l'industrie et le temps de travail de se réduire (de 25 % de 1960 à 1985 alors que le PNB a été multiplié par 2,5). « Il faut nous habituer à vouloir que le temps disponible soit un temps fort de vie et non le temps subalterne qui reste après le travail. » André Gorz rejoint ici les thèses

défendues jadis par Jacques Delors, Jean-Baptiste de Foucault et la revue *Echanges et Projets*.

Ce n'est pas seulement pour réduire le nombre de chômeurs, on le voit, que notre auteur plaide pour la diminution du temps de travail mais c'est parce qu'il estime que le travail, ne peut plus, ne doit plus être un moyen d'identification, ni même de fourniture totale des revenus (ce qui existe depuis longtemps déjà au reste avec les allocations familiales par exemple).

Ce discours passerait mieux peut-être aujourd'hui s'il n'y avait pas près de trois millions de chômeurs. Car, s'il est vrai qu'il y a une part d'aliénation dans le travail, elle est plus supportable que celle de dépendre totalement des indemnités de chômage pour vivre. Pour la plupart des jeunes, avoir un « job » aujourd'hui, c'est s'affranchir, se libérer d'une angoisse, participer à un acte qui valorise aux yeux de la société, même si on accepte un de ces « travaux de proximité » que Gorz range trop vite à notre sens dans ceux d'un « modèle colonial ». « J'ai besoin qu'on ait besoin de moi », dit une maxime anglaise. Ce sentiment profond n'est-il pas plus important que tout le reste pour l'identification de la personne ?

Contre l'économisme

André Gorz se débat comme un beau diable pour prouver qu'un système peut être conçu pour répartir équitablement un volume limité de travail. En gros, il s'agit de financer la réduction de la durée du travail sans perte de revenu par un impôt direct qui ne fausse ni les coûts réels ni la concurrence. La démonstration qu'il fait dans son chapitre 9 est impressionnante. Elle nous paraît toutefois buter sur deux points :

1) L'impôt sur la consommation reprendra une partie au moins du versement fait par l'Etat au travailleur afin de couvrir la différence entre son ancien et son nouveau salaire, même si cette augmentation de la TVA touche surtout, dans cette conception, les produits écologiquement nuisibles comme les voitures automobiles, les carburants, l'emballage perdu, les alcools, etc.

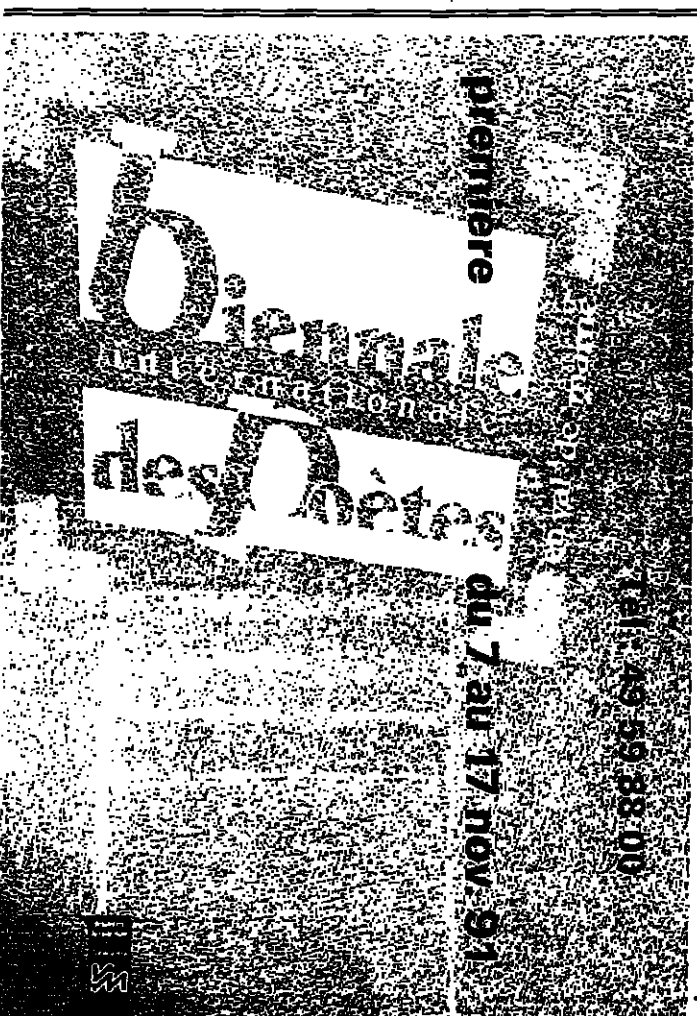
2) La réduction du temps de travail est inscrite dans l'évolution économique des sociétés dites développées. Elle accompagne normalement les progrès de la productivité. Mais dès qu'on veut la précipiter par décret, il arrive ce que l'on a constaté en 1936 lorsqu'on est passé brusquement aux « quarante heures ». « Il n'est pas douteux que c'est surtout la semaine de quarante heures qui a causé l'échec » (de la politique économique du Front populaire...). « Après l'application de la semaine de quarante heures, le chômage partiel a augmenté », écrit Alfred Sauvy (1), qui n'est pas suspect de lire l'histoire avec des lunettes de droite.

La gauche a trop souvent raillé en plaquant ses théories sur le réel. En revanche, la reconquête sur l'économisme et le combat contre les excroissances du capitalisme sont des tâches essentielles. André Gorz les défend avec des accents qui portent loin. Et l'on ne débattrait jamais assez sur les moyens d'arriver, comme il le souhaite, à réduire la sphère de la marchandise. C'est « ce qui n'a pas de prix » qui compte dans la vie.

Pierre Drouin

(1) *Histoire économique de la France entre les deux guerres*. Tome 1, 796 p., Tome II, 382 p.

à l'occasion de la sortie de
« la belle fille sur le tas d'ordures »
CAVANNA
signera ses livres chez
GIBERT JOSEPH
le samedi 9 novembre
à partir de 15 h
26, boulevard Saint-Michel
métro : Odéon
Tél. : 46-94-21-41.



La fabrication de l'Hérétique

C'est dans une période de grand essor économique et culturel
que la société européenne est devenue une société de persécution

LA PERSÉCUTION
So formation en Europe
(X-XIII siècles)

de Robert I. Moore.
Traduit de l'anglais
par Catherine Malamoud.
Les Belles Lettres, 225 p., 125 F.

« Pour tout le domaine de l'imaginaire, note Robert Moore à propos de l'Europe des onzième et treizième siècles, hérétiques, juifs et lépreux étaient interchangeables. Ils étaient dotés des mêmes caractéristiques et ils représentaient la même menace : par leur intermédiaire le Diable était à l'œuvre pour subvertir l'ordre chrétien et conduire le monde au chaos. » D'où leur persécution, de mieux en mieux organisée. Certes, la persécution avait été pratique normale de l'Empire romain, mais elle avait disparu avec le Haut Moyen Age, pour ne réapparaître qu'au onzième siècle et ne devenir habituelle qu'au siècle suivant. Dans la période du grand essor économique, démographique, culturel et artistique de l'Occident, la société européenne est une société de persécution.

On a pu invoquer, pour justifier les pratiques persécutrices, la multiplication des sectes hérétiques ou

la puissance croissante des communautés juives. Mais pour Robert Moore l'explication n'est pas à chercher du côté des victimes, qui auraient constitué des groupes de plus en plus nombreux et menaçants pour la société chrétienne, mais du côté des persécuteurs eux-mêmes.

A partir de croyances religieuses très variées, ils ont fabriqué le mythe simple et clair de l'Hérétique. De communautés juives très diversément intégrées dans la société du temps, ils ont élaboré le mythe du Juif. De toutes espèces de maux, certains contagieux, d'autres purement imaginaires, ils ont construit le stéréotype du Lépreux. Et la société occidentale a désigné encore d'autres catégories d'exclus à persécuter : les homosexuels et les prostituées, en particulier.

L'auteur cherche des explications à cette persécution en évoquant la peur du sexe et de la castration, les privilèges croissants aux dépens desquels ils jouissent de leurs privilèges, et les affrontements entre riches et pauvres ou entre autorité et déviance. Rois, évêques ou magistrats persécuteurs n'expriment pas une détermination collective à maintenir l'unité de la société dans son

ensemble, et il est faux de dire que les hérétiques ou les juifs ont été persécutés à cause de la haine que leur portait le peuple.

C'est sur décision des papes et des princes, et selon leurs critères, que les persécutions ont été engagées. Dans une période où l'Eglise est de plus en plus centralisée et où sont jetées les bases de l'Etat moderne, la persécution a été le fait de professionnels instruits, de ceux qui avaient bénéficié de la « Renaissance du douzième siècle ». La persécution a commencé par être une arme dans la compétition pour le pouvoir, puis les vainqueurs l'ont transformée en un instrument de consolidation de leur pouvoir sur l'ensemble de la société.

L'argument central de Robert Moore est qu'à l'affirmation du pouvoir royal et du pouvoir de l'Eglise entre le onzième et le treizième siècle, comme au développement sans précédent de l'influence des lettrés, est associé le développement sous toutes ses formes de la persécution. Les grands progrès du pouvoir et du savoir auraient-ils pu se produire sans elle ? On préférerait. Mais l'historien doit avouer qu'il n'a pas de réponse à cette question.

Michel Sot

LIVRES ♦ IDÉES

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Gauche caviar et couscous pacha

La construction qui consiste à juxtaposer deux noms communs : la *politique spectacle* ; ou un nom commun et un nom propre : l'*effet Cresson*, la *famille Tonton*, n'est pas aussi nouvelle qu'il pourrait sembler. Mais les emplois se multiplient dans tous les genres de discours ; en parlant, en écrivant. Commençons par quelques exemples contemporains, avec ou sans trait d'union.

Tout sémiologue fréquentant chez Umberto Eco peut expliquer pourquoi *Casablanca* est un film culte. Pastoche ! D'un naturel inquiet, le *Nouvel Observateur* enquête sur les « nouveaux fauchés » ; laissant supposer, hélas, la disparition prochaine de la gauche caviar. Le Vatican demande si les *débats-éprouvette* ont une âme qu'il faut sauver, et cherche une solution miracle pour remplir les séminaires. Après le *Grand Bleu*, la « une » annonce un film catastrophe : l'écroulement de l'immeuble construit pour TF1. A cette occasion, les stars de la chaîne seront vêtues de noir, et priées d'éviter le teint briqué. Le *Débat* (octobre 1991) analyse avec sobriété une « victoire problème », alors que d'autres assurent que des faux chômeurs encombreront les stages *parkings*.

Jamais en reste, le président condamne l'*information spectacle* ; tandis que son nom s'attache à tout et à tous pour enrichir au moins le vocabulaire : *génération Mitterrand*, *vote Mitterrand*, *stratégie Mitterrand*, *livret Mitterrand*, *choc Mitterrand*, etc. Bon vent, et le septennat n'est pas achevé.

Le développement des emplois paraît lié à la manière de nuancer les couleurs ; et, plus tard, à la mode. Dans la *Pensée* et la *langue* (1926), que beaucoup oublient de lire, Ferdinand Brunot détaille : des gants *beurre frais*, un *ruban marron*, *bouton d'or*, *paille*, *maïs*. On portait aussi des *souliers champagne*. D'autres exemples sont aussi désuets, comme un *succès bœuf*. A la même époque, Diderot et Pichon (1) épinglaient le premier de tous les effets, l'*effet bœuf*. Mais qui osera regretter les *manches gigot*, ou l'*amour vache* ?

Enfin, comme beaucoup l'espèrent, Brunot accueille surtout quelques superbes métaphores de Victor Hugo qui usait du tour avec jubilation. Par exemple, pour mettre en perspective quelques « petites lois cul-de-jatte » : pour décrire ceux qui crouissent « dans une espèce de destin-taudis » ; ou pour donner à voir « les métaphores haillons » de l'argot.

Brunot hésite pourtant à bousculer les catégories et les fonctions classiques : adjectif, nom ; épithète, apposition. Dans un chapitre, « Les constructions de l'épithète », il admet – trop vaguement – que le procédé de l'apposition produit « des composés où le nom principal est caractérisé de façons très diverses : l'art-roi ». En d'autres termes, les positions étaient plus fermes, puisqu'on tenait que « les noms pouvaient être employés adjectivement », pour assurer une qualification.

C'est à ce moment que la syntaxe devient passionnante. Hé quoi ! diront les honnêtes gens, décidez-vous : pour le nom, l'adjectif, l'épithète ou l'apposition. Quand les grammairiens sont embarrassés, ils se mettent à écrire, y compris Brunot, comme des apprentis philosophes : « La langue a employé de tout temps le nom comme adjectif. » Et dans un livre tout récent, qui a le mérite extrême de recenser une foule d'exemples, de proposer un classement et de soutenir des solutions, Michèle Noailly explique d'entrée « qu'il s'agit de découvrir l'existence d'un modèle non répertorié dans notre tradition grammaticale. » Le livre s'intitule, par provocation aussi et malgré l'absence de référence à Brunot : *le Substantif épithète* (2).

TROIS grands ensembles sont circonscrits (un quatrième pose d'autres questions), à l'aide d'exemples massivement empruntés au *Monde*. Un premier groupe d'exemples permet de définir la qualification. Dans un livre *événement*, deux propriétés sont reconnues à un objet : celle d'être un livre, et celle d'être un événement. Nulle différence avec un véritable adjectif : un individu peut être *écritain* et *célèbre*. Le nom en seconde position est ainsi capable d'accéder aux mêmes fonctions qu'un adjectif : *épithète* ET *attribut*, selon que la propriété (*célèbre*, *événement*) est assignée directement ou grâce à un verbe comme *être*. Les deux fonctions sont complémentaires, l'une ne se comprend pas

sans l'autre. Rien n'interdit donc de coordonner les noms adjectifs et les adjectifs ordinaires, ce que montrent ces deux exemples optimistes : un *secteur pilote* et *nationalisé* (le *Monde* du 29/1/81) ; des *présentateurs sobres* ou *vedettes* (le *Monde* du 6/2/82).

Outre les exemples qui foisonnent dans les *Contemplations* de Victor Hugo, Michèle Noailly dresse des listes – une *autorité paravent*, un *malade châtelain*, un *journaliste éponge*, un *livre témoignage*, un *spectacle salade*, un *stage parking* – aussi pertinentes pour le grammairien que réjouissantes pour l'histoire des mentalités. Un *succès énorme*, c'est version années folles un *succès bœuf* ; et un *succès monstre* version années roses. Par où l'on mesure aussi l'utilité du nom adjectif, qui ne double pas l'adjectif ordinaire : on se garde de confondre un *succès monstre* et un *succès monstrueux*.

A la qualification s'oppose le procédé de la complémentation, qui exclut la fonction attribut. En effet, la *stratégie Mitterrand*, c'est une stratégie mise en œuvre par Mitterrand : le nom propre indique l'agent, tandis que le *vote Mitterrand* mentionne le bénéficiaire du vote. *Éprouvette* désigne un instrument (diabolique) dans le syntagme « les jumelles éprouvette ». Méfions-nous aussi du *contrôle-radar*.

On se demande alors pourquoi Michèle Noailly recule devant les conséquences. S'il est ici bel et bien complétement, le deuxième nom est incapable de remplir les fonctions attribut et épithète.

Un court détour le fera voir, et rendra l'audace nécessaire. Un terme comme *royal* peut tenir plusieurs rôles, qu'il n'est pas indispensable de confondre, malgré la tradition. Premier emploi comme adjectif, où *royal* accepte pour synonymes *grandiose* ou *magnifique* ; les fonctions épithète ET attribut lui sont ouvertes : un *geste royal* (ou *grandiose*) ; le *geste est royal* (ou *grandiose*).

Cependant, une autre interprétation peut s'imposer ; comme il apparaît dans un *décret royal* – ou *présidentiel*, si l'on préfère – on vise à présent l'agent – le roi ou le président – qui a fait le geste ou pris le décret. Comme tout à l'heure, les fonctions épithète et attribut sont exclues. *Royal* est un pseudo-adjectif, que la tradition s'obstine à nommer adjectif de relation (3). Autrement dit, un nom peut prendre la place d'un adjectif : les *métaphores célèbres* ; les *métaphores haillons* ; ou d'un pseudo-adjectif : la *stratégie présidentielle*, la *stratégie Mitterrand*.

L'HISTOIRE n'est pas finie, parce que le français aime la subtilité. Et ne manque pas de ressources. Imaginez maintenant l'odeur d'un *couscous royal*. Si vous êtes souriceau, vous risquez de comprendre un *couscous grandiose*. Ou bien, en bon républicain, vous pouvez rêver que Sa Majesté a mis la main à la semoule : voilà un bon *couscous misonné par le roi*. La carte vous aidera davantage : le *couscous royal* sert à identifier une espèce de *couscous* ; par différence avec le *couscous pacha* ou le *couscous brochette*, etc. Nul n'ignore qu'un *tigre royal* dénote une espèce de tigre ; tout comme un *code postal* définit une sorte de code. La double prédication (*être tigre* ; *être royal*) est impossible. Dans ces emplois, *royal* et *postal* ne sont ni des adjectifs, ni des pseudo-adjectifs comme tout à l'heure : la tradition grammaticale n'a pas cru bon de les baptiser.

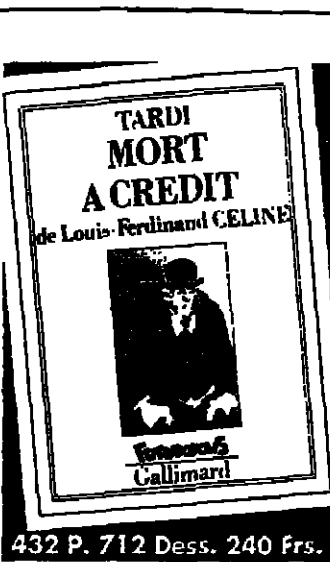
L'intéressant pourtant, c'est que ce troisième emploi correspond au troisième ensemble de Michèle Noailly : à la *qualification*, à la *complémentation* s'ajoute l'*identification*. Et voici que se pressent le *timbre-poste*, la *gauche caviar*, la *génération Mitterrand*, le *disque longue durée*, un *film catastrophe*, la *pause café* et la *fièvre électricité*. *Electricité* n'est pas plus complétement ou épithète que *postal* il y a peu. Ne cherchez pas l'attribut : votre *cavité* ne sera jamais *buccale*. Strictement donc le titre *le Substantif épithète* s'applique à la seule qualification. La complémentation et l'identification exigent un autre traitement.

Mais enfin, si vous simez le français vivant, lisez ce livre savant et agrément.

(1) Jacques Diderot et Edouard Pichon, *Des mots à la pensée. Essai de grammaire de la langue française (1911-1930)* D'Artry, Paris et 1983, Vrin, Paris.

(2) Michèle Noailly, *le Substantif épithète*, 1990, Presses universitaires de France, Paris, 225 p., 175 F.

(3) Pour une excellente mise au point, Jacqueline Pichon : *Morphosyntaxe du français. Etude de cas*, Hachette, Paris.



432 P. 712 Dess. 240 Frs.

Présentation des nouveautés Hiver 91-92
histoire et beaux-arts

des éditeurs français, anglais, américains,
italiens, allemands, japonais et russes.

SUR

LA RUSSIE DES TSARS

jeudi 21 novembre de 18 h à 21 h.

Librairie GALIGNANI

224, rue de Rivoli 75001 Paris
face au jardin des Tuileries

PATRICK SERY.
PRIX DU PREMIER ROMAN.



AVEC L'ARRIVÉE DES DEUX DERNIERS VOLUMES.
VOUS NE POURREZ PLUS DIRE
QUE VOUS NE SAVIEZ PAS.



Enfin, l'essentiel est là : une nouvelle organisation des connaissances, l'accès rapide à tous les domaines du savoir, l'efficacité de la synthèse.
THÉMA, encyclopédie thématique en 5 volumes.
1.250 thèmes. 499 francs chaque volume ou
2.290 francs la collection complète en librairie.

THÉMA

L'ENCYCLOPÉDIE LAROUSSE DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION.

هنا في الأصل

هكذا من اجل

AMÉRIQUE LATINE

Les nouveaux « latinos »

Deux jeunes auteurs, Rodrigo Rey Rosa et Javier Torre, affrontent l'ombre de leurs aînés

LE PROJET

(Carcel de arboles)
de Rodrigo Rey Rosa.
Traduit de l'espagnol (Guatemala)
par Nelly Lherminier.
Alinéa, 86 p., 59 F.

LES NUITS DE MACO

(Las Noches de Maco)
de Javier Torre.
Traduit de l'espagnol (Argentine)
par Anne-Marie et Alain Keruzoré.
Alinéa, 242 p., 115 F.

Les jeunes écrivains latino-américains risquent de payer cher la réputation internationale de leurs aînés. Pour exprimer la réalité profonde de leurs pays, les richesses et les impasses de leurs cultures, la complexité et le drame de leurs situations, la persistance de la violence qui leur est faite, ils doivent affronter des problèmes esthético-politiques qui les renvoient presque inmanquablement aux solutions proposées par leurs aînés, de Cortázar, de García Márquez à Vargas Llosa, de Borges à Onetti – pour ne citer que les plus célèbres parmi les grands.

Trouver un langage nouveau pour tenter d'exprimer une histoire qui a changé pour eux tout en demeurant pour nous presque immobile, immuable, affirmer leurs voix, telles sont les tâches difficiles que les meilleurs s'assignent. Encore faudrait-il qu'ici on se montre assez curieux et assez libre pour les entendre.

Rodrigo Rey Rosa a trente ans. Il est guatémaltèque, mais, par chance, il a suivi à l'école américaine de Tanger un cours de création littéraire que donnait Paul Bowles; et le professeur, séduit

par les dons de l'élève, s'est chargé de le faire connaître en Europe. Qu'il en soit remercié : le *Projet*, cette novella fulgurante et cruelle, est, sans la moindre contestation possible, l'œuvre d'un grand écrivain. On voit bien dans quel répertoire Rey Rosa puise son inspiration initiale : cette histoire d'une scientifique sans scrupule et d'un militaire avide qui s'associent pour créer et exploiter une machine qui utilise des hommes déçus pour leur faire accomplir en esclaves les tâches les plus fructueuses pourrait sortir de l'imagination de Bioy Casares.

A la recherche d'une identité

Mais, très vite, le jeune romancier prend ses distances avec le modèle. La fable politique évidente, celle du peuple abruti par l'ignorance et par la répression qui travaille en aveugle pour la fortune de puissances occultes, passe en arrière-plan, pour laisser se développer une autre fable, infiniment plus subtile et plus émouvante, celle de l'écriture. Un des esclaves lobotomisés trouve en effet, non loin de l'arbre où il est enchaîné, quelques crayons et un carnet, tombés là à la suite d'un accident d'avion.

Alors que lui-même ne dispose plus pour s'exprimer que d'un seul son, ses mains vont commencer à tracer des mots qui eux-mêmes, peu à peu, vont lui faire découvrir une réalité et des sentiments qui lui étaient devenus totalement étrangers. L'écriture va permettre à Yu – c'est le son qu'il profère, son unique identité – de commencer à pen-



Javier Torre : une culture littéraire cosmopolite.

ser. En exergue à son roman, Rey Rosa a placé une réflexion de Wittgenstein : « On peut dire que penser consiste essentiellement à opérer par signes. Cette activité est réalisée par la main lorsque nous pensons en écrivant; par la bouche et le larynx lorsque nous pensons en parlant; et si nous pensons en imaginant des signes ou des images, je ne puis vous donner aucun agent de la pensée. »

Le romancier, lui, pense en signes et en images, jamais en discours ou en démonstrations politiques. Cela confère à son

livre un sentiment oppressant de réalité d'autant plus fort, d'autant plus terrifiant que le lecteur se sait également plongé dans un récit fantastique.

La forme du roman de Javier Torre est plus attendue, plus traditionnelle. Cet Argentin de quarante ans, issu d'une famille d'intellectuels et dont le premier livre, *Rubiana*, a été interdit par le régime de Videla en 1976, s'inscrit dans une culture littéraire cosmopolite propre à l'Argentine. Alors que Rey Rosa concentre l'essentiel de son récit dans l'enclos d'un lieu, dans l'es-

pèce d'un bain et dans un temps sans mémoire, Javier Torre promène son héros, Maco, des quartiers chics de Buenos-Aires aux hôtels de Genève et de Rome.

C'est l'errance qui domine son héros et la tribu de ses ancêtres, venus d'Irlande au milieu du XIX^e siècle; c'est elle qui fait de lui un éternel exilé, même dans son propre pays, à la recherche d'une identité qu'il ne peut trouver que dans le malheur de vivre, le remords, le sentiment d'une faute originelle, d'un crime d'être né dont il cherche la nature et le châtiment.

Autour de ce héros délaissé surgissent d'innombrables figures, peintes d'un trait rapide, précis, ironique et pourtant frémissant. Il y a là le militaire malade d'après l'ordre et de propriété et qui va enlever et assassiner, en heures supplémentaires, les communistes ou prétendus tels, le « péroniste révolutionnaire » qui se lance dans la guérilla urbaine au nom d'une image de Peron qui est une pure falsification de la réalité, des hommes et des femmes d'affaires qui profitent de toutes les situations politiques et qui ferment les yeux devant les massacres.

Des militants aveugles et manipulés, des politiciens cyniques, des idéologues trompeuses et, au bout du compte, un pays exagéré, ruiné; des familles déchirées par les haines; des femmes et des hommes qui, à force de croire et de ne plus croire, d'être trompés et de se tromper, ne savent même plus qui ils sont, à quelle nation ils appartiennent et si un destin commun peut encore les réunir qui ne soit pas fait de honte et de rancœur.

Pierre Lepage

La « revolución » culturelle

L'idéal révolutionnaire a dominé l'histoire de l'Amérique latine, même s'il cède aujourd'hui du terrain

LES RÉVOLUTIONS D'AMÉRIQUE LATINE

de Pierre Vayssié.
Seuil, coll. « Inédit Histoire », 416 pages, 47 F.

La révolution : rarement mot aura connu un tel renversement de crédit en si peu de lustres! Mais il est un canton de la planète où ce concept est loin d'être passé aux oubliettes de l'Histoire : l'Amérique latine. Certes,

la vague néo-libérale y progresse, comme partout. Mais s'imaginer que Fidel Castro en son île est le dernier tenant de la révolution serait méconnaître la réalité dans cette partie du monde.

Mais révolution, précisément, qu'est-ce à dire? Un petit livre, très clair et fort stimulant, s'efforce de répondre à cette question : *Les Révolutions d'Amérique latine*, de Pierre Vayssié. Pour ce professeur d'histoire contemporaine à Toulouse-II, la *summa*

divisio passe, dans les années 50, entre « les révolutions traditionnelles » et « les révolutions marxistes et leurs prolongements ».

Les guerres d'indépendance menées contre l'Espagne, de 1810 à 1824, peuvent-elles être considérées comme des révolutions, s'interroge tout d'abord l'auteur. Sa réponse est : plutôt non. Les structures sociales de la Colonie ne sont sorties fort peu modifiées, en effet – ou alors, souvent, pour le pire. Quant aux renverse-

ments de présidents qui ponctuent le siècle, il ne sont guère que... révolutions de palais – même lorsqu'ils expriment des protestations régionales fortes contre le « centre »; en tout cela, le peuple n'entre guère, ou alors comme masse de manœuvre de caudillos ambitieux.

Tout change avec la révolution mexicaine de 1910 – sept ans avant le coup de gong des bolchéviques en Russie. Cette fois, les masses paysannes font irruption dans l'Histoire. La révolution, rapidement « institutionnalisée », n'en sera pas moins contrainte de leur accorder (et pas seulement à leurs leaders, devenus « nomenclaturistes ») de substantielles satisfactions. D'autres grandes révoltes agraires ont ponctué la première moitié du vingtième siècle, en particulier, dans les Andes, la fameuse *violencia* colombienne (1948-1953).

Autre facteur révolutionnaire crucial, également apparu dès l'époque de la première guerre mondiale : la résistance à des opérations militaires menées par les États-Unis, à l'apogée de leurs aspirations impérialistes, en Amérique centrale (Nicaragua) et dans les Caraïbes (Saint-Domingue, Haïti).

Lorsqu'elle triomphe, en 1959, la révolution de Fidel Castro apparaît comme « le paradigme de l'avenir ». On sait mieux aujourd'hui que son principal effet fut une radicalisation de ses adver-

saires. Le castrisme n'inspira directement (et au demeurant pour peu de temps : dix ans), qu'un seul régime : celui des sandinistes nicaraguayens. Les années 60 n'en ont pas moins été marquées du sceau du « fidélisme » à travers tout le sous-continent.

Au total, conclut P. Vayssié, la révolution est d'abord « un fait culturel ». L'analyse est assez iconoclaste. L'auteur observe, tout d'abord, que les populations sont toujours demeurées très sceptiques (d'une « caudilla muette ») face aux perspectives que leur traçaient les révolutionnaires : ne savent-elles pas d'instinct que la violence inhérente à ces latitudes se retourne toujours contre elles? Quant aux militaires, ils sont mus au premier chef, note Pierre Vayssié, par des considérations rarement altruistes, dont la principale serait le « refus d'une destinée triviale ».

Quel est l'avenir de la révolution? Un temps de repli est amorcé, observe bien entendu l'auteur – qui a repéré, dans l'histoire des violences du sous-continent des cycles de vingt-cinq à trente ans (une génération...). Pour mieux repérer ensuite? Pas sûr : car l'Amérique latine, longtemps à l'écart de tout, peut se couler enfin dans le grand mouvement du monde, lequel, aujourd'hui, n'est guère révolutionnaire...

Jean-Pierre Clerc

La dérive cubaine

LA MAUVAISE MÉMOIRE

de Heberto Padilla.
Traduit de l'espagnol (Cuba)
par Annick Tréguer
et Jean-Pierre Lescaroux.
Lieu commun, 273 p., 130 F.

L'affaire Padilla avait défrayé la chronique, en 1971. Elle devait contribuer à faire revenir de leurs illusions nombre d'intellectuels d'Europe et d'Amérique latine, pourtant bien disposés à l'égard du régime castriste. Familier de Fidel Castro depuis le début des années 50, le poète et écrivain Heberto Padilla s'était d'abord investi dans la révolution cubaine, avant de tomber en disgrâce puis d'être arrêté et libéré au bout de cinq semaines après une humiliante autocritique.

Vingt ans plus tard, Padilla, qui vit depuis 1980 en exil aux États-Unis, rompt le silence en livrant ses souvenirs d'ancien combattant sous le titre *La Mauvaise Mémoire*. Son témoignage apporte aussi un éclairage personnel sur la dérive de la révolution cubaine et prend une résonance particulière à la lumière de l'effondrement du communisme en Union soviétique, alors que Fidel Castro s'acharne à aller à contre-courant à Cuba.

Ce penchant du leader cubain ne date pas d'aujourd'hui. Padilla rappelle qu'au temps de ses études Castro n'avait pas seulement été marqué par les écrits de José Martí, grand patriote du dix-neuvième siècle, mais qu'il affichait également son admiration pour Hitler et Mussolini. C'est en 1951 que Padilla avait eu pour la première fois l'occasion de s'entretenir longuement avec Fidel Castro. Il ne faisait déjà pas de doute pour lui que « le jeune diplômé de la faculté de droit avait les mêmes ambitions que le futur dictateur Batista : le pouvoir absolu sur la plus grande île des Antilles ».

En mars 1980, Padilla allait voir pour la dernière fois celui qui était devenu à son tour le maître omnipotent de Cuba. Castro avait tenu à le recevoir lui-même, un matin, au Palais de la révolution, pour lui annoncer qu'il l'avait autorisé à s'exiler, à la suite d'interventions d'écrivains américains et de Gabriel García Márquez, romancier colombien, qui est un grand ami du Lider Maximo. Au cours de cette ultime conversation à bâtons rompus, rapporte Padilla, « le fervent disciple de Robespierre récita une fois de plus sa leçon : il était nécessaire d'être dur, inflexible et sévère, de pécher par excès, jamais par défaut ». Correspondant

de l'agence cubaine Prensa Latina à Londres en 1980, collaborateur des plus prestigieuses publications révolutionnaires, l'écrivain, encore choyé, voyageait en Europe et vécut plusieurs années à Moscou.

A son retour à La Havane en 1987, Padilla avait acquis la conviction que « l'URSS était bien le produit de l'une des nombreuses utopies délirantes du XIX^e siècle ». L'année suivante, il devait obtenir le prix de poésie de l'Union des écrivains cubains pour son recueil de poèmes *Hors Jeu*. Mais cette œuvre, jugée trop critique à l'égard de la révolution, lui attire les foudres des durs du régime et ses premiers ennemis. Le 20 mars 1971, l'écrivain contestataire est arrêté sur ordre personnel de Fidel Castro pour ses contacts avec des personnalités étrangères. Le 27 avril, il sera libéré après avoir rédigé en prison une longue autocritique rappelant d'autres confessions entendues à l'époque de Staline. Padilla décrit cette incursion dans l'univers carcéral cubain, les interrogatoires, la visite que lui a rendue Castro durant sa détention, puis la « mascarade de l'autocritique ». « Tout cela, constate-t-il à l'époque Octavio Paz, serait simplement grotesque si ce n'était un symptôme de plus du processus fatal en cours à Cuba. »

Jean-Claude Buhner

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
47 88 53 06
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

LE PLAISIR D'ÉCRIRE LE DROIT D'ÊTRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MÉMOIRES, RÉCITS, ROMANS, POÈMES en LIBRAIRIES, LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TÉLÉVISION, LIBRAIRIES. Envoyez dès maintenant vos manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75548 PARIS CEDEX 11
Tél. (01) 43 57 74 74
Contact direct par fax : 01 43 57 74 74
(110-57 sur la proposition de manuscrits)

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

NOVEMBRE 1991 - N° 293

Hegel et la Phénoménologie de l'esprit

La nouvelle traduction de la *Phénoménologie* : un entretien avec Jean-Pierre Lefebvre, par François Ewald. Hegel en France, par Georges Canguilhem. Le début de l'Histoire, par Francis Fukuyama. L'aspirant d'élite contre la Prusse, par Louis Althusser. Le destin de l'œuvre et sa réception en France, par Jacques d'Hondt, Bernard Bourgeois, Robert Sasso, Emmanuel Renault, Pierre Macherey, Bruno Karsenti, Catherine Clément, Juliette Simont, Alain Renaut.

Bibliothèque de France : Les chantiers de l'utopie

Chez votre marchand de journaux : 28 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.
Cocher sur la liste ci-dessous les numéros que vous choisissez :

- ☐ Littérature chinoise
- ☐ Georges Bataille
- ☐ Littérature et métaphysique
- ☐ Stefan Zweig
- ☐ 50 ans de poésie française
- ☐ Le rôle des intellectuels
- ☐ Federico García Lorca
- ☐ Flaubert et ses héritiers
- ☐ Écrivains arabes aujourd'hui
- ☐ Écrits inédits
- ☐ André Breton
- ☐ Les écrivains de Prague
- ☐ Les succès de la littérature
- ☐ Gilles Deleuze
- ☐ La Révolution française, histoire et idéologie
- ☐ Jorge Luis Borges
- ☐ Francis Ponge
- ☐ Umberto Eco
- ☐ URSS, la perestroïka dans les lettres
- ☐ L'individualisme
- ☐ Littératures allemandes d'aujourd'hui
- ☐ Coléme
- ☐ Les passions fatales
- ☐ Les frères Goncourt
- ☐ Boris Vian
- ☐ Freud
- ☐ William Faulkner
- ☐ Beudelaire

Nom :

Adresse :

Règlement joint par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire
40, rue des Saints-Pères
75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51



LIVRES • IDÉES
ACTUALITÉS

Le Carrefour des littératures européennes de Strasbourg

La frontière est double, ambiguë : parfois c'est un pont pour rencontrer l'autre, parfois une barrière pour repousser l'autre, pour situer tous les autres de l'autre côté. Jusqu'en 1989, la frontière qui coupait l'Europe en deux, le rideau de fer, faisait d'une moitié de cette Europe une espèce de *terra incognita*. L'Europe centrale et orientale était en effet, par antonomase, l'autre Europe. Ce concept ne désignait pas seulement un bloc politico-militaire, le monde communiste, il était aussi en lui-même une catégorie métaphysique d'extranéité et de refus, d'ignorance. L'autre Europe était de l'autre côté de cette frontière, elle était à l'est, et l'est signifiait – et pas seulement à cause de l'empire de Staline – quelque chose de négatif, d'indistinct et d'inquiétant, peut-être même de pas très convenable. Quand j'étais petit, je croyais que Prague se trouvait à l'est de Vienne et je fus bien étonné du démenti que m'apporta mon atlas scolaire.

Entre Ouest et Est, se dressait souvent l'obsession d'une barrière, la rage de situer quelque chose ou quelqu'un de l'autre côté. Le prince de Metternich disait qu'après le Rennweg, la rue qui traversait Vienne, commençaient les Balkans, autrement dit – à ses yeux – une trouble promiscuité asiatique. Par ailleurs, à Ulm, qui se trouve très loin à l'ouest de Vienne, on dit qu'à Neu-Ulm, dans la même ville, mais de l'autre côté du Danube, commencent les Balkans, le terme ayant là encore une connotation négative.

Le mur de Berlin a sans doute été à la fois le symbole et la réalité la plus terrible de cette scission, de cette déchirure qui semblait diviser l'Est et l'Ouest et empêcher ainsi l'avènement d'une véritable unité européenne. Aujourd'hui, à Berlin, le mur n'existe plus, heureusement, mais les barrières entre les deux villes, celle de l'Est et celle de l'Ouest, restent palpables. Les frontières ont la vie dure, elles se camouflent, elles se régénèrent et se multiplient comme des cellules cancéreuses. Le défaut, la malédiction des frontières, c'est qu'on les considère comme infranchissables, « *unüberwindlich* », comme dit Willy Haas à propos du triple ghetto de Prague, qui séparait les hommes avec une triple enceinte de murs.

Aujourd'hui, à peine ébranlés les murs idéologiques qui empêchaient la création d'une Europe unie, voici que resurgissent des murs nationaux et ethniques tout aussi farouches et funestes, tout aussi dangereux pour notre patrie commune, l'Europe. Après les grandes événements de 1989, nous savons au moins qu'il n'y a pas d'autre Europe, que ces pays – hier encore ignorés ou

Le Carrefour des littératures européennes de Strasbourg se tiendra les 8, 9, 10 et 11 novembre dans la capitale alsacienne. Cette manifestation, qui a pour vocation « de démontrer le rôle privilégié que joue la littérature dans la rencontre et le dialogue des cultures européennes », s'est donné cette année pour thème « Impressions du Sud ». Un Sud tout à la fois grec, chrétien, arabe,

rencontre des civilisations et berceau du grand roman européen. Participeront notamment à ces rencontres Yachar Kemal, Juan Goytisolo, Antonio Lobo Antunes, José Saramago, Javier Tomé, Joseph Brodsky – qui viendra rendre hommage à Danilo Kis, – Pierre Mertens, Cees Nooteboom, Nedim Gürsel. Et Claudio Magris qui prononcera le vendredi 8 novembre à 17 heures la

conférence inaugurale dont nous publions ici un extrait. Magris, né à Trieste en 1939, a grandi dans la double culture italienne et allemande. Et c'est en pensant à la situation actuelle de la Yougoslavie, aux portes de Trieste, que l'auteur de *Danube* (L'Arpenteur, 1988) a écrit cette méditation sur les idées de frontières et de passages.

effrayants et informes de l'empire de Staline, qui commençait à six ou sept kilomètres de chez nous.

Après quelques années sombres qui changèrent par la violence le visage de ces terres, en altérant leur italianité, cette frontière, en corrélation avec les transformations intérieures de la Yougoslavie, devint à nouveau franchissable, presque purement formelle ; on la traversait continuellement et on en arrivait à l'oublier. Parfois, assis dans une auberge ou étendu sur une plage, on ne savait plus très bien, l'espace d'un instant, de quel côté on se trouvait. On se sentait de nouveau chez soi, bien que dans une réalité modifiée et, pour l'Italie, perdue ; on découvrait qu'on appartenait non seulement à son propre pays mais à un monde mêlé et divers, un monde adriatique italo-slave qui s'étendait jusqu'à la Dalmatie.

Il y a trois mois, les affrontements entre les Slovènes et l'armée fédérale yougoslave et ensuite Serbes et Croates, ont de nouveau exacerbé les problèmes de cette frontière, déchirant notre réalité quotidienne, interrompant et brisant absurdes des rapports, des habitudes et des nécessités de tous les jours, ou au moins les rendant difficiles. Pour moi, ne pas pouvoir franchir cette frontière serait grotesque ; autant m'interdire de traverser la rue en sortant de chez moi. Le drame qui ensanglante aujourd'hui la Yougoslavie m'atteint directement, s'attaque à mon univers, tranche dans le vif de mon quotidien et m'arrache un morceau de ma réalité.

Quand on peut la franchir sans difficulté, la frontière n'existe pas ; quand on ne peut pas la franchir, on s'aperçoit qu'elle passe à travers nous, et qu'elle coupe en deux notre être, en nous séparant de nous-même. Si la frontière derrière laquelle se trouvent la mer, les villes côtières d'Istrie et le Karst slovène devait se fermer durablement, je me sentirais partiellement en exil, parce que je perdrais une partie de mon univers. Je perdrais justement cet accès au Sud, au Sud maritime mais pas seulement maritime, qui pour moi, paradoxalement, n'est pas représenté que par les routes qui mènent vers le Sud italien, le Mezzogiorno et la Grande Grèce, mais aussi par celles qui vont vers le sud de l'Adriatique, la Dalmatie et, plus loin, la Grèce. La Dalmatie est d'une certaine façon une symbiose entre l'Est et le Sud, une Europe de l'Est ouverte sur la mer et sur la civilisation méditerranéenne. Sans cette civilisation, je vois mal comment je pourrais vivre et écrire (...)

(Traduit de l'italien par Jean et Marie-Noëlle Pastureau)



SILVANO KLAVUNJAKO

L'homme des frontières

par Claudio Magris

méprisés – de l'Europe centrale et orientale font eux aussi partie de notre destin et qu'il n'est pas pensable de bâtir une Europe dont ils seraient exclus. D'autant plus terrible apparaît la division tragique qui est en train de mettre en pièces, de détruire ou de menacer de détruire en maints endroits l'unité européenne, qui se dissout dans l'ignorance de l'affirmation viscérale et obsessionnelle des identités particulières – non pas justement affirmées et aimées dans le cadre d'une commune unité supérieure, mais idolâtrées comme un absolu.

Les villes de la Mitteleuropa surtout sont souvent un entrelacs de frontières, à la fois lieux de transition et murs de barrage. C'est peut-être parce que je suis né à

Trieste que la littérature, pour moi, est essentiellement un voyage à la recherche de tout ce qui peut discréditer le mythe de l'autre côté, faire prendre conscience que chacun de nous est taillé d'un côté de la frontière, tantôt de l'autre ; que Chacun – le *Jedermann* des mystères sacrés du Moyen Âge – est l'autre. L'écrivain qui a inventé le paysage littéraire triestin, Scipio Slataper, commençait son livre *Mon frère le Corso* (Il mio Corso) en essayant de dire qu'il était et il découvrait que pour être sincère comme poète, il devait inventer et dire qu'il était un autre, quelqu'un de l'Est.

La rencontre entre les Alpes et la mer

Je voudrais seulement vous raconter quelques expériences triestines des frontières, de ce qu'elles ont de bon et de mauvais, des frontières ouvertes et fermées, rigides et mobiles, fossilisées et déplacées, protectrices et destructrices. Trieste est, par définition, un point d'intersection entre l'Est et l'Ouest, la porte orientale de l'Italie, la frontière occidentale à travers laquelle bien des éléments de la culture et de la civilisation « mitteleuropéennes » sont entrés en Italie. Mais Trieste est aussi un carrefour Nord-Sud que l'on néglige souvent dans l'image stéréotypée de la ville, mais qui est bien présent et profondément enraciné dans l'imaginaire collectif. Trieste, c'est la rencontre entre les Alpes et la mer, une première étape dans la découverte du Sud pour beaucoup de voyageurs transalpins, spécialement les Austro-Allemands. Trieste est surtout un point de rencontre de la civilisation germanique et de la civilisation slave avec la mer, avec l'Adriatique vénitienne. La mer de Trieste – ressentie comme Sud,

comme charme et attrait du Sud – exerce une fascination existentielle et culturelle sur la sensibilité transalpine, depuis Maximilien, l'empereur du Mexique, qui créa Miramare, jusqu'à ces Autrichiens qui après 1918 et l'effondrement de l'empire austro-hongrois ne se résignèrent pas à quitter Trieste devenue italienne, justement parce qu'ils ne pouvaient pas renoncer à cette composante maritime, adriatique, idéalement tournée vers la Méditerranée et l'Europe du Sud-Est qu'était pour eux Trieste. Se renfermer dans une terre danubienne sans contact avec la mer, c'était devenu impensable.

La Mitteleuropa, à Trieste, c'est aussi cette nostalgie de la mer qui naît d'une certaine mélancolie continentale, et que j'ai tenté d'exprimer dans *Danube*. Pour le reste, en ce qui me concerne, la présence constante, centrale et fondatrice de la mer dans presque tout ce que j'écris – et pas seulement dans le dernier roman que je viens de publier, *Un altro mare* (Une autre mer) – est indissolublement liée à mon expérience de la mer à Trieste, en Istrie et en Dalmatie, indissociable pour moi de l'enfance et de l'amour, du sentiment de l'unité de la vie (...)

Mais la mer aussi a des frontières, arbitraires et funestes comme toutes les frontières.

A la belle saison, de mai au début d'octobre, à Trieste, je vais nager tous les jours, ne serait-ce qu'une demi-heure, sur la rivière di Barcola, non loin de l'improbable château de Miramare. En face, je vois Trieste, et plus loin encore, dans la langue de terre qui barre le golfe, au-delà de la frontière yougoslave, en Istrie, la campanile vénitienne de Pirano – un monde familier, dans lequel je me sens chez moi autant qu'à Trieste, d'où sont originaires certains de mes

parents et de mes camarades de classe, où il est naturel d'aller prendre un café ou plonger dans la mer d'un bleu plus profond en cet endroit, et qui pourtant se trouve de l'autre côté de la frontière.

Quand j'étais petit, cette frontière n'existait pas ; ce campanile et cette ville tout en ruelles et en petites places vénitennes se trouvaient en Italie, et se rendre là-bas, de l'autre côté du golfe, était aussi naturel et nécessaire que de passer d'une pièce à l'autre quand on est chez soi. Après la guerre, l'Istrie fut conquise par la Yougoslavie ; la frontière qui vint alors la séparer de nous était le rideau de fer, et ces lieux naguère si familiers devinrent inaccessibles, perdus qu'ils étaient dans les lointains

PIERRE BOURGEADE

Chroniques du Français Quotidien



Quelle langue les Français parlent-ils en 1991 ?



Dans la collection « La vie des mots » : René Drolin Dictionnaire extraordinaire des mots ordinaires Jean-Paul Colin Ciseaux, gourgandine et vieillesse Les mots des provinces de France

186 pages - 128 F

belfond

FRANÇOISE DOLTO.

Cette jeune fille qui dérangera

notre époque.



CORRESPONDANCE I.
ENFANCE ET JEUNESSE.

HATIER

سكرا من الحاح

A LA GUERRE
COMME À LA GUERRE

de Tomi Ungerer.
Dessins et souvenirs d'enfance.
Préface de Jean Vautrin.
Ed. La Nuée bleue.
D.N.A.-Strasbourg, 120 p., 159 F.

FATRAS

de Tomi Ungerer.
Préface de Michel Polac.
Ed. Vents d'Ouest.
(31-33, rue Ernest-Renan,
92 Issy-les-Moulineaux).
88 p., 249 F.

Je dois obéir partout. Je dois obéir partout... L'élève de six ans qui recopie mécaniquement sur son cahier ces lignes comminatoires en paiement d'une punition depuis longtemps oubliée, restera marqué par la révolte, «désobéissant» à perpétuité. Ce qui n'exclut d'ailleurs pas le goût de la discipline... Il y a une vingtaine d'années, avec le *Géant de Zéralda*, les *Trois Brigands* ou *Pas de baiser pour maman*, Tomi Ungerer, l'Alsacien, avait renouvelé le monde du livre pour enfants, remettant délibérément en question les conventions de la littérature enfantine en apprivoisant les monstres, les ogres et les tabous (1). «Je suis un agent provocateur, aime-t-il à dire. J'ai toujours voulu faire des livres d'enfants qui ne plaisent pas aux adultes. Surtout, je donne aux enfants les moyens, en développant leur imagination, de provoquer les adultes». Il ajoute en éclatant de rire : «Si je suis à cheval sur les principes, c'est pour faire de l'équitation!»

Il y a dix ans, une grande rétrospective organisée par François Mathieu au Musée des arts décoratifs permettait aux Français adultes de découvrir ce que leurs enfants savaient depuis longtemps, même s'ils n'avaient accès qu'à une partie du talent de Tomi Ungerer : un graphiste génial, célèbre aux États-Unis pour ses affiches politiques ou publicitaires, féroce et tendre à la fois, puritain volontiers porno.

Il avait fini par décider de revenir sur le vieux continent pour y élever, en bon père de famille, ses enfants (tous trois nés sous le signe du Taureau), en même temps que ses chats, ses moutons et ses cochons. Il avait fini par retrouver son Alsace natale, se partageant tout de même entre Stras-

bourg et l'Irlande, les «deux îles» de son existence. «J'ai débouché sur mes racines», reconnaît le grand maigre géant alsacien à la vitalité débordante à qui les éclaireurs avaient donné le totem de «Fourmi-boute-en-train».

Il faut avouer que l'existence - l'Alsace, la guerre, une famille étonnante et artiste à sa façon - avait donné à son imagination toutes les occasions de s'épanouir, et c'est une véritable autobiographie jusqu'à sa quinzième année (le premier tome de son autobiographie, assure-t-il) que nous livre Tomi Ungerer, pour son soixantième anniversaire, dans un drôle d'album écrit et illustré par lui-même, intitulé *A la guerre comme à la guerre*. Est-ce un livre pour adultes? Est-ce un livre pour enfants? ... Disons plutôt que c'est un livre d'enfant pour tous.

«Ma mère ne jetai rien, commence-t-il. C'est ainsi que j'ai retrouvé intacts mes dessins d'enfants, mes journaux, lettres, cahiers d'écolier, bulletins...» Né le 28 novembre 1931 dans une Alsace redevenue française en 1918 après quarante-sept années d'annexion allemande, Jean-Thomas, dit Tomi, a été élevé dans la profonde familiarité des dessins de Hansi. Ceux-là même qui avaient jadis entretenu chez ses parents le chauvinisme d'une Alsace française et dont il s'inspirera inlassablement. Son père, astronome, collectionneur, meurt lorsqu'il a trois ans et c'est sa mère qui élèvera seule les quatre enfants.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Tomi Ungerer, Fourmi-boute-en-train



«Dessiner un juif fut le premier devoir à faire à la maison après la rentrée des classes allemandes»

TOMI, le cadet, est le chouchou. Il a neuf ans en 1940; les instituteurs alsaciens sont remplacés par des professeurs allemands ayant déjà servi dans la Wehrmacht; l'Allemand devient la langue obligatoire et l'utilisation de la langue française est interdite sous peine d'amende, tout ce qui est imprimé en français est en cérémonie brûlé dans la cour de récréation; les enfants doivent réapprendre à écrire en *Sütterlinschrift*, l'écriture gothique; les noms et prénoms français sont germanisés et Tomi-Jean-Thomas devenu Hansi doit apprendre par cœur : «Notre Führer s'appelle Adolf Hitler. (...) Notre Führer est un grand soldat et un travailleur infatigable, etc.». Mais bientôt, au lieu de crier l'obligatoire «Heil Hitler!», lui et ses camarades

m'adaptais, écrit aujourd'hui Ungerer. Là se trouve l'origine de ce que j'ai appelé par la suite mon caméléonisme. Tout était remis en perspective par la complexité de la situation : Français à la maison, Allemand à l'école, Alsacien avec mes petits copains. La mère ne punit pas, mais lui enseigne sa morale à elle, peu conventionnelle, qui sera une école de liberté : quand un camarade venant le ramène par l'école afin qu'il soit sérieusement puni pour avoir allumé un pétard dans son magasin, au lieu de le punir, elle éclate d'un fou rire; quand elle doit aller à la Gestapo pour répondre à une dénonciation l'accusant de continuer à parler français en famille, elle répond bravement à l'officier allemand, devant son fils effrayé : «Oui. Vous ne m'empêchez jamais de parler le français; et pourquoi? Je vais vous le dire : si plus aucun Alle-

mand ne parle le français, comment comp- tez-vous administrer la France après la grande victoire finale?»

EN 1943-1944, il tient un journal qu'il illustre, et écrit dans un français estropié et criblé de fautes d'orthographe : «Lundi 7 février 1944 : je déteste les Allemands plus que jamais. Mardi 8 février : je regrette horriblement que les Français ne soit pas là, j'aimerais tant être soldat. Depuis j'ai trouvé le secret de la perspective». Il a gardé aussi le livre de famille de ses pous où étaient recensées quatre causes de décès : elles pouvaient être mangées, assassinées, vendues ou mourir de vieillesse.

Un dessin de 1943 représente un camion qui emmène les «ennemis du peuple» au camp de Schirmeck, ou au Struthof, ou plus loin. «Nous savions qu'il y avait des camps de concentration», écrit-il. Les Allemands ne se gênaient pas pour nous en menacer. On se posait des questions sur la nature du sort. On disait qu'il était produit avec des juifs pour matière première. Les arrestations se faisaient de plus en plus fréquentes.

Il a choisi la décision qui permet de supporter l'adversité. Et de dire clairement ce que l'on préfère se cacher. Sans exclure la compassion. Dès l'enfance, Ungerer, le faux naïf savait mordre, donner des coups de poing, avec des dessins satiriques cruels sans méchanceté. Il continuera. Comme le montre l'album «pour adultes», justement intitulé *Fatras*, qui donne, dans le désordre, un échantillon de vingt-cinq ans de dessins d'Ungerer tirés de ses albums. Un choix trop fragmenté, trop chaotique pour rendre vraiment justice à l'artiste.

Avec *A la guerre comme à la guerre*, au contraire, Fourmi-boute-en-train, devenu un actif militant pour le développement des relations interculturelles dans l'Europe rhénane avec sa «Culture Bank» (2), a retrouvé l'Alsace. Et le temps idéal d'une enfance que même la guerre n'a pas gâtée et qu'il n'a finalement jamais perdue.

(1) Les livres pour enfants de Tomi Ungerer ont tous paru à l'école des Loisirs.

(2) Voir le *Monde* du 25 novembre 1990 : «Tomi Ungerer, banquier de la culture».

Steadman mordant

CHIENS

de Ralph Steadman.
Éditions Ménétheu, 115 F.

On dit parfois d'un traité, d'une monographie qu'ils «épuisent le sujet» : c'est le cas de *Chiens* de Ralph Steadman (textes et dessins). Les chiens en sortent épuisés, leurs maîtres éreintés et le lecteur écroulé... de rire!

Le grand Ralph est donc de retour... Après avoir escaladé Freud, rebondi sur Léonard de Vinci, plané autour de Dieu, il plonge sur le bitume, près du chien et de son propriétaire, en nous offrant un manuel pratique (enfin, presque) d'éducation canine, quelque part entre Lawrence Parnoud et Françoise Dolto. On y apprend, entre autres choses utiles, l'art et la manière de prendre la température de son chien : «Ce serait mentir de dire que c'est une partie de plaisir...»

Jamais méchante, mais assassine, la plume est délicate et foudroyante, jamais réaliste, mais embrochant la vérité. Le trait y jubile, économe et prodigieux.

Un ROTTWEILER aujourd'hui
EST MOINS DANGEREUX
— MAIS MEUX VAUT NE PAS S'Y FIER



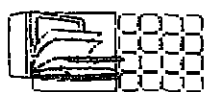
Bref, un ouvrage mordant de justesse, qui heppera les amis des chiens et vengera ceux qui les haïssent.

Jean-Pierre Cagnat

* Le même éditeur publie un album de *Portraits d'amis et autoportraits*, de Jean Cocteau, présenté par Edouard Dermit, légendaire universel du poète. La plupart de ces dessins étaient inédits, 240 F.

Ce récit d'un écrivain serbe,
Miroslav Popovic...

J'ai oublié le titre, aidez-moi.*



3617 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans auteur : Popovic, Miroslav

ROMANS POLICIERS

Ecrit sur du noir

UN HOMME DANS LA FOULE

de Budd Schulberg.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michèle Valencia.
Rivages «Ecrits noirs»,
280 p., 99 F.

DIX-HUIT IMAGES PAR SECONDE

de Budd Schulberg.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Michel Lebrun.
Seghers, 487 p., 175 F.

LE RETOUR DE JACK

de Ted Lewis.
Traduit de l'anglais par Jean Esch.
Rivages «Ecrits noirs»,
266 p., 52 F.

MALGRÉ ce qu'on pourrait déduire des thèmes et des décors de son œuvre, Budd Schulberg n'est pas né dans la rue. Les étoiles qui se penchent sur son berceau n'étaient pas celles qui servaient de ciel de lit aux trimardeurs qui arpentaient l'Amérique de la Grande Crise, ni celles qui éclairaient aujourd'hui la longue nuit des *homeless*. Les étoiles de Schulberg étaient des stars. Couvertes de strass et de carats, elles brillaient de toute leur ambition au-dessus du rejeton d'un des rois de ce monde.

Né au sein de l'Olympe (Hollywood 1914) de la très jupitérienne cuisine du directeur des studios Paramount, Budd Schulberg était programmé pour ne connaître l'humanité que par oui-dire et pour ne l'approcher que par déductions fiscales interposées. Heureusement pour nous, le pire n'est pas toujours sûr et le petit prince se débarrasse très vite de sa cuiller d'argent pour mieux pouvoir cracher dans la soupe. Soupçonneux des apparences, il explore l'autre côté du décor et découvre que les dieux sourient à grands coups de mâchoires dans un firmament qui se lézarde sérieusement.

Son premier roman, *Qu'est-ce qui fait courir Sammy?*, satire acerbe et transparente des mœurs du paradis, enchante le public mais déplaît aux dieux. Sam Goldwyn et Louis Mayer s'y reconnaissent et virent l'insolent de Hollywood; plaisante mesquinerie, qui prend tout son sel

quand on sait le succès mondial qu'obtiennent les adaptations de *Sur les quais*, *Plus dure sera la chute* et *Un homme dans la foule*. Loin des étoiles à paillettes, ce libéral né trouve vite le décor de son inspiration et, s'il n'est pas le seul à s'attaquer aux soûles du mythe américain, c'est la précision clinique de son regard qui le rend unique.

Parce qu'il vient du monde des apparences, Schulberg se méfie de tout. Il écrit noir comme quelqu'un qui sait que le crépuscule commence à la sortie de l'enfance, et il écrit juste, comme les funambules marchent juste. Peu connu en France, l'œuvre de Budd Schulberg est pourtant un guide indispensable pour tous ceux que l'Amérique irrite et fascine.

Deux livres viennent de paraître qui résumant bien l'œuvre et le parcours de cet iconoclaste paisible. L'un, *Dix-huit images par seconde*, est le récit de son enfance dorée à Hollywood; l'Olympe vu de l'intérieur ou la vie des saints racontée par un hagiographe athée. C'est tellement drôle qu'on regrette presque que ce soit vrai. L'autre, *Un homme dans la foule*, est un recueil de nouvelles qui, à la manière d'un plan panoramique, met en scène la pensée d'un pessimiste qui parle du monde comme un scalpel parle du corps. C'est tellement vrai que ça en paraît tout drôle.

TED LEWIS est mort en 1976. Il avait quarante ans et huit romans derrière lui. Robin Cook le considère comme le précurseur de la renaissance du roman noir en Angleterre. Publié en 1970, son premier roman, *Le Retour de Jack*, a mis vingt et un ans pour traverser la Manche. Mais on attend encore la renaissance du genre dans un

pays qui parle toujours du crime comme d'une partie de cricket.

Le Retour de Jack raconte l'histoire d'un voyou-pas-si-mauvais-que-ça qui retourne au pays pour venger la mort d'un frère pas-si-bon-que-ça et qui découvre que la meilleure façon de se pencher sur son passé est encore de le passer au lanco-flamme. Une intrigue rectiligne dans un monde à sens unique, où l'humanité ne paie pas plus que le crime. Un monde où l'espérance heurte aux ruines des usines déglacées et où les chômeurs apprennent vite qu'une putain n'est jamais qu'une chômeuse qui revend sa dignité.

Comme Cook, Lewis pratique le suspense à rebours : il éclaire l'entrée du tunnel et plonge ensuite le lecteur dans des ténèbres si profondes que le pire n'est plus à redouter. Comme Cook, Lewis écrit comme on se confesse : ses personnages ne se révoltent pas; ils expient. Condamnés d'avance, ils paient une enfance privée d'innocence et se vengent comme on se crucifie. Comme ceux de Cook, le roman de Lewis parle d'un univers qui a une si sale gueule que l'ultime preuve d'humanité de ses incurables, leur dernière politesse, est de mourir avec un pansement propre.

L'Angleterre de Lewis et de Cook ressemble à celle de Dickens, Virginia Woolf ou D. H. Lawrence. A croire que la renaissance du roman noir anglais est déjà derrière lui. A croire qu'il ne faut furer de rien au pays de Shakespeare et de la conduite à gauche.

Patrick Raynal

* Du 18 au 24 novembre, «le polar démodé» à la Roche-aux-Bois. La festi-val, troisièmes du nom, y tiendra table ouverte : cinéma, conférences, débats, soirées, etc. et bien sûr, noëlisme au jour-le-jour.

□ Poètes en Val-de-Marne. — Henri Deluy, poète et traducteur de poésie, et le conseil général du Val-de-Marne proposent jusqu'au 19 novembre la première Biennale internationale des poètes en Val-de-Marne, appuyée par le Centre national des lettres. Elle réunira un cercle de plus de quarante poètes français (Deguy, Roubaud, Dupin, etc.) et étrangers, venus des États-Unis, de Russie, d'Italie, d'Allemagne, de Roumanie, d'Espagne, d'Argentine, des Pays-Bas, du Portugal, d'Espagne et du Venezuela. Rencontres, lectures,

animations, et cinq tables rondes (sur les revues, la traduction, l'édition et la diffusion, etc.) sont prévues dans les centres culturels, théâtres, bibliothèques de treize villes du Val-de-Marne, jusqu'au 16 novembre. Mais la biennale va jouer les prolongations hors du département jusqu'au 19 novembre puisqu'elle va s'exporter au Centre de poésie et de traduction de Royanmont, au Centre Georges-Pompidou, à Marseille, Montpellier et Avignon. Renseignements : 49-59-58-00. — (Corresp.)

32. Le débat sur les quotas agricoles
33. Le monde Affaires

36. Marchés financiers
37. Bourse de Paris

Afin d'aider à la reprise de l'économie américaine

«Credit crunch» à la française?

La Réserve fédérale américaine vient à nouveau de réduire le taux de l'escompte dans l'espoir de faire baisser le prix de l'argent et de relancer une activité économique toujours languissante à un an des élections. Mais suffit-il d'offrir de l'argent à un prix relativement bas — comme c'est le cas aux États-Unis — pour inciter les ménages et les entreprises à emprunter puis à dépenser davantage? On le pensait jusqu'à présent; on commence maintenant à en douter.

Les entreprises et les particuliers n'ont peut-être pas intérêt à accroître leur endettement alors que les résultats financiers des premières sont mauvais et que l'endettement des seconds est très important. Pour réaliser une productivité en baisse, pour retrouver des profits suffisants, les firmes américaines licencient systématiquement dans l'industrie, mais aussi dans les services, cela avant de pouvoir recommencer à investir davantage. Quant aux ménages, leur taux d'épargne est si bas (4,5 % du revenu disponible) qu'on voit mal comment il pourrait encore se réduire, même si historiquement ce taux est descendu jusqu'à 3 %.

L'impression qui prévaut est bien que les efforts faits par la Maison Blanche et la Réserve fédérale sont réduits à néant — ou presque — par la situation de l'économie américaine, qui croule sous le poids des dettes, l'État n'étant pas en reste avec son énorme déficit budgétaire. Ce qui se passe aux États-Unis explique peut-être ce qui arrive en France, où la masse monétaire prise au sens large progresse très lentement : de 4,6 % en rythme annuel depuis le début de l'année, alors que la Banque de France avait autorisé entre + 5 % et + 7 %. Le phénomène pourrait être inquiétant : sur un an — par une totale stagnation des crédits de trésorerie allant aux particuliers. Ce qui signifie une baisse absolue de ces crédits sur les derniers mois, phénomène particulièrement brutal pour les prêts au logement.

De façon plus optimiste, on peut aussi soutenir que ce «credit crunch» à la française est le prix à payer pour que s'assainisse une situation qui était devenue malsaine. Pourquoi s'endetter alors que les prix des logements, qui avaient atteint des niveaux faramineux, sont en train de baisser? Pourquoi prêter, disent les banques, quand on n'est plus certain d'être remboursé, la loi Nélizet impliquant de nouveaux risques?

Si les entreprises ont beaucoup emprunté ces dernières années, ce n'était pas toujours pour financer des opérations «valables» de fusion-acquisition mais plus souvent pour remplacer immédiatement l'argent dans des organismes de placements collectifs. Ces spéculations malsaines sont en train de se raréfier. Malgré les apparences, tout ne va peut-être pas si mal.

ALAIN VERNHOLES

La Réserve fédérale procède à une nouvelle baisse des taux d'intérêt

Cédant aux pressions de l'administration Bush, préoccupée par la faiblesse de la reprise économique et par le camouflet infligé à certains candidats républicains lors des élections-tests de la veille, répondant aussi à l'invité des marchés financiers, la Réserve fédérale (Fed) a annoncé le 6 novembre la réduction d'un demi-point de son taux d'escompte ramené à 4,5 %, son niveau le plus bas depuis janvier 1973. Dans le même temps, la banque centrale a injecté des liquidités dans le marché, pour la seconde fois en une semaine, de façon à faire baisser les taux des fonds fédéraux (déterminant le loyer de l'argent pour les prêts interbancaires) de 5 % à 4 3/4 %, plus bas niveau depuis 1977. Les banques commerciales ont aussitôt emboîté le pas à la Fed en réduisant leur taux de base (prime rate) de 8 % à 7,5 %, au plus bas depuis 1987.

NEW-YORK

de notre correspondant

Ces décisions ont été accueillies sans ferveur excessive à Wall Street où l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, mettant un terme à quatre séances consécutives de baisse, a clos mercredi à 3038,46 points, en hausse de 7,15 points seulement sur la veille.

Selon un schéma désormais classique, cette réduction des taux directeurs américains, la quatrième depuis le début de l'année, est destinée à stimuler l'activité économique via une baisse du loyer de l'argent qui devrait se répercuter sur les taux hypothécaires (et donc relancer l'acquisition de logements et les mises en chantier), sur les crédits aux particuliers (et donner un coup de pouce à la consommation), enfin sur les entreprises (de façon à baisser le coût de leurs crédits et pouvoir transférer cet allègement de leur dette sur l'investissement productif, voire de nouveaux emplois). C'est l'ailleur le sous que le président Bush entendait donner à cette décision de la Réserve fédérale.

M. Brady sur la sellette

«Avec cette baisse des taux, les gens vont soudain se réveiller et décider que le moment est venu d'acheter une maison ou une voiture», a indiqué le président américain sur le perron de la Maison Blanche. Feignant d'oublier que les précédentes baisses de taux constatées au cours des derniers mois n'ont, à aucun moment, fait tressaillir la consommation et qu'on continue les banques se heurtent de plus en plus souvent à la grogne de leurs clients, furieux des taux qui continuent à être pratiqués sur leurs cartes de crédit ou sur leurs prêts immobiliers en dépit de la décade annoncée. Un mouvement d'humeur d'autant plus compréhensible que l'écart entre le taux d'escompte et le taux de base reste de trois points, ce qui signifie effectivement

que l'impulsion venue d'en haut ne se répercute pas à l'identique sur toute la cascade des taux d'intérêt.

Le mécontentement ne se limite pas à la rue, ou aux guichets des banques. Il agite naturellement le monde politique et certains, parmi les plus conservateurs du Parti républicain, pressent le président Bush non seulement d'avoir un discours plus offensif mais aussi de se séparer de ceux qui font trop pâle figure dans son équipe. Ainsi, au cours d'une conférence de presse, M. John Cregan, le président du Business and Industrial Council, un organisme de lobbying installé à Washington et qui regroupe 1500 patrons influents, a-t-il estimé le 6 novembre que M. Bush «devait exercer son leadership et adresser un message ferme, favorable à la croissance, au peuple américain».

Dans le même temps, d'autres membres conservateurs des milieux d'affaires préconisent de remplacer M. Nicholas Brady, l'actuel secrétaire au Trésor, par son homologue du logement, M. Jack Kemp qui, lui, est un chaud partisan de la réduction d'impôts, un moment envisagée par le président Bush et finalement écartée sur l'avis de certains de ses conseillers. Parmi ceux-ci figurent M. Brady mais aussi M. Richard Darmon, directeur du budget. Tous deux estiment que le remède serait pire que le mal pour l'équilibre des finances publiques, ce que contestent vigoureusement M. Kemp et un autre «réagisseur», le secrétaire au Commerce, M. Robert Mosbacher, un spécialiste des campagnes électorales.

De son côté, fustigeant une fois de plus les médias qui ne retiennent, selon lui, que les mauvaises

nouvelles, M. Michael Boskin, le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a estimé que la situation de l'économie américaine devrait s'améliorer «d'ici au printemps» prochain, rappelant que l'administration escompte toujours un taux de croissance de l'économie de 3,6 % en 1992. Une affirmation qui reste hautement optimiste au vu des principaux indicateurs. Il y a quelques jours à peine, l'administration américaine a fait état d'une remontée du taux de chômage à 6,8 % en octobre contre 6,7 % le mois précédent et l'indice précurseur des indicateurs économiques, établi pour septembre, a baissé de 0,1 %, une régression certes peu importante mais qui constitue la première du genre depuis huit mois.

Le semi-échec des adjudications du Trésor

De plus, la hausse de 2,4 % en rythme annuel du produit national brut au troisième trimestre, annoncée fin octobre, pour réconfortante qu'elle soit après trois trimestres consécutifs de baisse (le Monde du 31 octobre) pourrait — même si le dernier trimestre est encore en progression — se ralentir nettement au début de l'année prochaine.

En attendant cette échéance, certains commentateurs estiment que la Réserve fédérale n'aurait consenti à baisser les taux qu'après avoir constaté l'avertissement lancé la veille par les électeurs à leur président (la Fed a naturellement démenti en privé), ou encore au vu du mauvais résultat de son adjudication de bons du Trésor intervenue le même jour, adjudication lancée selon de nouvelles dispositions

visant à assurer une meilleure transparence du marché après le scandale de la banque d'affaires Salomon Brothers, accusée d'avoir monopolisé les enchères.

Le gouvernement, qui mettait en vente 14 milliards de dollars de bons à trois mois, s'est battu les flancs avant de trouver preneur pour ses titres. Il a même dû payer plus cher que prévu, un détail qui n'échappe pas au contribuable américain, maintenant sensibilisé au problème de la dette publique.

Ce semi-échec s'explique en partie par les incertitudes que continue à entretenir la nouvelle procédure mise en place le 5 novembre et destinée à l'ensemble du marché au lieu des seuls spécialistes en valeurs du Trésor (*primary dealers*) comme précédemment. Mais le même phénomène s'est reproduit le lendemain lorsque 12 milliards de dollars de bons à dix ans ont été mis en adjudication, suscitant également la moue du marché. Le véritable test est prévu pour le 7 novembre avec une troisième adjudication, cette fois-ci de bons du Trésor à treize ans, une durée qui a valeur indicative. A l'issue de cette opération, on saura si les opérateurs n'ont toujours rien compris à un mécanisme de mise aux enchères qui n'est pas d'une sophistication telle qu'il paralyse le marché. Ou bien, plus simplement, si le marché, contraint d'avaloir 38 milliards de dollars en trois séances, n'a pas trouvé que c'était un peu trop en période de grande incertitude politique et économique.

SERGE MARTI

Mise en redressement judiciaire, suppressions d'emplois, mesures d'urgence...

Restructurations en chaîne dans le textile

Les pouvoirs publics aideront les entreprises du textile et de l'habillement, comme vient de le rappeler une circulaire de M. Pierre Bérégovoy. Les temps sont particulièrement durs pour un secteur marqué, par des suppressions d'emplois chez DRF, la mise en redressement judiciaire de Cernay SA, la reprise des Héritiers de Georges Perrin et la restructuration du groupe VEV.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, vient d'adresser une circulaire aux préfets et aux trésoriers généraux leur demandant d'étudier avec bienveillance les difficultés financières des entreprises du textile et de l'habillement. L'objectif, conforme aux engagements pris en conseil des ministres le 24 juillet (le Monde du 26 juillet), est d'atténuer les problèmes de trésorerie d'un secteur frappé par la chute de la consommation.

C'est ainsi que les groupes en difficulté pourront bénéficier de délais pour l'apurement de leurs dettes fiscales et sociales, tandis que le remboursement des créances que ces mêmes entreprises possèdent sur l'Etat sera accéléré. Les comités départementaux d'examen des problèmes de financement des entreprises (CODEFI) et les comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI) sont mobilisés et pourront accorder des prêts pour aider aux restructurations.

La rentrée a confirmé les sombres pronostics de l'été. Si quelques groupes, comme la société Michel Thierry, ont annoncé une hausse de leurs résultats, le gros du secteur souffre terriblement. Dans le Nord, l'entreprise à capitaux britanniques DRF, en redressement judiciaire,

devrait annoncer, vendredi 8 novembre, 115 suppressions d'emplois à Cambrai (Nord) et à Saint-en-Gohelle (Pas-de-Calais), après avoir déjà décidé la fermeture de Kid's International (170 emplois), près de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

Dans l'Est, le tribunal de grande instance de Mulhouse a décidé, mercredi 6 novembre, la mise en redressement judiciaire de Cernay SA et de l'Alsacienne de filature (qui représente à elle seule environ 10 % du marché français fil, coton et tricotage). Cette mesure était devenue inévitable depuis le refus du Comité interministériel plus restructuration industrielle (CIRI) d'accorder les 30 millions de francs que lui avait demandés le groupe de M. Jacques Simon Bigart. «Une véritable casse du groupe Cernay», accuse son directeur général, M. Olivier Lautman, qui met fin à un redressement incertainement en cours. La sanction d'une faillite en avant, rétroquant les pouvoirs publics.

Le groupe avait été repris en 1988 avec 78 millions de francs de dettes sociales et fiscales — 22 millions auraient été, dès lors, remboursés — auxquels sont venus s'ajouter, depuis février, 25 millions de francs de cotisations impayées à l'URSSAF, qui a rejeté le moratoire de quinze ans qui lui était demandé. Au début de l'année, un audit, réalisé à la demande du CIRI, avait chiffré à 100 millions de francs les besoins de financement du groupe. Les pouvoirs publics ont jugé insuffisante et trop tardive l'offre faite devant le tribunal par M. Simon Bigart d'apporter 35 millions à l'aire. Aujourd'hui, Cernay cherche des repreneurs.

Le groupe Les Héritiers de Georges Perrin (HGP) devrait connaître le sien vendredi. Le 16 octobre, trois candidats ont exposé leur plan de reprise devant le tribunal de commerce d'Epinal.

Trois plans prévoient d'importantes suppressions d'emplois — de 230 à 260 sur un total de 630 — ainsi que la fermeture de l'usine de Charnes (Vosges). Favori, semble-t-il, des organisations syndicales, M. Gérard Bittner, PDG du groupe textile maurillais Noailles, a ses vœux pour le soutien du CIRI, qui lui a préféré M. Alain Thirion. C'est en effet cet industriel vosgien, spécialiste de la reprise d'entreprises en difficulté, qui se propose de consacrer le plus de moyens financiers au sauvetage de l'ICP : 94 millions de francs au départ, puis 75 millions pour les investissements de modernisation.

Mais, de tous, c'est bien sûr le dossier VEV qui retient le plus l'attention. L'assemblée générale des actionnaires du numéro trois du textile français — accusé in extremis du dépôt de bilan en juillet — a décidé, lundi 4 novembre, de procéder à sa restructuration en deux temps : une réduction du capital de près de 100 %, suivie d'une augmentation de 1,2 milliard de francs par apport de créances bancaires. Mais, au terme du protocole d'accord signé cet été par les banques, les pouvoirs publics et le nouveau PDG, M. Pierre Berberis, ce dernier conservera le contrôle de la société.

Mais, s'il veut redresser son groupe, M. Berberis est condamné à aller beaucoup plus loin. Le nouveau PDG a entamé, depuis quelques semaines, un très important plan de restructuration : 197 emplois seront supprimés à La Lainière de Roubaix, 140 à Boussac SNC, 63 à Cussonage. Une réduction de 174 emplois à l'intérieur devrait être annoncée dans les prochains jours. Il est vrai que VEV a accusé une perte de 669 millions de francs au premier semestre et prévoit un exercice «très déficitaire» pour l'ensemble de l'année.

PIERRE-ANGEL GAY

La «déclaration d'automne» du chancelier de l'Echiquier

M. Lamont annonce une rallonge budgétaire de 11 milliards de livres

Les propos tenus mercredi 6 novembre par le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, — lors de la présentation des grandes lignes du projet de budget pour l'année fiscale 1992-1993, commençant le 1^{er} avril — sur la fin de la récession économique et le retour de la croissance se sont vus résolument optimistes, à quelques mois d'un scrutin parlementaire.

LONDRES

de notre correspondant

C'est un peu en «père Noël», pour reprendre le qualificatif du Times, que s'est présenté, mercredi 6 novembre, le grand argentier britannique, M. Norman Lamont, distribuant, lors de la présentation des grandes lignes du projet de budget 1992-1993, des «rallonges budgétaires» aux ministères confrontés le plus directement à la grève populaire : les nouveaux crédits seront consacrés pour l'essentiel à l'amélioration des services publics (santé, transports, éducation, sécurité sociale). On comprend mieux pourquoi, il y a un mois, le chancelier de l'Echiquier insistait pour que les élections aient lieu seulement au printemps : il espérait avoir d'ici là appliqué un baume salvateur sur un électoral qui, selon les sondages, se tourne de plus en plus vers le parti travailliste.

Le parti conservateur profite donc de ses bonnes relations traditionnelles avec la City pour faire accepter une rallonge budgétaire de 11 milliards de livres (110 milliards de francs). Le montant total du projet de budget de l'exercice 1992-1993 atteint désormais 226,6 milliards de livres, soit une augmentation de 5,5 milliards de livres par rapport aux chiffres annoncés au moment de la présentation du budget, en mars. Cette somme est complétée par un prélèvement de 3,5 milliards sur la réserve pour imprévus (dotée d'un fonds de 7 milliards) et par une augmentation des recettes attendues du programme de privatisations, pour un montant de 2,5 milliards.

Ainsi actualisées, les dépenses budgétaires progresseront de 21 milliards par rapport à l'exer-

cice antérieur. Le niveau des dépenses envisagées devrait ainsi se traduire par des besoins d'emprunt pour le secteur public d'environ 10,50 milliards de livres cette année. La moitié des dépenses nouvelles (4,25 milliards) pour le financement de la sécurité sociale et 1,4 milliard pour pallier la perte de recettes de British Rail) sont dues aux effets de la récession économique et ont un caractère quasi-obligatoire. La récession se traduit, selon les dernières statistiques, par quelque 860 faillites hebdomadaires, 635 saisies de résidence principale par semaine, enfin une augmentation du nombre des chômeurs qui a atteint 750 000 cette année, pour atteindre un total de 2,46 millions.

«Pots-de-vin électoraux»

Fidèle à son habitude, M. Lamont s'est montré confiant quant à la reprise de la croissance de l'économie britannique. D'après un regain de consommation, celle-ci devrait selon lui atteindre 2,25 % en 1992, un chiffre bien supérieur aux prévisions des économistes de la City, qui avancent celui de 1,7 %.

Dans l'ensemble, l'affectation des dépenses est directement liée au débat politique de ces derniers mois et aux thèmes qui vont dominer la campagne électorale : la santé notamment, avec la réforme du Service national de santé (NHS) — que l'opposition qualifie de privatisation rampante, — reçoit 1,6 milliard de livres, ce qui correspond à une augmentation de 4,2 %. L'éducation, objet de tant de critiques, perçoit des crédits en augmentation de 4,6 %. Les transports ne sont pas oubliés, de même que le secteur de la défense, qui reçoit une rallonge de 830 millions de livres, destinée certes à éponger une partie du coût de la guerre du Golfe, mais aussi à financer la réduction des effectifs totaux de l'armée.

Le chancelier de l'Echiquier du «cabinet fantôme», M. John Smith, a constaté sans illusions que les deux dernières élections avaient été précédées de rallonges budgétaires semblables et a accusé M. Lamont de distribuer des «pots-de-vin électoraux», que le gouvernement sera obligé de transformer en impôts nouveaux après le scrutin.

LAURENT ZECCHINI

Opposés au plan social de l'établissement

Les salariés ont coupé l'électricité de l'usine Bull de Belfort

BELFORT

de notre correspondant

Les salariés de l'usine Bull de Belfort coupaient toujours, jeudi matin 7 novembre, l'électricité de leur établissement. Depuis mercredi, ce site est totalement paralysé par l'arrêt du transformateur électrique de l'usine, à l'initiative de quelque 937 salariés (sur 1 400 environ) concernés par le plan social de reconversion qui entrera en vigueur

le 15 décembre. Cette action, menée à l'appel des syndicats CFDT et CGT, fait suite à l'échec d'une négociation menée dans la nuit de mardi à mercredi entre les représentants du personnel et la direction. Les mesures proposées par cette dernière ont été jugées insatisfaisantes, les dispositions contenues dans le plan social élaboré au niveau du groupe n'étant pas systématiquement appliquées à l'établissement belfortain. Ainsi, alors que

la prime d'initiative à l'emploi pour les deux premiers mois de reconversion est fixée à 50 000 francs au niveau national, celle de Belfort atteint 40 000 francs. De même, la prime de départ représente 110 000 francs dans le plan social du groupe, mais celle du site belfortain reste à négocier. Les syndicats ont obtenu un allongement de deux mois du plan de reconversion et le versement de 75 % du salaire pendant les quatre premiers mois au

lieu de 65 %. Réunis en assemblée générale, mercredi, les salariés ont décidé le blocage du transformateur jusqu'à la reprise des négociations sur la base des propositions contenues dans le plan du groupe. Deux tentes ont été montées à proximité du poste, et un piquet de surveillance permanente est installé autour d'un feu de fortune. Les grévistes déclarent sans exception vouloir «quitter l'usine la tête haute».

FRANÇOIS ZIMMER

مكتبة في بلفور

لبنان من اجل

POINT/LES DIFFICULTÉS DE RENAULT

A la recherche d'un compromis

Les syndicats de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) avaient jusqu'à jeudi 7 novembre à 18 heures pour accepter ou non les dernières propositions de la direction, après vingt et un jours de conflit. Une assemblée générale devait se tenir dans la matinée mais les premières réactions étaient très réservées. M. Louis Viannet, secrétaire de la CGT, devait tenir un meeting dans l'après-midi.

Après dix-neuf heures de négociations, M. Claude Giraud, député sur place par la direction générale, a fourni un docu-

ment en trois points. Celui-ci prévoit une augmentation de 224 francs par mois et l'octroi d'une prime exceptionnelle destinée à valoriser les efforts du personnel de Cléon d'un montant de 1 000 francs. La direction, qui a insisté sur la nécessité d'une recherche d'un dialogue social dans une usine qui en a bien besoin, abandonne les sanctions à l'encontre de six salariés licenciés et de huit mis à pied. Le document indique que « le nombre des niveaux hiérarchiques de l'établissement sera réduit », permettant une plus grande implication et respon-

sabilisation du personnel » et qu'un « niveau de qualification supérieur a été reconnu dans les ateliers de fabrication ».

Officiellement, dans l'usine, 50 % des salariés étaient à leur poste de travail et seulement un tiers dans les ateliers. Un conflit qui intervient au pire moment, alors que, selon les chiffres provisoires d'octobre, les ventes de Renault étaient en net redémarrage. Le conflit de Cléon, qui rappelle celui de l'usine Peugeot de Mulhouse en 1989, a relancé les rumeurs sur la succession du président du groupe, M. Raymond Lévy.

Les ventes étaient en net redémarrage quand la grève a éclaté à Cléon

« Le conflit de Cléon ne pouvait arriver à un pire moment. » C'est humain. Aux prises avec une grève longue, qui paralyse leur production, toutes les directions du monde réagissent à l'identique. Dans le cas de Renault, les dirigeants du groupe public ont cependant une amertume.

Chaque mois, le Comité des constructeurs français d'automobiles publie une série de statistiques reflétant l'état du marché hexagonal ainsi que le positionnement des différents constructeurs. Les données, encore provisoires, des mois d'octobre sont tombées mardi 5 novembre, le jour même où les accès de Cléon étaient débloqués par les forces de l'ordre.

Le constructeur automobile français y affiche l'une de ses plus belles montées en puissance. Et il redoute que cet élan soit brisé net par ce conflit. Dans un marché français qui continue de baisser (les immatriculations de voitures neuves ont reculé de 12,6 % en octobre 1991 par rapport à octobre 1990), Renault n'accuse qu'un repli limité (de 3,5 % très exactement) de ses ventes. Un score surtout acquis au détriment des marques étrangères (leurs immatriculations se contractent de 18,5 % et d'Automobiles Peugeot (en baisse de 16,7 %). Citroën, de son côté, tient mieux la route, avec une baisse circonscrite à 8,3 %.

Le constructeur au losange tire enfin parti de ses efforts de renouvellement de gamme. La Clio, la remplaçante de la R5, emblème des efforts de compétitivité de l'ex-Régie, se vend bien, très bien même puisque sur le créneau des petites-moyennes elle parvient désormais à dépasser la 205, qui a longtemps tenu tête. Les autres modèles, et notamment la R19, ne sont pas en reste. Avec 31,2 % des immatriculations de voitures neuves sur le marché hexagonal en octobre, Renault renoue avec ses taux de pénétration du tout début des années 80, sa période d'avant-crise.

La facture des trois semaines de conflit dans l'établissement de Seine-Maritime est élevée. Les 70 000 véhicules qui auraient été « perdus » du fait des arrêts de pro-

duction des usines du groupe, incapables de tourner faute d'être approvisionnées en boîtes de vitesses et en moteurs dont Cléon est, en France, le principal pourvoyeur, représentent 1,4 milliard de francs en coût d'exploitation. Cette addition sera toutefois partiellement apurée par des séances de rattrapage (travail le samedi) dont l'organisation est actuellement à l'étude. Reste qu'à Flins, où l'on assemble précisément les Clio, le plan de charge est déjà tendu à l'extrême et de nouveaux créneaux horaires supplémentaires risquent d'être difficiles à trouver.

Les dommages en termes d'image, de communication, sont les plus durs à réparer. Les délais de livraison - domaine sur lequel Renault comme PSA portent leurs

efforts - risquent de s'allonger sur certains modèles les plus demandés. Par ailleurs, comme le souligne un bon spécialiste du dossier, ce conflit peut redonner l'impression que Renault est « paralysé par un dialogue social difficile ».

Invité, mercredi 6 novembre, par Europe 1, M. Daniel Godevert, le président du directoire de la marque allemande Volkswagen, a pu renouer le contact dans la plaie avec un malin plaisir. Estimant que des « interruptions sauvages de la production » étaient l'événement le plus « catastrophique » qui puisse arriver à un constructeur, M. Godevert - dont le groupe vient d'accepter une revalorisation de 6,7 % des salaires de ses employés - n'a pas manqué d'affirmer que, dans un conflit social, « il fallait savoir

faire la part des choses » et être prêt à accepter une revalorisation salariale « plutôt que de laisser traîner une grève ». Une leçon de choses administrée, sans y toucher, à un concurrent qui l'avait irrité le mois dernier par une campagne de publicité mettant en valeur les performances de la R19 outre-Rhin. En ignorant toutefois que la firme au losange n'a ni les assises financières ni le mode de relations sociales de son puissant rival allemand.

Contraint d'opérer une mutation profonde pour ne pas être marginalisé, Renault, petit dernier des six grands constructeurs généralistes européens, et en tout cas le plus fragile sur le plan des résultats aux retournements de conjoncture (ses profits ont chuté de moitié en 1990) sait que les années 90 vont être décisives pour lui. Alliance avec le suédois Volvo sur lequel le constructeur hexagonal compte pour opérer une internationalisation rapide; changement de statut avec la transformation de la Régie en société anonyme; rationalisation des sites industriels (fermeture de Billancourt); reorganisation des modes de production; renouvellement de la gamme à un rythme accéléré; recherche de niches « marketing » (type Cabriolet, Alpine) à marges élevées; réajustement de ses ventes à l'étranger (trop concentrées sur l'Allemagne, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud); certes, toutes ces mesures ne manquent pas. Autant de choix qui provoquent remises en cause et cassures, imposant, sur le plan social, une gestion à fin d'ogée.

Dans ce cadre, le conflit de Cléon peut faire l'objet de deux interprétations opposées. La première y voit un baroud d'honneur de la CGT, une dernière poussée de fièvre, bref un mouvement de grève caractéristique du Renault ancien. La seconde, plus pragmatique, souligne l'usage de la CGT pour un constructeur, ayant longtemps fabriqué des voitures moyennes de gamme avec une main d'œuvre peu chère car peu formée, de se « germaniser »...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

CAROLINE MONNOT

La déconfiture de la CGT

Le symbole est officiellement tombé le 19 juin. Avec, pour la première fois depuis 1946, l'élection d'un non-cégiste, M. Abel Cardoso (CFDT), au poste de secrétaire du comité central d'entreprise (CCE) de Renault, par une majorité CFDT-FO-CGT-CFTC. Après quarante-cinq ans d'une prééminence sans partage, la CGT se voyait obligée de passer la main.

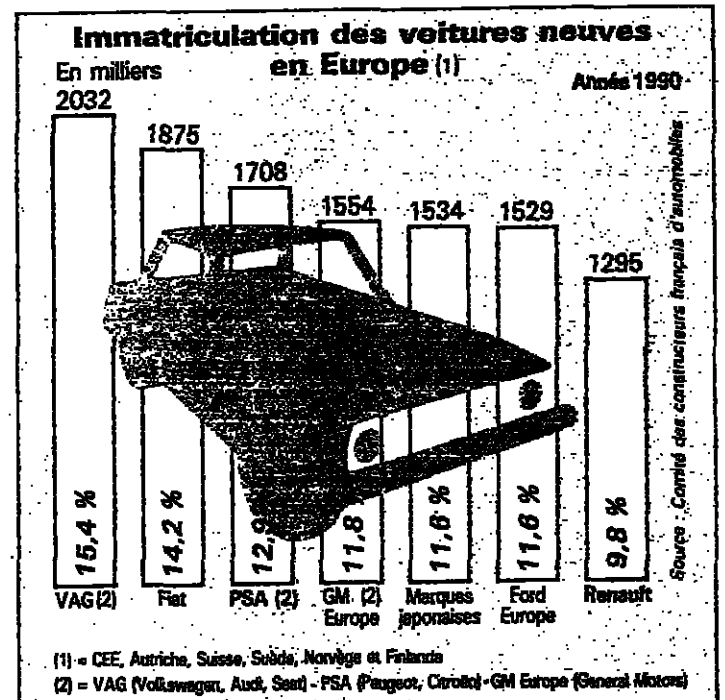
La déconfiture de la centrale cégétiste était, en fait, scellée depuis plusieurs mois lorsqu'avaient été connus les résultats du dernier cycle d'élections pour le renouvellement des 150 comités d'établissement du groupe. La CGT n'était plus alors créditée que de 46,53 % des suffrages contre 24,17 % à la CFDT, 12,39 % à la FO, 10,9 % à la CGC, 2,86 % à la CFTC et 3,11 % aux autres syndicats et candidats libres. Et au sein de la Régie elle-même, la CGT, qui a recueilli 48,27 % des voix, ne contrôle plus que six comités d'établissement sur quatorze : Cléon, Dreux, Le Mans, Billancourt, Saint-Ouen et Choisy-le-Roi.

La perte du CCE par la CGT marque aussi la fin d'une époque

qui avait connu son apogée dans les années 50 et 60, lorsque direction et CGT se partageaient, de fait, le pouvoir. Un accord tacite, en effet, les deux parties, accord fondé sur l'acceptation du taylorisme voulu par la direction, en échange de la distribution d'avantages sociaux substantiels qui apaisaient, en contrepartie, des conflits sociaux. Mais ce système qui reculait toute prise en compte de l'environnement économique a volé en éclats avec la crise traversée dans les années 80 par la Régie et la suppression, en cinq ans, de 15 000 emplois. Un système défiant jusqu'à l'aveuglement par une CGT de plus en plus marginalisée.

Une nouvelle ère a donc commencé, basée sur la modernisation des rapports sociaux et concrétisée par la signature, le 29 décembre 1989, de « l'accord à vivre ». Cet accord-cadre, ratifié par tous les syndicats, a permis à la Régie d'adapter Renault à son environnement, tout en explorant de nouveaux champs de négociations : métiers du futur, temps de travail, reclassements...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE



157 000 salariés

Siège constructeur automobile européen et deuxième français, Renault a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires consolidé de 163,6 milliards de francs et un résultat net de 1,2 milliard, soit une rentabilité sept fois inférieure à celle de son concurrent et rival PSA. En 1988, son président, M. Raymond Lévy, se fixait comme objectif de faire de Renault « une des entreprises automobiles les plus prospères d'Europe ». Un pari pour le moins suédois, qui n'a pas résisté au retournement de conjoncture.

Endetté à hauteur de 27 milliards de francs, Renault n'a pas la puissance financière de ses principaux concurrents, et notamment du numéro un européen, l'allemand VAG. Cette faiblesse constitue un handicap certain au moment où les constructeurs, pour gagner des

parts sur des marchés saturés, sont contraints de renouveler leurs modèles beaucoup plus rapidement que par le passé.

Le groupe français emploie 157 378 salariés dans le monde. Les effectifs de la maison mère (qui regroupe l'essentiel des activités automobiles particulières et utilitaires de Renault en France) s'élèvent à 88 713 personnes, soit 11 200 de moins qu'en 1986. M. Lévy a récemment estimé nécessaire de les réduire de 40 % d'ici à l'an 2000. Renault dispose pour son activité automobile de sept usines d'assemblage en France (Billancourt, Douai, Flins, Maubeuge, Sandouville, Dieppe, Bailly). Hors Hexagone, sa base industrielle sur le Vieux Continent est plus réduite, avec surtout une présence en Europe du Sud (Portugal), Espagne, Yougoslavie complétée par une usine d'assemblage en Belgique.

Qui succédera à M. Lévy ?

Le conflit de Cléon a ramené les rumeurs les plus folles sur la succession de M. Raymond Lévy, l'actuel patron du groupe Renault, dont le départ est prévu pour juin, lors du renouvellement général des PDG d'entreprise publique. M. Lévy, qui aura alors soixante-cinq ans, sera atteint par la limite d'âge. Le 18 décembre, le principal dirigeant de Renault avait semblé suggérer à l'Etat, son actionnaire principal, un successeur potentiel en la personne de M. Louis Schweitzer, quarante-huit ans, énarque au profil très poétique puisqu'il fut, pendant plus de cinq ans (de 1981 à 1986) directeur de cabinet de M. Laurent Fabius au ministère du budget, à celui de l'industrie puis à Matignon.

Promu l'hiver dernier directeur général du groupe, M. Schweitzer, jusqu'alors directeur général adjoint chargé de la finance, se voyait ainsi décerner un avantage considérable dans la course à la présidence par rapport à M. Philippe Gras, l'ancien patron de Renault Véhicules Industriels, second directeur général adjoint, chargé des questions techniques et rival interne évident.

Cet adoubement en règle n'avait pas rencontré jusqu'à présent de franche hostilité du côté des pouvoirs publics. Toutefois, selon des bruits insistants, le dauphin désigné aurait déjà par son mutisme sur l'affaire Cléon... Une rumeur



démentie avec vigueur par Matignon. D'autant que le reproche qui lui est fait n'a pas vraiment de fondement. De par ses fonctions, il n'incombait pas à M. Schweitzer de monter en ligne sur le conflit Cléon.

A-t-on voulu rajouter un peu de piment dans une bataille de succession trop fade? Il y a quelques mois, le président d'Usinor-Sacilor, M. Francis Mer, était fréquemment désigné comme le nouveau candidat des pouvoirs publics à la présidence de Renault. Du côté de Matignon, on démentait aussi avec force. « Pas question sur cette affaire de provoquer un casus belli avec le courant Fabius », y expliquait-on...

Comme Peugeot, à deux ans de distance

L'automne serait-il fatal aux constructeurs automobiles français? En 1989, pendant sept semaines, l'usine Peugeot de Mulhouse avait été paralysée. Jusqu'au 23 octobre, les grévistes avaient « tenu » en occupant la forge, empêchant toute production. En 1991, pendant ces trois dernières semaines, l'usine de Renault de Cléon a été bloquée, grilles fermées, par des piquets de grève. Privées de moteurs et de boîtes de vitesses, la plupart des unités du groupe ont dû cesser le travail.

Dans les deux cas, les directions reprochèrent aux syndicalistes d'avoir adopté des formes « illégales » de lutte. Elles en vinrent à conditionner l'ouverture de négociations, à chaque fois inévitables, au retour « à la liberté du travail ». A l'époque, les déclarations très fermes de M. Jacques Calvet, PDG de PSA, entraînaient une personnalisation du conflit. D'un ton jugé méprisant, il parlait de « mon personnel » et fut bientôt accusé d'« archaïsme », non seulement par les dirigeants syndicaux, mais par une bonne partie de la classe politique, majoritairement opposée. « Juste raison », proclamait-il, pour signifier son refus obstiné de médiation, au moins dans un premier temps. « Mon Dieu, soyons raisonnables », répétait-il, en appelant à un « consensus » et à la « lucidité », c'est-à-dire sur la base de ses convictions profondes, la compétitivité de l'entreprise, la guerre économique avec le Japon, la prise en compte de ses énormes investissements de modernisation.

Avec sa lettre adressée le 28 octobre à tous les salariés, M. Raymond Lévy, PDG de Renault, a bien failli se mettre en défaut, comme son

collègue et rival. Il a nommé le conflit de Cléon « une guerre qui relève du terrorisme ». Affirmant que l'action était conduite par un « groupe d'extrémistes », il en a déduit que Renault était prise « en otage », risquant ainsi de transformer les agresseurs en bons émissaires. Par la suite, et alors que les contacts se renouaient, pendant le long week-end de la Toussaint, il y eut encore d'autres bavures. Un communiqué annonça la rupture des négociations, et réclama l'intervention des forces de police.

Dans leurs politiques de communication, les deux patrons ont commis des erreurs semblables qui ont accru les dangers. En se plaçant sur le devant de la scène, dès les premiers jours, M. Calvet montrait qu'il n'y avait plus de fusible entre une base exprimant son mécontentement et la direction. Ses propos, souvent provocateurs, n'avaient fait qu'ajouter à l'exaspération. Alourdissant le climat, ils avaient retardé toute solution de compromis. Particulièrement tard, mais selon les mêmes raisonnements économiques, M. Lévy aurait pu embrasser toutes ses usines, touchées par le chômage partiel, et également impliquées dans cette « grève par procuration ». Il pouvait ruiner la mission de M. Jean Cordouan, l'envoyé du ministre du travail, qui se préparait.

Les similitudes pourraient s'arrêter là. En concurrence y compris médiatique, les deux PDG ne se ressemblent pas vraiment. L'un s'est intronisé héros de l'entreprise privée, et se veut combattant solitaire d'une grande cause; l'autre doit tenir compte de l'embellie nationale que fut Renault, et se trouve chargé d'une mutation cultu-

relle. Socialement, leurs politiques ne peuvent pas se confondre, ni historiquement, ni dans les pratiques actuelles. Chez Peugeot, l'expérience ISOAR, menée justement à Mulhouse dans une seule partie de l'usine, est restée un exemple trop isolé. Chez Renault, « l'accord à vivre », certes très soigné et pas forcément compréhensible par tous, s'annonce comme très novateur.

La paix sociale obligatoire

En réalité, les soubresauts sociaux révèlent des difficultés fondamentalement identiques, et visent à punir une mutation délicate à opérer. Malgré les différences, on retrouve les mêmes blocages et les mêmes schémas, quand il s'agit de moderniser l'entreprise. Avec l'introduction des nouvelles technologies, la gestion en « flux tendus » et la constitution d'un pôle unique pour la fabrication d'un élément essentiel tel que les moteurs sont devenues autant de nécessités pour des groupes qui se veulent compétitifs. C'est un passage obligé pour l'avenir, bien que ce système, on l'a vu, soit plus vulnérable que l'organisation ancienne. « Nous sommes condamnés à ce choix, dit-on chez Renault. Nous savons bien qu'une entreprise ne peut réussir toute seule à être compétitive si la société ne l'est pas. Mais nous ne pouvons pas attendre ».

Le pari engagé, il faudrait avoir une gestion adaptée des ressources humaines, non seulement lisible par les états-majors syndicaux, mais par les salariés. Tout cela, en effet, de l'absence de stocks à l'organisation du travail, suppose une paix sociale absolue. La fragilité du système se

trouve dans la moindre ambiguïté, dans le plus petit des ressentiments. Mulhouse s'est sentie agressée par une revalorisation salariale jugée trop faible. Cléon n'a pas supporté que son pouvoir d'achat soit affaibli par la diminution de la prime d'intéressement, logiquement liée aux résultats.

En raison de son héritage, la situation de Renault est cependant différente, de ce point de vue. Pendant quarante ans, la Régie a acheté sa relative tranquillité en pactisant avec un partenaire, la CGT. Elle a payé davantage jusqu'au jour où la conjoncture a menacé de la jeter dans le fossé. Aujourd'hui, elle tente de passer d'arrangements quantitatifs à des solutions qualitatives, par définition moins identifiables. En même temps, la CGT n'était plus majoritaire, et pas du tout favorable à cette évolution, la direction se tourne vers d'autres interlocuteurs, moins puissants ou organisés. Mais le nouvel équilibre n'est pas facile à trouver.

« On parle de concertation, on bâtit dessus un mode de relation sociale, et on oublie qu'il y a un syndicat contentieux », se lance la direction de Renault. Or, à Cléon, ainsi qu'à Mans, les deux usines actuellement en fronde, la CGT se trouve être majoritaire, quoique distante en Normandie surtout - des appareils fidèles et confédérés. Certains évoquent le complot. Trop facilement. Compte tenu des caractéristiques locales, on pourrait tout aussi bien reprocher à Renault d'avoir placé le cœur de son dispositif à Cléon... Mais Peugeot a-t-il fait mieux? Les deux groupes sont dans la même... auto.

ALAIN LEBEAUE

ÉCONOMIE

AGRICULTURE

Poursuivis devant le tribunal de Carcassonne

Cinq viticulteurs relaxés

CARCASSONNE

de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Carcassonne a relaxé, mercredi 6 novembre, M. André Cases, président de la chambre d'agriculture de l'Aude, inculpé de violence et voies de fait sur agent de la force publique, et quatre viticulteurs, poursuivis pour entrave à la circulation et participation à un attentat armé. De violents incidents avaient éclaté à Carcassonne le 26 octobre, au lendemain de l'arrestation de quatre jeunes viticulteurs, accusés d'avoir participé à des actions de commando contre des camions-chimères. Au plus fort de l'action, le directeur départemental des polices urbaines, M. Max Bessin, avait été pris à partie et s'était retrouvé à terre. A la suite de cette bousculade, M. André Cases, ancien leader des comités d'action viticole, avait été arrêté puis relâché quelques heures plus tard, en compagnie des quatre autres viticulteurs (le Monde du 29 octobre).

C'est dans un palais de justice protégé par quatre compagnies de CRS et « assiégué » par plus de mille cinq cents viticulteurs que le procès s'est déroulé, en présence de plusieurs parlementaires audois et dans un climat apaisé par les premiers mots du procureur de la République, M. Achille Kiriakides : « C'est un procureur qui vient à vous avec un rameau d'olivier », a-t-il dit en s'en remettant au tribunal pour demander « une sanction d'apaisement et, si condamnation il y a, une peine d'amende de principe ». Me Bourliand, avocat de la défense, n'avait plus des lors qu'à évoquer « l'immense désarroi de la viticulture » et à conjurer le tribunal de ne pas « condamner des victimes ». Ce que ce dernier se garde bien de faire, soulève comme le souhaitait le procureur « de voir la paix s'installer dans le département ».

Au bout de quatre heures d'un procès « de velours », M. André Cases et ses quatre « petits » sont sortis du palais de justice sous les ovations.

BERNARD REVEL

EN BREF

Spie-Batignolles annonce la suppression de 438 emplois au siège de Cergy-Pontoise. — Au cours d'un comité central d'entreprise extraordinaire réuni le 6 novembre, la direction de Spie-Batignolles a présenté un plan de restructuration entraînant la suppression de 438 emplois. Cette baisse des effectifs concerne principalement les salariés du siège, établi à Cergy-Pontoise depuis 1986, où l'entreprise de travaux publics, filiale du groupe Schneider, emploie 3 000 personnes. Les syndicats (CGT, CFDT, CGC et FO) ont manifesté leur opposition à ces mesures.

M. Michel Dresch, nouveau directeur de la construction. — M. Michel Dresch (48 ans), directeur du financement de l'habitat à la Caisse des dépôts et consignations depuis avril 1990, a été nommé mercredi 6 novembre directeur de la construction. Il remplace à ce poste M. Gilbert Santel, qui devient directeur de cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville

et de l'aménagement du territoire. Enarque, M. Dresch a notamment été chef de bureau des études financières et fiscales à la direction de la construction (1968-1971), sous-directeur des sites et espaces protégés à la direction de l'urbanisme (1980-1981), chargé de mission pour l'équipement, le logement et l'environnement au cabinet de M. Pierre Mauroy, premier ministre (1981-1983), et secrétaire général du groupe central des villes nouvelles (1983-1990).

La Banque mondiale accorde 800 millions de dollars à la Bolivie. — Au terme d'une réunion à Paris mercredi 6 novembre, la Banque mondiale a décidé d'accorder un crédit de 800 millions de dollars (4,5 milliards de francs) à la Bolivie pour l'année 1992 et à l'efficacité le pays pour les résultats de sa politique économique. Le président bolivien, M. Paz Zamora, a mis en œuvre, depuis 1989, une réforme économique libérale qui s'est traduite par un assainissement financier du pays.

L'ENA sera transférée à Strasbourg

Suite de la première page

Surtout M^{me} Edith Cresson trancheait sur le choix des villes qui accueilleraient le futur Institut de l'environnement, l'Agence du médicament, ou l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). A ce propos, on précise de source officielle que les choix faits au début octobre ne seraient être remis en cause même si, ici ou là, pour l'ADEME notamment, des tiraillements et protestations se manifestent (le Monde du 7 novembre). Seule exception pour l'Ecole nationale du patrimoine, pour laquelle le choix de Lille avait été retenu : l'opération, menée à la fois par le ministère de la culture et celui de l'éducation nationale, donne à penser que le dossier pourrait être réexaminé.

La nouvelle « tournée » de transferts qui a été annoncée le 7 novembre est importante à la fois symboliquement et quantitativement. Pour être crédible dans ses discours et sa politique sur la décentralisation, l'aménagement du territoire, le réajustement Paris-province et la « réinsertion » des territoires déshérités, il fallait que l'Etat, le premier, donne l'exemple. C'est ce que va faire M. Delebarre lui-même. Il a été décidé de transférer le ministère chargé de l'aménagement et de la ville ainsi que son cabinet en banlieue, probablement en Seine-Saint-Denis, dans un endroit facilement accessible par un moyen de transports en commun moderne.

Dans la foulée, seront transférés sur le même site (et dans un ensemble immobilier, ce qui donnera l'occasion d'engager une opération d'urbanisme novatrice) la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et ses 130 agents, logés aujourd'hui dans un hôtel particulier, complétement au pied de la tour Eiffel, la Délégation à la ville et le Commissariat général au Plan; ce dernier, sis rue de Martignac, n'a toujours pas de « patron » depuis le départ il y a un mois de M. Pierre-Yves Coste. Il s'agit là de la décision la plus importante et la plus significative : votre brutalement en termes politiques, les villes et régions de province pour qui la DATAR est l'interlocuteur privilégié et constant ayant tendance à baver régulièrement ses « charges de mis-

sion » d'un parisianisme excessif. Toute une série d'autres organismes sont ainsi visés par les décisions du CIAT. Outre la confirmation du transfert de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg, M^{me} Cresson a annoncé que le Centre d'études du machinisme agricole, du génie rural et des forêts (CEMAGREF) irait à Clermont-Ferrand, la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) à Angoulême, ainsi que le Centre d'information à distance à Poitiers. Tintin des hautes études de la sécurité intérieure à Lyon, le Loto à Marseille, l'Office national des forêts à Bourges, les Tapisseries des Gobelins à Aubusson et à Beauvais et l'organisme Voies navigables de France à Béthune. Au mois de décembre, une nouvelle réunion interministérielle décidera pour d'autres organismes des transferts qui bénéficieront à d'autres villes, notamment à Caen, où la reconversion sidérurgique pose de difficiles problèmes.

Les décisions de M^{me} Cresson et de M. Delebarre ne manquent pas de provoquer des tollés non seulement dans les hautes sphères de l'administration et de l'« énararchie », mais aussi parmi les fonctionnaires ou agents concernés. Déjà, le personnel de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP), principale centrale d'achat des collectivités, est appelé à la grève par la CFDT.

Le premier ministre a fixé à 30 000 le nombre total d'emplois publics qui devraient être transférés en province à l'horizon 2000. Reste la question du financement de ces transferts et des aides qui pourraient être accordées aux fonctionnaires et à leurs conjoints qui accepteraient de quitter le faubourg Saint-Germain pour Clermont-Ferrand, Bordeaux, ou la Plaine-Saint-Denis. La cession des immeubles et hôtels particuliers parisiens qu'occupent actuellement les administrations doivent donner lieu à d'intéressantes opérations immobilières. L'argent provenant de la vente de tous ces immeubles va être affecté notamment au logement des fonctionnaires. Le démantèlement en province de ce fait s'apparente un peu à des privatisations partielles ou à des opérations de renflouement budgétaire.

FRANÇOIS GROSRICHARD

A l'occasion du procès de deux exploitants

Manifestation de soutien à Nevers

NEVERS

de notre correspondant

A l'appel de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et du CDJA (Centre départemental des jeunes agriculteurs) de la Nièvre, 700 à 800 agriculteurs du département étaient attendus jeudi 7 novembre à Nevers pour un « rassemblement dans le calme ». Il s'agit d'une manifestation de soutien à deux exploitants du village d'Ouroux-en-Morvan, MM. Marc Libéault et Jean-Philippe Guillaume, jugés le même jour par la chambre correctionnelle du tribunal de Nevers. Poursuivis pour dégradation volontaire d'une voiture de police et rébellion envers des agents de la force publique, ces deux agriculteurs avaient été interpellés (et placés en garde à vue pendant quelques heures) lors de la manifestation du 18 octobre à Nevers.

Les responsables agricoles neversais ont, depuis, tenté en vain d'obtenir l'abandon des poursuites judi-

ciaires contre les deux manifestants. Les membres des bureaux de la chambre d'agriculture et du CDJA ont démissionné en bloc.

L'affaire n'est pas simple. Les deux agriculteurs poursuivis ont de leur côté porté plainte contre les policiers pour coups et blessures volontaires, ce qui a conduit le maire (PS) d'Ouroux-en-Morvan, M. Patrice Joly, à faire voter par son conseil municipal une motion demandant l'ouverture d'une enquête sur les violences subies par ses deux administrés. Cette motion a été adressée notamment au chef de l'Etat (qui fut conseiller général du canton), au maire de Nevers, M. Pierre Bérégovoy, et aux ministres de l'Intérieur et de la Justice. Le préfet de la Nièvre, M. Cyrille Schott, a fait savoir lundi au maire d'Ouroux que la plainte des deux agriculteurs suivait elle aussi son cours. Des membres de l'inspection générale de la police nationale sont venus enquêter au commissariat de Nevers.

JACQUES SPINDLER

TRANSPORTS

Dans la matinée du 7 novembre

Les routiers ont levé leurs barrages

Les routiers ont levé leurs barrages, jeudi 7 novembre dans la matinée. La veille au soir, le ministre de l'équipement et des transports et le secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, qui avaient eu des contacts avec les organisations syndicales de transporteurs, avaient reçu un représentant de la « coordination » des routiers en colère et un délégué des chauffeurs salariés. Le ministre veut accélérer la réforme de la sous-traitance et des délais de paiement, s'assurer que l'accord intervenu entre les ministères européens sur le « cabotage » va entrer en vigueur dans tous les pays, et s'efforcer d'obtenir une harmonisation des législations sociales.

Finalement les routiers en colère ont levé, jeudi 7 novembre au matin, les barrages qu'ils avaient installés, depuis trois jours, sur le réseau de communication du Sud-

Est. Dès le milieu de la matinée, selon le Centre d'information et de coordination routières (CRIR) de la gendarmerie de Lyon-Bron, la circulation était complètement rétablie sur l'autoroute A 47 vers Saint-Etienne, comme sur l'A 6 à la hauteur d'Anse (Rhône), de même que sur l'A 46 en direction de l'Est lyonnais. Le « barrage filtrant » gênant le trafic sur la RN 6 avait aussi disparu, comme celui qui avait été installé à Tossiat (Ain) sur la nationale 75.

Le dernier, sur l'A 40 entre Mâcon et Pont-d'Ain, qui n'était apparu que lundi 4 novembre, alors que les manifestations avaient commencé ailleurs dès la nuit précédente, devait être levé, à son tour, un peu plus tard. Selon le CRIR, jeudi en début d'après-midi, la circulation était rétablie partout.

Voici un bon résumé du monde économique.

Vols aller-retour réguliers, sur grandes compagnies.

Londres 670 F*	Los Angeles 3850 F*
New York 2580 F*	Delhi 4670 F*
Miami 3050 F*	Bangkok 4950 F*
Tour du monde 9990 F*	

FORUM VOYAGES

LATERRE MOINS CHERE.

*Vols au départ de Paris, prix à partir de, ne comprenant pas les taxes et l'inscription au Club Forum Voyages obligatoire.

(1) 47 27 36 37 (24H/24 - 7 JOURS/7).

Renseignements et inscriptions (Carte Bleue)
Agences Forum Voyages : Paris 1^{er}, 11, avenue de l'Opéra, Tél. : 42.61.20.20 • Paris 5^e, 39, rue de la Harpe, Tél. : 46.33.97.97 • Paris 5^e, 81, boulevard Saint-Michel, Tél. : 43.25.00.50 • Paris 6^e, 1, rue Cassette (angle du 71, rue de Rennes), Tél. : 43.44.38.61 • Paris 8^e, 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Tél. : 42.89.07.07 • Paris 16^e, 67, avenue Raymond-Poincaré, Tél. : 47.27.89.90 • Paris 17^e, 75, avenue des Ternes, Tél. : 43.74.39.38 • 80000 Amiens, Tél. : (16) 22.92.00.70 • 14000 Caen, Tél. : (16) 31.85.10.08 • 69002 Lyon, Tél. : (16) 78.92.86.00 • 77000 Melun, Tél. : 64.39.31.07 • 57000 Metz, Tél. : (16) 87.36.30.31 • 34000 Montpellier, Tél. : (16) 67.52.75.30 • 54000 Nancy, Tél. : (16) 83.36.50.12 • 44000 Nantes, Tél. : (16) 40.35.25.25 • 51000 Reims, Tél. : (16) 26.47.54.22 • 76000 Rouen, Tél. : (16) 35.98.32.59 • 67000 Strasbourg, Tél. : (16) 88.32.42.00 • 31000 Toulouse, Tél. : (16) 61.21.58.18.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, av. Raymond-Poincaré, 75116 Paris. Je vous remercie de m'envoyer, contre 10 F en timbres, votre brochure :

☐ Vols discount ☐ L'Asie ☐ Les Amériques ☐ La Floride ☐ La Méditerranée ☐ Les Passions

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

MONDE 7.11.91

كثير من الحيل

COMMUNICATION

Le débat parlementaire sur les quotas télévisés

Les belligérants affûtent leurs arguments

La bataille d'influence s'amploie autour de la réforme des quotas audiovisuels que le Sénat doit examiner le 14 novembre. La Cinq et M6 ont écrit aux sénateurs, et les sociétés d'auteurs et de producteurs ont contre-attaqué. Quant au gouvernement, il étudie diverses positions.

Le jeu de masques préparatoire a commencé... Les acteurs de la scène audiovisuelle ont figé leurs positions pour la galerie, mais, en coulisses, chacun prépare compromis et positions de repli. Pour le gouvernement, M. Georges Kiejman, ministre de la communication, pose au défenseur de la culture française et s'apprête à déposer au Parlement un projet qui transpose dans la loi française le minimum obligatoire européen, mais en le durcissant.

Les promesses non tenues de la Cinq et de M6

Alors que la directive oblige les chaînes à diffuser dans l'année 60 % d'œuvres européennes, dont 40 % d'œuvres françaises, M. Kiejman souhaite que tout ou partie de ces quotas soient diffusés aux heures de grande écoute. Exigence qui n'a pas l'heur de plaire à MM. Jean Drucker et Yves Sabouret, respectivement PDG de

M6 et de la Cinq. Ceux-ci se sont unis pour écrire le 27 septembre aux députés et aux sénateurs, afin de les pousser à amender le projet gouvernemental.

S'agit-il de contester toute réglementation? Nenni, écrivent-ils. La règle est bonne, mais trop de règle tue. Ils réclament donc le remplacement des quotas par une obligation globale de programmation majoritairement française, le rétablissement d'une double coupure publicitaire dans les œuvres audiovisuelles, une définition de l'œuvre audiovisuelle autre que celle qui est admise par les décrets de 1990, une diminution des taxes spécifiques et un élargissement des possibilités de parrainage, plus une foule de revendications mineures concernant notamment la publicité.

Bien entendu, la réplique n'a pas tardé : elle est venue, le 10 novembre, des sociétés d'auteurs, producteurs et interprètes (Adami, ARP, SACD, SCAM, SRF) qui, unies, ont écrit elles aussi aux élus pour leur rappeler les promesses non tenues des PDG de la Cinq et de M6. Déterminées à protéger les droits du cinéma et de la création télévisuelle, elles rappellent que le renforcement de la législation dont se plaignent les télévisions commerciales n'a été que la conséquence immédiate des comportements adoptés par ces télévisions qui ont bafoué systématiquement la

loi et violé les engagements qu'elles avaient spontanément proposés. Et les sociétés d'auteurs de réclamer des sanctions contre M6, qui « s'était engagé à dépenser 350 millions de francs avant fin 1991 au profit de la fiction et qui ne parviendra péniblement qu'à dégager 140 millions de francs ».

Au-delà de cette fermeté de façade, des positions de repli sont prêtes. M. Kiejman étudie le moyen, par le biais d'un amendement ou d'une commission mixte paritaire, de transférer au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) tous pouvoirs en matière de quotas et de seconde coupure publicitaire. Mesure qui a deux avantages : c'est le CSA qui encaisse les critiques et c'est lui qui sera contraint de faire respecter des règles qu'il aura fixées.

Cette mesure déplaît cependant fortement aux producteurs de cinéma, qui estiment n'être pas représentés comme il convient au CSA. Les auteurs et producteurs de cinéma et d'audiovisuel ne sont pas non plus fiers sur de trop rigides exigences culturelles. Conscients des difficultés financières des chaînes, ils pourraient revoir leurs demandes sur les quotas si, en échange, celles-ci s'engageaient fermement sur des objectifs financiers dans la production. C'est à l'Assemblée que la bataille prendra sa figure définitive.

YVES MAMOU

La mort du magnat de la presse

Robert Maxwell serait décédé d'une crise cardiaque

La mort du magnat de la presse Robert Maxwell semble due à des causes naturelles, probablement une attaque cardiaque. Les liens qu'il entretenait avec des intérêts israéliens font d'autre part l'objet de rumeurs et d'accusations. L'avenir de son groupe industriel enfin, paraît bien incertain. La cotation des deux principales sociétés a repris, jeudi, à la Bourse de Londres, avec une hausse immédiate de 34 % du Mirror Group et une baisse de 36 % de Maxwell Communications Corporation. MCC a annoncé la vente au Japonais Fukutaka, pour 265 millions de dollars, de 56 % des écoles de langues Berlitz.

LONDRES

de notre correspondant

Le porte-parole de l'institut de médecine légale de Las Palmas (Grande-Canarie) a fait état d'une quasi-conviction, mercredi 6 novembre, à l'issue de l'examen préliminaire du corps de Robert Maxwell : « Tout montre qu'il s'agit d'une mort naturelle et il semble probable que celle-ci a été provoquée par une attaque cardiaque ou vasculaire ». Le corps nu de l'ancien patron de presse flottait, et le fait que ses poumons ne contenaient pas beaucoup d'eau tend à prouver qu'il ne s'agit pas d'une noyade. Ce détail accredité la thèse selon laquelle le décès aurait précédé de peu le moment de la chute. Les enquêteurs insistent, d'autre part, sur le fait que le pont du *Lady-Christine* n'aurait pas partout les

mêmes conditions de sécurité : à un endroit, le bastingage est remplacé par une simple corde, et il est possible que Robert Maxwell ait été précipité à la mer, victime d'un arrêt cardiaque, il aurait basculé à la mer.

Il semble aussi acquis que l'enquête que Robert Maxwell portait au front est trop bénigne pour correspondre à celle d'un coup qui l'aurait assommé. Selon certaines informations - non confirmées - rapportées par la presse espagnole, le yacht aurait curieusement changé de route la nuit de la disparition de son propriétaire, ce qui fait dire à M. Luis Mallén Rodríguez, chef des services espagnols de la protection civile, que « quelqu'un semble cacher quelque chose ». Le juge Luis Gutiérrez, qui est chargé de l'enquête, a pour sa part estimé qu'il n'y avait « aucune évidence de criminalité dans la mort de Robert Maxwell ». Il faudra de toute façon attendre une semaine avant que les experts remettent leurs conclusions définitives, lesquelles sont importantes, ne serait-ce qu'en raison de l'assurance-vie de 20 millions de dollars (110 millions de francs) contractée par le magnat britannique de la presse.

Rumeurs d'activités occultes

Le corps de Robert Maxwell devait être rendu rapidement à sa famille et l'enterrement qui aura lieu en Israël - pourrait être organisé dès dimanche.

Les rumeurs sur des activités réputées occultes de Robert Maxwell continuent d'autre part de faire florès. La plus répandue vise à accuser celui qui ne se cachait pas d'être un fervent partisan de la cause israélienne d'avoir, en plusieurs circonstances, joué le rôle d'intermédiaire, voire d'agent du

Mossad, les services secrets israéliens. Ainsi le *Daily Mirror*, fleuron de l'empire Maxwell, aurait pris la tête d'une campagne de presse, en 1986, pour tenter de discréditer Mordechai Vanunu, un scientifique israélien qui avait dévoilé au *Sunday Times* force détails sur la manière dont Israël s'est dotée de l'arme nucléaire. Vanunu, qui aurait été trahi par Nicholas Davies, journaliste vedette du *Mirror* (par ailleurs accusé d'être à la solde du Mossad), avait été kidnappé peu après par le Mossad, alors qu'il séjourait à Rome. Il purge actuellement une peine de prison de longue durée en Israël.

Un authentique espion du Mossad, M. Ari Ben-Menashe (qui a fait de la prison aux États-Unis pour espionnage), accusé d'autre part « Captain Bob » d'avoir blanchi beaucoup d'argent provenant de l'Iran, ce trafic d'armes à destination de l'Iran qui aurait reçu la bénédiction à la fois du président Bush et du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir. Le porte-parole de ce dernier a démenti, qualifiant ces allégations de « non-sens absolu ».

La transition semble difficile à la tête de l'empire industriel laissé par le milliardaire, notamment parce que lui seul semble avoir été capable de maîtriser l'incroyable complexité que représentent les financements croisés des diverses activités du groupe, et aussi en raison de l'ampleur des dettes (environ 2,2 milliards de livres, soit 22 milliards de francs) de l'ensemble des sociétés (le *Monde* du 7 novembre). Les deux fils de Robert Maxwell, qui ont pris la direction de ses affaires, doivent maintenant convaincre les banques de leur capacité à prendre la succession de leur père.

LAURENT ZECCHINI

Le désarroi du « Daily News »

NEW-YORK

de notre correspondant

« Farewell » (adieu), Robert Maxwell, 1923-1991. Au lendemain de la mort en mer de celui qui l'avait sauvé de la faillite en mars dernier, le *Daily News* a simplement barré sa « une » avec cette sobre épithète de « Captain Bob », souriant, avec son éternel nœud papillon et coiffé pour l'occasion de la casquette frappée aux armes du quotidien. En pages intérieures, dans son premier éditorial, M. Kevin Maxwell rappelle combien « Papa aimait le contact direct, sans chichis, avec les lecteurs, les annonceurs et les employés du *Daily News* » et la façon dont il s'était posé lui-même devant le kiosque de la 42^e rue, à proximité de l'immeuble du quoti-

dien, haranguant les passants : « Nous sommes de retour! Achetez- nous ».

Le *Daily News*, qui appartenait au groupe du *Chicago Tribune*, était exsangue à l'issue d'une longue grève de quatre mois et demi. Depuis, durement concurrencé par le *New York Post* et le *New York Newsday*, le *Daily News* a remonté sa diffusion et semble reparti à la conquête des annonceurs perdus. « Le journal se vend maintenant à environ 825 000 exemplaires par jour et à plus d'un million le dimanche », assure M. Don Nizen, l'un des six vice-présidents du groupe, chargé de la diffusion. Des chiffres réconfortants par rapport aux 300 000 exemplaires diffusés - en partie gratuitement - durant la grève mais qui sont encore loin du million d'exemplaires quotidiens (1,4 million le dimanche) diffusés

avant qu'éclate le conflit. Les milieux d'affaires new-yorkais semblent prêts à accorder provisoirement leur confiance au jeune (il a trente-deux ans) Kevin Maxwell, bombardé quelques heures après la mort du « flibustier de Fleet Street » président de Maxwell Communication Corporation, l'une des trois branches principales du groupe et qui possédait notamment à New-York les éditions MacMillan. Mais l'énorme endettement de cette société (2,2 milliards de dollars - soit 23 milliards de francs - dont 750 millions à échéance en octobre 1992 et 1,25 milliard en 1994, face à 1,72 milliard de revenus annuels) obligera sans doute à des choix déchirants. Dans cette perspective, le *Daily News* apparaît bien menacé.

SERGE MARTI

REPRODUCTION INTERDITE

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINUTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS,

le Jeudi 21 Novembre 1991 à 14 h 30, en un lot,

BOUTIQUE à PARIS (8^e)

19, rue Richemont

dans le bâtiment sur cour, au fond de la cour.

Mise à Prix : 150 000 F

S'adresser pour tous renseignements à M. DELESTRADE, avocat

à Paris (16^e), 47, avenue Georges-Mandel, id. : 47-37-03-81. Au greffe

du tribunal de grande instance de Paris.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS,

le Jeudi 21 Novembre 1991 à 14 h 30, en un seul lot,

TROIS LOGEMENTS et cinq caves**à PARIS (18^e) - 81, rue Riquet**

Occupation : voir le cahier des charges

Mise à Prix : 200 000 FM^{rs} Yves TOURAILLE, avocat à Paris (9^e), 48, rue de ClichyTél. : 48-74-45-85 - M^{rs} B. PENNEVELLE, MandataireLiquidateur à PARIS (4^e), 3, rue du Renard

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS

le Jeudi 21 Novembre 1991 à 14 h 30

STUDIO à PARIS (16^e)

7, rue LEROUX

au 2^e étage à gauche, escalier A, comprenant : entrée,

studio avec balcon, kitchenette, W.C., salle de bains - CAVE

MISE A PRIX : 200 000 FS'adresser à M^{rs} Jean-Claude FREAUD, avocat à la cour,

69, rue d'Amsterdam 75008 PARIS - Tél. : 49-95-03-37.

Sur les lieux pour visiter le LUNDI 18 NOVEMBRE 1991 de 14 h à 15 h.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY

Le MARDI 26 NOVEMBRE 1991, à 14 h 30 - EN UN LOT

PAVILLON DE 5 P.P. à LIVRY-GARGAN (93)**9, boulevard Roger-Salengro**

comp. R.D.C. : entrée, séjour, cuis. Salle à manger, lingerie, W.C.

étg. : SDB, 3 chambres - Combles non aménagés.

M. à P. : 425 000 FS'adr. M^{rs} André-Pierre BOURGEOISSET, avocat

à AULNAY-SOUS-BOIS (93) - 3, av. Germain

Papillon - Tél. : 48-66-43-48 - M^{rs} G. BOUDRIOT et P. VIDAL de VERNEIXavocats à PARIS 8^e - 55, boulevard Malesherbes - Tél. : 45-21-04-36.

Sur les lieux pour visiter le 20 novembre 1991 de 14 h 30 à 15 h 30.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS

le Jeudi 21 Novembre 1991, à 14 h 30 - EN UN LOT

APARTTEMENT de 7 P.P. - 85-87, RUE DE LONGCHAMP**et 32-34, avenue d'Eylau - PARIS (16^e)**au 1^{er} étg. comp. ent. 2 salons, bureau, S. à mang. Office, cuis.2 W.C., 3 chamb. S.S. de bns - 2 CHAMBRES au 6^e étg. - CAVE**2 BOX - 120, RUE LAURISTON****à PARIS (16^e) - au 1^{er} niveau, Bâtiment B****MISE A PRIX : 4 500 000 F**S'adr. à M^{rs} EL KHOUKY, avocat à PARIS (8^e) - 31, avenue Hoche.

Tél. : 45-63-45-70 - Au Greffe du Trib. de Gde Inst. de PARIS.

LA VILLE DE PARIS - VEND LIBRES

En la Chambre des Notaires, place du Châtelet (1^{er})

le MARDI 26 NOVEMBRE 1991, à 14 h 30

3 APPARTEMENTS 2 et 3 P. - 1 CHAMBRE**(dont 1 APPART. 3 P. avec TERRASSE de 61 m² env.****et 1 APPART. 2 P. avec TERRASSE de 130 m² env.)****à PARIS (16^e)**

Entre le bd SUCHET et le Champ de Courses d'AUTEUIL

SCP BELLARGENT, not. associé, 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{er})

Tél. : 44-77-37-39 - 44-77-37-48 - VIS. s/p. l. Square d'URFÈ,

les 14, 16, 18, 21, 23, 25 NOVEMBRE de 10 h à 13 h.

Avec sa nouvelle présentation

« Télérama »

joue la carte

du guide culturel

L'hébdomadaire *Télérama*, fleuron du groupe les Publications de la Vie catholique, a inauguré mercredi 6 novembre sa nouvelle présentation. Avec un titre agrandi et une maquette plus aérée, *Télérama* veut rajouter son image, faciliter la lecture de ses programmes de télévision et conforter sa place de magazine culturel. Cette volonté se traduit par un enrichissement des pages radio, livres et musique et par la création de nouvelles rubriques (« Eclats », « Chapeau ») consacrées à des échos de la vie théâtrale, musicale, cinématographique et à des portraits de jeunes talents.

Réalisée par le cabinet britannique Carol, Dempsey and et Thirkell - qui a mis au point la formule visuelle du quotidien *The Independent* - cette nouvelle maquette est soutenue par une campagne publicitaire de l'agence CLM/BBDO. L'hébdomadaire, dont la diffusion payée a été de 511 307 exemplaires en 1990 selon l'Office de justification de la diffusion (OJD), s'attend à passer à 540 000 exemplaires cette année et à une progression de ses recettes publicitaires et de ses petites annonces, centrées sur l'emploi dans le domaine culturel. Il va tester un *Télérama junior*, afin d'aider parents et enfants à choisir les émissions de ces derniers, d'abord encarté dans le journal avant d'être éventuellement autonome.

Le groupe de la Cité poursuit son développement en Espagne

Les grands groupes internationaux d'édition continuent à s'affronter dans le domaine, considéré comme stratégique, des dictionnaires, encyclopédies et autres ouvrages de savoir. Ainsi, le groupe de la Cité - qui s'est associé en Espagne au groupe d'édition Planeta - vient d'acquiescer avec ce dernier une participation majoritaire dans la société Espasa-Calpe. Les deux associés ont acheté 67 % d'Espasa à son propriétaire, la banque de Bilbao Vizcaya qui conserve les 33 % d'actions restantes, le capital de la prestigieuse maison demeurant ainsi en majorité espagnol.

Espasa-Calpe est l'éditeur de l'Académie royale espagnole depuis 1925. Il possède en outre à Madrid la plus grande librairie du pays. Son chiffre d'affaires en 1991 devrait atteindre 10 milliards de pesetas (environ 330 millions de francs). Cette nouvelle acquisition du groupe de la Cité dans le domaine des ouvrages de référence dans l'aire hispanophone va encore aviver la concurrence dans ce secteur entre ce groupe et celui d'Hachette qui contrôle en Espagne l'éditeur d'encyclopédies Salvat.

Le Monde des Carrières

Villes région EST PARIS

400 habitants

recherche

pour son service de

développement économique

CAHORE N/F

Niveau ATTACHE :

● Maîtrise de l'évolution

économique de la ville.

● Mises en place d'un

observatoire des entreprises et de l'emploi.

● Tableau de bord T.P.

● Relations avec les entreprises.

Expérience dans le domaine

économique souhaitée.

Adresser candidatures

et CV sous le n° 4012 à

AGENCE CENTRALE

DE PUBLICITE BP 229

93523 SAINT-DENIS

Cedex qui transmettra.

Tél. : 43-63-44-58.

Libre de suite.

J.F. Ingénieur ESTACA

débutante, ch. emploi R.P.

dom. dénom. technique

Tél. : 34-15-94-32

FEMME 39 ans, dipl. Institut

de droit international de

Genève, anglais et français

courant, langue matern.

russe.

Exprim. des sociétés montes.

J.F., jeune diplômée psyché

social, nat. rum., cherche

emploi gestion du personnel.

Tél. : 45-23-45, ap. 14 h.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements

ventes

8^e arrdt**PARC MONCEAU** (privé)

Imm. gd standing, Piscine vd

5 P. 1 ch. Ref. nt. Park.

2 services. 45-74-55-44

11^e arrdt

PRES NATION. Studio coin

cuisine, s. de bains, WC.

2^e étage, feibles charges.

285 000 F. CREDIT.

Tél. : 43-70-04-84.

15^e arrdtPROX. M^{rs} PASTEUR

Bau studio CARACTÈRE

poutres cheminées, cuis.

équipée, imm. ravale, Cave.

Gardin. Dépense. 590 000 F.

Tél. : 46-68-43-43.

19^e arrdt

SUPERBE VUE

S/PAIS. TOUT. Effet. en

1^{er} plan S/FRONT DE SEINEBel apt 3-4 P. 6^e étg élevé

490 000 F. 45-69-43-43

SIFECO RIVE GAUCHE.

FRONT DE SEINESTUDIO. 1^{er} étage. 1^{er} plan

Bel. de bain. VUE S/JARD.

SOLEIL PARKING

950 000 F. 45-66-01-00.

LIMITE 6^e - VUE S/TOUT

PARIS. rare. Coquet 2 P

TT CFT, cuis. équipée.

Nécess. rangement. Bel imm.

pièce de taille, ascense.

1 580 000 F. 45-69-01-00.

appartements

achats

Red. URGENT 2 P. à 4 P. PARIS

pré. p. 8^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e.p. 12^e, av. ou la venant.

PAIE. CFT. chez notaire.

48-73-48-07 même soc.

locations**non meublées****demandes****Paris**

Collaboration de journal recherche

STUDIO sur Paris, 14^e, 15^e

arrdt. Boulogne, Jaurès-J

Mouton ou Montparnasse.

Loyer 2 700 F. ch. comp. max.

16. P. 12 h 15 h

17 h 30/18 h 30

ou 48-62-72-68

bureaux**Locations****SIÈGE SOCIAL**

Bureaux équipés et services.

Démarches R.C.-R.M.

BODEC SERVICES

Le Monde

AFFAIRES

La vague des télévisions payantes en Europe

Sept ans après le lancement de Canal Plus, tout le continent s'est converti au péage audiovisuel. Mais cette envolée n'est pas synonyme de succès garanti. Et la multiplication de l'offre risque de fractionner les publics

POUR comprendre la prochaine décennie audiovisuelle en Europe, il faut à l'évidence... un déclic. Car la vague des chaînes payantes, après avoir abordé le continent par la France en 1984, submerge maintenant tout l'ouest, à l'exception - sans doute provisoire - du Portugal et de la Grèce. Elle s'étend même à l'est, puisque les groupes américains Time-Warner et UCI viennent d'inaugurer en Hongrie une moultitude locale de HBO, l'ancêtre des chaînes payantes, diffusée depuis 1975 par satellite et touchant maintenant 24 millions d'abonnés sur l'ensemble des réseaux câblés américains.

Les chiffres montrent bien l'accélération de ce phénomène : de 770 000 foyers abonnés en 1985, soit 0,6 % de l'ensemble des foyers équipés de télévision, les chaînes payantes européennes sont passées à 4,95 millions en août dernier, dépassant ainsi le seuil de pénétration de 5 %. Si l'on ne prend en compte que les foyers qui peuvent réellement s'abonner - dans la plupart des pays, les chaînes payantes ne sont diffusées que sur les réseaux câblés - la pénétration du péage approche même des 10 %. Et les perspectives de croissance restent importantes : entre 1990 et 1995, les foyers touchés par les réseaux câblés ou les satellites de télévision directe devraient passer de 23 millions à 45 millions.

Cette envolée n'est pas synonyme de succès garanti. Nombreux sont déjà ceux qui, partis trop tôt ou n'ayant pas les reins assez solides, ne peuvent le châtiment des chaînes disparues : Première et Microvision en Grande-Bretagne, Télé-Cinéma-Romandie en Suisse en ont fait l'amère expérience. Mais la réussite des survivants, Canal Plus au premier chef, attire aujourd'hui les grands groupes du continent : les Bertelsmann, Berlusconi, Murdoch ont déjà tous pris le virage du péage.

La troisième génération cathodique

C'est que la télévision payante, sorte de troisième génération cathodique, apparue dans la foulée des monopoles publics et des chaînes commerciales financées uniquement par la publicité, change radicalement les règles du jeu audiovisuel. La période actuelle de récession publicitaire vient souligner ses atouts relatifs par rapport aux chaînes commerciales qui doivent vendre de l'audience aux annonceurs, et non des programmes aux téléspectateurs. Le principe de l'abonnement lui assure une plus grande stabilité et un rendement économique sans commune mesure. Là où TF1 et ses 40 % de part d'audience dégagent un bénéfice sinon maigre, du moins faible par rapport aux capitaux investis, Canal Plus peut se permettre d'attacher 1 milliard de francs de bénéfice avec dix fois moins d'audience, mais le soutien fidèle de ses 3,35 millions abonnés.

Encore fallait-il y croire... Et ils étaient bien peu en 1984, quand André Rousselet essayait refus après refus pour boucler son tour de table. Un peu de chance et beaucoup de travail ont depuis balayé les hésitations. La chance - le privilège, disent les envieux - c'était de se lancer avant les chaînes commerciales, avec un réseau couvrant d'emblée l'essentiel d'un territoire national où la concurrence du câble n'existait pas. Le travail, et le talent, ce fut l'invention d'un modèle original : sports et films en exclusivité, bien sûr, avec rediffusions multiples et rapprochées, qui sont la base de toute chaîne payante « haut de gamme ». Mais aussi plages au clair, documentaires, programmes courts, et un marketing de tous les instants.

Si l'on ajoute le choix essentiel de rester maître de ses décodeurs, on a



l'équation presque complète du pari - aujourd'hui largement gagné. C'est d'ailleurs ce qui permet à Canal Plus d'exporter son savoir-faire en Espagne, en Allemagne, en Belgique, et bientôt jusqu'en Afrique, où Canal Horizons doit commencer en décembre ses émissions à Dakar.

Mais l'histoire ne peut se répéter à l'identique : dans chaque pays, les conditions particulières ont imposé des déclinaisons. Ainsi, Canal Plus Espagne a-t-elle ajouté les journaux d'informations à sa panoplie. Comme l'explique son directeur, Juan Cuello, « nous sommes nés en même temps que les autres chaînes privées. Or la télévision était un sym-

bole de la démocratie espagnole récente, et la loi nous imposait ce choix ». Ailleurs, l'offre déjà foisonnante des chaînes commerciales oblige à d'autres paria.

La concentration en marche

Ainsi, l'italienne Telepiù est-elle en train de bâtir un réseau pour trois chaînes, chacune ciblée sur un centre d'intérêt : cinéma, sport, culture et information. « La télévision est le seul produit au monde qui soit ou gratuit ou payant ; pour le vendre, il faut en offrir plus au client », analyse son directeur gé-

ral, Mario Zanone Poma. Cette démultiplication a aussi l'avantage de mieux rentabiliser le lourd investissement industriel des décodeurs, qui représente souvent entre un cinquième et un quart du prix de l'abonnement.

Cet enjeu crucial du hardware et la nécessité pour une chaîne payante d'obtenir des produits (films, matchs de boxe ou de football) en exclusivité, incitent à la formation de monopoles nationaux. La Grande-Bretagne en est un exemple éclairant. Lancée dans une concurrence suicidaire, qui désorientait le consommateur et faisait le bonheur

d'Hollywood en mesure de vendre au plus offrant ses films, les deux consortiums de chaînes par satellite ont dû rapidement se résoudre à la fusion. Licencieusement, renégociations des contrats avec les fournisseurs ont permis de réduire les pertes. Et, maintenant réunies sous la même houlette de B Sky B, les deux chaînes payantes de cinéma viennent d'augmenter leurs tarifs... En attendant, estiment certains observateurs, que la chaîne sportive de B Sky B devienne à son tour payante.

Dans un tout autre contexte, insularité et concurrence réduite d'une seule chaîne publique en clair permettent à la chaîne islandaise Stood 2 (« Canal 2 ») d'afficher, malgré un prix élevé, le meilleur taux de pénétration du monde : la moitié des foyers islandais sont abonnés.

En Scandinavie, TV 1000 et Succékanal ont aussi fusionné. Quant à Filmnet, qui couvre le même marché scandinave ainsi que le Benelux, après deux ans d'atermoiements, le groupe suédois Esselte vient d'en vendre 75 % au holding suisse Richemont, spécialiste de l'industrie de luxe et du tabac. La transaction évalue la chaîne à 850 millions de francs. Bref, les grandes manœuvres ne sont sans doute pas terminées.

Du vidéo-club à domicile au « bouquet » de chaînes

En même temps qu'elles changeaient les habitudes des téléspectateurs, les chaînes payantes sont devenues des acteurs majeurs du marché des programmes. En cinq ans, elles sont passées de 0,63 % à 3,9 % des revenus de l'industrie audiovisuelle en Europe, selon l'European Institute for the Media. Il n'est plus guère de film français qui soit tourné sans un achat par Canal Plus. Les producteurs voient ainsi s'ouvrir une « fenêtre » supplémentaire de vente. Car diffusées auprès d'une clientèle limitée, cryptage oblige, leurs programmes peuvent ensuite être vendus à une chaîne généraliste dans le même pays. Quant aux détenteurs de droits sportifs, football en tête, ils ont vite

compris l'intérêt de ces chaînes, qui font monter les enchères autour de leurs spectacles sans nécessairement vider leurs stades.

Types de programmes, modes de commercialisation et niveaux de prix amènent Bernard Guillon, directeur du développement de Canal Plus international, à ranger les télévisions payantes d'Europe en quatre grandes catégories. Filmnet incarne le premier type, le plus proche de l'exemple américain de HBO. Elle ne diffuse, à horaires fixes, que des films. La difficulté de ce type de vidéo-club à domicile est de fidéliser les abonnés, alors justement que le magnétoscope a envahi tous les foyers. Canal Plus et ses dérivés en Belgique, Espagne, Allemagne constituent le second type, caractérisé par une programmation variée et, dans le cas de Canal Plus, par une intégration verticale à la fois dans la gestion ou la fabrication des décodeurs et dans la production. Movie Channel, Sky Movies ou Télépiù et ses trois canaux symbolisent le troisième type. Car ces chaînes ne sont pas conçues isolément, mais comme éléments d'un « bouquet » multichaines dont l'économie est globale.

Enfin apparaît ce que les spécialistes nomment des « low-pay TV », c'est-à-dire des chaînes thématiques, dont l'abonnement est meilleur marché, pour toucher des publics plus restreints, quitte à abandonner les exclusivités : l'abandon et la spécialisation viennent alors suppléer la « fraîcheur » des produits. C'est par exemple le cas de certaines chaînes thématiques du câble en France, comme Ciné Cinéma ou Ciné-Cinéfil, qui pourraient élargir en 1992 leur commercialisation, au sein d'un bouquet de chaînes sur le satellite Télécom 2.

L'Europe morcelée des décodeurs

La diversité pourrait aller en s'accroissant, sous l'effet d'un triple éclatement : des publics, des supports, des modes de paiement. Avec la croissance du nombre des foyers câblés ou recevant directement des satellites peuvent se développer d'autres types de chaînes payantes : sportives, pour les jeunes, etc. Cette multiplication de l'offre, alors que les budgets des ménages ne sont pas extensibles, risque de fractionner les publics. Une autre concurrence va bientôt se manifester : celle du « paiement à la séance » ou « pay par view », un marché qui commence à compter aux Etats-Unis. Ce « kiosque » audiovisuel à tout-fois besoin, pour rentabiliser des événements (concerts, matchs), de pouvoir toucher simultanément un large bassin de population.

Or l'Europe du péage est loin d'être unifiée techniquement : pas moins de cinq types de décodeurs sont actuellement en service. Cette dispersion n'est pas due au hasard : chaque opérateur a compris que celui qui tient les décodeurs tient le marché, car le coût d'établissement d'un second parc de décodeurs est une barrière dissuasive pour tout nouvel entrant. Le problème n'en est pas moins posé. Tout comme l'est celui des normes de diffusion pour les nouvelles chaînes. Parce qu'elles doivent offrir à leurs clients ce qui se fait de mieux, les télévisions payantes sont en première ligne du débat sur la télévision haute définition et du standard intermédiaire, le D2 MAC.

En attendant, la petite tribu des télévisions payantes savoure des taux de croissance enviables, et une nouvelle manière de faire des affaires avec des clients qui sont aussi presque des « membres de la famille » : Jean-Claude Paris, directeur de TVCF en Belgique, n'a-t-il pas découvert avec ravissement que certains abonnés envoient leurs vœux à sa chaîne, au moment des fêtes ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Douze chaînes en quête d'abonnés

Pays	Chaîne	Date de lancement	Nbre d'abonnés fin 1991 (est.)	Prix par mois	Mode de diffusion	Principaux actionnaires
FRANCE	CANAL PLUS	11/84	3 350 000	160 F	Hertzien SECAM Câble Satellite D2 MAC	Havas (25 %) Général des eaux (21 %)
GRANDE-BRETAGNE (1)	MOVIE CHANNEL SKY MOVIES (1)	3/90 2/89	1 700 000	11,99 £ une, 18 £ les deux (120 ou 160 F)	Satellite Câble PAL	Murdoch (50 %) Chargeurs, Pearson, Granada
SCANDINAVIE (Suède, Norvège, Danemark)	TV 1000 - SUCCÉ (2)	4/89	195 000	145 SKr (135 F)	Satellite D2 MAC Câble	Kinnérk (75 %) Kinnérk, Time-Warner, Canal Plus
SCANDINAVIE (dont Finlande) BENELUX	FILM NET (2)	11/86	500 000	169 SKr (160 F)	Satellite Câble PAL	Richemont (75 %) Esselte (25 %)
BELGIQUE	TVCF - CANAL PLUS	9/89	70 000	895 FB (150 F)	Câble PAL Hertzien	Canal plus (43 %) RTBF (27 %) - Delfi (21,5 %)
ALLEMAGNE AUTRICHE	PREMIERE	2/91	250 000	39 DM (130 F)	Câble PAL Satellite	Bertelsmann (37,5 %) Canal Plus (37,5 %), Kirch (25 %)
SUISSE	TELECLUB	5/84	85 000	30 FS (115 F)	Satellite Câble PAL	Kirch (40 %), Ringier (20 %) Rediffusion (20 %) - Media Licence
ESPAGNE	CANAL PLUS ESPANA	9/90	250 000	3 000 Ptas (160 F)	Hertzien PAL Satellite	Prisa (25 %), Canal Plus (25 %) BBV (15 %), March (15 %)
ITALIE	TELEPIÙ (3)	9/91	50 000	36 000 L (165 F)	Hertzien PAL	Cecchi-Gori, Berlusconi, Kirch, BIL
ISLANDE	CANAL 2	10/86	45 000	2 590 ISK (190 F)	Hertzien PAL	200 actionnaires
HONGRIE	HBO	9/91			Câble	Time Warner, UCI

(1) Ces deux chaînes font partie d'un ensemble de six chaînes sur le satellite Astra.

(2) Sous-titrée en plusieurs langues.

(3) Telepiù 1, consacrée au cinéma, sera rejointe en 1992 par Telepiù 2 (sport) et ensuite Telepiù 3 (culture).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h 23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

Sous le PARRAINAGE de la MAIRIE du XVI^e

7^e Salon des Antiquaires de PARIS XVI^e

JARDINS DU RANELAGH du 8 au 18 novembre 1991 de 11 h à 22 h tous les jours

AVENUE PRUDHON - MÉTRO MUETTE

سكنا في لاند

نور الدين

AFFAIRES

Les Wagons-Lits aiguissent l'appétit d'Accor

Intéressé au départ par l'hôtellerie de la Compagnie, le numéro un français forme aujourd'hui des projets plus ambitieux touchant à la restauration, au tourisme et même à la location de voitures

S'ils réussissent leur offre publique d'achat (OPA) sur la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWLT), les présidents d'Accor, Paul Dubrule et Gérard Pélisson, entament une troisième étape décisive dans la constitution d'un grand groupe diversifié de services liés au voyage. À l'hôtellerie et à la restauration. En s'emparant de Jacques Borel International en 1982 (après lui avoir repris les hôtels 4 étoiles Sofitel), ils avaient étendu leur activité à la restauration collective. L'an dernier, en rachetant la chaîne d'hôtels économiques Motel 6 aux États-Unis, ils restaient dans leur métier principal, mais ils s'attachaient une société indépendante, installée dans un pays éloigné de leur base européenne : un premier pas vers une fédération de sociétés.

Le deuxième pas serait fait cet automne avec la prise de contrôle d'un groupe diversifié comme la CIWLT, qui apporterait de nouvelles branches au groupe : « ferroviaire », agences de voyages et location de voitures, à côté de l'hôtellerie et de la restauration. Ce qui rendrait inévitable cette nouvelle structure fédérale : « Nous entrons dans la philosophie de grands métiers autonomes », dit Paul Dubrule. Ainsi les dirigeants d'Accor prévoient de regrouper Pullman, Sofitel, Altéa et Mercure dans PLM et envisagent de transformer aussi Novotel, aujourd'hui simple marque, en filiale.

Comme on fait toujours en pareil cas, les dirigeants d'Accor se plaisent aujourd'hui à chanter les « synergies » entre leur groupe et la

CIWLT : ce n'est évidemment pas le moment de dire quelle part de la dot on pourrait abandonner. La Compagnie, disent-ils en substance, possède des actifs intéressants, mais une faible rentabilité, qu'ils se font fort de doubler par une gestion plus serrée et une politique d'investissements plus suivie et mieux ciblée (de fait, pour un chiffre d'affaires comparable, la CIWLT a réalisé en 1989 le tiers des bénéfices d'Accor et le dixième en 1990). L'apport de chaque branche sera différent pour Accor, même si, dans chacun de ses secteurs, le groupe Wagons-Lits occupe une place considérable.

Une part considérable du marché

L'hôtellerie des Wagons-Lits, Paul Dubrule et Gérard Pélisson la connaissent déjà. Ils avaient failli en acquérir une partie, en 1984, les hôtels Frantel; ils s'étaient interrogés à son sujet quand la CIWLT décida en 1990 de chercher un partenaire pour prendre 50 % de Pullman (*le Monde* des 1^{er} juin et 29 septembre 1990). Enfin, ils ont pris la gestion de la plus grande partie au printemps dernier, huit mois après être entrés dans le capital de la CIWLT (*le Monde* des 9 mars et 7 juin 1991).

En contrôlant le deuxième groupe hôtelier français (34 000 chambres et un chiffre d'affaires de 2,28 milliards de francs), Accor, déjà deuxième sur le plan mondial, avec 180 000 chambres (pour un chiffre d'affaires de 7,34 milliards), ne rejoindra pas Holiday Inn (320 000), propriété du groupe alimentaire britannique Bass.

Il conservera sa maîtrise actuelle sur l'ensemble des chaînes, puisque la CIWLT a pratiqué la même politique d'investissement : près de la moitié de ses hôtels sont en propriété ou en location, guère moins chez Accor, et seulement 23 % en franchise (18 % chez Accor), à l'inverse des chaînes américaines - et Holiday Inn, née outre-Atlantique, n'échappe pas à la règle avec 80 % en franchise.

Avec cet apport, Accor élargirait son réseau international, déjà le plus étendu (58 pays) des grands groupes hôteliers (malgré un fort ancrage sur la France, son pays d'origine), car les chaînes Pullman et Altéa ne sont pas moins « internationales ». Il s'implanterait fortement sur le pourtour méditerranéen (Italie, Turquie, Afrique du Nord), où il est quasiment absent, et se renforcerait aux Pays-Bas et en Allemagne, comme en France.

Cette addition ne risque-t-elle pas d'attirer l'attention de la Commission de Bruxelles comme du Conseil français de la concurrence? Accor n'est-il pas déjà, à lui seul, de loin le premier hôtelier allemand? Dans quelques villes françaises, les deux groupes associés ne vont-ils pas détenir, avec Novotel, Mercure et Altéa, la totalité des « trois étoiles »? Cela n'obligerait-il pas à vendre quelques établissements? De toute façon, Gérard Pélisson fait remarquer que, d'ores et déjà, Accor cède chaque année des établissements ou des parts pour un montant de 250 à 300 millions de francs...

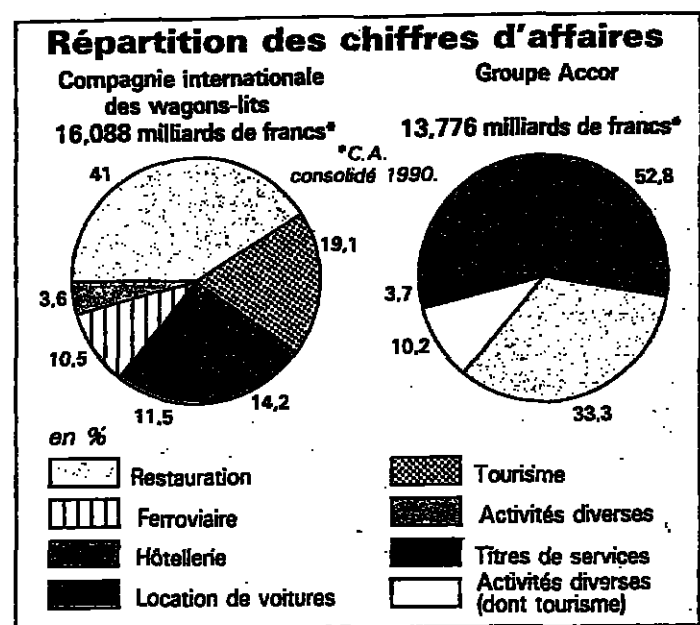
Des problèmes comparables pourraient se poser pour la restauration, où Eures, créée en partenariat avec

Nestlé en 1970, vient de passer des années chahutées avec la tentative de fusion inachevée de Pierre Bellon, président de la Sodexho. En dépit des faibles marges du secteur, notamment dans la restauration, celle-ci représente pourtant un des points forts de la CIWLT. Celle-ci est particulièrement présente en Allemagne (16 % du chiffre d'affaires), en Espagne, aux Pays-Bas.

En France même (45 % du chiffre d'affaires restauration), si Eures n'a pas rattrapé Sodexho et la Générale de restauration, qui se disputent la première place, elle détient 15 % d'un marché promis à l'expansion (un cinquième seulement de la restauration collective est concédé à des sociétés spécialisées). La réunion sous une même tutelle d'Eures et de la Générale de restauration, qui assurent ensemble plus de 35 % du chiffre d'affaires de la profession, peut faire froncer les sourcils aux autorités chargées de réguler la concurrence. Même si Accor et les Wagons-Lits ne conservent plus que la minorité de blocage dans leurs filiales, et si les cadres qui les ont reprises sont plus habitués à « se faire la guerre depuis vingt ans » qu'à coopérer, comme le dit Philippe Durand-Daguin, directeur général d'Eures.

Trains de nuit dans le désert

Dans un autre secteur, celui de la restauration sur autoroutes, Accor et Wagons-Lits devraient faire place à d'autres concurrents : ensemble, les deux groupes détiennent plus de 90 % du marché français (près de



50 % pour Accor, 42 % pour la CIWLT). Ferroviaire, tourisme et location de voitures représentent en revanche des terres encore peu connues d'Accor.

Certes la première n'est guère que de l'hôtellerie et de la restauration sur trains : « Aménager une cuisine pour une collectivité, un aéroport ou un réseau ferroviaire, ce n'est pas différent », souligne Gérard Pélisson. Mais beaucoup d'incertitudes pèsent sur cette activité qui a donné son nom à la CIWLT et fut longtemps sa vache à lait.

Le train de nuit est en effet concurrencé à la fois par l'avion et le développement des lignes à grande vitesse. En dix ans, le nombre de voyageurs empruntant le réseau européen TEN (Trans-Euro-Nuit) s'est accru de 23 %. Mais la fréquentation a baissé de 55 % sur l'axe Paris-Méditerranée, un des plus importants, depuis la mise en service du TGV sud-est. Le train de nuit peut regagner du terrain par la suite, par exemple vers le nord de la Grande-Bretagne avec les liaisons trans-Manche, ou avec l'extension du réseau TGV vers l'Allemagne. On envisage même d'expérimenter des « trains-hôtels » en Europe centrale à partir de 1995. Mais il faudra probablement affronter plusieurs années une traversée du désert, avec, de surcroît, un matériel vieillissant.

La restauration ferroviaire, actuellement déficitaire, doit elle aussi envisager d'importants investissements pour continuer sa mue vers des formules proches de celles des avions.

Les liens sont moins évidents pour les agences de voyages, où les Wagons-Lits occupent une place importante, qui dépasse le chiffre d'affaires réalisé par le groupe, même si celui-ci progresse sensiblement, comme sa rentabilité. La CIWLT possède en effet le seul réseau français d'importance, dans ce secteur très dispersé, avec Havas Tourisme. Ce dernier groupe, qui a progressé plus vite, possède plus d'agences et fait en France jeu égal avec la CIWLT dans le domaine des voyages d'affaires.

Les Wagons-Lits ont cependant un atout majeur : la possession d'un réseau international intégré, qui occupe la première place en Europe, notamment en Espagne (où il est le premier depuis 1989), au Benelux (numéro 2), en Suisse et maintenant en Grande-Bretagne, grâce à l'acquisition de Pickfords (numéro 3, avec 8 % du marché, contre 12 % à Thomas Cook et autant à Hogg Robinson).

Différences de rentabilité intrinsèques et évolution de l'exploitation font que la répartition des résultats ne coïncide pas avec celle des chiffres d'affaires. Ainsi chez Accor, le résultat d'exploitation des titres de services atteint 25 % du total, équivalant à celui de la restauration. Dans la CIWLT, la répartition des bénéfices (avant résultats exceptionnels) a sensiblement évolué au cours des dernières années. Le part du ferroviaire tend à se réduire depuis 1988, tandis que celles du tourisme et de l'hôtellerie ont plus que doublé, atteignant, voire dépassant légèrement leur part dans le chiffre d'affaires. Tandis que le chiffre d'affaires de la location de voitures continuait à croître, les bénéfices ont plongé.

son). Pour pouvoir l'emporter dans les appels d'offres des multinationales, il leur reste à améliorer leur implantation en Allemagne (où ils n'arrivent qu'au huitième rang) et aux États-Unis (où ils ne sont qu'au dixième, et sont installés surtout dans l'Est et le Middle West).

Même si « un hôtelier ne peut ignorer la distribution », comme le dit Gérard Pélisson, la contribution de Wagons-Lits Tourisme aux réservations des Pullman et autres Altéa est relativement modeste. L'intérêt pour Accor provient plus de la séduction que le tourisme exerce depuis quelques années sur les deux présidents du premier groupe français d'hôtellerie d'affaires (*le Monde* du 1^{er} juin 1990).

Quant à la location de voitures, Europcar, dont les résultats n'ont cessé de se détériorer depuis 1988 pour arriver à un déficit de 100 millions de francs, elle constituera plutôt une charge pour son acquéreur. Il est vrai que sa situation est considérée comme un défi par les présidents d'Accor : « Il y a quelques mois, on nous aurait demandé si nous avions envie de céder Europcar, notre réponse aurait été « oui ». Aujourd'hui, nous avons changé d'avis. Hertz et Avis y gagnent bien leur vie... » Selon Gérard Pélisson, Europcar pourrait, non seulement retrouver l'équilibre, mais même gagner de l'argent dès 1992.

GUY HERZLICH

Peu d'effet sur les bénéfices d'Accor

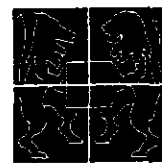
L'offre publique d'achat lancée sur la Compagnie internationale des wagons-lits devrait entraîner seulement une baisse de 80 millions de francs au maximum sur les bénéfices d'Accor en 1992, ont expliqué en substance les présidents du groupe, Paul Dubrule et Gérard Pélisson, mardi 5 novembre. Sur 1993, l'impact serait nul, et à partir de 1994, les bénéfices l'emporteraient.

Accor prévoit un bénéfice de l'ordre de 300 millions à 1 milliard de francs pour 1991, par suite des effets de la crise du Golfe sur l'hôtellerie, et de 1,1 à 1,2 milliard en 1992. Quant à l'endettement du groupe, il devrait rester « à un niveau convenable », avec 44 % de fonds propres sur l'ensemble des capitaux permanents, grâce

aux augmentations de capital effectuées les années précédentes (émissions d'actions ou d'obligations convertibles).

Toutefois, après l'OPA sur les Wagons-Lits et l'achat de Motel 6 en 1990, Accor serait amené à suivre une « politique d'investissements plus modeste » pour les deux-trois ans à venir, en concentrant ses investissements en fonds propres sur le développement des hôtels économiques Formule 1, et ailleurs en donnant la priorité à des contrats de gestion et à des participations minoritaires. Mais le groupe conserve ses objectifs de devenir le premier mondial dans l'hôtellerie économique et d'étendre son implantation dans la restauration collective et les titres de service (« gagner un pays par an »).

Le Monde



ScPo

ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?

4^e séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

MATIN

Présidence : René RÉMOND

9 h Ouverture du séminaire :
Alain LANCELOT

9 h 15 LA COMMUNICATION
DANS L'ENTREPRISE :
AVEC OU SANS LES MÉDIAS ?
Séance introduite par Elie COHEN

* Des stratégies de communication contrastées :
Christian BLANC
Pierre DELAPORTE
Jean DROMER
Jean-Louis MISSIKA
Animateur : Manuel LUCBERT

11 h LE RECOURS AUX MÉDIAS :
DU NARCISSISME
À LA DOMESTICATION ?
Séance introduite
par Patrice ALLAIN-DUPRÉ

* De l'usage de la presse par les entreprises :
Alain MINC
Nina MITZ
Patrice KREIS
Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA

12 h 45 Déjeuner

APRÈS-MIDI

Présidence : Jacques LESOURNE

14 h 15 LES MÉDIAS
FACE AUX ENTREPRISES :
UNE INFORMATION
SOUS INFLUENCE ?
Séance introduite par Bruno FRAPPAT

* L'opinion des journalistes :
E.S. BROWNING
Emmanuel de LA TAILLE
Didier POURQUERY
Federico RAMPINI
Philippe RIES
Animateur : Roland CAYROL

16 h SITUATIONS DE CRISE :
LES MÉDIAS,
INSTRUMENTS DE GUERRE ?
Séance introduite par Yves MAMOU

* L'information, nouvel enjeu dans les crises :
Jean-Bernard PINATEL
Pierre-Yves TANGUY
Marc VIENOT
Patrick ZELNIK
Animateur : Alain FAUJAS

17 h 45 CONCLUSION DU SÉMINAIRE :
Jacques LESOURNE

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS
Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

AFFAIRES

Daimler-Benz, un géant empêtré

Coté depuis le 6 novembre à la Bourse de Paris, le premier groupe industriel allemand poursuit son internationalisation. Il tente aussi de digérer une diversification accélérée

FRANCFORT

Correspondance

Au siège de Daimler-Benz à Stuttgart-Möhringen, on commence seulement à se frotter les mains et à apercevoir « la fin du tunnel ». Le maître des lieux, le tout-puissant Edzard Reuter, qui a conçu lui-même la décoration des bâtiments ultramodernes de ce vaste complexe administratif flamboyant neuf – qualifié ironiquement de « Sens-Souci industriel » par ses trois mille employés en référence à l'empereur prussien Frédéric le Grand, – régit sur son empire avec plus d'une étoile dans son sac. Sous sa houlette, Daimler-Benz s'est en effet engagé dans la voie d'une diversification tous azimuts ayant culminé avec le rachat du géant aéronautique MBB en 1989. Le but ? Devenir un groupe technologique parfaitement intégré et capable d'opérer à l'échelle mondiale, où Daimler-Benz est « main » par rapport à des mastodontes comme General Motors, IBM ou Ford. Une stratégie qui n'est pas encore gagnante.

Outre la construction automobile, son principal secteur d'activités, le groupe de Stuttgart est en fait désormais présent dans l'électronique, l'aéronautique, l'aérospatiale et les services, mais aussi dans les logiciels informatiques, avec en particulier la prise de participation récente dans le

Deutsche Airbus qui a été filialisé après le rachat et se présente aujourd'hui sous forme d'une société autonome indépendante. Edzard Reuter reste très optimiste sur les carnets de commandes sont pleins. « L'Airbus gagne de l'argent et va continuer à en gagner », affirme-t-il.

Il en va tout autrement pour AEG, la filiale électronique de Daimler-Benz, qui continue de perdre de l'argent. L'an dernier, les pertes d'exploitation s'élevaient à 205 millions de deutschemarks. Pour AEG, le temps des « désemploisements planifiés » est donc venu. Ainsi, la firme de Francfort a décidé, le 23 octobre, de céder sa filiale câbles au géant français des télécommunications, le groupe Alcatel. Le prix de cette transaction n'a pas été rendu public, mais, selon les experts, il pourrait atteindre un milliard de deutschemarks. Le produit de la vente d'AEG-Kabel (1,7 milliard de deutschemarks de chiffre d'affaires en 1990 et cinq mille employés) va être réinvesti et permettra à AEG de se concentrer dans des secteurs plus lucratifs : l'aéronautique, les systèmes ferroviaires et la microélectronique.

Dans la branche bureautique et télécommunications, qui est la plus vulnérable, des négociations sont en cours avec l'américain Smith Corona Corp. et le sud-coréen Samsung pour le rachat d'AEG-Olympia. Le chef d'AEG, Ernst Georg Stückel, a également présenté un plan visant à casser Olympia en trois sociétés différentes

même soit les secteurs de l'aéronautique, l'aérospatiale, les techniques de défense et des systèmes de propulsion de Daimler-Benz est un bon exemple à cet égard. Ainsi que l'explique son chef, Jürgen Schremp, « les coûts de développement, la pression de la concurrence et les activités militaires en déclin sur les marchés nationaux expliquent que la coopération entre partenaires européens, mais aussi transatlantiques et transpacifiques soit devenue si importante ». Les exemples d'alliance stratégique, à savoir « une forme de recherche d'intérêts communs justifiée par le fait qu'aucun des deux partenaires n'est en mesure de parvenir par ses propres moyens à l'objectif économique ou technique de la coopération », abondent. Ainsi, en mars, MTU et le célèbre moteur américain Pratt & Whitney ont conclu une alliance dans le domaine des groupes motopropulseurs aéronautiques. L'accord pour moderniser d'ici à l'an 2005 le système soviétique de trafic aérien dans le cadre du GATSS (Global Air Transportation System and Services), auquel participent plusieurs firmes américaines et japonaises, est un autre exemple.

Avec les Français, partenaires privilégiés de longue date, les coopérations pullulent. En mai, Aérospatiale et MBB ont créé la société Eurocopter, qui doit leur permettre de devenir le numéro deux mondial de la

production d'hélicoptères. Auparavant, les trois partenaires du consortium ATR – la France, l'Allemagne et l'Italie avec Alenia – s'étaient mis d'accord sur un projet de nouvel avion régional européen d'une capacité de quatre-vingts à cent trente places dont DASA doit assurer le gros œuvre.

L'accord difficile avec Mitsubishi

L'accord beaucoup plus controversé annoncé en mars 1990 à Singapour, prévoyant une alliance stratégique entre Daimler-Benz et Mitsubishi semble, en revanche, être au point mort. A l'issue de leur troisième rencontre au sommet, responsables allemands et japonais sont tombés d'accord pour ne rien révéler de la teneur de leurs entretiens. Un changement de ton radical par rapport à la deuxième rencontre, à Tokyo, en septembre 1990, où une douzaine de projets de coopération de Daimler-Benz avaient été annoncés avec force détails. Un seul de ces projets a été réalisé depuis : la distribution de voitures Mercedes en commun au Japon ! Et un échange d'ingénieurs a été prévu à plus long terme dans le domaine aérospatial, où l'intérêt des Japonais est grand.

La décision de Mitsubishi de parti-

ciper aux côtés de Boeing au développement du Super-Jumbo, d'une capacité de six cents places, qui doit faire concurrence à l'Airbus-A 350, ainsi qu'au développement d'un système de communication informatique pour le B 777, un autre avion développé par Boeing pour lutter contre Airbus avec une capacité de trois cent cinquante places, ne laisse par ailleurs aucun doute. Le vice-président de Mitsubishi-Heavy Industry Limited, Takaaki Yamada, s'en est expliqué dans un entretien avec le journal économique *Nikkei* : « Les relations entre les entreprises japonaises et Boeing sont unilatérales, et il n'est pas possible de faire participer Airbus au développement du Super-Jumbo », a-t-il dit. Le désaveu à l'égard de Daimler-Benz est total.

Même dans le secteur automobile, où Mitsubishi a pourtant plus à gagner d'une coopération avec Daimler-Benz, notamment dans les cinq nouveaux Länder et dans les pays de l'Est, où Toyota et Nissan – les concurrents de Mitsubishi – sont déjà installés, les pourparlers piétinent. Les différences de culture s'expliquent pas tout puisque Mitsubishi – Motors corp – a conclu en mai un accord avec Volvo pour produire en commun des automobiles. A l'évidence, la taille, le style et le contenu des projets de coopération entre les deux groupes sont déphasés.

Il y a un domaine dans lequel une

alliance stratégique avec les Japonais a toujours été exclue. Il s'agit du secteur militaire, car le spectre de l'axe Tokyo-Berlin, déjà agité par les Américains au moment du premier signe de rapprochement entre Mitsubishi et Daimler, n'aurait pas été long à se réveiller. « Daimler est avant tout un groupe européen », insiste, pour sa part, Edzard Reuter. Pour ce fils d'un ancien bourgmestre de Berlin, qui a été le premier à acheter un terrain sur la Potsdamer Platz située au cœur de Berlin-Est, avant même que le mur ne soit tombé, le centre de gravité s'est incontestablement déplacé vers l'Europe et les pays de l'Est.

Ce qui ne va pas empêcher le groupe de Stuttgart de continuer à essayer de pénétrer en Asie, mais aussi dans des pays comme le Mexique, dont il était absent jusqu'à présent. « Malgré nos nouveaux secteurs d'activités et une grande diversification de nos produits, nous sommes encore loin de jouer un rôle global », constate, pour sa part, Gerhard Lieber, membre du directoire de Daimler-Benz chargé des finances. Il ne désespère pas que, d'ici dix à vingt ans, l'action de Daimler-Benz soit cotée sur toutes les places financières du monde, à commencer, après l'introduction à Paris, par des villes comme Milan, Madrid et Bruxelles.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Une augmentation de capital en vue

Même si le premier groupe allemand s'est refusé à donner des détails sur l'opération, le principe d'une augmentation de capital est désormais acquis, mais elle n'interviendra pas dans tous les cas de figure, avant au moins la deuxième partie de 1992. Selon Gerhard Lieber, le directeur financier de Daimler-Benz, qui l'a annoncé de Stuttgart, l'augmentation devra être au moins équivalente à celle que Daimler-Benz avait lancée en 1989 pour financer le rachat de MBB, c'est-à-dire 2 milliards de deutschemarks.

La grande différence avec 1989, où l'augmentation avait eu lieu trois semaines seulement après la mini-krach boursier, c'est que, cette fois-ci, les actions de Daimler-Benz seront attendues par les investisseurs et sans doute très bien accueillies, particulièrement si les résultats du groupe s'améliorent en 1991 comme l'a annoncé

Edzard Reuter. Cette augmentation de capital laisse-t-elle présager de nouvelles acquisitions ? Les experts pensent que c'est peu probable mais que Daimler-Benz cherche plutôt, par ce biais, à financer ses énormes besoins d'investissements, notamment dans le secteur de l'aéronautique.

Pour rester en point, toutes les autres sociétés du groupe demandent également d'énormes investissements : « Daimler-Benz investit déjà près de 10 milliards de deutschemarks par an et ce volume ne va pas faire que croître », précise un expert. La structure de l'actionariat de Daimler-Benz se décompose ainsi : la Deutsche Bank détient 28 %, Mercedes-Benz holding 25 % et le Kowert 15 %. Les 32 % restants sont les actions négociées librement avec un volume d'actions éparpillées à l'étranger compris entre 5 % et 10 %.

C. H.-M.

capital de Sogefi, la société mère de Cap Gemini Sogefi. Daimler-Benz, un véritable tueur à tout-terrain sans concurrence ? Edzard Reuter s'explique : « Dans l'automobile seule, il n'est plus possible aujourd'hui d'escompter des taux de croissance comparables à ceux atteints dans la période de l'après-guerre car le secteur est proche de la saturation ». C'est la raison pour laquelle, selon lui, les nouvelles technologies, dont même l'automobile ne peut plus se passer, sont les seules à pouvoir assurer la croissance de demain.

Mais, même pour le géant allemand, qui reçoit pourtant moult subventions en raison de ses activités dans les secteurs militaire, aéronautique et aérospatial, la diversification menée n'a pas encore porté tous ses fruits. Sa rentabilité s'est fortement dégradée : il y a six ans, le groupe dégagait un bénéfice de 3 milliards de marks pour un chiffre d'affaires pourtant inférieur à 20 milliards. En 1990, les profits n'étaient plus que de 1,8 milliard pour 85,5 milliards de chiffre d'affaires. 1991 s'annonce un peu meilleur, mais si peu.

« Un groupe technologique implique toujours des pertes et des profits », explique Edzard Reuter, invoquant les risques pris dans les nouveaux secteurs d'activités. Le groupe de Stuttgart a d'ailleurs été accusé de vouloir « privatiser » ses profits et « socialiser » ses pertes au détriment du contribuable allemand. A l'occasion par exemple du rachat de MBB en 1989, grâce à l'intervention du ministre de l'économie de l'époque, Helmut Haussmann, qui était passé outre au refus de l'Office fédéral des cartels, pourrissant farouchement opposé à ce « mariage des éléments ». Comme prix d'entrée dans la firme MBB, détentrice des 37,9 % de la part de l'Allemagne dans le programme européen de construction aéronautique, l'habile président de Daimler-Benz avait, en effet, obtenu de Bonn un partage de la couverture des risques de change sur les contrats des avions Airbus facturés en dollars. MBB détient les autres 80 % de

Les transports routier, aérien et ferroviaire

« Le défi, c'est d'arriver à intégrer sous le même toit les transports routier, aérien et ferroviaire », dit Edzard Reuter. C'est d'ailleurs sur AEG qu'il compte pour y parvenir car il met beaucoup d'espoir dans la création de sociétés communes avec les autres filiales du groupe, comme cela s'est déjà produit entre AEG et DASA dans le cadre de projets aussi bien civils que militaires. Les conditions pour y parvenir : « Savoir gérer selon des critères de stratégie de groupe et réfléchir constamment à des désemploisements là où c'est nécessaire et à des coopérations là où c'est possible ».

L'autre tâche urgente, c'est l'internationalisation. « Pour nous, il n'y a pas d'autre possibilité que de jouer un rôle mondial », précise-t-il. D'où le désir du groupe d'être coté sur les grands centres financiers. Outre New-York, Daimler-Benz est présent à Bâle, Genève, Zurich, Tokyo, Londres, Vienne et, depuis le 6 novembre, Paris. Et d'où, également, les alliances commerciales avec des partenaires étrangers, « dont le but n'est pas de neutraliser la concurrence ni de développer une position de puissance incontrôlée sur le marché, mais de s'assurer au contraire des avantages comparables à ceux des autres participants à cette collaboration », écrit le président de Daimler-Benz dans le rapport annuel du groupe. DASA, qui regroupe sous un

The
A to 終
of the
world.

The
Economist

Every Friday

Traduction du texte ci-dessus : « le A à 終 du monde » tous les vendredis

سكرا من العالم

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 6 novembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé, dont voici des extraits :

Fonds de solidarité africain

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation des amendements à l'accord portant création du fonds de solidarité africain. Le fonds de solidarité africain, créé par un accord conclu le 21 décembre 1976 entre la France et quinze États africains, a pour objet de faciliter le financement de projets de développement en octroyant des bonifications d'intérêts, en garantissant des emprunts et en aidant à l'allongement de la durée de remboursement de certains emprunts. Les amendements à cet accord modifient certaines modalités de fonctionnement du fonds et allègent le régime des contre-garanties exigées par le fonds des États bénéficiaires.

Diverses dispositions d'ordre social

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration a présenté un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social.

1. - Les associations, dont l'objet est de loger à titre temporaire des personnes défavorisées qui ne bénéficient pas d'une aide personnelle au logement, recevront une aide forfaitaire calculée en fonction de leurs capacités d'hébergement et du plafond de loyer prévu en matière d'allocation de logement.

2. - Le projet de loi définit les conditions dans lesquelles les établissements accueillant et conservant les dons de sperme seront autorisés à fonctionner. Il s'agit de soumettre ces établissements au contrôle de l'Etat et, ainsi, d'éviter notamment la transmission de maladies.

3. - Le revenu pris en compte pour le calcul de la nouvelle cotisation de retraite des professions libérales et des avocats sera plafonné à un niveau fixé par décret.

4. - Pour faciliter le recouvrement des cotisations sociales dues aux caisses de sécurité sociale des professions non salariales non agricoles, au paiement desquelles s'oppose une minorité de leurs affiliés, ces caisses pourront percevoir les sommes dues en faisant opposition sur les fonds détenus par des tiers pour le compte de ces débiteurs.

Titularisation d'agents de protection des réfugiés et apatrides

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a présenté un projet de loi relatif à la titularisation d'agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides. Les agents de cet office recrutés au plus tard le 31 décembre 1989 auront vocation à être titularisés dans des corps de fonctionnaires de l'Office ou dans des corps de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, soit après un examen professionnel soit après leur inscription sur une liste d'aptitude.

La France et le budget communautaire

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du bud-

get et le ministre délégué au budget, ont présenté une communication sur le budget communautaire.

Le projet de budget de la Communauté pour 1992 s'élève à 62,4 milliards d'euros soit 435 milliards de francs. Les dépenses communautaires ont fortement progressé depuis 1980 passant de 16,3 milliards d'euros à 56 milliards d'euros en 1991. La France contribue pour un cinquième au financement des dépenses communautaires. Le prélevement opéré sur les recettes de l'Etat au profit de la Communauté s'élève à 84,2 milliards de francs en 1992. L'évolution de la contribution française traduit l'engagement croissant de la France en faveur de la construction européenne et de la solidarité au sein des Douze. Elle y consacre aujourd'hui 1,2 % du produit intérieur brut.

La France souhaite que la gestion du budget communautaire tienne compte des disciplines que s'imposent les Etats membres. Une saine gestion des finances communautaires ne peut que renforcer l'adhésion de l'opinion publique à la construction européenne. Alors que le projet communautaire pour 1992 doit être examiné en deuxième lecture par le conseil des ministres du budget le 12 novembre, la France s'attachera à faire prévaloir les orientations suivantes : la discipline budgétaire doit être renforcée, les redéploiements devant être privilégiés de préférence à l'accroissement global des dépenses ; la négociation avec le Parlement européen doit être menée par la présidence du conseil des ministres sur la base d'un mandat précis.

Dans l'élaboration des lois de finances, les pouvoirs publics doivent établir un lien entre les dépenses communautaires et les dépenses nationales pour que l'appréciation de l'action menée dans chaque secteur tienne compte de l'ensemble des concours publics.

Comme il a commencé de le faire, le gouvernement associera le Parlement aux différents stades de la procédure budgétaire communautaire et un débat sera organisé lors de l'examen de chaque projet de loi de finances sur le prélevement opéré au profit de la Communauté.

Le cinquième centenaire de la rencontre des deux mondes

Le ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement, a présenté une communication sur le cinquième centenaire de la rencontre des deux Mondes. Cette célébration permettra de mieux faire connaître l'histoire des relations entre la France et l'Amérique latine et de renforcer nos liens avec cette région du monde.

Chargé de coordonner cette célébration, le ministère de la culture a prévu d'organiser plusieurs manifestations dont la présentation au Centre Georges-Pompidou d'une rétrospective des peintres latino-américains, une exposition anthropologique au Musée de l'Homme et une rencontre de personnalités latino-américaines et européennes à Paris. Les grandes institutions culturelles, les collectivités locales, notamment celles des Antilles, les médias et des entreprises se sont également mobilisés. Le comité national mis en place pour cette célébration a déjà accordé son label à une centaine de projets.

11 novembre : les services ouverts ou fermés

PRESSE. - Les quotidiens paraissent normalement le lundi 11 novembre.

BUREAUX DE POSTE. - Pas de distribution de courrier à domicile le 11 novembre. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

BANQUES. - Fermées le 11 novembre.

RATP. - Service réduit des dimanches et fêtes.

GRANDS MAGASINS. - Fermés le 11 novembre, à l'exception de la Samaritaine (ouverte de 10 heures à 19 heures).

ASSURANCE MALADIE. - Les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés du vendredi 8 novembre, à 15 heures, au mardi 12 novembre, aux heures habituelles.

ALLOCATIONS FAMILIALES. - Les services d'accueil des trois centres de gestion de Paris seront ouverts jusqu'à midi le vendredi 8 novembre et aux heures habi-

tuelles à partir du mardi 12 novembre.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE VIEILLESSE DES TRAVAILLEURS SALARIES. - Les points d'accueil retraite et les bureaux de la CNAV de Paris seront ouverts jusqu'à 14 h 30 le vendredi 8 novembre et aux heures habituelles le mardi 12 novembre.

ARCHIVES NATIONALES. - Les salles de lecture des Archives nationales et le Musée de l'Histoire de France seront fermés le 11 novembre.

HOTEL NATIONAL DES INVALIDES. - Les musées (Armée et d'histoire royale) et l'église Saint-Louis seront ouverts le 11 novembre, de 10 heures à 17 heures. Des films pris pendant les combats qui se dérouleront sur tous les fronts de 1914 à 1918 seront projetés, dès l'ouverture et en permanence, au cinéma du Musée de l'Armée.

MUSEES. - A Paris, seront ouverts : le Centre Georges-Pompidou, le Grand Palais, l'Orangerie des Tuileries, le Musée Picasso, le

Musée des arts asiatiques-Guimet, le Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, le Musée des Arts et traditions populaires, le Musée Eugène Delacroix, le Musée Gustave-Moreau, le Musée J.-J. Henner, le Musée de Cluny et le Musée Hébert.

En région parisienne, seront ouverts : le château de Chantilly, les châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, le Musée de la Renaissance au château d'Ecouen, le Musée des Granges de Port-Royal, le Musée des Antiquités nationales et le Musée du Prieuré à Saint-Germain-en-Laye, et le Musée de la Céramique, à Sèvres.

En province, seront ouverts : la villa grecque Kérylos, à Beaulieu-sur-Mer, le château de Pau, le Musée Message biblique Marc Chagall, à Nice, le Musée de la Coopération franco-américaine, au château de Blerancourt, les musées de l'île d'Aix, le musée Adrien-Dubouché, à Limoges, le Musée des Deux-Victoires, à Moullecron-en-Pareds, le Musée Magnin, à Dijon, la Maison Bonaparte, à Ajaccio, et le Musée Millelli, en Corse.

Naissances

Suzel MESSERSCHMITT, Pierre BRUNO et leur fils Charles,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire,

le 4 novembre 1991.

24, rue d'Athènes, 75009 Paris.

Décès

Jacques et Marguerite Aymard, ses parents, Marie-Dominique et Benoît Launay, Constance, Mahaut, Côme et Judith, Elisabeth et Miguel de Fontenay, Basile, Vladimir et Clarence, Laure et Joël Grangé, Paul et Cécile, ses sœurs, beaux-frères, nièces, filleuls et neveux, Les familles Aymard, Bayen, Salon, Schieber, Etienne et Hardy, ont la douleur de faire part du décès de

Denis AYMARD,

survenu le 29 octobre 1991, à l'âge de vingt-six ans.

Ses obsèques ont eu lieu, le 31 octobre, en l'église Notre-Dame du Val-de-Grâce, dans l'intimité familiale. Une messe à son intention sera célébrée le

samedi 16 novembre, à 10 h 30,

par le Père J.-R. Armogathe, en l'église Saint-Germain-des-Prés, Paris-6.

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue de Sèvres, 75006 Paris.

Simone Marcant-Murat,

présidente, Et le conseil départemental de la Croix-Rouge française de Paris, Le président et le Comité du quatorzième arrondissement.

Le directeur départemental et les Secouristes de Paris, ont la douleur de faire part du décès de

Denis AYMARD,

qui a donné sept ans de sa courte vie au service de la Croix-Rouge.

Une messe sera célébrée

le samedi 16 novembre 1991, à 10 h 30,

en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Croix-Rouge française de Paris, 16, boulevard Raspail, 75007 Paris.

- Sa famille

Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

François BOISSEL,

survenu dans sa trente-septième année.

Ses funérailles auront lieu au cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 8 novembre 1991, à 15 heures, 66 division.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

THÈSES

Tarif Étudiants 50 F la ligne H.T.

CARNET DU Monde

Bernard et Marie-Josée Campagne, leurs enfants et petits-enfants, Claire Campagne, Françoise Campagne, Antoine et Marie-Michèle Morbier, leurs enfants et petit-fils, Philippe et Isabelle Gustin et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Xavier CAMPAGNE,

prêtre de la Mission de France.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église paroissiale de Saint-Palais, le 31 octobre 1991, suivie de l'inhumation au cimetière d'Alciris, dans l'intimité familiale.

Salha,

64120 Alciris.

Hélène Vyvry, Madeleine Defaut, Jacqueline Defaut, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

M^{me} Frédéric

COLBERT de BEAULIEU,

née Germaine Veaux,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-

mère. Les obsèques protestantes ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Nancy, le 10 octobre 1991.

- Dominique Curan,

Antoine et Malys,

ont l'immense douleur de faire part du décès, survenu le 28 octobre 1991, de

Joëlle, Marie, Gabrielle CURAN,

née Bernady,

leur tendre, douce, épouse et maman,

après une longue, terrible et injuste

maladie. Elle repose désormais en sa terre du

Périgord, où elle les attend.

- Les familles Dassonville,

Artigaud et Affagard,

Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Irénée DENOY,

survenue à Marseille, le 4 novembre 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Renée Fanlac,

son épouse, Michel et Laure Croquet,

Bernard et Marie-Françoise Tardien,

seuls enfants, Antoine, Jacob et Alice,

ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre FANLAC,

éditeur,

survenu le 31 octobre 1991, à Périgord.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale, le 2 novembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue du Professeur-Peyrot, 24000 Périgueux.

- Le Père provincial des dominicains de Lyon,

Le Père prieur du couvent Sainte-Marie de la Tourette,

La communauté des frères et sœurs, La famille

font part du décès de

Père Paul GRANDIN, O.P.,

survenu le 5 novembre 1991.

La célébration des funérailles aura lieu dans l'église conventuelle à la Tourette, à Evry, le vendredi 8 novembre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation dans le cimetière de la communauté.

- M. Charles Pasqua,

président du groupe RPR,

Et tous les membres du groupe RPR du Sénat,

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

M. Paul KAUSS,

sénateur du Bas-Rhin,

survenu le 3 novembre 1991, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu, le

mercredi 6 novembre, à 14 h 30, en l'église protestante de Bischwiller (Bas-

Rhin).

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 6 novembre.)

- M^{me} Roland Koch,

née Françoise Makgare,

son épouse, M. et M^{me} Michel Koch,

baron et la baronne Christian d'Huart,

M. et M^{me} Bruno Lahaussois,

seuls enfants, Pierre et Edouard Koch,

Stéphane, Aurora, Stanislas et Sébastien d'Huart,

Cyril et Delphine Lahaussois,

seuls petits-enfants, M^{me} Paul Fouan,

seuls enfants et petits-enfants, M^{me} Henri Makgare,

seuls enfants et petits-enfants, Les familles Talon, Raphaëlis, Smolkowska, Courtoux, Huguet, d'Hérouville, Boitier, Huret et Le Coz,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland KOCH,

ancien élève de Polytechnique, croix de guerre 1939-1945,

officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 6 novembre 1991, dans sa soixante-seizième année,

et vous prie d'assister ou de vous

excuser d'intention à la cérémonie reli-

gieuse qui aura lieu le samedi 9 novem-

bre, à 10 h 30, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Zahle, Liban.

M^{me} Joseph Tohme Skaff,

son épouse, Elias Tohme Skaff,

son fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph TOHME SKAFF,

député et ancien ministre du Liban,

survenu, à Paris, le 5 novembre 1991,

dans sa soixante-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée

dans sa ville natale, à Zahle (Liban), le

dimanche 10 novembre, à 12 heures.

22, rue Erlanger, 75016 Paris.

(Lire page 5.)

- Toute la famille

a la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Paul VERMEERSCH,

survenu à Paris, à l'âge de cinquante-

huit ans.

Selon la volonté du défunt, il sera

inhumé au cimetière du Père-Lachaise, le

mardi 12 novembre 1991, à 10 h 15.

- Sa famille et ses amis

ont la douleur de faire part du décès de

M. Nordin ZAÏMI,

ancien élève de l'Ecole normale supérieure,

agréé de lettres classiques,

survenu le lundi 4 novembre 1991, à

l'âge de vingt-huit ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi

8 novembre, à 16 h 30, au cimetière de

Morsang-sur-Orge.

GUY BROUTY

Remerciements

- M^{me} Irénée OJJEH,

son épouse,

M. Mansour OJJEH,

M. Abdoulaziz OJJEH,

M^{me} Nadia OJJEH,

M^{me} Salma OJJEH,

M^{me} Laila OJJEH,

ses enfants,

très touchés des marques de sympathie

qui leur ont été témoignées lors du

décès de

M. Akram OJJEH,

adressent leurs très sincères remercie-

ments.

33, avenue Foch,

75116 Paris.

Messas anniversaires

- Pour le cinquième anniversaire de

la mort de

Georges BESSE,

assassiné le 17 novembre 1986, une

messe sera célébrée à sa mémoire le

undi 18 novembre 1991, à 18 h 30, en

l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place

Saint-Thomas-d'Aquin, Paris-7.

Sa famille et ses amis vous invitent à

y assister ou à s'en tenir à la pensée.

Avis de messe

- Une messe sera célébrée à la

mémoire de

Charles PIETRI,

ancien élève

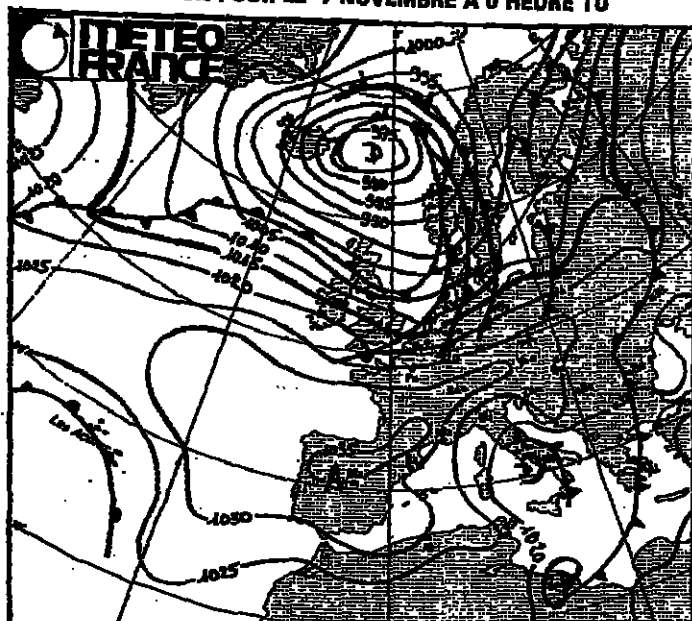
de l'Ecole normale supérieure,

professeur à l'université

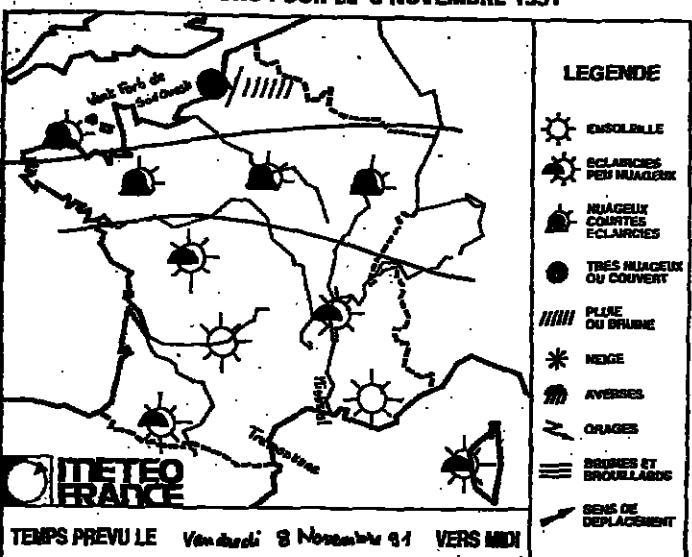
de Paris-Sorbonne,

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION POUR LE 7 NOVEMBRE A 0 HEURE TU

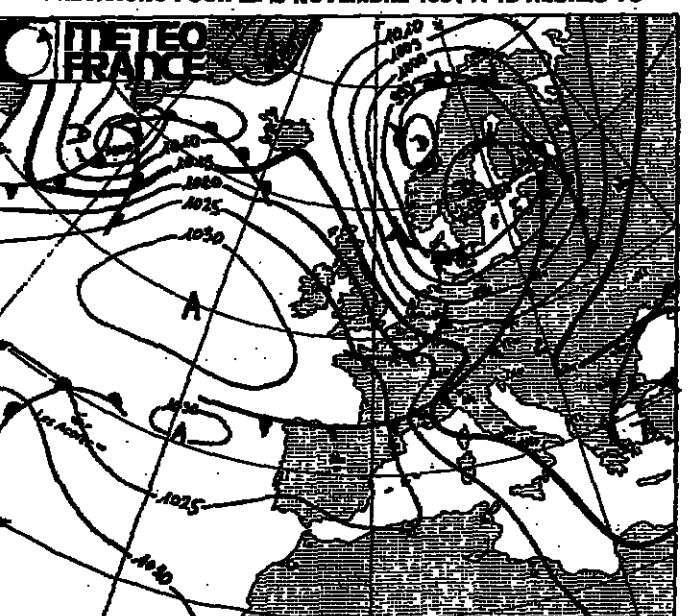


PRÉVISIONS POUR LE 8 NOVEMBRE 1991



Vendredi : moitié nord nuageuse, moitié sud ensoleillée. Après disparition des brumes et brouillards, le ciel sera généralement bien ensoleillé sur les régions de la moitié sud, du Poitou-Charentes - Aquitaine à la région Rhône-Alpes - Provence - Côte d'Azur. Les températures minimales seront de -2 à -4 degrés, les températures maximales de 14 à 16 degrés. Les vents : tombante et mistral, seront de modérés à assez forts. Sur la moitié nord, de la Bretagne et des Pays de la Loire aux régions Lorraine et Franche-Comté, le ciel sera nuageux. Des pluies pourront en fin de journée les régions des côtes de la Manche et les départements du Nord. Cependant, des éclaircies apparaîtront en cours de journée sur les Pays de la Loire, le Centre et la Bourgogne. Le vent sera modéré d'ouest. Les températures minimales sur ces régions nord seront de 6 à 10 degrés, les températures maximales de 10 à 13 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 9 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs moyennes relevées entre le 08-11-1991 à 18 heures TU et le 07-11-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYONS	PARIS	STRASBOURG
JACOBO	14	4	S	P
JACQUES	13	3	S	P
BOREDAUD	13	3	S	P
BOREDESS	9	4	P	C
WREST	10	3	S	P
CARY	10	3	S	P
CHAMBERLAIN	7	2	P	C
CLEMMERTY	7	2	P	C
DAUN	7	2	P	C
GRIGNOLLE	7	2	P	C
LAURENCE	7	2	P	C
LYON	5	3	P	C
MARCELLE	11	6	S	P
NANCY	7	2	P	C
PAUL	10	3	S	P
ROSE	17	3	S	P
SAINT-MONTS	10	3	S	P
PAUL	11	2	S	P
FERREAR	12	3	S	P
ST-ETIENNE	6	1	N	P
ST-LAURENS	6	1	N	P

TOULOUSE	LYONS	PARIS	STRASBOURG
10	1	S	P
9	1	S	P
30	23	N	P

ÉTRANGER	TOULOUSE	LYONS	PARIS	STRASBOURG
ALEXE	19	9	P	C
AMSTERDAM	23	17	P	C
ATTOUES	24	29	P	C
BANGKOK	4	5	N	C
BARCELONA	12	1	S	C
BERLAUNE	12	1	S	C
BERLIN	8	5	P	C
BRITANNIA	7	6	P	C
LE CAIRE	25	17	P	C
CHACAPACOR	8	5	P	C
CHAKA	31	23	P	C
CHEN	20	3	S	P
CHENNAI	22	16	P	C
CHENY	8	1	D	C
CHONGKONG	25	25	D	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	C
STANBUL	19	10	P	

Le vote des grévistes devait avoir lieu à bulletin secret

La CGT est favorable à la reprise du travail à Renault-Cléon

« On ne pourra pas s'entêter à une minorité dans cette forme de lutte. C'est par ces mots que M. Jacky Touzain, secrétaire de la section CGT de Renault-Cléon, a laissé entendre que son organisation était favorable à la reprise du travail, jeudi 7 novembre peu avant 11 heures. La CFDT, de son côté, indiquait qu'elle signerait le protocole d'accord proposé au cours de la nuit par la direction. « Certains ont repris le travail et on ne peut pas le nier », a ajouté le responsable cégétiste devant l'assemblée générale d'un millier de personnes appelées à se prononcer sur le protocole d'accord. « Si la

majorité le décide, il y aura reprise », a-t-il poursuivi après avoir reconnu que « ce n'est pas une minorité qui peut emporter le mouvement. » Un argument l'a emporté en faveur de ce choix, semble-t-il. L'un des six salariés menacés de licenciement n'est pas protégé par un mandat syndical. Rien que pour lui, a expliqué en substance M. Touzain, les grévistes sont contraints d'arrêter. « C'est une question de confiance », a-t-il déclaré, dénonçant le « marché honteux de la direction ». Le vote des grévistes devait avoir lieu toute la journée à bulletin secret. (Lire notre dossier page 30.)

La préparation des élections régionales

M. Marchais dénonce les « combinaisons politiques » des socialistes

NICE

de notre correspondant régional

Au cours d'un meeting qu'il présidait, mercredi 6 novembre, à Nice, devant deux mille personnes, M. Georges Marchais a appelé à « faire barrage au sinistre Le Pen qui a la prétention de se servir du département (des Alpes-Maritimes) comme tremplin au service de ses ambitions nationales délimitées ». Évoquant les propos tenus récemment par M. Bruno Mégret, député général du FN, sur « la disparition des races humaines par métissage généralisé » (le Monde du 5 novembre), le secrétaire général du PC s'est exclamé sous les applaudissements de son auditoire : « Le FN fera-t-il un procès à Georges Marchais parce que les communistes appellent un chat un chat et ce personnage infect un raciste ? » M. Marchais s'est demandé, cependant, si « le pivot de la politique française devrait désormais être Le Pen et si l'il faudrait substituer à l'axe droite-gauche une nouvelle frontière, celle qui séparerait lepnistes et antilepnistes ? En somme, Le Pen serait intrinsèquement unique (...) pendant que la gauche serait invitée à s'allier avec la droite « fréquente ». « Ainsi, a poursuivi M. Marchais, le gouvernement (...) préfère mettre en avant des gens connus

pour leurs compétences dans leur partie - et c'est à l'évidence le cas du professeur Schwartzberg - plutôt que des dirigeants qui auraient à répondre de leurs actes. »

Selon le secrétaire général du PC, la volonté des socialistes serait de faire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur « un véritable banc d'essai pour tester l'efficacité de nouvelles combinaisons politiques ». Avant lui, M. Guy Herminier, député des Bouches-du-Rhône et chef de file du PC dans la région PACA, avait développé la même idée en estimant que « Bernard Tapie, avec la kyrielle de ministres et de personnalités parisiennes dont il cherche à s'entourer (...), serait une sorte de poisson-pilote de cette opération ».

G. P.

Assassinat d'un avocat bastiais

BASTIA

de notre correspondant

M. Jean Grimaldi, un avocat de Bastia âgé de quarante-huit ans, a été tué par balles mercredi soir 6 novembre alors qu'il garait son

véhicule devant son domicile dans le quartier résidentiel de Toga, au nord de la ville. Il était 19 h 30. La nuit et l'orage de grêle qui s'abatait sur Bastia ont facilité la tâche d'un ou plusieurs tireurs embusqués derrière la haie du parking. La victime a été mortellement atteinte de quatre balles de calibre 11,43.

En 1988, au même endroit, M. Grimaldi avait échappé à des tireurs. A l'époque, l'avocat bastiais était victime d'une affaire de racket. Il avait contribué à la résoudre en collaborant avec la police. Les auteurs de la tentative de racket avaient été interpellés et jugés. Plus récemment, le 24 octobre dernier, M. Grimaldi avait été placé en garde à vue pendant vingt-quatre heures dans le cadre d'une enquête sur un détournement de 10 millions de francs opérés depuis une agence bancaire de Marseille, via Nice et Bastia à destination de la Suisse. M. Grimaldi avait été libéré au terme de la garde à vue alors que les deux personnes interpellées en même temps que lui étaient écrouées après avoir été inculpées d'escroquerie.

M. C.

Le PR met en garde M. Michel Poniatowski. - Réuni jeudi 7 novembre, le bureau politique du Parti républicain a prononcé une mise en garde officielle à l'intention de M. Michel Poniatowski, qui, à de multiples reprises, s'est déclaré partisan d'accords électoraux avec le Front national. A l'unanimité, moins une voix, celle de M. Alain Griotteray, député du Val-de-Marne, les dirigeants du PR ont demandé à M. Michel Poniatowski « de ne plus prendre de positions en contradiction avec le parti ».

DÈS JANVIER 92 ÉTUDIEZ USA

Dans une grande université de Californie ou du Florida. Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.). Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Laffitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19

Pechiney

M. Alain Boublil est inculpé de délit d'initié

Juge d'instruction au tribunal de Paris, M^{me} Edith Boizette a inculpé, jeudi 7 novembre, en fin de matinée, M. Alain Boublil, délit d'initié dans le cadre de l'affaire Pechiney. Ce scandale financier avait éclaté en décembre 1988 lors du rachat de la société American National Can par le groupe français. Alors directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, M. Boublil avait été contraint de démissionner, le 20 janvier 1989, officiellement pour riposter à la campagne de rumeurs et d'accusations qui le mettaient en cause en raison de ses liens d'amitié avec l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, également inculpé depuis par M^{me} Boizette pour la même affaire.

Le juge d'instruction et le parquet se refusent à tout commentaire sur les éléments nouveaux qui motivent l'inculpation de M. Boublil près de trois ans après les faits. M. Boublil avait été entendu à deux reprises comme témoin par M^{me} Boizette, le 14 février et le 7 juin 1989. Auteur d'un ouvrage autour de l'affaire Pechiney et de sa démission, paru en 1990 - *Le soulèvement du sérail* (Albin Michel) -, M. Boublil avait rejoint en juin dernier le groupe Framatome comme directeur général adjoint.

L'affaire du sang contaminé

La polémique sur le rapport Habibi

L'événement du jeudi 7 novembre maintient que le rapport « Sida et transfusion sanguine » remis le 30 mai 1985 par le docteur Bahman Habibi, directeur scientifique du CNTS, avait été « truqué » par son auteur à l'insu de la trentaine de spécialistes qui l'avaient aidé à élaborer ce rapport (le Monde des 1^{er} et 2^{ème} novembre). L'hebdomadaire maintient qu'il existait à l'époque parmi les spécialistes un consensus sur le fait qu'il fallait immédiatement rappeler tous les lots de facteur VIII supposés tous contaminés et en arrêter immédiatement la distribution. En dépit de ce consensus, le docteur Habibi aurait fait état dans son rapport final de différents choix possibles, s'en remettant pour une décision aux « autorités sanitaires nationales ».

Il faut pour comprendre l'atti-

tude du docteur Habibi se reporter au texte élaboré, à la suite d'une réunion du 1^{er} avril 1985 par le groupe de travail « Sida-transfusion » dirigé par le docteur Jean-Pierre Allain (CNTS). Dans ce texte, soumis à lecture aux membres du groupe (1) le 5 avril, il était notamment envisagé « l'organisation d'une période intermédiaire pendant laquelle les produits standards et ceux ayant subi l'autonucléation virale seront simultanément disponibles ». Cette stratégie était envisagée bien que les résultats d'enquête sur les taux d'infection par le virus du sida chez les donneurs de sang français (0,5-1 %) permettaient alors « d'affirmer la contamination statistique de tout pool de plasma d'un moins cinq cents donneurs ».

Ces éléments éclairaient la perception que les spécialistes pouvaient alors avoir quant à la « disponibilité » par le virus du sida et à ses conséquences. Ils soulignent également sans équivoque que l'on était loin à cette époque d'un consensus sur les décisions à prendre vis-à-vis des produits coagulants potentiellement contaminés.

J.-Y. N. ET F. N.

(1) Ce groupe de travail était composé de F. Barré-Sinoussi (Institut Pasteur de Paris), L.-M. Bide (CIRTS d'Angers), J.-P. Lavenave (CIRTS de Strasbourg), H. Chalaing (CIRTS de Miribel), J. Huart (CIRTS de Lille), C. Glickman (hôpital Pitié-Salpêtrière), G. Foucault (direction générale de la santé).

Une délégation interreligieuse française se rend en Yougoslavie

Les responsables français de cinq grandes familles spirituelles ont décidé, à l'initiative de M. Jean Kahn, président du Congrès juif européen et du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), de se rendre en Yougoslavie les lundi 11 et mardi 12 novembre. Outre M. Jean Kahn, la délégation comprendra Mgr Joseph Duval, président de la Conférence épiscopale, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal orthodoxe, et M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris.

Ces responsables religieux se rendront à Belgrade le 11 novembre et le lendemain à Zagreb. Ils rencontreront les responsables politiques et confessionnels. Le but de cette visite, selon M. Jean Kahn, est de faire pression sur les responsables politiques et religieux de Serbie et de Croatie pour qu'ils mettent fin à leur conflit de sensibilité et à leur conflit de sensibilité en France, sur cette guerre.

« Face à la souffrance d'un pays meurtri par une guerre civile fratricide, ont déclaré ces cinq personnalités dans un communiqué commun, jeudi 7 novembre, nous lancerons un appel solennel au respect et à la dignité humaine, afin que cessent les combats et que la population puisse retrouver la paix et la sérénité. Cette tragédie, qui atteint de plein fouet un peuple au cœur de l'Europe, ne peut perdurer sans qu'il y ait un réveil des consciences, des peuples et des nations. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

SOS canisme!

Embêtant pour notre image de marque, à nous, les clébards, cette bavure dans l'Essonne. Sept policiers allemands qui tentent d'arrêter un passant à la mine suspecte. Un coup de croc, c'est vite donné. Morsures à la gorge, à la nuque, et au dos. Il en est mort, bon, désolé, ce sont des choses qui arrivent. Pas une raison pour se déchaîner et nous traiter de sauvages. C'est du racisme anti-chiens, du canisme, j'appelle ça!

J'en parle ce matin sur le trottoir avec un copain briard, il m'a rassuré : l'inquiète. Ils osent jamais. On les a matés. On les a rendus beaucoup plus indulgents pour les bêtes que pour les gens rapport aux meurtres d'enfants. Quand il nous arrive d'en bouffer un, là, on s'en est tapé quatre en trois ans, sans compter les vieux, sorti d'un encadré dans les journaux, c'est à peine si on en parle.

Il a raison. De toute façon, d'ici la fin du siècle, on tiendra le haut du pavé. Question de démographie. Il n'est chaque année 1 200 000 chiots contre 750 000 marmots, dans ce pays. Et question d'économie. Ça leur

rapporte des milliards, le marché, en folle expansion, des plats cuisinés, des couches, des cliniques, des pays, des produits de beauté, des colliers de diamants, des astrologues, des sacs Vuitton, des dentistes, des coiffeurs, des clubs de gym, des cures thermales et des restaurants pour toutous.

De ce côté-là, rien à dire, ils nous couvrent de fourrures et de bijoux, nos amis à deux pattes. Tians, à propos, je vous signale la sortie d'un nouveau produit, le doggyrice, canines blanches, haleine fraîche! Érigez qu'on vous l'achète. Et n'hésitez pas à aboyer féroce au nez des sales gosses qui osent vous disputer le bac à sable au square. Qu'ils fassent caca dans leur culottes, ces petits merdeux, et qu'ils nous laissent déposer nos croquettes bien gorgées sous les pieds des passants.

Sinon, croyez-moi, ça leur portera pas bonheur, à nos élus. On a le droit de vote, nous, et on l'exerce en maîtres qui tiennent esclaves par la laisse jusqu'aux marches de l'Élysée. Un candidat sans programme, passe... Sans labrador, passera pas!

Selon les syndicats

Usinor-Sacilor pourrait supprimer 6700 emplois d'ici à 1994

Le groupe Usinor-Sacilor pourrait supprimer 6700 emplois d'ici à 1994, a annoncé, jeudi 7 novembre, à Liège, le directeur général, M. Bourguiba. L'intersyndicale CFDT-CGT-CFSC-CG de la sidérurgie lorraine. Ce chiffre a été cité par François Mer, PDG d'Usinor-Sacilor devant les syndicalistes CFTC d'Usinor-Sacilor, lors de la réunion bi-annuelle tenue le 5 novembre à Paris.

La majorité des suppressions d'emplois, soit de 3 000 à 4 000, toucheraient la Lorraine et la Normandie, avec la fermeture de la Société métallurgique de Mondeville (1300 emplois), située près de Caen. Le groupe a annoncé une chute des trois quarts de ses bénéfices au premier semestre. Le 30 octobre, M. François Mer avait annoncé, au cours d'une conférence de presse (le Monde du 1^{er} novembre), que le groupe allait réorganiser ses activités, en substituant à la filière fonte classique (coke, hauts fourneaux) une filière électrique (four et ferrailles) jugée plus compétitive.

o TUNISIE : message de « félicitations » de M. Bourguiba au président Ben Ali. - L'Agence Tunis Afrique Presse a indiqué mercredi 6 novembre que, pour la première fois en quatre ans, M. Bourguiba venait d'adresser ses « félicitations » et ses « vœux » à celui qui l'a écarté du pouvoir, le président Ben Ali. « La Tunisie, avec vous, est entre de bonnes mains. Que Dieu vous assiste et vous aide à la servir et à la préserver », a-t-il écrit à son « fils dévoué ». A l'occasion du quatrième anniversaire de son arrivée au pouvoir, le président Ben Ali a gratifié 1 070 condamnés civils et militaires, accordé la liberté conditionnelle à 736 autres détenus et annulé les peines frappant deux anciens membres du gouvernement, MM. Driss Guiga, qui avait été ministre de l'intérieur et condamné à cinq ans de travaux forcés après les « émeutes du palais » de 1984, et Tahar Belkadi, qui détenait le portefeuille de l'information et s'était vu infliger une peine de quatre ans de prison avec sursis pour mauvaise gestion. (Lire pages 1 et 3 l'entretien accordé au Monde par M. Bourguiba.)

Dans « le Monde diplomatique » de novembre

Une logique de paix?

La tenue à Madrid de la conférence de paix sur le Proche-Orient constitue un succès pour la diplomatie américaine. Est-ce pour autant l'annonce d'une logique de paix? Il faudrait pour cela que soient appliqués les principes maintes fois affirmés, durant la guerre du Golfe : refus de l'acquisition de territoires par la force et respect du droit international. Alain Gresh analyse les principaux dossiers en litige et les chances de succès des négociations en cours, tandis que Samir Kassir se penche sur les enjeux de la reconstruction d'un Liban où renaît l'espoir.

Un vent nouveau souffle aussi sur l'Afrique : Christian de Brie et Philippe Leymarie dressent le bilan des expériences de démocratisation; et Colette Braeckman décrit la politique de la terre brûlée menée par le président Mobutu au Zaïre.

On lira, d'autre part, un ensemble de textes sur les « mélancolies françaises », alors que se répandent dans la société, comme le note Ignacio Ramonet, « scepticisme, apathie, désenchantement et confusion »; René Passet examine les mythes et les limites d'une politique de rigueur en France qui néglige le social et la modernisation de l'appareil productif; Edgar Morin et Anne-Brigitte Kern s'interrogent sur l'organisation de la démocratie à l'échelle de l'Europe.

Les élections polonaises ont

récemment confirmé que la transition démocratique à l'Est se révèle plus difficile qu'on ne l'imaginait. Jean-Yves Potel se penche sur la complexe situation politique en Roumanie, tandis que Joseph Vascob se demande pourquoi la Slovaquie demeure aujourd'hui tentée par la séparation. En Yougoslavie, la Serbie a choisi le sentier de la guerre (Catherine Samary); alors que les Républiques soviétiques s'engagent dans la voie d'une coopération économique (Jean Rodary).

Dans ce numéro : Zakyas Daoud décrit la frustration des classes moyennes au Maghreb; Jean-Pierre Alaux révèle les dessous du putsch en Haïti; Richard J. Barnett et Paul-Marie de La Gorce montrent que les États-Unis n'ont pas renoncé à la puissance militaire malgré leurs grandes difficultés économiques, que souligne Jacques Decroix; Nicole-Lise Bernheim, évoque la vie quotidienne dans une petite ville de la Carélie finlandaise, et Yves Eudes fait le point sur la grande guerre des chaînes d'information.

Egalement au sommaire : un article de Pierre Armand sur « les théâtres de rue et les cirques nouveaux »; une nouvelle inédite du récent prix Nobel de littérature, Nadine Gordimer; et un texte du grand écrivain Ernesto Sabato : « Qu'est-ce qu'une identité nationale ? »

En vente chez tous les marchands de journaux. 18 francs.

SOMMAIRE

DÉBATS

Un appel en faveur des peuples de réparation; Revues : « Démocratie postmoderne », par Frédéric Gausson... 2

ÉTRANGER

Témoignages de coopérants sur la répression de l'armée en Haïti... 3
Scepticisme et déception chez les réfugiés palestiniens de Jordanie après la conférence de Madrid... 5
La limogeage du ministre irakien de la défense... 5
L'élection du secrétaire général de l'ONU toujours dans l'impasse... 6
Yougoslavie : les combats continuent à s'étendre... 12

POLITIQUE

L'examen du budget à l'Assemblée nationale... 13
Le débat au sein du PS sur le mode de scrutin... 13

SOCIÉTÉ

Des peines de prison avec sursis requises à Caen contre deux jeunes révisionnistes... 15
La France souhaite inspirer une politique européenne pour les handicapés... 16
La tempête tropicale « Thelma » aux Philippines... 15
Football : quatre clubs français sur cinq éliminés en Coupes d'Europe... 16
Les enfants britanniques ont désormais un statut d'« individus » et des droits... 17

CULTURE

Théâtre : « Cœur ardent », à Créteil... 18
« Les Caprices de Marianne », de Musset, aux Amandiers de Nanterre... 18
Musiques : Magida Roumi, la voix née de la guerre du Liban... 18

LIVRES • IDÉES

Severo Sarduy et le verger des carnavales • Rimbaud en chair et en mots • « L'homme des frontières », par Claudio Magris • La vie du langage, par Denis Slakta • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires, par François Botte • La chronique de Nicole Zand... 21 à 28

ÉCONOMIE

La Réserve fédérale américaine procède à une nouvelle baisse des taux d'intérêt... 29
Restructurations en chaîne dans l'industrie textile... 29

POINT

Les difficultés de Renault... 30

MONDE AFFAIRES

La vague des télévisions payantes en Europe • Les Wagons-Lits aiguisent l'appétit d'Accor... 33 à 35

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 32
Camet... 38
Loto... 38
Marchés financiers... 35
Météorologie... 39
Mots croisés... 38
Radio-télévision... 39
Spectacles... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1991 a été tiré à 490 502 exemplaires.